



Arts et Spectacles : Indiens d'Amérique

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE



QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14738 - 6 F

JEUDI 18 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les deux tiers des ogives nucléaires éliminées d'ici onze ans

Washington et Moscou vont réduire massivement leurs armements stratégiques

Une étape spectaculaire

C'EST un accord sans précédent sur la voie du désarmement que MM. Bush et Eltsine ont conclu mardi 16 juin à Washington, puisqu'il prévoit qu'au début du prochain millénaire les arsenaux nucléaires stratégiques américains et russes auront été réduits des deux tiers et qu'en auront été éliminées les armes les plus dangereuses.

On change d'ordre de grandeur par rapport aux accords négociés ces dernières années entre Washington et Moscou. Entre autres conséquences, l'argumentation traditionnellement utilisée par M. Mitterrand pour maintenir la force de dissuasion française en dehors de ce processus de réduction des armements devrait s'en trouver affaiblie, puisqu'elle s'appuyait sur les énormes disparités quantitatives existant entre Deux Grands et le France sur le plan nucléaire. D'autres éléments incitent également à une réévaluation de la dissuasion française non seulement en termes quantitatifs mais aussi en termes de doctrine, pour tenir compte notamment de l'évolution de la menace.

Si le président de la République a donné ces derniers mois divers signes de souplesse par rapport à des dogmes jusqu'ici intangibles (de sa petite phrase en forme de question sur l'avenir de la force française dans une Europe unie jusqu'à la récente décision d'en finir avec le programme Hadès), il pourrait toutefois, avant d'aller plus loin, réclamer, après l'accord américano-russe, le droit d'attendre « pour voir ».

En renonçant au principe de la stricte parité qui inspirait les précédents accords de réduction des armements, M. Eltsine reconnaît que le Russie a perdu son statut de superpuissance, et fait un geste qui, même s'il appelle des contreparties sombres et trébuchantes, est tout à son honneur. Mais il prend aussi un risque : celui de voir se propager chez lui, attisé par les milieux les plus conservateurs, dans l'armée notamment, le sentiment qu'il est en train de brader le dernier fleuron de la couronne russe : sa puissance militaire.

L'ACCORD, qui prévoit des réductions sur onze ans, pose d'autre part le problème technique et économique du démantèlement des armes concernées. Il est énorme, alors que la Russie a déjà bien du mal à éliminer ses armes nucléaires tactiques. La question du retrait des forces ex-soviétiques des Républiques baltes - d'une portée certes moins planétaire mais plus simple à réaliser et qui eût témoigné du contrôle du président russe sur l'armée - ne paraît en revanche avoir fait aucun progrès.

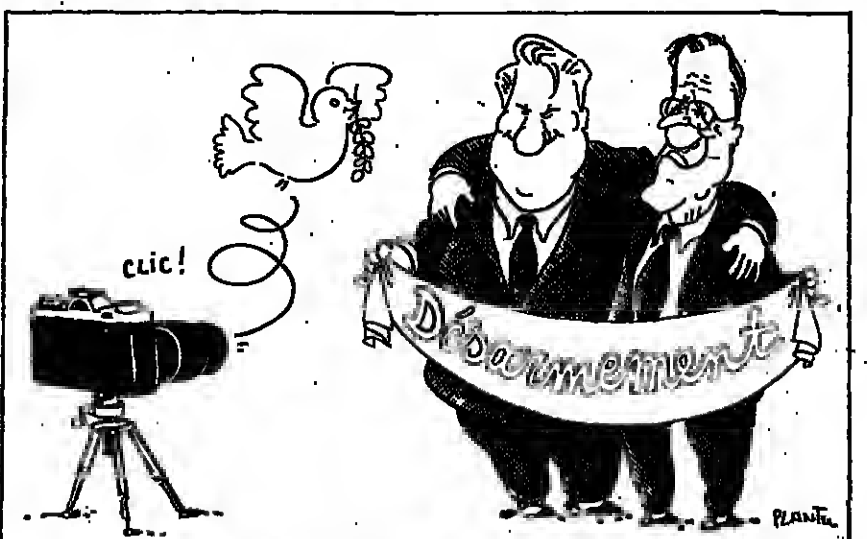
Engagé dans une campagne électorale où il est désormais critiqué aussi sur sa politique étrangère, M. George Bush avait sans doute besoin de cet accord spectaculaire. Mais rien ne prouve que le Congrès américain, choqué par les révélations de M. Eltsine sur la présence au goulag de prisonniers américains de la guerre du Vietnam, le suive en débloquent les crédits qu'attend la Russie. Cette étape « historique » qui vient d'être annoncée à Washington n'est encore qu'une déclaration d'intention de deux présidents en difficulté.

M0147 - 0618 0 - 6.00 F



Au premier jour de leur sommet à Washington, les présidents George Bush et Boris Eltsine ont annoncé, mardi 16 juin, leur décision de réduire considérablement les armements nucléaires américains et russes. Cet accord, d'importance majeure, prévoit notamment l'élimination totale, avant

onze ans, des missiles balistiques intercontinentaux à têtes multiples, et la réduction des deux tiers du nombre des ogives nucléaires. M. Eltsine a en outre révélé que deux mille prisonniers de guerre américains avaient pu être détenus en URSS et que certains pourraient encore être en vie.



Lire page 3 les articles d'ALAIN FRACHON et de JAN KRAUZE

La résurrection du Mexique

En moins de quatre ans, le président Carlos Salinas a redressé le pays. Mais l'équilibre reste précaire.

Lire page 21 le reportage d'ÉRIK IZRALEWICZ

Libération de deux otages au Liban

Le gouvernement allemand affirme qu'il n'a pas négocié avec les ravisseurs.

page 28

Un entretien avec le président philippin

« Mon gouvernement est le premier gouvernement démocratique en Asie », nous déclare le général Fidel Ramos, qui vient d'être proclamé vainqueur de l'élection présidentielle à Manille.

page 4

L'affaire du sang contaminé

La cour administrative d'appel de Paris juge que l'Etat a commis « une faute lourde » dans les contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida.

page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

« Le Monde des carrières », page 17 - « Le Monde immobilier » pages 18 et 19

Après avoir obtenu d'importantes concessions du gouvernement

Le Sénat approuve à une large majorité le projet de révision constitutionnelle

Le Sénat a adopté, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin, par 192 voix contre 117 et 5 abstentions, le projet de réforme de la Constitution préalable à la ratification des accords de Maastricht. Il a obtenu des concessions sur le droit de vote des étrangers communautaires et sur le

contrôle de la législation européenne. Si les députés ne modifient pas, en deuxième lecture, le texte sénatorial, celui-ci pourrait être soumis, le 29 juin, au Parlement réuni en Congrès, où le gouvernement peut compter sur la majorité des trois cinquièmes requise par la Constitution.

Oui à Maastricht

par Jacques Lesourne

AVEC le vote du Sénat, une nouvelle étape vient d'être franchie dans la révision de la Constitution préalable à l'adoption du traité de Maastricht. Ce vote intervient au moment où se développe en France le débat démocratique au sujet de l'Europe, un débat qu'il faut savoir mener s'il mélange le meilleur et le pire, les considérations profondes et les tactiques politiciennes, les arguments de substance et les faux-semblants, les grands sentiments et les bas intérêts. Le Monde a participé à ce débat en ouvrant ses colonnes aux partisans comme aux adversaires du traité.

faites au texte. Elles se ramènent à plusieurs « non » : « non » à une limitation de la souveraineté nationale, « non » à une Communauté fermée sur elle-même, « non » à une construction politique pleine d'incertitudes, « non » aux modalités de création d'une monnaie unique, « non » à une Europe technocratique. Que tous ces « non » n'aient pas la même valeur, que certains soient exprimés pour en masquer d'autres, qu'importe... Prenons-les tels qu'ils sont énoncés.

Lire la suite page 9

et les articles de THIERRY BRÉHER et de GILLES PARIS page 8

A cette étape de la controverse, la plus simple est de partir des objections

L'Irlande entre émotion et raison

A la veille du référendum du 18 juin, les partisans de Maastricht semblaient devoir l'emporter face à une coalition anti-européenne hétéroclite

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Le premier ministre, M. Albert Reynolds, les bras tendus, court à grandes enjambées sur un pont de singe branlant dont les minces lattes de bois tombent en grappes dans le vide. De l'autre côté du ravin, trône une jarre contenant 6 milliards de livres irlandaises.

Un arc-en-ciel se fait menaçant au-dessus de la tête du chef du gouvernement, symbole de l'incertaine cohorte des anti-Maastricht qui regroupe des associations pro

life (anti-avortement), certains groupes féministes favorables à l'avortement, et qui jugent le traité trop complaisant avec la législation irlandaise, des petits partis d'extrême gauche, des associations de chômeurs et de pacifistes.

Le premier ministre aura-t-il le temps de franchir l'obstacle qui le sépare du pactole des subventions européennes avant que le clan des anti-Maastricht, puissamment stimulé par le « non » danois, porte un nouveau coup au traité ? Cette caricature

publiée à la une de la presse irlandaise se garde de donner la réponse, mais elle traduit le sentiment qui prévaut à quelques heures du scrutin, même si les pronostics sur place donnent plutôt le « oui » gagnant... « comme au Danemark », ajoutent les plus sceptiques. Le nombre des partisans du « oui » a sensiblement diminué depuis le verdict danois, passant, selon certains sondages, de 60 % à 47 %.

PIERRE SERVENT

Lire la suite page 7

La flambée du bac

Avec plus de 624 000 candidats, le baccalauréat jouit d'un prestige croissant mais tient de moins en moins ses promesses

La France, une fois encore, passe le bac. Avec les 624 862 candidats inscrits cette année, ce sont en effet autant de familles, d'amis, de petits frères et de grands-parents, sans parler des chefs d'établissement et des correcteurs, qui vont vivre jusqu'à la mi-juillet au rythme des sujets de philosophie, de maths ou d'histoire, puis dans l'attente des résultats, dans les affres du repêchage pour les moins heureux.

Entre Roland-Garros et les premières transhumances estivales, le rituel est immuable. Avec son cortège d'anxiétés, de fausses joies et de vrais drames, de recettes de bonne femme et de sages conseils.

Car il a résisté à tout, cet examen fétiche de notre système d'enseignement. Fidèle au poste

après cent quatre-vingt-quatre ans de bons et loyaux services, impérial de longévité. Les avanies pourtant n'ont pas manqué. Quel ministre de l'éducation nationale, quelle commission d'experts patentés ne lui a pas cherché noise depuis vingt ans ?

EDUCATION ♦ CAMPUS

■ La FEN retient son souffle : la centrale enseignante est à quelques jours d'échéances décisives ■ Le syndicat des enseignants du technique partage sur sa stratégie et ses futures alliances ■ Le coût de la « paix scolaire » ■ La vie en vert des écoles hollandaises

pages 13 à 16

M. René Haby souhaitait rétablir son déroulement en deux parties, abandonné dans les années 1960. Il ne fit guère plus qu'émettre l'idée. Alain Savary n'eut pas le temps d'examiner les propositions du rapport de M. Antoine Prost, qui suggérait, en 1983, de simplifier et de diversifier le bac, « trop lourd et mal adapté ».

M. Monory revint à la charge en 1986, imagina d'introduire le contrôle continu et de régionaliser certaines épreuves. La bourgeoisie étudiante de l'automne 1986 eut raison de ces projets iconoclastes. Les parents d'élèves de la FNEP imaginèrent ensuite de faire passer l'examen par unités capitulables. Sans plus de suite.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 16

Pasha de Cartier

LA MONTRE ABSOLUE

13, RUE DE LA PAIX, PARIS. 42.61.58.56

حکومت اسلامی

DÉBATS

Afrique

L'Algérie en suspens

par Bernard Stasi

MOHAMED BOUDIAF, président du Haut Comité d'Etat, le reconnaît avec lucidité en s'adressant aux parlementaires français qu'il a récemment reçus à Alger : « Nous n'avons pas encore réussi à rétablir la confiance entre le pouvoir et les citoyens ».

Comment, en vérité, quatre mois seulement après l'installation des nouveaux dirigeants, les Algériens pourraient-ils leur faire massivement confiance ?

Pour la grande majorité des jeunes (70 % de la population a moins de trente ans), il n'existe aucune perspective d'avenir. La bureaucratie est toujours aussi pesante et inefficace. Faut-il de moyens, faute d'enseignants, le système éducatif est complètement désorganisé. Le manque de logements est dramatique et s'aggrave de jour en jour. La décollectivisation de l'agriculture est loin d'être achevée et la distribution de terres à des paysans sans expérience et sans moyens a posé plus de problèmes qu'elle n'en a résolus. Les nombreuses patrouilles militaires qui parcourent les rues d'Alger et contrôlent les rares voitures qui circulent, rappellent que le pays a récemment échappé de peu à une guerre civile... dont il n'est pas sûr, hélas, que la menace soit définitivement écartée.

Peut-on pour autant affirmer, comme n'hésitent pas à le faire un certain nombre d'observateurs, que l'Algérie glisse de façon inexorable vers la tyrannie ou vers le chaos ?

On peut, semble-t-il, s'appuyer, non seulement sur des déclarations d'intention, mais aussi sur des faits incontestables pour considérer l'avenir autrement qu'à travers les sombres couleurs de la fatalité.

Il ne faut pas oublier, tout d'abord, que ceux qui dirigent aujourd'hui l'Algérie ont en le courage de mettre le FIS hors jeu. En prenant la décision d'interrompre le processus électoral avant le second tour, ils se sont montrés capables d'écarter l'option la plus dangereuse, celle qui aurait conduit à la prise de pouvoir par le parti communiste, même rénové, devenant le symbole

aussi redouté d'un soulèvement armé du FIS, soutenu par une partie de la population. Mais ils ont accepté de courir ces risques, parce qu'il leur semblait préférable d'annuler le second tour plutôt que de laisser remporter la victoire à ceux qui ne dissimulent nullement leur intention d'installer aussitôt, et brutalement, un régime médiéval qui n'aurait pas laissé subsister le moindre espace de liberté dans la société algérienne.

Certes, il faut déplorer que la paix relative qui règne en ce moment en Algérie ait été obtenue au prix de l'enfer, dans le sud du pays, de quelques milliers de dirigeants et de militants du FIS. Mais il faut ajouter que, conscients de la mauvaise image que ces centres de détention donnaient au nouveau régime, les dirigeants algériens ont amorcé Amnesty International à la visite, et ils affirment que les conditions de vie des détenus ont été améliorées et qu'un certain nombre de libérations sont intervenues. Quoi qu'il en soit, les amis de l'Algérie doivent encourager ceux qui gouvernent le pays à veiller à ce que les droits de l'homme soient respectés.

La mort du FLN

Mais s'il combat fermement contre l'intégrisme musulman, le pouvoir algérien lutte avec la même détermination sur un autre front, en s'attaquant aux prérogatives et aux moyens d'action du FLN, et aussi en contestant la légitimité qu'il s'attribue en se présentant comme héritier exclusif du combat pour l'indépendance.

Le président Chadli et le premier ministre Hamrouche avaient commis la même erreur que Mikhaïl Gorbatchev. Ils pensaient comme ce dernier que le parti unique régnant pouvait être l'instrument de la rénovation du pays. Or, de même qu'aux yeux de la très grande majorité des citoyens soviétiques le Parti communiste, même rénové, devenait le symbole

honnête de l'échec et de l'oppression, pour les Algériens, malgré les efforts accomplis pour éliminer une autre image du FLN, celui-ci restait le parti de la corruption, du chômage et de la bureaucratie. Et c'est pour manifester leur sentiment de rejet à l'égard de ce parti que beaucoup d'Algériens, en décembre dernier, à l'occasion du premier tour des élections législatives, ont voté pour le FIS.

Le président Boudiaf et son premier ministre, Sidi Ahmed Ghazali, ont, eux, une autre ambition que celle de rénover le FLN. Ils veulent, tout simplement, le faire disparaître. Ils le déclarent comme l'unique responsable de toutes les difficultés du pays, ils l'accusent d'avoir délibérément favorisé l'émergence du FIS, afin que les élections, effrayés par la menace d'un régime intégriste, cherchent refuge derrière le rempart du FLN. En l'obligeant à restituer à l'Etat toutes les voitures et tous les locaux qu'il utilisait, ainsi que les 15 000 fonctionnaires qui travaillaient à son service, ils lui donnent le coup de grâce. Dans quelques semaines, prétendent-ils, le FLN ne sera plus qu'un cadavre de parti.

Pour Mohamed Boudiaf, la mort du FLN sera l'aboutissement d'un long combat, puisque c'est précisément parce qu'il ne voulait pas que l'Algérie nouvellement indépendante soit livrée à la domination sans partage d'un parti unique que, dès 1962, il avait lutté avec Ben Bella et était fini au Maroc.

L'effacement du FLN va de pair avec l'émergence d'une société civile qui joue un rôle de plus en plus important dans la vie politique algérienne. S'il est évident que l'armée a en son mot à dire lors de la démission du président Chadli, nul ne conteste aujourd'hui que les syndicats, le patronat, les milieux universitaires, les associations de femmes, réunies en un Comité de sauvegarde de la République, étaient intervenus, avant qu'aucune décision ne soit prise, pour demander l'arrêt du processus électoral. D'où l'initiative des dirigeants algériens lorsqu'on espérait que les événements par un coup d'Etat militaire.

Et cette société civile, si elle manifeste parfois une certaine impatience devant les hésitations du nouveau pouvoir, se le soutient pas moins dans le rude combat qu'il mène contre le FIS et contre le FLN. Elle paraît donc disposée à participer à la constitution du grand rassemblement patriotique et démocratique que le président Boudiaf appelle de ses vœux.

Incompréhension

Il faut également mettre à l'actif des dirigeants une approche courageuse et pragmatique des problèmes de l'Algérie. Ils affirment très clairement leur volonté de mener à bien dans les meilleurs délais le passage à l'économie de marché. Ils rappellent, en toutes circonstances, la nécessité de lutter vigoureusement contre la corruption. Ils abordent le problème linguistique de façon tout à fait empirique. Et si leur attitude à l'égard de certains correspondants de la presse étrangère est tout à fait incompréhensible, et, bien entendu, répréhensible, ils s'accommodent en général d'une presse assez libre et le plus souvent, il convient de le noter, francophone - et qui ne leur ménage pas ses critiques.

Le pouvoir algérien parviendrait-il à obtenir rapidement la confiance des citoyens ? Réussira-t-il à créer les conditions d'une économie efficace et d'une démocratie authentique ? Appartient-il la preuve, comme c'est son ambition, que la démocratie et les droits de l'homme ne sont nullement incompatibles avec la religion musulmane ? Il n'est pas sûr que ces objectifs soient atteints. Mais ce qui est sûr, c'est qu'un échec de ceux qui dirigent actuellement l'Algérie aurait des conséquences catastrophiques, non seulement pour l'Algérie, mais pour tous les pays du Maghreb et pour l'ensemble du monde méditerranéen. Les ondes de choc parviendraient vite jusqu'aux rives de notre pays.

Ce qui est évident aussi, c'est que, s'agissant de l'évolution de l'Algérie, la France ne peut rester indifférente. Elle a des intérêts à défendre, des devoirs à assumer. Elle doit donner l'exemple et entraîner. Plus que jamais, l'incompréhension entre l'Algérie et la France est fâcheuse et de lourdes conséquences. En vérité, on le sait, les relations entre l'Algérie et la France, depuis 1962, n'ont jamais été simples, aussi bien au niveau de l'Etat qu'au niveau des peuples.

Pour certains de nos compatriotes, une Algérie qui a refusé d'être française, qui a voulu vivre sa vie, est nécessairement condamnée à demeurer à tout jamais un pays à peine sorti de la barbarie. Pour d'autres Français, qui avaient idéalisé l'Algé-

rie indépendante et avaient rêvé qu'elle serait exemplaire, notamment en ce qui concerne la démocratie, les faiblesses dont elle souffre dans ce domaine sont douloureusement ressenties et les amènent parfois à porter des jugements excessifs.

En tout cas, beaucoup de dirigeants algériens, et non des moindres, ont le sentiment que les réticences du gouvernement français à répondre à leurs souhaits d'une attitude plus compréhensive de la part de la France s'expliquent par des considérations de cette nature. Comme si le pouvoir en place à Alger était, aux yeux des gouvernements français, entaché d'illegimité parce qu'issu d'un coup d'Etat militaire. Est-il besoin d'ajouter que les récentes et vigoureuses condamnations portées par Bernard Kouchner sur les conditions dans lesquelles est menée la répression contre les islamistes ont suscité, dans la presse comme chez les responsables algériens, des commentaires peu anobles sur la persistance de réflexes coloniaux de l'autre côté de la Méditerranée.

Les dirigeants algériens s'étonnent que la France, en ce qui concerne le « règlement de la dette », ait une attitude moins ouverte que l'Italie. Ils font remarquer qu'il ne s'agit pas, à proprement parler, d'accorder une aide à l'Algérie, mais de jeter les bases d'une coopération qui sera fructueuse pour les deux partenaires. Ils regrettent la timidité des investisseurs français qui ne semblent pas comprendre que, quelles que soient ses difficultés actuelles, l'Algérie dispose d'atouts sur lesquels on peut raisonnablement miser. Ils attendent de la France qu'elle prenne l'initiative de réactiver le processus de coopération entre les pays de l'Europe du Sud et ceux du Maghreb, processus interrompu par les événements d'Algérie et la mise en quarantaine de la Libye.

Le gouvernement français comprendra-t-il qu'une chance existe encore d'empêcher l'Algérie, en suspens entre une catastrophe évitée et un avenir lourd de menaces, de basculer dans le chaos et qu'il dépend beaucoup de notre pays, et de sa capacité d'entraîner nos partenaires de la Communauté, que les efforts courageux des dirigeants algériens soient couronnés de succès ? Comprendra-t-il que l'avenir de l'Europe est tout autant conditionné par l'évolution de la situation sur la rive sud de la Méditerranée occidentale que par la nôtre ?

► Bernard Stasi est premier vice-président du CDS.

Yougoslavie

Réponse à Edgar Morin, Edgar Pisani et Félix Guattari

AVEC une froideur qu'ils prouvent par l'impartialité, les intellectuels français, dans leur écrasante majorité, maintiennent la balance égale entre les fauteurs de la guerre en Yougoslavie et leurs victimes.

Devant la tournure prise à Sarajevo par le projet de Grande Serbie, Edgar Morin, Edgar Pisani et Félix Guattari se décident à sortir de cette neutralité et apportent un soutien sans réserve au peuple musulman de Bosnie (le Monde du 10 juin). Il était temps. Mais ils prétendent être les seuls à le faire et ils sous-entendent que les rares personnes qui ont brisé la symétrie avant eux pour défendre les Croates n'ont agi ainsi que parce que ceux-ci sont catholiques, c'est-à-dire de chez nous.

Cette imputation de racisme est gratuite et diffamatoire. Pour ma part, j'ai essayé, avec la même insistance et dans le même isolement, d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les guerres de « purification ethnique » menées en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, contre les Croates aussi bien que contre les Musulmans.

Plutôt que de projeter sur la Yougoslavie l'ombre de l'antagonisme Nord-Sud, voire celle du conflit israélo-arabe, plutôt que d'opposer artificiellement et fantasmagoriquement le bon tiers-monde bosniaque à la mauvaise Croatie occidentale et valacienne, l'antiracisme aurait dû conduire à appeler cette agression ethnocratique par son nom : son déclenchement et à militer sans relâche pour qu'en cesse le scandale.

ALAIN FINKIELKRAUT

Les pays francophones peuvent repartir

par René Lenoir

SUR le continent africain, l'Afrique francophone est une zone de paix. Et pourtant, elle est incapable, dans ses structures territoriales et institutionnelles actuelles, de se développer. Elle vit en partie sous perfusion parce qu'elle n'a pas les moyens techniques et humains d'utiliser au mieux l'aide extérieure. Elle consomme plus qu'elle n'investit : les plans d'ajustement structurel se succèdent depuis dix ans. Les investisseurs s'en détournent.

Or, à l'heure où le monde se structure en vastes zones économiques, sociales et politiques, l'Afrique francophone possède un atout maître : l'unité de langue et l'unité de droit (celle-ci existant au moins au niveau des principes juridiques).

Elle a peu utilisé cet atout jusqu'ici. Les avantages pour elle de se structurer en un ensemble cohérent sont de deux sortes. Le premier est commun à tout regroupement de moyens et d'espaces : des économies d'échelle sont réalisées, les échanges matériels et humains, la circulation des idées, la recherche sont stimulés. Pour des économies étroites, une unification des règles et des marchés constitue un puissant moyen de dynamisation. Avec la création d'une loi bancaire régionale et la mise en place d'un marché régional des assurances, le premier pas vient d'être fait dans cette voie.

Le second, particulièrement utile à l'Afrique, serait le dépassement des rivalités ethniques à l'intérieur même de chaque Etat. Nous avons, en Europe, le même type de problèmes mais nous sommes en passe de les régler. Les Basques et les Catalans, les Corses, les Flamands et les Wallons ont donné quelques soucis à leurs gouvernements. Ils ont obtenu des satisfactions grâce à des statuts de relative autonomie. Cependant, la construction européenne, dans tous les domaines, rend vaine et sans objet toute revendication allant au-delà de l'unité relative d'autonomie. En Afrique, le sentiment ethnique reste très fort et conduit à des rivalités de personnes politiques.

L'élimination ou au sous-emploi d'agents publics de valeur, à des mesures arbitraires à l'encontre de certaines initiatives. Mais, dans le même temps, une véritable citoyenneté est en train de naître dans les nouvelles générations, résultat de la formation des hommes politiques par les médias, et du melting-pot que constituent les villes. Au Tchad, au Burkina, au Togo, au Congo, les pitreries de quelques capitaines ou sergents se voyant chef d'Etat cassent aujourd'hui la population.

Un homme avait vu clair en 1958 : Houphouët-Boigny. Il avait proposé au Sénégal, au Mali et à la Guinée, la formation d'une confédération. Senghor, Mamadou Dia et Sékou Touré refusèrent. L'idée est à reprendre aujourd'hui à un niveau plus vaste : un ensemble de 70 millions d'habitants peut faire le poids dans des dialogues avec le Nigeria (90 millions d'habitants), l'Afrique du Sud et l'Europe. Si la zone franc se transforme à la fin du siècle en zone éco, l'Afrique se trouverait reliée à l'une des trois grandes monnaies mondiales, une monnaie plus stable que le dollar si l'on considère à la fois son comportement présent et les règles rigoureuses posées pour sa gestion future.

Dépasser le tribalisme ne revient pas pour autant à sous-administrer les populations. A des expéditions près, les pays africains n'ont pas structuré leur espace en collectivités locales dignes de ce nom, c'est-à-dire dotées de pouvoirs et de moyens. En Europe la vitalité des communes, des comités, des Länder, n'a empêché ni la construction de l'Etat ni celle de la Communauté.

Le succès d'une politique de développement ne dépend pas des seuls pays africains. La France peut y contribuer. Elle le pourrait d'autant mieux si elle réformait en profondeur son dispositif de coopération. Celui-ci se justifiait au sortir de l'Union française. Le ministère de la France d'outre-mer était transformé en ministère de la coopération, en charge du « champ », c'est-à-dire des nouveaux pays indépendants qui avaient à faire l'apprentissage de la gestion. Il était épaulé par un établissement public, la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), chargé des prêts à ces pays. Le ministère des affaires étrangères était, lui, en charge des affaires « hors champ », sans l'appui d'une agence technique. Un véritable ministre a pris une place grandissante dans le dispositif : le ministère des finances qui, par sa direction du Trésor, gère directement ou par le biais de la

COCE près de la moitié de l'aide publique au développement.

Ce dispositif, aujourd'hui, n'obéit à aucune logique et conduit à un gaspillage de ressources humaines et financières, comme l'ont dénoncé plusieurs rapports récents (Samuel Lajennesse, Hessel, Vivien).

— la séparation du « champ » et du « hors champ » n'a plus de sens. La politique de coopération est un tout et doit s'appliquer sur de vastes espaces régionaux. D'ailleurs, les compétences géographiques de la COCE ne cessent de s'étendre.

Cette séparation conduit en outre à négliger des zones d'importance stratégique et encore en partie francophones comme la péninsule indochinoise. Hors DOM-TOM, l'Afrique absorbe les deux tiers de l'aide publique au développement.

— le ministère des affaires étrangères réussit à mobiliser les compétences nationales mais manque de professionnalisme ; celui des finances travaille avec une grande économie de moyens mais avec des agents trop mobiles ;

— la suppression, depuis le sommet de la Baule, des prêts aux « pays les moins avancés » fait grossir le part des dons dans l'activité de la COCE, activité qui se distingue de moins en moins de celle du ministère de la coopération ;

— qu'apprennent un problème nouveau à l'est, on crée une fondation Franco-Pologne dotée de moyens financiers et d'une souplesse de gestion qui mériteraient d'être étendue à d'autres organismes ;

— nous maintenons sur le terrain un nombre excessif d'agents et, du coup, nous rencontrons aux ONG beaucoup moins que d'autres ; elles ont reçu, en 1990, 0,3 % de l'APD contre 6,5 % en Allemagne et 10 % en Canada. Le legs de l'histoire est si manifeste ;

— la pratique de *minist dominici* auprès du président de la République, depuis trente ans, n'est pas bonne. On jure à tort à la COCE le financement de projets désastreux ; il s'agit de *stuprations* comme l'écrit pudiquement le rapport Vivien ;

— sur le terrain coexistent l'ambassadeur de France, le chef de mission d'aide et de la coopération, le représentant de la Caisse centrale, le conseiller financier et, quelquefois, une mission « exceptionnelle » envoyée par un ministre technique. Cela fait désordre et nos interlocuteurs du Sud tirent parfois partie de ce désordre et parfois s'en désolent.

Gaspillage des ressources

Des principes simples devraient guider une réorganisation radicale de ce dispositif. Le premier est la suppression des organes politiques et des instruments de gestion. Aux ministères l'orientation de la politique. Le rôle leader ne peut que revenir aux affaires étrangères. Un ministre délégué ou un secrétaire d'Etat serait chargé de la coopération. A une ou deux agences techniques la gestion des moyens : c'est là que le professionnalisme et la préoccupation du long terme doivent être prépondérants. En contrepartie de leur autonomie, ces agences seraient tenues à une obligation de résultat. Leur tutelle serait assurée conjointement par les affaires étrangères et les finances. C'est une structure simple de ce type qu'on trouve en Allemagne, en Suède, au Canada et au Japon.

Le second principe reviendrait à affirmer l'unité géographique de la coopération, c'est-à-dire à supprimer la séparation du « champ » et du « hors champ ». L'organe institutionnel chargé de la coopération, comme les agences, aurait vocation universelle. Qu'on ne dise pas que les Africains pleureraient la disparition du « champ ». Les nouvelles générations, au contraire, demandent que leurs pays soient traités comme les autres ; à tort peut-être, elles attribuent les « ratés » de la coopération à trop de convivialité entre gestionnaires français et africains. Elles sont sensibles à l'ambit, pas à la faiblesse.

Ainsi restructuré, notre dispositif serait plus à même d'aider ceux qui ont pris la mesure de l'enjeu. Il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit. Mais dès lors qu'un projet dans un domaine dépendrait de certaines conditions, seuls seraient aidés les pays respectant ces conditions. L'intégration économique au niveau régional en est une. Elle n'est pas la seule. Mais elle peut dynamiser des économies morcelées et parfois coagulées et réveiller des potentialités dormantes. Ni la France ni l'Afrique n'ont le temps d'attendre.

► René Lenoir est ancien ministre, ancien directeur de l'ENA.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FAUGUERE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
Des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescour, gérant.

Imprimé par la SARL Le Monde
12, rue M. Guesbroux
94027 IVRY CEDEX
1981

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0393-2017

PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-23-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE/ LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. 1015 P

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MONTREAL
LISBON
EDIMBURGH
NEW YORK
DAR ES
LES ANTO
LA REUN
PARIS
Nouvelles
On ne s'il qu

La visite de M. Boris Eltsine à Washington

Les Etats-Unis et la Russie ont décidé une réduction considérable des armements nucléaires

Boris Eltsine ne déteste pas se vanter, mais en l'occurrence il y avait de quoi : « Ce que nous avons fait est sans précédent et c'est sans doute une surprise pour vous et pour le monde entier. » Lui-même et George Bush venaient d'apparaître devant les journalistes pour annoncer que la Russie et les Etats-Unis avaient décidé d'entamer complètement, dans un délai de onze ans, tous les missiles balistiques lourds basés à terre, et d'une manière plus générale de réduire des deux tiers le nombre de leurs ogives nucléaires (lire ci-dessous).

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

De fait, une réduction aussi massive est sans précédent. M. Bush est allé jusqu'à proclamer la « fin du cauchemar nucléaire ». Et elle est d'autant plus inattendue que les négociations des dernières semaines avaient paru très difficiles, et que lundi encore le secrétaire d'Etat James Baker soulignait que de très importants obstacles subsistent.

Mais il y a pourtant un accord, et accord spectaculaire, parce que Boris Eltsine le voulait et était prêt à le payer de concessions considérables : la Russie renonce, à terme, à ce qui est le joyau de sa défense, les énormes SS-18 sans équivalent dans la panoplie américaine, alors que les Etats-Unis ont sacrifié qu'une partie de leurs « meilleurs armes », les gros missiles à têtes multiples embarqués sur des sous-marins.

Dans les faits, l'accord — appelé à devenir traité dans un délai de trois mois — consacre la suprématie américaine. Mais, loin de chercher à le dissimuler, M. Eltsine a trouvé des mots élogieux pour justifier son geste révolutionnaire. « Une victoire stratégique », a-t-il dit, « qui a conduit la Russie à avoir la moitié de sa population au-dessous du seuil de la pauvreté ». Même si on y est plus ou moins obligé, il faut le louer pour avoir assumé ce geste de sacrifice, dans un pays encore tout incertain par la perte d'un prestige fondé sur la force.

« Ce qui a changé c'est l'auditoire »

M. Eltsine a prouvé à nouveau que sa réputation de fonceur, d'homme qui prend des décisions et des risques, n'était pas usurpée, et il l'a fait à Washington, dans une ville encore toute souillée par le souvenir du verbe gorbachévien.

Le problème est qu'il y a quelques jours à peine, à Moscou, devant un parterre de généraux, il avait déclaré haut et fort : « La Russie défend toujours le principe d'une parité stratégique ». Que s'est-il donc passé, qu'est-ce qui a changé depuis, a-t-on demandé au porte-parole du président russe, qui a répondu du tac au tac : « Ce qui a changé, c'est l'auditoire. » Il faut, comme M. Vitchik Kostikov, être débutant dans ses fonctions pour oser tant de fraîcheur ou de cynisme.

An delà de la boussole — risquée — la réalité des faits et des circonstances ne manquera pas d'éclairer l'épidémie déjà à vif des « national-patriotes » moscovites, et plus généralement de tous ceux qui considèrent que leur pays n'en finit pas de dégringoler la pente, sinon de s'effondrer. Déjà, la veille, M. Eltsine avait bravé ceux qui lui reprochent de ne rien refuser aux Occidentaux : le jour même de son départ pour Washington, il avait signé des décrets illustrant ostensiblement son engagement sur la voie des réformes, comme ce décret sur les faillites, douloureux pour les Russes parce qu'annonciateur de chômage.

A la Maison Blanche, devant un président Bush qui s'inquiétait malgré tout de la stabilité de ses intentions et de la stabilité de

l'équipe gouvernementale dirigée par M. Egor Gaidar, M. Eltsine a répondu qu'il allait au contraire « forcer le rythme des réformes ». Si un engagement aussi spectaculaire, suivi du sacrifice des SS-18, n'est pas récompensé et si l'aide financière déjà promise n'est pas accordée, alors M. Eltsine et la Russie avec lui seront en droit de désespérer de l'Amérique.

C'est pourtant bien ce qui pourrait se passer. Au Congrès, les choses se présentent mal, et le « speaker » de la Chambre, Tom Foley, a déclaré mardi que les représentants refusent sans doute de voter le « Freedom Support Act », c'est-à-dire la contribution américaine au « paquet » de 24 milliards promis par les Occidentaux à la Russie. Peut-être, une fois qu'ils auront réalisé l'importance des événements de mardi, les congressistes se laisseront-ils convaincre : par l'administration, qui s'y emploie activement.

Les arsenaux stratégiques seront amputés des deux tiers

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

Négozié jusqu'au dernier moment et soigneusement préservé de toute « fuite » à la presse, l'accord de désarmement stratégique conclu, mardi 16 juin, par les présidents George Bush et Boris Eltsine est, comme ils l'ont dit, d'une ampleur sans précédent.

C'est vrai quantitativement : s'il est appliqué, l'accord fera passer le nombre d'ogives possédées par les deux pays de quelque 21 000 à 7 000, voire 6 000, en onze ans. Une réduction de deux tiers. On va deux fois plus loin que l'accord START, signé en juillet 1991, et qui prévoyait de ramener les arsenaux nucléaires à un peu plus de 16 000 têtes (8 500 pour les Américains, moins de 8 000 pour les Soviétiques). Mais c'est aussi vrai qualitativement, puisque une classe entière d'armes nucléaires, considérées comme les plus dangereuses, est appelée à disparaître : les missiles intercontinentaux (stratégiques) basés au sol, sur des sites fixes ou mobiles, et armés de plusieurs ogives (MIRV, Multiple Independently Targeted Reentry Vehicles).

En jargon pentagone, on ditait de ces engins — SS-18, SS-24 russes, MX Peacekeeper, Minuteman III américains — qu'ils étaient des armes « qui ont tiré ou qu'on tira » : la menace et la puissance qu'ils représentent sont telles qu'ils incitent à une « première frappe », pour s'en servir, ou pour les jeter de la panoplie de l'autre. Ils sont des cibles tellement tentantes — parce que mobiles — qu'ils déséquilibrent l'équilibre de la dissuasion. Un SS-18 emporte dix ogives, qui peuvent atteindre dix cibles différentes aux Etats-Unis.

A l'évidence, c'est la Russie qui fait la concession majeure, puisque les SS-18 et les SS-24 — au total, 3 520 têtes — forment l'essentiel de sa force de frappe, alors que les Peacekeeper et Minuteman américains ne dépassent pas 2 000 ogives.

Les Etats-Unis ont installé la plus grande part de leurs engins « mirvés » à bord de sous-marins ; moins facilement décelables, ces missiles représenteraient des armes moins destabilisantes.

Concessions par étapes

Depuis la fin de l'été dernier, les deux parties étaient d'accord pour aller au-delà de l'accord START. Mais si les Etats-Unis entendaient obtenir la destruction des missiles intercontinentaux à têtes multiples basés à terre, M. Eltsine se disait beaucoup plus réticent, évoquant l'attachement de ses généraux à leur panoplie de SS-18 et le marché illégal de missiles de croisière que les Américains bien décidés à garder leur supériorité au mer.

Tout en affirmant que l'accord a été conclu « sans tromperie, sans que l'un ou l'autre cherche un avantage unilatéral », M. Eltsine a cédé. Très exactement, il a accepté de céder par étapes. Dans une première phase, d'ici à fin 2000, les deux parties devront avoir réduit leur nombre d'ogives à 4 250 pour les Etats-Unis et 3 800 pour la Russie. A cette date, les missiles à têtes multiples basés à terre seront toujours autorisés mais devront avoir été réduits à 1 200 ogives et ceux embarqués à bord de sous-marins à 2 160 ogives. C'est aussi l'époque

où la Russie aura, en principe, le monopole absolu de l'arme nucléaire sur le territoire de l'ex-URSS, puisque, sous la pression de Washington, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan ont accepté de se défaire de leurs fusées dans un délai de sept ans.

La deuxième phase doit s'achever trois ans plus tard : en 2003, tous les missiles à ogives multiples basés à terre devront avoir été démantelés ; seuls subsisteront des fusées à terre à une tête, des armes océaniques embarquées à bord des sous-marins (notamment des missiles de croisière) et des engins à ogives multiples équipant les sous-marins. C'est dans cette dernière catégorie d'armes que les Etats-Unis font un sacrifice : les deux parties ne devront pas disposer, chacune, de plus de 1 750 ogives embarquées en mer, mais les sous-marins américains en comptent aujourd'hui 3 840, alors que les sous-marins russes n'en ont que 2 696.

Vers un système de « défense globale »

Au total, les Etats-Unis et la Russie auront le droit, chacun, en 2003, à une panoplie (air, terre, mer) comptant de 3 000 à 3 500 ogives, libre à eux de déterminer où ils veulent se situer dans cette « fourchette ». Proposé mardi matin par M. Eltsine, c'est cette idée de « fourchette » qui a permis la percée et l'accord : elle dissimule, en réalité, une inégalité puisque les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'ils n'iraient pas en deçà de 3 500 ogives. M. Boris Eltsine n'a tenu à préciser que ces chiffres avaient été agréés par les ministres de la défense des deux pays —

ger, et, toujours selon son porte-parole, M. Eltsine a expliqué, apparemment sans rire, que lui-même et sa famille avaient décidé de donner l'exemple en plantant des pommes de terre dans le jardin de leur datcha.

Il reprendra certainement les arguments déjà développés dans ses conversations avec M. Bush et rapportés par son porte-parole : ce que la Russie est en train d'accomplir est « unique », et il ne peut donc être question de lui appliquer le traitement commun, celui que le FMI impose d'ordinaire à ceux qui sollicitent ses prêts.

Les prisonniers de guerre américains

De plus, il y a urgence, car la population « a de grandes difficultés psychologiques à accepter la réforme », et si les bénéfices attendus tardent trop à arriver, il y a risque de retour « au communisme ». En attendant, il faut man-

ger, et, toujours selon son porte-parole, M. Eltsine a expliqué, apparemment sans rire, que lui-même et sa famille avaient décidé de donner l'exemple en plantant des pommes de terre dans le jardin de leur datcha.

Comme s'il présentait que tout cela ne suffirait pas pour rassurer les congressistes, M. Eltsine est venu à Washington avec un « cadeau » supplémentaire : lui-même et ses aides ont révélé que deux mille prisonniers de guerre américains de la seconde guerre mondiale ou de la guerre de Corée et du Vietnam ont pu être détenus dans les camps du Goulag, faisant même naître l'espoir que certains pourraient encore être en vie. Il s'agissait de montrer que la nouvelle Russie démocratique était capable de dire ce que l'URSS et M. Gorbatchev lui-même gardaient caché.

Mais l'affaire est délicate, le sujet éminemment sensible, et ces

révélation risquent paradoxalement de se retourner contre M. Eltsine. Déjà, négligeant les accords historiques sur le désarmement, les journalistes américains ont concentré presque toutes leurs questions sur le sort des « POW » (prisonniers of war), ce qui n'indiquait pas certains de leurs collègues russes. Et surtout, on a entendu mardi quelques sénateurs exiger, sur le ton de la plus grande colère, que les Russes fassent immédiatement toute la lumière sur cette affaire, faute de quoi il n'était même pas la peine de parler crédits.

Boris Eltsine, qui fulmine régulièrement contre son propre Parlement, n'est donc pas au bout de ses peines avec le Congrès américain. En attendant, il a vécu mardi, à l'en croire, « la plus belle journée de sa vie ». Elle avait commencé par un assaut de compliments adressés par le président américain à son hôte accueilli en grande pompe sur la pelouse de la Maison Blanche.

M. Bush saluait « le courage et la vision » de Boris Eltsine, un homme qui, « comme Pierre le Grand s'apprête à redéfinir le rôle de la Russie dans le monde ». M. Bush annonçait, une fois de plus, une « nouvelle ère » dans les relations entre les deux pays, et ajoutait : « La nouvelle révolution russe doit réussir. (...) L'avenir de la démocratie en Russie et dans les autres nouvelles nations de l'ancien empire soviétique est la question de politique étrangère la plus importante de notre époque. »

Sous le soleil, M. Eltsine, visiblement échauffé, avait droit aux vingt et un coups de canon, aux « marines » en grande tenue, aux fifres et aux tambours. Cette quatrième visite à Washington était bien la consécration attendue. Et, pendant qu'il pénétrait dans le bureau ovale pour ses entretiens, sa femme Naina allait faire des sandwiches en compagnie de Barbara Bush dans un foyer pour indigents. Une autre manière de rompre avec le passé. Raisa Gorbatchev, ses cartes de crédit et ses grandes toilettes.

ALAIN FRACHON
et JAN KRAUZE

Prochaine visite de M. George Bush en Pologne. — Le président américain George Bush fera une visite de quelques heures en Pologne le dimanche 5 juillet, au cours de laquelle il assistera à la déposition des cendres du premier chef de gouvernement polonais en 1919, le compositeur et pianiste Jan Ignacy Paderewski, mort à New-York en 1941. La visite de M. Bush fera partie d'une tournée européenne qui conduira le président américain, à l'issue de l'étape polonaise, au sommet du G-7 à Munich et à la réunion de la CSCE à Helsinki. — (AFP)

Al. Fr. et J. K.

MONTREAL 1 880 F

LISBONNE 1 180 F

EDIMBOURG 1 200 F

NEW YORK 2 180 F

DAKAR 2 370 F

LES ANTILLES 2 600 F

LA REUNION 3 890 F

PAPEETE 7 800 F

VOL ALLER RETOUR, DEPART DE PARIS

PRINX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.

On ne vit que mille fois.

NOUVELLES FRONTIERES

Et vous retrouver
après un raid en moto neige
ou en traîneaux à chiens,
autour de la table d'un camp de chasse
vous coûtera à peine plus cher que
de faire toiletter votre ouistiti.*

* Le Canada avec Nouvelles Frontières,
c'est aussi des séjours ou des circuits,
avion compris, à partir de 6 090 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

Gaspielle
des ressorts

Révélation tardive
sur une épidémie
bactériologique

La mystérieuse épidémie de charbon, qui avait causé de nombreux décès à Sverdlovsk (Oural) en 1979 et dont l'administration Reagan avait argué pour accuser Moscou de violer un traité international interdisant les recherches en matière d'armement bactériologique, avait bel et bien été provoquée par de telles recherches, a révélé M. Boris Eltsine.

La divulgation des faits, dans un entretien du président russe publié le 27 mai par le quotidien *Komsomolskaya Pravda*, était passée pratiquement inaperçue, mais un haut responsable russe s'est chargé, à Washington, de la porter à l'attention d'un journaliste, juste avant la rencontre entre les présidents américain et russe, rapportée mercredi 17 juin l'*International Herald Tribune*.

Dans cet entretien, M. Eltsine, qui était chef du Parti communiste à Sverdlovsk en 1979, a admis que le KGB lui avait confié à l'époque que « nos recherches militaires étaient la cause (de l'épidémie) », ce que Moscou avait toujours nié. Il a précisé avoir déjà révélé ce fait à MM. Bush, Major et Mitterrand et les avoir assurés qu'il avait signé un décret interdisant ces recherches aux militaires.

EUROPE

SERBIE : en ajournant ses manifestations
prévues pour dimanche

L'opposition accorde un sursis au président Milosevic

L'opposition au président serbe Slobodan Milosevic a ajourné, mardi 16 juin, ses manifestations prévues pour dimanche, tandis qu'à Sarajevo, où la trêve a été rompue mercredi matin, les négociations se sont poursuivies en vue de la réouverture de l'aéroport.

L'opposition serbe a pris la décision de reporter sa manifestation contre M. Milosevic quelques heures seulement après l'élection à la tête de la nouvelle Yougoslavie (limitée à la Serbie et au Monténégro) de l'écrivain serbe Dobrica Cosic, inspirateur de la politique nationale du président de Serbie. L'opposition semble avoir répondu ainsi au vœu du nouveau président, qui a sollicité « un peu de temps » et a promis de présenter rapidement son programme.

A Sarajevo, où des duels d'artillerie ont éclaté mercredi matin entre forces serbes et islamocroates, les « casques bleus » ont poursuivi leur opération destinée à prendre le contrôle de l'aéroport et à permettre l'arrivée de l'aide humanitaire à la ville assiégée par les Serbes. Le chef de la mission de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) à Sarajevo, le général canadien Lewis Mackenzie, a déclaré espérer conclure « cette semaine » un accord sur le retrait de l'artillerie serbe hors de portée de l'aéroport.

Séville : la Yougoslavie
expulsée

De son côté, la France est prête à envoyer des renforts en Bosnie-Herzégovine pour participer, avec la Russie et l'Égypte, à la protection de l'aéroport de Sarajevo, a indiqué mardi le ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Ces renforts, s'il est précisé, pourraient consister en un bataillon (mille hommes) et un contingent d'un millier d'hommes à la FORPRONU déployée au Camp de Manjača, plus

de cent militaires français - des appels dans leur majorité - sont stationnés dans la capitale bosniaque.

Par ailleurs, le gouvernement espagnol a expulsé mardi la Yougoslavie de l'exposition universelle de Séville, conformément à l'embargo voté par les Nations unies contre la Serbie et le Monténégro. Le représentant yougoslave au collège des commissaires de l'Expo 92 sera expulsé, la journée de la Yougoslavie annulée et le drapeau yougoslave retiré. C'est la première fois qu'un pays est expulsé d'une exposition internationale. (AFP, Reuters)

Un journaliste tué à Sarajevo

Un journaliste slovène, Ivo Stender, est mort à Sarajevo, dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juin, des suites de ses blessures, selon le radio bosniaque. Il avait été touché mardi par des éclats d'obus dans un quartier de la capitale, Dobrinja, assailli par les forces serbes. Une photographie indépendante américaine, Jana Schneider, a également été blessée dans la même nuit.

Les deux journalistes, qui s'étaient introduits clandestinement dans la ville, ont été touchés près de l'hôpital par un obus tiré depuis un char serbe. Trois autres personnes ont été blessées. Dobrinja avait déjà été le théâtre de violents combats, des violations de cessez-le-feu entrant en vigueur lundi. (AFP, Reuters)

RUSSIE : la privatisation des entreprises

« Une part de Tupolev » contre des bouteilles de vodka ?

Parmi les gages donnés aux Américains sur le maintien du cap des réformes, le président Eltsine pouvait se prévaloir de la loi votée par les députés à la veille de son départ lundi 15 juin pour Washington (lire nos informations page 3), sur la privatisation des entreprises, semblable à celles déjà adoptées dans les pays d'Europe de l'Est.

MOSCOU

de notre correspondant

Si les autorités tiennent leurs engagements - grosse incertitude - les citoyens russes devraient en voir attribuer, certains même, avant le mois de septembre, des coupons leur donnant un droit théorique sur une part des entreprises qui vont être privatisées. Ces coupons, évalués de 5 000 à 10 000 roubles, pourront être soit vendus, soit échangés contre des actions, soit donner droit à des participations dans des fonds d'investissement. A terme, ce serait 35 % de la valeur des entreprises privatisées que l'Etat transférerait ainsi dans le public. Un programme dont le coût est estimé à près de 5 milliards de roubles et dont la première tranche devrait être ouverte avant le fin du 3^e trimestre 1992 et le dernier au début de 1994.

Pour le moment, l'immense majorité des citoyens russes ne semblent pas concernés par ce programme ambitieux. A l'instar de cet ouvrier sur un chantier de Moscou qui ironisait sur « ce gouvernement qui ne nous donne rien de nous donner, des roubles pour acheter du saucisson ». Le but, pourtant, est précisément de tenter d'intéresser les citoyens à la

marque des entreprises. Il est, aussi, de créer, en fait, de nouvelles liquidités qui s'orienteraient forcément vers le marché intérieur et ne seraient pas exportées vers l'étranger. « Même si elles sont minimes, certaines sommes seront ainsi drainées vers une sorte d'investissement national », estime un expert européen.

De nombreuses dispositions de la loi adoptée doivent encore être précisées. Il faudra déterminer, par exemple, les modalités de la distribution de ces coupons. Les enfants y auront-ils droit ? Faudra-t-il respecter un délai avant de pouvoir les vendre ? Devront-ils caduquer après une certaine période ? Il faudra aussi que les autorités accélèrent l'inventaire - qui n'a, en fait, pas vraiment commencé - des actifs des différentes entreprises. La manière extrêmement bureaucratique adoptée pour initier cet inventaire, cette « privatisation planifiée », comme dit un avocat moscovite, laisse mal augurer de la suite.

Poudre
aux yeux ?

Une autre question est, bien entendu, de savoir ce que les citoyens russes feront concrètement de ces coupons. On imagine déjà les histoires que se raconteront les Moscovites sur ces polvres échangées « une part de Tupolev » contre quelques bouteilles de vodka. Plus sérieusement, on se demande ce que cabot seront les éventuels « holdings » qui rachèteront les coupons vendus sur le marché ou dans les fonds d'investissement. Ces holdings, les monopoles de demain, jouiront en fait d'un pouvoir sur l'économie de la Russie bien plus important, proportionnellement, que celui des écono-

poles occidentaux dans leurs pays.

Quatre types d'acheteurs sont possibles dans la Russie d'aujourd'hui, même si la classification est arbitraire et que les mêmes personnes se retrouvent souvent dans ces catégories. Il y a d'abord les « commerçants » - on dit aussi « les mafias » - qui ont accumulé, en quelques années et en dehors de la loi, des capitaux considérables. Selon le ministère russe de l'intérieur, les « structures commerciales » des mafias ont détourné, au cours des deux derniers mois, 30 milliards de roubles dans des opérations fictives de crédit. Ces « structures » trouveront-elles dans les fonds d'investissement une manière de blanchir cet argent ? Seront-elles intéressées, par simple intérêt pécuniaire, par ces investissements locaux ?

Deuxième acheteur potentiel : les appareils qui ont amassé, eux aussi, des fortunes considérables du temps de leur gloire. Ce n'est pas un hasard si les mêmes questions se posent pour eux et pour les « commerçants », notamment quant à leur volonté d'investir en Russie au lieu de gérer leur fortune à l'étranger. Ils pourraient, ainsi, reprendre par l'économie le pouvoir qu'ils ont en partie perdu politiquement.

Troisième acheteur possible : l'Etat. Mais ce serait sans doute le comble de l'absurdité que de voir la puissance publique racheter ce qu'elle vient de céder. Restent les investisseurs étrangers, dont il faudra préciser dans quelle mesure ils pourront participer directement à ces fonds d'investissement. Pour le moment, le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne sauront pas aux portes de la Russie.

Et si cette privatisation n'était en fait que de la poudre aux

yeux ? La question peut choquer mais certains experts occidentaux n'hésitent pas à la poser. Tout simplement parce que de nombreuses entreprises antérieures à la privatisation, au cours de la « privatisation sauvage », Loraqu'il s'agit de transformer la nature juridique des entreprises, c'est-à-dire de les faire passer du statut d'entreprise publique à celui de société par actions, certains ont brûlé les étapes... en sa répartition immédiate les actions ainsi créées, ce qui n'était pas vraiment le but de l'opération.

Tantôt leurs anciens responsables, tantôt les collectifs de travailleurs, souvent les deux à la fois, ont ainsi racheté leurs entreprises. Il sera maintenant difficile, surtout à des hommes d'affaires étrangers, de les déloger. A moins d'y mettre beaucoup d'argent, beaucoup plus, en tout état de cause, que la valeur réelle des actifs de l'entreprise. La nouvelle loi accorde aux collectifs des travailleurs des droits particuliers pour acheter jusqu'à 51 % du capital des entreprises. Dans certains cas, ces collectifs recevront gratuitement 25 % de ce capital.

Le mouvement de privatisation des entreprises russes ne débute donc pas avec les meilleurs augures. « L'essentiel reste qu'il ait été enfin lancé, car rien ne pouvait être pire que la poursuite du statu quo », reconnaît tout de même un diplomate. Quant à l'immoralité de ces nouveaux capitalistes russes, c'est-à-dire une consolation de se dire qu'après tout ceux qui ont fondé le capitalisme occidental n'étaient pas tous, loin s'en faut, des enfants de chœur ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

EN BREF

■ ANGOLA : les rebelles indépendantistes de Cabinda affirment avoir tué plus d'une centaine de militaires. - Le Front de libération de l'enclave de Cabinda (FLIC), indépendantiste, a affirmé, mardi 16 juin, avoir tué 118 soldats lors d'une attaque contre une localité de cette province angolaise, enclavée entre le Congo et le Zaïre. Dans un communiqué reçu par l'agence portugaise Lusa, le mouvement a indiqué que le raid contre le village de Nguéza avait eu lieu le 6 juin, soit deux jours avant la visite du pape Jean-Paul II à Cabinda. (AFP)

■ BURKINA : nomination d'un premier ministre. - Le président Blaise Compaoré a nommé M. Youssouf Ouédraogo, un économiste de quarante ans, au poste de premier ministre, mardi 16 juin, au lendemain de la première session de l'Assemblée des députés du peuple, élue le 24 mai. Membre du parti majoritaire - l'Organisation pour la démocratie populaire/mouvement du travail (ODP/MT) - et déjà plusieurs fois ministre, M. Ouédraogo a la réputation d'être un « homme de dossiers ». (Reuters)

■ COLOMBIE : trois guérilleros tués et soixante-dix suspects arrêtés. - Trois guérilleros colombiens ont été tués, mardi 16 juin, dans des accrochages avec l'armée dans le nord du pays, et soixante-dix personnes ont été interpellées à Bogota lors d'une opération de police contre la guérilla urbaine, a-t-on appris mercredi de sources

officielles. L'armée a notamment démantelé près de Barrancabermeja une fabrique de mines, qui ont tué trente et une personnes dans cette région, depuis le début de l'année. (AFP)

■ ESPAGNE : huit arrestations en Navarre dans le cadre d'une opération contre le commando de l'ETA. - Six personnes ont été arrêtées, mardi 16 juin, dans la province de Navarre (nord de l'Espagne) dans le cadre d'une opération de la garde civile (gendarmérie) contre un commando de l'Organisation indépendantiste basque ETA, à l'initiative de la préfecture de Navarre. Deux personnes - un élu local de Burlada (Navarre, nord), Carlos Ezcurra, et sa fiancée - avaient été arrêtées dans la nuit de lundi à mardi dans cette région, lors de la même opération, au cours de laquelle la garde civile a saisi deux fusils mitrailleurs et un pistolet. D'autre part, quatre Français soupçonnés d'être liés à l'organisation clandestine basque ont été interpellés, mardi 16 juin, en Bretagne et dans la région parisienne. Ces interpellations s'inscrivent dans la série d'opérations menées depuis l'arrestation, le 29 mars à Bidart (Pyrénées-Atlantiques), du noyau dirigeant de l'ETA. (AFP)

■ GRANDE-BRETAGNE : le premier ministre dément avoir eu connaissance des activités frauduleuses de Robert Maxwell. - M. John Major a formellement démenti, à l'occasion de la séance de questions au premier ministre à la Chambre des Communes, mardi 16 juin, les informations publiées par le quotidien Financial Times,

qui affirme que le gouvernement avait été informé, depuis plus de deux ans, par les services secrets britanniques des activités frauduleuses de Robert Maxwell (le Monde du 17 juin). M. Major a toutefois refusé de confirmer ou de démentir d'autres affirmations du quotidien britannique selon lesquelles plusieurs grandes sociétés industrielles et financières sont surveillées par les services secrets. (AFP)

■ NIGERIA : ouverture du procès de militants des droits de l'homme en détention. - Le gouvernement a déféré devant la justice, lundi 15 juin, les militants des droits de l'homme arrêtés au cours de ces dernières semaines. Leur procès a été ouvert, sans annonce préalable, devant le tribunal de Gwagwada, à une soixantaine de kilomètres d'Abuja, puis la séance a été renvoyée au 29 juin. D'autre part, la radio nationale a annoncé l'arrivée dans la capitale nigérienne du chef de l'Etat sierra-léonais, le capitaine Valentine Strasser, pour une visite de vingt-quatre heures. (AFP)

■ PARAGUAY : l'assemblée constituante interdit la réélection du président Rodriguez. - La Convention nationale constituante paraguayenne a interdit, mardi 16 juin, la réélection du président Andres Rodriguez, dont le mandat se termine l'an prochain. Cette décision, qualifiée d'« ingrate » par le chef de l'Etat, intervient alors que courent des rumeurs sur la dissolution de l'Assemblée et sur la possibilité d'un coup de force du président Rodriguez. Selon le commandant de la marine, les chefs des trois

armes se sont déclarés aux ordres du président « pour agir » si nécessaire. (AFP)

■ ROUMANIE : élections du 27 septembre. - Après une longue polémique, les secondes élections législatives et le premier tour de l'élection présidentielle auront finalement lieu le 27 septembre, selon une loi adoptée, mardi 16 juin, par la Chambre des députés. Ce texte, préalablement adopté par le Sénat, doit maintenant être promulgué par le président Iliescu. (Corresp.)

■ SALVADOR : révision du calendrier de démolition de la guérilla. - Le gouvernement et le Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) ont conclu, lundi 15 juin, un accord prévoyant la démolition d'un cinquième des 7 000 rebelles pour le 30 juin, avec beaucoup de retard sur le calendrier des accords de paix signés en janvier. La date finale pour l'exécution complète des accords reste fixée au 31 octobre. Le gouvernement présentera un plan d'urgence pour permettre le retour des guérilleros à la vie civile et s'est engagé à faciliter la transformation officielle du FMLN en parti politique. (AFP, Reuters)

■ TURQUIE : quinze morts dans le sud-est anatolien. - Douze rebelles kurdes et trois militaires turcs ont été tués, lundi 15 et mardi 16 juin, lors d'accrochages entre forces de l'ordre turques et combattants kurdes, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon ce communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, capitale du Sud-Est. (AFP)

Les combats dans le Karabakh

L'offensive azérie marque le pas

Au quatrième jour de la plus importante des offensives tentées par les forces azérbaidjanaises pour récupérer du terrain perdu face aux Arméniens dans le Karabakh, les combats semblent s'essouffler, mardi 16 juin, à la frontière orientale de l'enclave, même si les bombardements se poursuivent. Mais ils n'ont pas cessé dans la région de Chamkian, dans le nord de celle-ci.

Une trêve de dix heures à partir de mercredi matin a été proposée par les Arméniens du Haut-Karabakh, « pour permettre de récupérer les corps », dont le nombre serait

de plusieurs centaines, selon les bilans donnés des deux côtés.

Les Arméniens affirment que quinze de leurs villages ont été pris, les Azérbaidjanais que cent cinquante de leurs localités situées près des lignes de front et représentant près d'un quart de leur territoire ont été dépeuplées à la suite des bombardements arméniens.

Les deux camps appellent la communauté internationale à faire pression pour mettre fin aux combats et s'accusent mutuellement de préparer de nouvelles offensives. (AFP, Reuters)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

En ville, plus de voitures réservées = plus de voyageurs transportés = moins d'argent gaspillé

Si la vitesse de tous les bus augmentait de 2km/h, la collectivité économiserait 1 milliard de francs par an. Pour que nos villes roulent, priorité aux transports en commun.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : premier ministre depuis dix-huit mois

M. John Major, ou le «thatchérisme à visage humain»

Premier ministre depuis dix-huit mois, M. John Major ne se démarque guère, dans les grands choix, de la philosophie libérale de son prédécesseur, M^{me} Margaret Thatcher. Pourtant, s'il paraît encore prématuré de parler du «majorisme», le ton, le style et une approche différente de la politique, annoncent une autre manière de gouverner.

LONDRES

de notre correspondant

La question n'aurait probablement pas été posée, du moins en ces termes, si M^{me} Margaret Thatcher n'y avait déjà répondu abruptement, par la négative : y a-t-il un «majorisme»? L'intérêt, qui n'a jamais prétendu proposer une quelconque doctrine personnelle, a préféré, selon son habitude, ne pas s'engager dans une polémique.

D'ailleurs, cette manifestation de dépit de l'ancien premier ministre, dédaignant à son successeur le droit d'être «son propre maître», était, selon l'un de ses confidents, une erreur. M. Cecil Parkinson, ancien président du Parti conservateur, a récemment assuré que M^{me} Thatcher reconnaît le bien-fondé des critiques émises à la suite de la publication, dans *Newweek*, de son article au vitriol visant M. Major, un article «à sensation et trop rigoureux». La «dame de fer» n'étant pas réputée pour son humilité, la démarche mérite d'être soulignée.

L'interrogation, pourtant, demeure pertinente : après dix-huit mois d'exercice du pouvoir, M. Major, puisqu'il a été élu, «formé» et adoubé comme héritier politique par celle qui le tance si souvent - n'est-il que le simple propagateur d'une politique conçue par d'autres? M^{me} Thatcher voulait rappeler que l'essentiel des idées et des propositions avancées par M. Major sont le produit de la tradition politique du Parti conservateur mise en œuvre, depuis Churchill, par une lignée de premiers ministres, dont elle-même.

Sur le fond, elle n'a pas tort : le «majorisme», s'il existe, est encore une pensée aux contours flous. Du recul de l'Etat, par les privatisations, à la limitation des prérogatives syndicales, de l'encourage-

ment de l'initiative individuelle à l'abaissement de la pression fiscale, de la lutte contre l'inflation à une méfiance instinctive vis-à-vis de l'Europe, les vertus cardinales du libéralisme «thatchérien» restent vivaces.

Ce sont elles qui ont permis à M. Major de gagner les élections parlementaires du 9 avril dernier. La logique de la continuité, ce «travail de finition» en quelque sorte, des «années Thatcher», est tellement évidente qu'elle rend peu crédibles les accusations couronnées de l'ancien premier ministre, qui s'ingénie à l'on «détruite (son travail)». Même s'il est vrai que, dans la perspective des élections, le gouvernement britannique avait pris quelques libertés avec la rigueur budgétaire et laissé filer le déficit des finances publiques.

Par petites touches, avec quelques symboles, M. Major a cependant réussi à donner l'impression qu'il est porteur d'une ambition différente. Cela tient souvent à une approche plus attentive et humaine de la politique, considérée dans son sens originel - le gouvernement de la cité - et non politicien. Le professeur John Barnes, spécialiste du Parti conservateur à la London School of Economics, a ce raccourci saisissant : «Le majorisme, c'est du thatchérisme à visage humain».

Une question de style et de génération

C'est donc une question de style, de personnalité et de génération. M^{me} Thatcher avait des certitudes au nom desquelles elle bousculait et imposait ce qu'elle croyait juste. M. Major veut convaincre, diriger par consensus. Contrairement à elle, il fait montre d'une capacité naturelle à écouter. La «dame de fer» avait un profond dédain pour les «intellectuels» (cependant elle lui rendait bien), parce qu'elle pensait profondément que les gens doivent être jugés par leurs actions et non par leur rhétorique.

Cette différence, M. Major ne pouvait mieux la faire sentir qu'en définissant ainsi son ambition, en novembre 1990 : «Je souhaite construire dans les années qui viennent une société où règne l'égalité des chances. J'entends par là une société ouverte, une société dans laquelle la réussite de chacun dépende de son talent, de son opiniâtreté et de hasards favorables. Je veux aussi que nous construi-



sions un pays qui soit à l'aise avec lui-même.

Si la route est encore longue pour atteindre un tel objectif, M. Major n'a probablement, aujourd'hui, rien à changer à un tel credo. Certes, il adhère totalement à cette profession de foi très britannique de la primauté des droits de l'individu par rapport à l'Etat, mais, à la différence de son prédécesseur, il croit que la responsabilité collective est importante et qu'elle doit être organisée. Pour M^{me} Thatcher, l'idée de «société» était, peu ou prou, une construction intellectuelle. Il en résulte cette idée-force de ce qui deviendra peut-être le «majorisme» : la nécessité de l'ouverture et de la transparence, la responsabilité qu'a l'Etat d'améliorer ses relations avec la collectivité, et donc la qualité des services dont il a la charge.

La «glassnost» à Whitehall

En révisant récemment l'identité des chefs des services secrets - MI5 et MI6 - ainsi que la composition et le mode de fonctionnement des réunions interministérielles (les *cabinet committees*), le premier ministre a manifesté symboliquement cette volonté d'introduire une dose de «glassnost» dans le fonctionnement de Whitehall. En confiant à un ministre la responsabilité de la «charte des citoyens», (le *citizen's charter*), il souligne la priorité que constitue l'amélioration des structures publiques existantes, par l'adjonction du savoir-faire privé. L'Etat ne doit plus être à la fois celui qui fournit et celui qui achète, au nom du public, des services sociaux. Cela veut dire, aussi, insuffler des éléments d'«humanité» dans l'administration : en témoigne l'idée d'identifier chaque fonctionnaire par un badge.

De même, alors que M^{me} Thatcher n'éprouvait aucune espèce d'intérêt, voire un certain mépris, pour les services publics, son successeur, tout en souhaitant désengager l'Etat de secteurs comme la

santé et l'éducation, pense que ce dernier a une responsabilité vis-à-vis des citoyens les moins aisés. Sans doute parce qu'il est lui-même le produit du *Welfare State* (l'Etat-providence), il connaît l'importance de la santé et de l'éducation publiques et gratuites.

La «liste des honneurs» en péril

Fils d'une famille pauvre, sans formation universitaire, il a gravi un à un les barreaux de l'échelle sociale. D'où cet autre «pilier» du «majorisme», la «société sans classes», qui est une société offrant à chacun l'égalité des chances. S'étant lui-même extrait de la banlieue de Bristol, le premier ministre veut que d'autres gamins des ghettos sociaux urbains puissent,

en fonction de leurs mérites, saisir des opportunités. Rien d'étonnant s'il veut s'attaquer à cet autre symbole que constitue la *honour's list*, cette liste des honneurs qui permet au gouvernement de récompenser par des titres nobiliaires les mandarins de la politique et de l'armée (mais en «calibrant» ceux-ci selon le statut social des intéressés), c'est-à-dire un processus qui se situe aux antipodes des convictions méritocratiques de M. Major.

En fait, il n'y a pas dans tout cela une grande novation par rapport au «conservatisme social», ce vieux concept du parti Tory, inventé pour l'Angleterre des classes moyennes. Avec le temps, M^{me} Thatcher avait simplement laissé tomber le mot «social», s'attachant à transformer la Grande-Bretagne en une nation de proprié-

taires-actionnaires. M. Major ne renie rien de cet héritage - surtout pas le souci d'étendre encore la propriété - il veut simplement que la primauté des forces du marché dans l'économie signifie un peu moins la loi de la jungle.

Pendant ses seize premiers mois au pouvoir, M. Major s'est consacré au seul objectif de remporter les élections. Aujourd'hui, il n'a plus, avant longtemps, d'échéance politique devant lui. L'état de l'opposition - qui n'est pas même pour l'instant «réalignement» qui devra s'opérer entre démocrates-libéraux et travaillistes - et une réorganisation de la carte des circonscriptions électorales, lui permettent même d'envisager avec une certaine confiance les prochaines élections parlementaires. D'ici là, les différences de style entre «thatchérisme» et «majorisme» deviendront-elles des différences de substance? Ce «toiletage» politique donnera-t-il naissance à une ambition autre que celle d'améliorer l'existant?

«Cela peut apparaître paradoxal ou ironique, mais la survie politique du thatchérisme est probablement davantage en sûreté dans les mains de M. Major qu'elle ne l'était dans celles de M^{me} Thatcher», estime le professeur Barnes. Le premier ministre britannique, en homme pragmatique, a une conscience aiguë des réformes qui doivent être entreprises pour arriver à ce que son pays soit «à l'aise avec lui-même». Mais il ne lui offre pas - encore? - une vision à long terme de son avenir. M. Major apparaît comme un homme politique parfait pour un modèle politique qui lui ressemble, lisse. Après l'histoire passionnelle de M^{me} Thatcher avec ses concitoyens, c'est peut-être de cela - une évolution tranquille - dont la Grande-Bretagne a besoin.

LAURENT ZECCHINI

UNE NOUVELLE PUBLICATION

La Lettre du Monde de l'éducation

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale ; les réglementations nouvelles ;
- les politiques éducatives et les réalisations des collectivités locales ;
- les initiatives de l'enseignement privé, des organisations professionnelles et des entreprises ;
- les nouvelles des universités ;
- les nominations des responsables ;
- les publications spécialisées, les textes officiels et la documentation administrative ;
- les rendez-vous importants : colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservée exclusivement aux abonnés du Monde de l'éducation, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour suivre au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

OFFRE D'ABONNEMENT

211 MEN 24

1 AN : 450 F

Le Monde de l'éducation

+ La lettre du Monde de l'éducation

OUI, je désire m'abonner :
• au Monde de l'éducation et à la Lettre du Monde de l'éducation (36 numéros par an).

Pour 450 F

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

MODE DE RÈGLEMENT :

Chèque bancaire ou postal

Mandat ☐ Carte bleue Visa ☐Carte AMEX ☐

N° Carte bleue Visa

Echéance à fin _____

N° carte American Express

Echéance à fin _____

Date et signature obligatoires

Le Monde de l'éducation

Service abonnements : 1, place Hubert Kravitz
94522 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

SIRENE

Un numéro à retenir : 36 17 Code SIRENE

Le fichier de toutes les entreprises françaises et leurs établissements en accès direct.

Un service de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE :
INSEE - Bureau 205 M - 18 Bis Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14

LE MONDE diplomatique

Juin 1992

- **EUROPE** : Un marché et des hommes, par Claude Julien. - An nom de l'orthodoxie monétaire..., par Bernard Cassen. - Vers quelle politique étrangère commune ? par Paul-Marie de La Gorce.
- **ÉTATS-UNIS** : Comment une superpuissance perd les moyens de son hégémonie, par Marie-France Toinet. - La spirale du déclin, par Pierre Dommergues. - M. Bush veut-il tirer parti des émeutes de Los Angeles ? par Serge Halimi. - Les sources culturelles du radicalisme noir, par Achille Mbembe.
- **RUSSIE** : Improvisation et échec des réformes agraires, par Juvénal A. Madvedev. - Ecole et santé en ruines, par Jean-Jacques Marie. - Tout est à vendre, par Christian de Brie.
- **CHILI** : Qui se souvient des crimes de M. Pinochet ? par Gilles Baudin.
- **AFRIQUE** : Frayeurs et fantasmes des Blancs en Afrique du Sud, par Hein Marais. - Au Burkina, les politiques passent, la nature demeure..., par Anne Tristram.
- **AFGHANISTAN** : Nouvelle donne, par James Rupert.
- **SOMMET DE RIO** : Une Terre à reconstruire (supplément).

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaze, gérant
directeur de la publication
Bruno Fagard
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction
Yves Agnès
Jacques Amic
Thomas Ferenzi
Philippe Herveaux
Jacques-François Simon

Directeur :
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Faure (1960-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :
75, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-60-22-23
Télécopieur : 40-60-22-99
1, PLACE HUBERT-KRAVITZ
94522 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-60-22-23
Télécopieur : 40-60-30-10

55 ذامن لامل

EUROPE

Avant le référendum sur le traité de Maastricht

L'Irlande entre émotion et raison

Suite de la première page

Les partisans du «non» auraient gagné entre 12 et 17 points, chatoûlant la barre des 50 %. C'est dire que les iocécis (un électeur sur trois) seront la cible jusqu'au dernier moment d'une campagne que le «non» connaît à l'avance. Les partisans du «oui» espèrent une réduction de ce qui s'est passé en 1986 pour le référendum sur le divorce : le «oui» avait fini par l'emporter grâce à une remontée spectaculaire dans les derniers jours. En 1987, près de 70 % de la population avait voté l'adhésion à l'Europe, mais seulement 44,1 % des électeurs s'étaient déplacés.

M. Reynolds, qui n'est que depuis quelques mois à la tête du gouvernement, mais qui est fort du soutien des grands partis irlandais, des milieux d'affaires, du monde paysan et de bon nombre d'associations progressistes, a rappelé mardi soir que «l'Irlande a grandement bénéficié de l'Europe», estimant qu'un non à Maastricht signifierait une augmentation du nombre des chômeurs et des taux d'intérêt.

La campagne officielle appelle les Irlandais à ne pas commettre l'irréparable : «Si nous fermions la porte maintenant au traité sur l'union européenne, nous ne comblerions jamais notre retard en matière de développement», expliquent de grands placards dans la presse, tandis que d'innombrables «Yes» s'alignent dans les rues de Dublin, comme si les mal voyants étaient devenus légion. «Les Irlandais ont toujours soutenu l'idéal européen. Le traité offre une nouvelle chance de forger une communauté en accord avec les meilleures traditions et valeurs du peuple irlandais», soulignent les quatre principaux partis pour contester les arguments de ceux qui voient dans Maastricht le fossoyeur de l'identité et de l'indépendance nationale irlandaise, chèrement

acquise dans la première partie de ce siècle.

L'âme irlandaise marquée pourtant aujourd'hui quelques signes de rationalisme, face à une bureaucratie bruxelloise impévide et lointaine qui ferait peu de cas des identités nationales. C'est en tout cas le sentiment d'Antoinette, étudiante de dix-neuf ans, qui distribue des tracts à la porte de Trinity College. «Je ne veux pas que mon pays soit fondé dans une grande entité européenne et j'estime que nous devons garder notre monnaie et notre souveraineté», explique-t-elle.

Le député européen, M. Pat Cox (démocte de progrès) reconnaît que ce discours joue sur une corde sensible mais le juge totalement hors de

saison. «Notre pays est une île derrière une porte à l'ouest du continent. Et cette petite île a vu sa souveraineté croître grâce à sa vocation européenne. Désormais, nous avons notre place dans les instances du pouvoir européen».

Nombreaux sont les pro-Maastricht à insister sur le fait que l'Irlande a pu, par ce biais, continuer de s'affranchir psychologiquement de l'ancien colonialisme britannique. «Quand nous sommes entrés dans le SME, nous avons rompu les liens avec la livre sterling. C'était la première fois depuis le dix-neuvième siècle. Aujourd'hui, nous en voyons les bienfaits : nos taxes d'intérêt sont moindres que celles des Britanniques», explique M. Antoine Murphy, professeur d'économie à Trinity College.

Reste à savoir quel sera le poids de cette argumentation face à ce que John Kelly, médecin à Dublin,

appelle «le vote de l'émotion» contre Maastricht. Malgré tous ses efforts, le gouvernement a échoué à séparer la question de l'avortement de celle de Maastricht. «Les deux sont inextricablement liés», souligne le sénateur Des Hanan.

Président des pro life, ardent défenseur du «non», il a été exclu de son groupe parlementaire du Fianna Fail. Il espère qu'un échec du référendum contraindra M. Reynolds à remettre à plus tard une nouvelle ratification référendaire de Maastricht. Pour lui, un «non» ou conduirait pas l'Irlande à tourner le dos à l'Europe.

Le vote des femmes pèsera sans aucun doute d'un grand poids dans le scrutin de jeudi. Plus tôt conservatrices et hostiles à l'avortement dans les campagnes irlandaises, elles ont pourtant voté, lors de l'élection de Mary Robinson à la présidence de la République, qu'elles pouvaient être capables d'apporter leurs suffrages à une personnalité d'ouverture sensible aux problèmes de société, notamment au développement des droits de la femme.

L'affaire de la jeune fille de quatorze ans, violée et enceinte, empêchée dans un premier temps d'aller se faire avorter en Grande-Bretagne, a contribué également à ouvrir l'approche de cette question extrêmement sensible dans la très catholique Irlande. «L'attitude des fondamentalistes catholiques a eu plutôt des effets contre-productifs en amenant un certain nombre de personnes à percevoir la question de l'avortement en termes plus équilibrés», estime M. Garret FitzGerald.

M. Cox ne conteste pas cette analyse, mais estime que l'argumentation des fondamentalistes catholiques n'est pas sans effet sur l'opinion publique. «Ils jouent un rôle démocratique en étant plus efficaces que le traité est compliqué. Le Pen jouera le même rôle en France, car il n'est pas facile pour un gouvernement de présenter simplement Maastricht face à un argumentaire démagogique sim-

plète». Bien que son parti soit membre de la coalition gouvernementale, il n'en critique pas moins la façon dont M. Reynolds a mené sa campagne en jouant quasi exclusivement sur la corde financière.

Le premier ministre a appelé ses troupes à faire campagne «à cent pour cent jusqu'au jour du scrutin». Pourtant, il ne semble pas que les parlementaires du Fianna Fail aient fait dans leurs circonscriptions une campagne très active. A Longport, fief de M. Reynolds, la permanence du Fianna Fail pour le «oui» a ouvert ses portes il y a une semaine seulement, et encore sont-elles fermées à l'heure du déjeuner.

«Ce parti n'est pas très européen de tempérament. Et les députés de cette formation savent qu'ils auront besoin des militants s'il y a des élections générales en fin d'année», souligne un diplomate étranger en poste à Dublin. Or une partie de ces mili-

tants serait plutôt contre Maastricht parce qu'ils craignent, malgré le protocole particulier qui l'accompagne, que le traité ouvre la porte à une libéralisation de la législation sur l'avortement.

La conférence des évêques catholiques irlandais s'est refusée, pour sa part, à trancher, se contentant de publier un texte de quatre feuillets, très équilibré. Cette prudence s'expliquerait en partie, estime le pro-Maastricht, par la perte d'influence de l'église après l'affaire de l'évêque de Galway, Mgr Casey, dont on a découvert récemment la paternité. Mais des pères ont appelé plus ou moins ouvertement à voter «non» dans les paroisses afin de «préserver la vie». Le gouvernement leur a peut-être fait un cadeau en plaçant le scrutin le 18 juin, un jour de fête religieuse en Irlande.

PIERRE SERVANT

Waterloo, capitale de l'Europe ?

BRUXELLES

de notre correspondant

A l'occasion du cent soixante-dixième anniversaire de la bataille de Waterloo, le 18 juin, le quotidien le Libre Belgique a publié, mardi 16 juin, une libre opinion, peu banale. Elle est signée par un professeur émérite de l'Université catholique de Louvain, M. Raymond Antoine, qui propose que le siège des principales institutions des Communautés européennes soit transféré sur le site où les généraux de Napoléon affrontèrent les coalisés. Cela pour exprimer de façon symbolique le refus de la guerre entre peuples européens réconciliés.

Quand l'évacuation du Berlay-

mont, ancien siège de la Commission de Bruxelles, fut décidée l'an dernier, de bons esprits suggérèrent de réinstaller à la dispersion accrue des services communautaires par une implantation en un seul lieu, à la périphérie de Bruxelles, loin des embouteillages. Personne, jusqu'à présent, n'avait songé à un site aussi symbolique que l'ancien champ de bataille, à une quinzaine de kilomètres au sud de Bruxelles. Selon M. Antoine, la norme plain offre des «qualités intrinsèques, qui appelleraient l'humanité», notamment «une superficie à bâtir plus que suffisante dans un environnement très agréable».

J. de La G.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la campagne de l'ANC pour obtenir un gouvernement intérimaire

M. Mandela a lancé une série d'«actions de masse»

Après une nouvelle nuit de violence dans les cités noires, où une vingtaine de personnes ont été tuées, le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela a lancé sa campagne d'«actions de masse», mardi 16 juin. La date n'est pas fortuite. Il a seize ans, le jeune Hector Petersen, un lycéen de treize ans, tombait sous les balles de la police, première victime des émeutes qui enflammaront Soweto en 1976.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le 16 juin en fin de matinée, M. Nelson Mandela, en présence de la mère d'Hector Petersen, dévoilait une stèle commémorative, au cœur de la cité noire, en mémoire de l'adolescent.

Ao stade voisin, où quinze mille personnes lui firent un accueil particulièrement chaleureux, le président de l'ANC a ensuite plaidé la sagesse et la discipline, après avoir une fois de plus réitéré sur le gouvernement et le Parti national (NP) de Frederik de Klerk la responsabilité de l'échec de la deuxième session plénière de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA). «Ne vous laissez pas aller à la vengeance. Ne faites pas ceux qui vous incitent à porter la violence dans les quartiers blancs», a-t-il lancé.

M. Mandela expliquait alors le bien-fondé et la «légitimité» de la campagne d'actions de

masse, destinée à faire accepter l'instauration d'un gouvernement intérimaire avant la fin du mois, et l'élection d'une Assemblée constituante d'ici à la fin de l'année. «Nous sommes déterminés à ce que la règle de la majorité s'applique enfin dans ce pays, non pas demain, mais aujourd'hui», a déclaré M. Mandela en soulignant que cette commémoration du 16 juin n'était qu'«un avant-garde» de ce que l'ANC et ses alliés avaient programmé pour les semaines à venir.

A Johannesburg et à Pretoria, 90 % des employés ont se sont pas rendus à leur travail. Les gares de Soweto, habituellement bondées, étaient désertes. Si le gouvernement ne fait aucune concession, la campagne de l'ANC - en quatre phases - devrait aboutir à des grèves générales au mois d'août.

Les menaces de l'ANC et de ses partenaires, le Parti communiste (SACP) et le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU), sont prises très au sérieux par les autorités.

Le président De Klerk a estimé que l'alliance ANC-SACP-COSATU agissait en cooptation avec la déclaration d'intention signée lors de la première réunion de la CODESA. Le ministre de l'Intérieur, M. Hensius Kriel, a prévenu qu'aucune atteinte à l'ordre public ne serait tolérée. Il a précisé que l'ANC serait tenu pour responsable des violences qui pourraient survenir au cours des manifestations.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

CÔTE D'IVOIRE : le procès en appel de M. Gbagbo

Le chef de l'opposition revendique le droit de manifester

Aux côtés de trois autres prévenus, le chef de l'opposition ivoirienne, M. Laurent Gbagbo, a comparu mardi 16 juin devant la cour d'appel d'Abidjan, qui doit statuer sur la peine de deux ans de prison prononcée à son encontre en mars.

ABIDJAN

correspondance

Une ovation a salué l'arrivée des quatorze détenus. Une centaine de militants du Front populaire ivoirien (FPI) attendaient «Laurent» sous une pluie d'huiles et d'effluves. Ils ont été accueillis par le secrétaire général du FPI, accompagné de son épouse et du président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, M. René Dénys-Séguin (tous deux parmi les prévenus), a pris place dans le box des accusés.

Le procès s'est ouvert dans une atmosphère assez sereine, malgré la condamnation, quelques minutes plus tôt, du secrétaire général par l'intermédiaire du parti, M. Abou Dramane Sangaré, à quatre mois de prison ferme (mais il a été laissé provisoirement en liberté) pour diffusion de fausses nouvelles, dans l'hebdomadaire du FPI, d'un article accusant le chef du gouvernement d'avoir fraudé la douane.

«Je ne suis pas complice de destruction, je ne suis pas plus coupable de ce qui s'est passé le 18 février», a lancé M. Gbagbo, en ajoutant avec une pointe d'ironie : «Je voudrais bien que l'on me présente un casier, notamment l'un de ceux qui ont incendié ma voiture». Le 18 février, après une manifestation qui avait mal tourné, le véhicule

personnel du secrétaire général du FPI avait été brûlé par un petit groupe de militaires sous les yeux de diplomates étrangers.

Après avoir longuement rappelé le contexte de l'époque, marqué par le refus du chef de l'Etat de sanctionner des militaires coupables de viol et de tortures dans une cité universitaire, M. Gbagbo a lancé au président du tribunal : «Je suis fier d'avoir protesté, c'est mon rôle (...). Si de tels faits se reproduisent, on me verra encore dans la rue». Sourires dans la salle, largement acquiescés à sa cause, et grincement du procureur. «On gouverne avec des grèves et des manifestations, dans une démocratie», a encore lancé M. Gbagbo. Le verdict était attendu pour mercredi soir ou jeudi.

JEAN-KARIM FALL

Jean-Jacques FOUGERAT

LE CAPITAL-PARTAGE

PRIX COSTA DE BEAUREGARD 1992

1 vol. 120 F

Calmann-Lévy

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Fusillade dans un bastion islamiste de la capitale

Une patrouille de police a été prise, mardi 16 juin en fin de matinée, sous le feu d'armes automatiques, dans le quartier de Belcourt, l'une des places-fortes des islamistes à Alger. Trois policiers ont été blessés, dont un grièvement. Des tris ont encore été entendus dans la soirée au moment où les forces de l'ordre commencent à perquisitionner dans les immeubles du quartier.

Ces incidents se sont produits alors que dans la même journée deux cents détenus islamistes ont été libérés du «centre de sûreté» de Reggane à 1 600 kilomètres au sud-ouest d'Alger.

ÉTATS-UNIS

M. Weinberger inculpé dans l'affaire de l'«Irangate»

Secrétaire américain à la défense de 1981 à 1987, M. Casper Wein-

berger a été inculpé, mardi 16 juin, par un grand jury fédéral, de parjure, fausses déclarations et obstruction à la justice dans l'affaire de l'«Irangate». Il est accusé d'avoir dissimulé des notes personnelles relatives aux discussions engagées sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran en 1985 et 1986. Le produit de ces ventes avait été détourné au profit des rebelles de la Contra du Nicaragua. (AFP, Reuters, UPI)

Vives réactions à la décision autorisant l'enlèvement de suspects à l'étranger

Au lendemain de la décision de la Cour suprême américaine de légaliser l'enlèvement à l'étranger de personnes recherchées aux États-Unis (le Monde du 17 juin), le Mexique a décidé, mardi 16 juin, de réviser son traité d'extradition avec Washington et de suspendre sur son territoire les activités des agents américains chargés de la lutte contre la drogue. Le Chili, la Guatemala, la Costa-Rica, l'Équateur, la Bolivie, la Colombie et la Vénézuéla ont fermement condamné l'arrêt de la Cour suprême. (AFP, Reuters)

En ville, tout pour la voiture = toujours plus de voitures = toujours plus de pollution.

L'industrie française a réduit de 50% son taux de pollution depuis 1980, alors que la pollution due à la circulation en ville a progressé de 87% dans le même temps. Pour que nos villes respirent, priorité aux transports en commun.

POLITIQUE

L'adoption de la révision constitutionnelle au Palais du Luxembourg

Les sénateurs ont obtenu des concessions sur le droit de vote des étrangers

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du 16 au 17 juin, par 192 voix contre 117, le projet de loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre « Des communautés européennes et de l'Union européenne », que rend nécessaire la ratification du traité de Maastricht. Le texte a été adopté par l'écrasante majorité du groupe socialiste ainsi que par la plus grande partie des sénateurs UDF, répartie sur la

dans trois groupes : le Rassemblement démocratique et européen, les Républicains et indépendants et l'Union centriste. Le RPR et le PC ont voté contre.

Tout comme à l'Assemblée nationale, l'opposition a donc été victime d'un « effet Maastricht » que les réunions de concertation, au cours de ces dernières semaines, n'ont jamais pu désamorcer. La division de la majorité sénatoriale UDF-RPR a été manifeste sur la

question du droit de vote et de l'éligibilité des ressortissants de la Communauté, que M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, avait placée à l'agenda au cœur du débat. Contrairement aux pronostics du sénateur des Hauts-de-Seine, les groupes de l'UDF ont voté en faveur de la révision constitutionnelle.

En revanche, les sénateurs UDF ont parvenus, sur

ce chapitre, à faire adopter un amendement qui stipule notamment que ce droit « peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union » et qui renvoie à « une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées » les conditions d'application de ce droit. Cette adoption a été favorisée par le vote des socialistes, qui pourrait entraîner un vote conforme du projet par les députés à l'Assemblée nationale.

M. Pasqua, président du groupe RPR s'est retrouvé isolé, en fin de matinée, à l'occasion du vote sur un amendement présenté par M. Jacques Larché (Rég. et Ind., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, substituant l'expression « selon les modalités prévues par le traité sur l'Union européenne » à celle qui indique que les transferts de compétences et les dispositions de vote et d'éligibilité sont consenties « pour l'application » du traité de Maastricht. Cet amendement, qui permet, selon M. Larché, de faire référence au traité d'une manière plus vague après la non-ratification danoise, a été contesté avec la même vigueur par le PC et le RPR, convaincus de la caducité des accords sur l'Union européenne. Il n'en a pas moins été adopté (199 voix contre 110) par la même majorité de circonstance, allant du groupe PS aux groupes UDF, qui s'étaient dessinée à l'occasion du vote sur l'irréversibilité.

Cette majorité s'est reformée à nouveau dans l'après-midi à l'occasion de la discussion du chapitre du projet de loi consacré au droit de vote et à l'éligibilité des citoyens européens. Les sénateurs ont en effet repoussé par 186 voix contre 107 un amendement du groupe RPR présenté par M. Paul Masson (Loire) limitant le droit de vote et d'éligibilité aux seuls citoyens européens. Le débat sur ce sujet s'est ensuite instauré longuement entre le gouvernement et les groupes UDF. Sur ce sujet délicat, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, qui assistait aux travaux du Sénat en compagnie de M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des affaires européennes, et de M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, s'est montré tout d'abord soucieux de « recadrer le

débat » afin d'éviter les « dérapages tendancieux ».

Très ferme, il a réaffirmé que le droit de vote des ressortissants européens, « limité dans ses effets et contrôlé dans ses applications », était « inhérent à la notion de citoyenneté européenne ». Avant d'assurer aux sénateurs que les ressortissants européens n'auraient pas le droit de participer aux collèges des grands électeurs sénatoriaux, le ministre a indiqué que « refuser ce droit serait aller à l'encontre de l'histoire », et « altérer au point de la voler de son sens (...) une erreur grave ».

M. Dumas s'est donc montré dans un premier temps particulièrement sévère à l'endroit d'un amendement présenté par M. Larché au nom de la commission des lois. Cet amendement, inspiré de dispositions présentées sans succès par M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) à l'Assemblée nationale, indiquait dans sa version initiale que le droit de vote et d'éligibilité « pourra être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidents en France » et renvoyait à « une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées » les conditions de son application. M. Dumas a affirmé que l'utilisation du mot « pourra » rendait ce droit « virtuel », il a ajouté que l'expression « seuls citoyens » était « redondante et discriminatoire » et enfin que la mention de la loi organique « votée dans les mêmes termes par les deux assemblées » revenait à remettre en question l'équilibre institutionnel entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

Affilié par le rappel malencontreux – aussitôt exploité par le RPR – exprimé par les socialistes de leur attachement à l'extension du droit de vote à tous les étrangers, M. Dumas a pourtant durci une dernière fois le ton dans

l'espoir de fléchir les sénateurs UDF favorables à la ratification du texte. « Si la majorité sénatoriale ne veut pas suivre le gouvernement, elle en a le droit. Dans ce cas, nous reviendrons devant l'Assemblée nationale et nous irons là où il faudra s'expliquer pour dire qu'ils sont les responsables des uns et des autres », a-t-il éjoté en brandissant, à peine voilé, la menace d'un référendum.

Cet ultime avertissement s'est révélé sans effet. Le ministre a alors profité de la suspension de séance prévue au moment du dîner, et des conseils des sénateurs du groupe socialiste, MM. Claude Estier (Paris) et Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire-de-Belfort), pour réviser ses positions. A la reprise, il s'est déclaré tout d'abord favorable à un sous-amendement rédigé par les trois présidents des groupes UDF, MM. Ernest Cartigny pour le Rassemblement démocratique et européen, Daniel Haefliger pour l'Union centriste et Marcel Lucotte, au nom des Républicains et indépendants, remplaçant le « pourra » dans l'amendement de M. Larché par un « peut », jugé « plus impératif ».

Le gouvernement a ensuite accepté l'expression « aux seuls citoyens » dans l'espoir d'obtenir, en compensation, le retrait de la mention « dans les mêmes termes » à propos de la loi organique déterminant les conditions d'application du nouveau droit. Jaloux de leur pouvoir, les sénateurs UDF ne s'en sont cependant pas laissés conter, en dépit des objurgations du gouvernement et des parlementaires socialistes. De guerre lasse, le gouvernement s'est finalement résigné à la solution proposée par M. Larché qui a été votée par 192 voix contre 117. L'essentiel, c'est l'édification de la Communauté euro-

péenne, a affirmé M. Dreyfus-Schmidt, alors que le RPR, une nouvelle fois marginalisé, ne prenait pas part au vote.

L'épine du vote et de l'éligibilité restée, la discussion des articles a repris en fin de soirée à un rythme plus serein. Les sénateurs ont ainsi décidé, pour améliorer l'information du Parlement, que « pendant les sessions ou en dehors d'elles, des résolutions peuvent être votées dans le cadre du présent article, selon les modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée », alors que les députés avaient tranché en faveur d'un « avis ».

Parvenu au terme de la discussion des articles, le gouvernement a enfin demandé, comme prévu, une seconde délibération sur l'amendement RPR adopté presque par mégarde, jeudi 11 juin, et qui tend à soumettre députés et sénateurs à la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel sur les « propositions d'actes communautaires ». Redoutant une procédure qui « paralysait le travail du Conseil constitutionnel », le gouvernement est parvenu, grâce à la complicité de la commission des lois et aux voix UDF, à supprimer la référence aux « propositions d'actes communautaires », le RPR étant une nouvelle fois battu.

M. Dumas, dressant un bref bilan de la séance, a indiqué que « le texte adopté ne correspond pas toujours à ce que souhaitait le gouvernement ni au texte de l'Assemblée nationale ». « Vous avez cependant obtenu ce que vous cherchiez et déposé mais beaucoup reste à faire. Il nous faut rapprocher nos points de vue entre l'Assemblée et le Sénat. A Versailles, le gouvernement attend de ceux qui l'ont soutenu la même détermination ».

GILLES PARIS

L'analyse du scrutin

Le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht a été adopté au Sénat, dans la nuit du 16 au 17 juin, par 192 voix contre 117 et 5 abstentions.

Ont voté pour :

- 20 Rassemblement démocratique et européen, sur 23 ;
- 3 RPR, sur 91, MM. Jacques Chaurmont (Sardhe), Hubert Haenel (Haut-Rhin) et René Trégouët (Rhône) ;

- 64 PS, sur 88 ;

- 63 Union centriste, sur 67 ;

- 40 Union des républicains et des indépendants, sur 61 ;

- 2 non-inscrite, sur 6 ;

MM. Philippe Adnot (Aube) et Hubert Durand-Chastel (Français établis hors de France) ;

Ont voté contre :

- 15 PC, sur 18 ;

- 3 Rassemblement démocratique et européen, sur 23, MM. Etienne Dailly (Seine-et-Marne), Max Lejeune (Somme) et Jean Roger (Tern-et-Garonne) ;

- 86 RPR, sur 91 ;

- 2 PS, sur 68, M. Maryse Bérégovoy (Haute-Garonne) et M. Paul Lorient (Essonnes) ;

- 8 Union des républicains et des indépendants, sur 61, MM. Bernard Barbier (Côte-d'Or), Pierre Croze (Français établis hors de France), Jean-Paul

Emin (Ain), Jean Pépin (Ain), Michel Poniatowski (Val-d'Oise), André Pourmy (Saône-et-Loire), Henri de Raincourt (Yonne) et Bernard Seffier (Aveyron) ;

- 3 non-inscrite, sur 6, MM. François Delga (Tern), Jean Grandon (Eure-et-Loir) et Charles Ornano (Corse-du-Sud) ;

Se sont abstenus :

- 1 RPR, sur 91, M. Michel Ruffin (Meuse) ;

- 1 Union centriste, sur 67, M. Olivier Roux (Français établis hors de France) ;

- 2 Union des républicains et des indépendants, MM. Jean-Pierre Tizon (Manche) et René Trévert (Manche) ;

- 1 non-inscrite, M. Jacques Habert (Français établis hors de France) ;

N'ont pas pris part au vote :

- 1 PC, sur 16, M. Henri Bangou (Guadeloupe) ;

- 1 RPR, sur 91, M. Yvon Bourges (Ile-et-Vilaine) ;

- 3 Union centriste, sur 67, MM. Alain Poirier, président du Sénat, Louis Molard (Yvelines) et Jacques Moulet (Tyrénies-Atlantiques) ;

- 1 Union des républicains et des indépendants, M. Pierre-Christian Teitinger (Paris), qui présidait la séance.

Le texte du projet

Nous avons indiqué en italique les ajouts ou les modifications des sénateurs, le texte issu des travaux de l'Assemblée nationale apparaissant en romain.

Article premier A

Après le premier énoncé de l'article 2 de la Constitution, il est inséré un énoncé ainsi rédigé :

« La langue de la République est le français. »

Article premier AB

L'article 54 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Si le Conseil constitutionnel saisi par le président de la République, par le premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution. »

Article premier B

La dernière phrase de l'article 74 de la Constitution est remplacée par deux énoncés ainsi rédigés :

« Les statuts des territoires d'outre-mer sont fixés par des lois organiques qui définissent, notamment, les compétences de leurs institutions propres, et modifiées dans la même forme, après consultation de l'assemblée territoriale intéressée. »

« Les autres modalités de leur organisation particulière sont définies et modifiées par la loi après consultation de l'assemblée territoriale intéressée. »

Article 2

Il est inséré dans la Constitution un nouveau titre XIV ainsi rédigé :

Titre XIV Des Communautés européennes et de l'Union européenne

Art. 88-1 A - « La République participe aux Communautés européennes et à l'Union européenne, constituées d'États qui ont choisi librement, en vertu des traités qui les ont institués, d'exercer en commun certaines de leurs compétences. »

Art. 88-1 - « Sous réserve de réciprocité, et selon les modalités prévues par le traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, la France consent aux transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'union économique et monétaire européenne ainsi qu'à la détermination des règles relatives au franchissement des frontières extérieures des États membres de la Communauté européenne. »

Art. 88-2 - « Sous réserve de réciprocité et selon les modalités prévues par le traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales peut être accordé aux seuls citoyens de l'Union résidents en France. Ces citoyens ne peuvent exercer les fonctions de maire ou d'adjoint ni participer à la désignation des électeurs sénatoriaux et à l'élection des sénateurs. Une loi organique votée dans les mêmes termes par les deux assemblées détermine les conditions d'application du présent article. »

Art. 88-3 - « Le gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil des Communautés, les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative. Pendant les sessions ou en dehors d'elles, des résolutions peuvent être votées dans le cadre du présent article, selon des modalités déterminées par le règlement de chaque assemblée. »

Le gouvernement a dû payer au prix fort l'avant du projet de loi constitutionnelle à la réforme de la Constitution, que ceux-ci n'ont pas acceptée, ce parce que la construction de l'Union européenne le rendait obligatoire. Usant de sa position de force puis que la révision constitutionnelle par la voie parlementaire dorénavant par la voie parlementaire, le groupe socialiste, le RPR et le PC ont voté contre la majorité du Palais du Luxembourg, c'est-à-dire les trois groupes où se dispersent les élus UDF, a imposé sa propre version, bien éloignée de celle du gouvernement, connue de celle de l'Assemblée nationale. Et elle l'a fait au terme d'une discussion dominée par des enjeux purement sénatoriaux (succession de M. Poirier, pôle du RPR, et particulièrement de M. Pasqua, sous de M. Larché de groupe socialiste, le RPR et le PC ont voté contre la majorité du Palais-Bourbon, ce qui se soit sur le plan juridique ou sur le plan politique.

Les libéraux et les centristes du Sénat, certes, ont su manœuvrer au plus près pour ne pas voter un texte qui serait absolument inacceptable par le gouvernement. Ainsi ont-ils accepté sans rechigner de revenir sur leur vote de l'autre semaine par lequel ils autorisaient, à l'initiative du RPR, certains parlementaires à demander au Conseil constitutionnel de contrôler les propositions d'actes communautaires de la commission de Bruxelles. Cette disposition avait constitué un frein considérable au bon fonctionnement de la Communauté et risqué d'aggraver les conflits juridiques entre les instances nationales et européennes (le Monde du 12 juin). Il est vrai qu'en échange le gouvernement a accepté sans discuter ce qu'il avait refusé à l'Assemblée nationale : la possibilité pour soixante députés ou soixante sénateurs de demander au Conseil constitutionnel de vérifier qu'un engagement international négocié par le chef de l'État n'est pas contraire à la loi fondamentale française, possibilité qui n'était jusqu'alors ouverte qu'au

président de la République, au premier ministre et aux présidents des deux Chambres du Parlement.

L'UDF sénatoriale s'est aussi montrée conciliante en inventant une formulation permettant à la révision constitutionnelle de rester opérante si le Danemark maintient son refus de ratifier le traité de Maastricht, ce qui interdirait de continuer à faire référence, comme l'avait souhaité le Conseil d'État, au traité « signé le 7 février 1992 », dans le mot juridique de la rédaction et acceptée avec soulagement par le gouvernement. L'est certainement pas parfaite la Constitution, texte permanent, pourrait renvoyer aux « modalités » d'un traité qui serait devenu inexistant, mais la complexité du problème rendait probablement impossible la découverte d'une autre solution.

La mode de contrôle de l'action européenne des ministres par le Parlement, que M. Larché a fait approuver, peut aussi gêner le gouvernement. Il avait admis qu'il n'était plus possible, en raison de l'importance prise par la « législation » européenne, de tenir députés et sénateurs dans l'ignorance de l'action « législative » des ministres réunis en conseil à Bruxelles. La solution mise au point au Palais-Bourbon était le fait de fructueux échanges entre l'opposition, la majorité et le gouvernement. Le Sénat a préféré la bousculade, les socialistes soutenant en l'occurrence l'UDF. Dans la version sénatoriale, le Parlement ne donnera pas des « avis » sur les projets des « résolutions ». C'est à une remise en question complète de la volonté des constituants de 1958, qui n'avaient voulu autoriser de vote parlementaire que sur des textes législatifs ou sur la confiance au gouvernement. C'est aussi une remise en cause du vieux principe français qui veut que l'exécutif soit maître des négociations internationales.

L'attribution du droit de vote et d'éligibilité lors des élections municipales françaises aux citoyens des autres États de la Communauté est

bien entendu le point où le droit sénatorial a le plus fait plier le gouvernement, puisque c'était par elle, la plus sensible. M. Dumas s'était pourtant montré, d'entrée de jeu, intransigent : il ne voulait pas que ce droit ne soit qu'une possibilité ; d'ailleurs, à l'Assemblée nationale, M. Vauzelle avait refusé à faire repousser, de peu, un amendement comparable de l'UDF. De contacts, à l'heure du dîner, avec M. Bérégovoy et surtout avec M. Mitterrand, il est ressorti qu'il était inutile de se lancer dans un combat perdu d'avance.

Les juristes du gouvernement, il est vrai, estimaient que « peut », étant un présent, avait la même valeur juridique qu'un impératif. Les diplomates, en revanche, tenaient à montrer que la France ne mettait aucune réserve à l'application du principe voulu par les signataires du traité de Maastricht. Il est vrai aussi que le texte actuel du projet de révision constitutionnelle, indiquant que le droit est accordé « selon les modalités prévues par le traité », les législateurs qui auront à le traduire en droit français auront une marge de manœuvre limitée. Toutefois, M. Dumas et les sénateurs socialistes ont tenu à préciser, au moment du vote, que la formulation retenue implique une obligation, alors que M. Larché redoutait qu'elle ne signifiait qu'une possibilité.

La majorité sénatoriale, en tout état de cause, s'est offert le moyen de bloquer cette réforme, en décidant que le loi la mettant en forme devra être « votée dans les mêmes termes par les deux Assemblées ». Certes, puisque l'Assemblée nationale avait décidé qu'il s'agirait d'une loi organique, la partie relative au Sénat devait déjà, en vertu même de la Constitution, recevoir l'aval de celui-ci. Mais l'ajout opéré par le Palais du Luxembourg lui donne un droit de veto sur l'ensemble des dispositions. MM. Dumas et Vauzelle ont tenté, dès qu'engagé de l'y opposer, manifestement à la demande expresse du président de la République. Sans succès. Le Sénat n'a jamais, en fait, accepté que la loi

fondamentale permette à l'Assemblée nationale de lui imposer sa volonté. A chaque occasion, il cherche, logiquement, à accroître son pouvoir. Cette fois, pour y parvenir, il a usé du droit de veto dont il dispose en matière de révision constitutionnelle. C'est l'équilibre des institutions voulu par la Constitution de 1958 qui est remis en cause. Le gouvernement peut surtout être légitimement inquiet de l'attitude des sénateurs lorsqu'ils auront à se prononcer dans deux, trois ou quatre ans sur le texte traduisant en droit français l'accord auquel seront parvenus les ministres des États de l'Union européenne pour mettre en application le principe de la citoyenneté européenne décidée à Maastricht. La majorité sénatoriale est en effet clairement montrée au cours de ce débat qu'elle ne l'acceptait que sous la contrainte et forcée parce qu'elle ne voulait pas, juste à cause de cela, empêcher la ratification du traité.

Le gouvernement va-t-il tenter de faire supprimer cette disposition par l'Assemblée nationale, qui, elle, ne tient naturellement pas à accroître le pouvoir du Sénat, ce qui obligerait que le texte soit à nouveau débattu au Palais du Luxembourg ? Ou va-t-il lui conseiller de voter conforme, auquel cas il ne resterait plus qu'à réunir le Congrès (probablement le lundi 29 juin) ? C'est la seule question qui subsiste.

D'un simple point de vue de technique juridique, une nouvelle révision serait bienvenue. Politiquement, c'est autrement délicat. Car le président de la République, en admettant qu'il ait gain de cause au Palais-Bourbon, ne peut être assuré que les sénateurs UDF accepteraient de céder, d'autant qu'eux le président du RPR sur eux serait particulièrement important. Si M. Mitterrand engageait cette épreuve de force et si elle ne le gagnait pas au Parlement, il lui faudrait user de l'arme du référendum constitutionnel. C'est-à-dire qu'il se trouverait en droit de voter des lois communautaires. L'Assemblée serait grand. Très grand.

Au prix fort

par Thierry Bréhier

Le RPR prône

Oui à Maastricht

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La cour administrative d'appel de Paris juge que l'Etat a commis «une faute lourde» dans l'affaire du sang contaminé

Dans trois arrêts datés du 16 juin, la cour administrative d'appel de Paris, réunie en formation plénière sous la présidence de M. Rivière, a confirmé les jugements rendus le 20 décembre 1991 par le tribunal administratif de Paris (le Monde du 21 décembre 1991). L'un de ces jugements condamnait l'Etat à payer 2 millions de francs à un hémodépisteur contaminé par le virus du sida et définissait une période comprise entre le 12 mars et le 1^{er} octobre 1985 durant laquelle l'Etat peut, selon cette juridiction, être tenu pour responsable des contaminations post-transfusionnelles par ce virus. La cour administrative d'appel étend cette période jusqu'au 20 octobre 1985 et, tout en reconnaissant que l'administration a commis une faute lourde, de nature à engager la responsabilité de l'Etat, estime que l'Etat «peut être partiellement exonéré de sa responsabilité par les fautes éventuelles commises dans la prescription et la délivrance des produits sanguins contaminés».

Dans l'ensemble complexe des affaires judiciaires auxquelles n'ont pas été les dernières années, donner lieu les contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida, les arrêts rendus le 16 juin par la cour administrative d'appel de Paris marquent une date importante. Sur les quatre cents dossiers d'hémodépistures infectées à partir de l'usage de produits coagulants contaminés qui lui ont été soumis, le tribunal administratif de Paris avait, dans un premier temps, retenu trois affaires pouvant, à ses yeux, être considérées comme exemplaires, dans la mesure où elles résument les principales données techniques et chronologiques dans l'ensemble des affaires de contamination d'hémodépistures.

Dans son jugement en date du 20 décembre 1991, le tribunal, présidé par M. Jean Puaget, avait expliqué qu'après le mois de juin 1983, date de la première circulaire de la Direction générale de la santé



visant à exclure du don de sang les personnes à risque, «les connaissances scientifiques se sont constamment approfondies».

«L'Etat, qui était d'ailleurs membre de droit de la Fondation nationale de la transfusion sanguine, ne pouvait ignorer ni les progrès, ni l'extension de l'épidémie, expliquait le tribunal. Il ne pouvait se retrancher derrière l'absence de disponibilité de tests de dépistage du VIH fiables pour justifier son attitude. Dès lors que les cas de sida dans la communauté hémodépistée résultaient d'un lien de causalité statistiquement significatif entre l'administration des produits sanguins dérivés et la contamination par le VIH. En admettant même que demeuraient quelques incertitudes sur d'hypothétiques effets secondaires de la technique de chauffage au début de l'année 1985, la révélation de l'ampleur de la catastrophe sanitaire annoncée commandait qu'il soit mis fin immédiatement et sans délai à la distribution de produits sanguins contaminés».

Pour autant, le tribunal administratif fixait une période restreinte durant laquelle l'Etat pouvait,

selon lui, être tenu pour responsable des contaminations post-transfusionnelles. Cette période, débutant le 12 mars (voir encadré), courait jusqu'au 1^{er} octobre de la même année, date à partir de laquelle les produits anti-hémodépistiques non chauffés (et donc potentiellement infectieux) ne furent plus remboursés. Il rejetait dès lors les requêtes formulées par les hémodépistés, dont la contamination était connue pour être antérieure à cette période.

Dans l'un des trois dossiers retenus, la contamination semblait toutefois être la conséquence d'une injection de produits pratiquée à cette époque, et le tribunal administratif condamnait l'Etat (le ministère des affaires sociales et de l'intégration) à payer 2 millions de francs à la victime. A la surprise de la plupart des observateurs, M. Jean-Louis Biazon, ministre des affaires sociales et de l'intégration, décida de faire appel de ce jugement.

Dans son mémoire devant la cour administrative d'appel, le ministère développait alors une argumentation en trois points opposée à celle retenue par le par-

quet et la chancellerie dans l'affaire qui sera comparée, dès le lundi 22 juin, quatre médecins inculpés devant le tribunal correctionnel de Paris (le Monde du 23 avril). «Il n'était pas possible d'avoir en 1985 une perception claire du danger pouvant résulter d'une contamination par le VIH. Comment, en l'absence d'une telle perception, exiger des pouvoirs publics qu'ils interviennent pour réglementer la diffusion des produits sanguins dès le mois de mars 1985?» interrogeait M. Jean-François Boutet, au nom du ministère des affaires sociales. Prudent, M. Boutet conduisait son mémoire de la façon suivante: «Il appartient au juge administratif, à supposer qu'il retienne la responsabilité de l'Etat pour faute lourde, de procéder à un partage de responsabilité avec tout intervenant qui a pu concourir à la contamination, à savoir: les médecins prescripteurs, les CTS, les cliniques et/ou les hôpitaux».

Demande d'expertise

Telle sera donc, en définitive, la décision de la cour administrative d'appel de Paris. Retenant une période de responsabilité durant l'année 1985 – et rejetant dès lors la requête des deux dossiers comme l'avait fait le tribunal administratif en décembre dernier – la cour décide, avant même de statuer sur l'appel du ministre des affaires sociales et de l'intégration, de demander une expertise, afin de tenter de statuer plus précisément quand l'hémodépisteur concerné a pu être contaminé, entre le 23 août 1984 (date à laquelle on sait qu'il était séropositif) et le 14 juin 1985 (date à laquelle on découvre sa séropositivité). Il s'agit, en d'autres termes, de tenter, sans grandes difficultés, de déterminer si la victime s'est contaminée avant ou après la date juridique fatidique du 11 mars 1985.

La cour qualifie, par ailleurs, de «lourde» la faute imputable à l'Etat et étend au 20 octobre 1985 la période au cours de laquelle cette faute a été commise, retenant en soi les conclusions de M. Dacres-Wright, commissaire du gouvernement. Dans le même temps, la cour estime que l'Etat peut «être partiellement exonéré de sa responsabilité par les fautes éventuellement commises dans la prescription et la délivrance des produits sanguins contaminés».

Dans l'attente d'une future saisie du Conseil d'Etat, ces arrêts sont-ils de nature à modifier les décisions des différentes juridictions amonts? C'est à se prononcer sur les affaires du sang contaminé. «La cour a été très restrictive en disant que l'Etat n'avait qu'un rôle de tutelle et aucune responsabilité directe ou encore en exonérant partiellement l'Etat de sa responsabilité par les fautes éventuellement commises par les distributeurs ou les prescripteurs», commente M. Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat, l'un des défenseurs, avec M. Evlyne Lasserre, d'un hémodépisteur dont l'appel a été rejeté par la cour (1).

«Plusieurs faits du dernier trimestre de 1984 montrent pourtant que les autorités étaient alors pleinement informées du risque. A partir du moment où le caractère insupportablement mortel de la maladie et le fait qu'elle puisse être véhiculée par l'administration de produits sanguins dans un but thérapeutique ont été connus – c'est-à-dire dès avant la circulaire de 1983 – le service public est devenu responsable d'un dommage d'une extrême gravité, dont l'apparition relève d'un fonctionnement défectueux de ce service. L'Etat doit, nous semble-t-il, répondre de l'ensemble des conséquences du mauvais fonctionnement du service public de la transfusion sanguine, dont il a le monopole et qu'il assume en étroite collaboration avec les centres de transfusion sanguine».

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

(1) Ce malade aujourd'hui décédé avait subi entre septembre 1984 et janvier 1985 plusieurs transfusions sanguines à l'hôpital Saint-Antoine (Paris). A la suite d'un long délai mis par le tribunal administratif de Paris pour traiter ce dossier, la France avait été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (le Monde du 2 avril).

Le rapport de la Cour de cassation pour 1991

«Aux frontières du droit et de l'éthique»

La Cour de cassation a rendu public, mardi 16 juin, le rapport d'activités qu'elle adresse annuellement au garde des sceaux. Le rapport 1991 confirme la tendance observée depuis quelques années: un nouveau droit se dessine, plus proche des réalités d'une société qui évolue si rapidement que certains textes deviennent inadéquats.

«Nous intervenons de plus en plus souvent aux frontières du droit et de l'éthique», remarque M. Pierre Bizio. Ce propos, dans la bouche d'un procureur général près la Cour de Cassation, pourrait surprendre. Pourtant, il n'est que l'illustration de l'évolution nécessaire du droit face à des conflits inimaginables il y a encore quelques années. Il en est ainsi de l'arrêt du 31 mai 1991 de l'assemblée plénière qui a cassé l'arrêt d'une cour d'appel ayant accordé à une femme stérile l'adoption plénière d'un enfant conçu par l'intermédiaire d'une mère porteuse. Pour la Cour de cassation, l'adoption plénière ne pouvait être prononcée car «ce n'était que l'ultime phase d'un processus d'ensemble destiné à permettre à un couple l'accueil à son foyer d'un enfant conçu en exécution d'un contrat tendant à l'abandon de sa naissance par sa mère». Pour les hauts magistrats, il s'agissait d'une violation du principe de l'indivisibilité du corps humain, qui conduisait à un détournement du principe de l'adoption.

Cruelles réalités commerciales

De la même manière, la haute juridiction a eu à se prononcer sur le concubinage ou sur le versement d'une prime de décès à des parents de famille alors qu'une convention collective prévoyait de n'en faire bénéficier que les familles. Il y a aussi cet arrêt qui décide que les mœurs d'un salarié ne peuvent justifier un licenciement: si son comportement n'a pas créé «un trouble objectif et caractérisé» dans l'entreprise.

De son côté, l'information a engendré un droit particulier qui a renforcé la protection des créateurs de logiciels en imposant des règles plus contraignantes que celles prévues par les textes relatifs aux seuls droits d'auteur. En matière économique, certaines pratiques parfois discutables sont à l'origine du droit de la concurrence, et la jurispru-

dence a élargi la notion d'abus de position dominante pour tenir compte de cruelles réalités commerciales.

Outre la présentation des principaux arrêts, le rapport de l'année 1991 contient plusieurs études juridiques qui semblent cependant encore plus techniques que celles présentées dans les précédents rapports. S'agit-il d'un «cru» particulier, ou cette évolution est-elle la signe supplémentaire d'un droit de plus en plus complexe dont certains aspects échappent même aux initiés? Quoi qu'il en soit, les suggestions adressées au législateur depuis 1990 par la Cour de cassation, afin que les imperfections de certains textes soient corrigées, souffrent de la même complexité. Il est vrai que cette année, elles ne concernent que le droit civil car il n'y avait pas lieu de saisir les parlementaires sur les textes de droit pénal qui font l'objet d'une réforme complète mais laborieuse.

Enfin, le rapport donne une appréciation chiffrée de l'activité de la Cour. Pour la première fois, les affaires soumises aux juges supérieurs sont en légère baisse en 1991 puisqu'elles marquent un recul de près de 3 % par rapport à 1990, alors que l'augmentation depuis 1980 est de 56 %. Il s'agit sans doute là de l'un des premiers effets de l'article 1009-1 du Code de procédure civile, qui impose, depuis le 20 juillet 1989, d'exécuter la décision contestée avant de faire un pourvoi. Un texte qui a découragé la procédure conduisant dans le seul but de retarder un paiement injustifié.

Parmi les autres chiffres, ceux de la commission nationale qui indemnise les personnes ayant été détenues provisoirement, avant de bénéficier d'un non-lieu ou d'un acquittement, sont en nette augmentation: 138 décisions ont été rendues en 1991, contre 97 en 1990, soit une progression de 42 %. Quant aux indemnités allouées, elles sont de 4 933 000 F en 1991, contre 984 000 F en 1990, soit une augmentation de 400 %. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce chiffre et les décisions de la commission n'étant pas motivées, il faut se contenter d'une analyse subjective. Mais un élément est cependant incontournable: le goût parfois immodéré de certains juges d'instruction pour le détournement provisoire.

MAURICE PEYROT

Une mauvaise appréciation des risques

Dès le 12 mars 1985, estime la cour administrative d'appel de Paris, l'autorité administrative compétente avait été informée «de manière non équivoque, des risques exceptionnels de contamination par le virus de l'immunodéficience humaine encourus à l'occasion de transfusions sanguines».

Cette date du 12 mars 1985 est celle d'une note adressée au professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, par le docteur Jean-Sébastien Brunet, épidémiologiste à la sous-direction de la prévention générale et de l'environnement. Dans cette note, le docteur Brunet communiquait au professeur Roux les premiers résultats de deux enquêtes effectuées à la banque du sang de l'hôpital Necker et au centre de transfusion sanguine de l'hôpital Cochin (Paris). «Ces résultats préliminaires, écrivait-il, indiquent que la transfusion est un mode de transmission efficace de l'infection par le LAV». Et il ajoutait: «Si la proportion de donneurs LAV positifs retrouvés dans l'enquête Cochin est représentative de la situation parisienne (six pour mille), il est probable que tous les docteurs Brunet soulignent ce dernier motif les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés». Après avoir lu cette note, le professeur Roux se contenta de dire un simple «vu».

Dès le 22 novembre 1984, le docteur Brunet avait expliqué, lors d'une réunion de la commission consultative nationale de la transfusion sanguine, que «l'inactivation du virus, après chauffage des dérivés sanguins (...) est prouvée». Pour autant, souligne la cour administrative d'appel, «il ne peut être repro-

ché à l'administration de ne pas avoir, dès cette époque, d'une part, décidé de généraliser le remplacement des produits sanguins non chauffés par les produits chauffés, d'autre part, imposé pour les donneurs de sang la pratique d'un test de dépistage alors qu'aucun test officiellement approuvé n'était disponible sur le plan international avant le mois de mars 1985». Le test de la firme américaine Abbott avait reçu son agrément aux Etats-Unis le 2 mars 1985. Après une série de retards dus à une série de déclarations protectionnistes, le test de Diagnostics Pasteur reçut son agrément en France le 21 juin et le test Abbott le 24 juillet.

Collectes en prison

Il fallut encore attendre le 23 juillet 1985 pour qu'un arrêté, signé de MM. Charles-Henri Filippi et Gaston Rimerai, respectivement directeur du cabinet de M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de celui de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat chargé de la santé, décide du non remboursement des produits non chauffés à compter du 1^{er} octobre 1985. Le dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang avait été mis en place le 1^{er} août. Ce n'est que le 20 octobre 1985 – et non le 2 octobre comme l'indiquait le rapport Lucas – que fut en définitive décidé, par une circulaire signée du professeur Roux, d'interdire la délivrance des produits susceptibles d'avoir été contaminés par le virus du sida.

Si la cour analyse dans son arrêt la responsabilité de l'Etat

dans les retards à la mise en place du dépistage et à la distribution des produits dérivés du sang chauffés, elle ne s'est pas interrogée sur les responsabilités dans l'organisation des collectes en milieu à haut risque, en particulier en prison et dans certains quartiers «chauds» des grandes agglomérations. Dans sa «réplique» devant la cour administrative d'appel, M. Arnaud Lyon-Caen attirait pourtant l'attention des juges sur ce point. Citant «l'affaire dite du sang des prisons» révélée par le Monde, il écrivait: «Quand bien même on admettrait qu'une mauvaise appréciation du risque, en elle-même fautive, aurait conduit l'administration à se borner, à l'issue de ces réunions d'octobre et novembre 1984, à décider d'attendre le résultat d'études complémentaires et à tirer du constat de la mauvaise application de la circulaire du 20 juin 1983 la conclusion qu'il y avait seulement lieu d'en rappeler les termes en janvier 1985, la faute de service résulterait encore de ce que l'Etat n'a pas été capable de faire respecter par le service public de la transfusion sanguine la seule mesure qu'il ait su prendre, à savoir le refus du don de sang pour les personnes dites à haut risque». De fait, le premier devoir de l'Etat dans cette affaire n'était-il pas de faire respecter les instructions de la circulaire du 20 juin 1983 relative à la prévention de l'éventuelle transmission du sida par la transfusion sanguine et d'écarter, dès cette date, du don de sang, les donneurs à risques (homosexuels, toxicomanes, etc.)?

J.-Y. N. et F. N.

REPÈRES

ASTRONOMIE

M. Riccardo Giacconi
nouveau directeur
de l'Observatoire
européen austral

M. Riccardo Giacconi a été nommé directeur général de l'Observatoire européen austral (ESO). De 1983 à 1991, ce physicien succéda à ce poste au professeur Harry Van der Laan (Pays-Bas), dont le mandat de cinq ans vient de prendre fin. Né à Gènes en 1931, M. Giacconi, directeur de l'Institut scientifique du télescope spatial depuis 1981, est célèbre pour ses travaux de pionnier dans le développement et les applications de l'astrophysique X. Le nouveau directeur de l'ESO, organisation fondée en 1962 et dont le siège est situé à Garching (Allemagne), aura pour tâche principale l'achèvement et l'installation du télescope géant VLT (Very Large Telescope), qui doit être installé d'ici à la fin du siècle dans le désert d'Atacama (Chili).

POLICE

Quinze interpellations
après l'agression
d'un Notier à Lyon

Une quinzaine de personnes ont été interpellées lors d'une opération de police judiciaire organisée dans le quartier de la Croix-Rousse, mardi matin 16 juin, à Lyon, à la suite de l'agression d'un Notier. Le policier avait été roué de coups par plusieurs personnes, lundi soir, alors qu'il se promenait, hors service,

dans ce quartier où il réside. Les interpellés ont été relâchés à l'issue de leur garde à vue. Plusieurs affrontements avaient opposé, ces derniers mois, les forces de l'ordre aux squatters de la Croix-Rousse (le Monde du 9 juin).

SIDA

Lancement
d'une campagne pour
banaliser l'usage
du préservatif

Six millions de préservatifs vendus 1 franc pièce seront mis en vente dans toutes les pharmacies françaises du 1^{er} au 31 août, a annoncé, mardi 16 juin, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, dans l'émission «Ciel mon mardi» sur TF 1. Egalement présent sur le plateau aux côtés de M. Véronique Nebert, secrétaire d'Etat aux droits de la femme et à la consommation, de responsables associatifs, de pharmaciens et de fabricants, M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation nationale, a affirmé sa volonté d'informer «avec exactitude» les élèves de 4^e et 3^e dans le cadre des cours de biologie, et de généraliser l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées de France. Parallèlement, à l'initiative du ministère de la jeunesse et des sports, de l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) et du Syndicat national des discothèques et lieux de loisirs (SNDLL), 240 000 préservatifs seront distribués gratuitement en juillet et en août dans trois cents boîtes de nuit. A l'automne, enfin, des distributeurs seront installés dans cinquante gares SNCF épiques.

VOTRE AGENCE
FRANCE TELECOM
EST VOUS QUI
CHACHEZ LA CLE.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

An tribunal correctionnel de Toulouse

Une peine de dix-huit mois de prison ferme a été requise contre l'urologue Georges Rossignol

Au terme d'une audience de dix-huit heures, une peine de dix-huit mois de prison ferme a été requise contre le docteur Georges Rossignol, urologue à la clinique Saint-Jean-Languedoc, celui-ci comparait lundi 15 juin devant la troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Toulouse pour complicité d'usage de faux en écriture privée suite à la plainte d'un patient l'accusant d'avoir voulu l'opérer d'un cancer de la vessie sur la base d'un rapport d'analyse falsifié. Ce réquisitoire a suscité l'émotion d'une partie de la salle composée d'amis et membres du comité de soutien du chirurgien.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Un jour de haine et de naufrage. Un jour mauvais, mais bon. Tout, depuis le matin, était faux, non ou incertain. Et tout était horrible. L'histoire d'abord qui lançait toute l'affaire, même si elle était impossible de la reconstituer parfaitement.

M. Michel Dufour, commerçant toulousain, ne doit pas être qu'à la société de son médecin traitant d'avoir échappé au traitement (chimiothérapie puis cystectomie radicale, c'est-à-dire ablation de la vessie) préconisée en octobre 1988 par le docteur Georges Rossignol. Spécialiste renommé, celui-ci avait diagnostiqué une tumeur cancéreuse grave, démentie par tous les autres spécialistes consultés. Un document (celui des résultats d'analyses effectuées dans le laboratoire de la clinique par le docteur Sorbara) communiqué de mauvaise foi par le service d'urologie de M. Rossignol au médecin généraliste avait permis de lui faire ce diagnostic très grave. Mais, il apparaît être un faux grossier, mon-

trage réalisé par le croisement des fiches de M. Dufour et d'un autre malade très atteint. Un faux dénoncé, dès qu'on le lui soumit, par M. Sorbara, sûr d'avoir téléphoné puis fait parvenir par écrit les vrais résultats au docteur Rossignol. Un faux fabriqué par le docteur Vaillemont, sur les ordres, affirmé-elle aujourd'hui, de son patron de l'époque, M. Rossignol.

Horrible, donc, le scénario de cette histoire qui donne à M. Dufour quel- que frisson rétrospectif. Horrible le soupçon qui s'est installé parmi d'anciens malades, l'idée que des opérations gravement invalidantes puissent être préconisées sur la foi de documents mal lus, mal interprétés, voire falsifiés. Horrible l'accusation portée contre ce chef de la médecine, administré par ses confrères et ses pairs (il en était à la barre), administré par des malades reconnaissants, comme pour sa virtuosité et des opérations réalisées à quatre mains avec le docteur Pierre Léandri (accusé avec lui dans une autre affaire en cours d'instruction), et aujourd'hui blessé, meurtri, presque déshonoré. Horrible enfin la situation de cette femme, Christine Vaillemont, partie depuis trois ans de la clinique Saint-Jean, mais rattrapée par son passé, ce patron qu'elle admirait, tout en le craignant terriblement, et ce faux qu'elle savait immoral mais qu'elle a accompli et caché trois années.

«Secret de polichinelle»

Bonnet c'est-à-dire du chirurgien et de la secrétaire qui semblent aussi «épousés» l'un que l'autre. Ce sera la parole de cette femme aux yeux rouges comme celle de cet homme aux épaules affaissées. Il dit avoir reçu lui-même communication des analyses de laboratoire par téléphone; elle dit être que c'est elle. Il affirme n'avoir jamais écrit au professeur parisien, consulté après lui par M. Dufour, et se souvient pourtant d'avoir écrit au docteur Sorbara, directeur de l'urologie de l'établissement, soulignant du docteur (confirmer par le personnel de la cli-

que) qui, ayant mis en courtoisie, a tout fait pour la faire récupérer. Elle évoque le faux et l'ordre qu'il lui a intimé; il nie, totalement.

Ce sera aussi la parole du chirurgien contre celle du médecin de famille, le docteur Deras, qui affirme n'avoir jamais réussi à le joindre et dément l'avoir en sa possession les quatre fois mentionnées par le chirurgien, liste à l'appui. Ce sera la parole contre celle du docteur Sorbara du laboratoire qui, prévenu de l'existence d'un faux document, se rappelle avoir tenté de consulter le dossier Dufour, mais en vain, le docteur Rossignol ayant selon lui fait barrage en évitant un simple problème de photocopies et de secrétaires. Faut-il croire encore le chirurgien.

Ce sera sa parole, enfin, contre toutes les secrétaires qui d'un pas étiqueté à la barre mais qui, les uns après les autres, ont démentis, cet hiver, certains de ses propos: l'une apportant une photocopie de l'agenda de M. Rossignol montrant qu'il y avait lui-même inscrit la date d'opération prévue pour M. Dufour, l'autre fournissant photocopie d'un brouillon d'attestation que M. Rossignol l'incitait à recopier et signer et qui précisait que c'était sur les conseils du docteur Léandri (et non plus Rossignol) que M. Dufour avait demandé qu'on lui fît un premier rendez-vous de chimiothérapie, toutes évoquant le fameux faux, «secret de polichinelle» dans le service d'urologie.

Le docteur Rossignol se débat. Beaucoup de choses l'accablent, il le sait. Le président du tribunal le souligne: «Tout s'accumule, docteur!» Et puis il y a aussi ces doubles documents qui ont couramment disparu; une lettre apparemment dactylographiée (les secrétaires s'en souviennent) postée mais jamais arrivée, une autre prétendument jamais écrite et pourtant parvenue chez le médecin traitant; la non-disponibilité du docteur Dufour le jour où la police venait pour le saisir; ces fiches manuscrites que le docteur a détruites «après une mise à jour»; l'impossibilité de distinguer les vraies

lettres écrites par M. Rossignol de «fausses» éventuelles, toutes étant signées d'un «drame» «gribouillé» par les secrétaires qui avaient la signature... «Je comprends que, vu de l'extérieur, cela fasse des éléments à charge», souffle le docteur Rossignol en s'enfonçant sur son banc.

D'où vient pourtant que le doute demeure? «C'est invraisemblable!» s'irrite le président. Un grain de sable s'est glissé qui grippe la machine et interdit la certitude. A quel se fier? Même le précieux ordonnanceur d'un mot - pouvait-il s'en prévaloir, à défaut de la signature d'un document, prêter à confusion. Quant au témoignage de Christine Vaillemont, il prend parfois une tournure étonnante. «Où, dit-elle, je me souviens avoir fait un montage de documents, puis une photocopie.

— Qui vous en avait donné l'ordre? demande le président.

— C'est le docteur Rossignol, sûrement. Je ne vois pas qui d'autre aurait pu me le donner.

— C'est une déduction, Christine, qui vous permet de briser ma carrière? s'exclame alors le chirurgien indigné.

L'audience avance pourtant. L'avocat de M. Dufour réclame 200 000 F en réparation du préjudice; celui du docteur Rossignol réclame 500 000 F, tous comme le chirurgien Saint-Jean dont le docteur Rossignol a fait les beaux jours mais qui frotte aujourd'hui le dépôt de bilan. Cinglant, le procureur adjoint réclame une «peine de principe» pour sanctionner «un homme prêt à tout pour se prouver infaillible»: dix-huit mois de prison. «Étrange convergence d'agressivité!» notent les défenseurs du chirurgien en dénonçant les failles de la procédure et des scénarios élaborés dans la journée. Et en incitant le tribunal à s'écarter d'une hypothèse: Pas même celle du complot.

Jugement mercredi 3 juillet. ANNICK COJEAN

Le meurtre d'un collégien marocain à Chauny (Aisne)

Dans la cité sans Arabes

M. Jean-Philippe Rivaud, juge d'instruction à Laon (Aisne), a inculpé mercredi 17 juin, «d'assassinat» M. Sabin Cordelette pour le meurtre, lundi 15 juin, d'un collégien marocain de quinze ans, Abdelhak Larhdir, au pied d'une cage d'escalier d'une HLM de Chauny.

CHAUNY (AISNE)

de notre envoyé spécial

Abdelhak Larhdir a-t-il été tué pour une sordide affaire de minuterie détraquée? Ou parce qu'il était un adolescent marocain du deuxième étage ne revenant pas au voisin du rez-de-chaussée, l'ouvrier picard Sabin Cordelette?

Lundi, la meurtrière guette Abdelhak, à l'heure où le collégien rentre pour déjeuner, se poste devant sa porte peinte, et lui tire deux balles à sanglier en pleine poitrine. Du 12 millimètres tiré à moins de 1 mètre. Une véritable exécution, qu'il va immédiatement confesser aux gendarmes.

«Kikou, on l'aime bien»

Vingt-quatre heures plus tard, seules deux méchantes morsures dans la mur de briques témoignent encore du drame dans le hall minuscule mais propre de cette HLM du quartier des Anciens-Combattants. Pas un graffiti, pas une boîte aux lettres à réparer. Juste des sanglots réparés par le béton. Au deuxième, la famille Larhdir pleure l'enfant perdu, accueillent les amis qui défilent, les gendarmes, le juge, sur une banquette chancelante, autour du thé à la menthe.

Des youyou accompagnent l'apparition de la photo d'Abdelhak sur journal télévisé. Abdelhak, frère aîné et tuteur de la victime, est déjà bien entouré. Nasser Ramdani, dirigeant de SOS-Racisme, est accouru avec quelques «potas» quelques heures après le meurtre; le consul du Maroc à Lille s'est annoncé. Mais le scénario du «crime raciste» est contesté. Les gendarmes et le premier substitut de Laon, Francis Nachbar, qui mène l'enquête dans le cadre d'une procédure pour crime flagrant, estiment que «le racisme n'est pas le facteur déclenchant». «Ils vont encore faire passer ça pour un accident, l'acte d'un fou», protestent les camarades du collège Victor-Hugo, où Abdelhak, quinze ans, était élève en section d'éducation spécialisée.

En pleine cour de récréation, le principal a lancé, mardi matin, un appel «contre l'intolérance», avait une minute de silence. Des dons ont été recueillis pour aider à financer le transport du corps jusqu'à Casablanca. En fin d'après-midi, quelques cent cinquante élèves et professeurs ont déposé des fleurs sur le lieu du

crime, avant de manifester à travers la ville aux cris de «La justice pour Abdelhak».

Parsonna n'imaginait pareils événements aux «Anciens-Combattants». Cette petite cité, dont les trois immeubles bas s'intègrent dans une zone pavillonnaire très verte, abrita deux familles maghrébines sur soixante-seize appartements. Rien à voir avec les blocs lépreux de «La Réidence», la cité voisine. Abdelhak vivait là depuis son arrivée au Maroc, voici quatre ans, après la mort de son père. Les voisins, avec leur lourd accent picard, déversant une stonnamta pluie d'éloges sur ce gamin serviable et bien élevé. «Kikou, on l'aime bien», résuma la voisine de palier, au bord des larmes. «Ce sont des Arabes, c'est certain, mais respectueux des Français, et très polis», précisa un badaud.

Le quartier, qui défend «ses» Arabes, ne manifeste, au revanche, aucune tendresse à l'égard de Sabin Cordelette. Le meurtrier, trente-quatre ans, habitant depuis longtemps le quartier, est volontiers décrit comme une personne renfermée, voire «sauvage». Locataire du rez-de-chaussée, il ne supportait apparemment pas de payer l'électricité nécessaire à l'escalage de la cage d'escalier, d'autant qu'il l'occupait que rarement son logement, s'étant mis en ménage. «Il aurait voulu payer pour lui mais pas pour les autres, et surtout pas pour des gens comme Abdelhak», explique le responsable local de l'OPHL. M. Sabin Cordelette avait récemment trouvé le jeune Marocain bricolant, avec des camarades, un jeu de babyfoot dans la cave de l'immeuble... ébahi. Furieux, il avait arraché les fils électriques, mettant hors d'usage le minuterie qui commande les ampoules connectées à l'immeuble. Abdelhak, comme d'autres occupants, était allé raconter cet incident au gestionnaire de la cité. Les deux coups de fusil mortels auraient voulu venger cette «démolition».

Cette explication dérisoire n'étonne pas outre mesure les collègues de travail du meurtrier. «Il faut avoir vécu en HLM pour comprendre», plaide son contremaître. Manœuvre dans une usine de transformation d'antimoine, Sabin Cordelette faisait les trois huit et «aurait craqué» à cause du bruit. «Il disait qu'il habitait Chicago, qu'il y avait trop d'Arabes dans son quartier». Paradoxalement, locataire d'une cité presque entièrement «française», il voyait des Arabes partout. Aux HLM, qui venaient de lui refuser un quatre-pièces pour sa compagnie et ses enfants, il avait rapproché de ne louer «qu'aux Arabes». Il lui a fallu ensuite passer des paroles aux actes.

PHILIPPE BERNARD

Un an après l'incendie qui avait fait 20 morts

Le président de la Chaîne thermique du soleil est le cinquième inculpé dans le drame de Barbotan

AUCH

de notre correspondant

L'instruction du dossier de Barbotan-Thermes (Gers), où vingt personnes ont péri par asphyxie le 27 juin 1991 dans l'établissement thermal de la cité gersoise, s'accroît à l'approche de la date anniversaire du drame. Trois inculpations sont intervenues dans la première quinzaine de juin (le Monde des 5 et 6 juin), s'ajoutant à celle de l'ouvrier manipulant le godron en fusion qui travaillait sur le toit des thermes.

Mardi 16 juin, M^{me} Nénie Bergougnan, juge d'instruction à Auch - violemment soumise de boucler le dossier Barbotan avant sa mutation programmée au tribunal de Toulouse - a inculpé M. Adrien Barthélémy, président du conseil de surveillance de la Chaîne thermique du soleil, exploitant les thermes de Bar-

botan, «d' homicide et blessures involontaires, de non-respect des dispositions réglementaires fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, aux issues et dégagements, et aux moyens de lutte contre l'incendie». M. Barthélémy, âgé de soixante-dix-huit ans, qui avait été placé en garde à vue avant d'être défilé au parquet, a été laissé en liberté.

Appelé en Gascogne «l'empereur Adrien», M. Barthélémy a constitué en quarante-six ans un véritable «empire» thermal composé de treize stations (1). Rassemblées sous l'appellation générique de Chaîne thermique du soleil, celles-ci ont donné lieu à de nombreuses polémiques: l'état sanitaire de Gréoux-les-Bains fut incriminé dans des maladies dont des curistes furent victimes en 1987 et 1988; quelques

jours après le drame de Barbotan, le préfet des Pyrénées-Atlantiques faisait fermer l'établissement de Cambo-les-Bains comme tenu de l'insuffisance des normes de sécurité.

Depuis 1966, M. Barthélémy était président de la Confédération française du thermalisme, et en 1986 il avait été nommé conseiller, auprès de l'Organisation mondiale du thermalisme. L'instruction dira si sa fulgurante ascension dans ce secteur, avec une réussite financière incontestable à la clé (600 millions de chiffre d'affaires, deux millions de chiffre d'affaires, deux millions de chiffre d'affaires), est nourrie de spéculations, comme le lui reprochent les associations de victimes, au point de mettre en péril la sécurité des curistes.

DANIEL HOURQUEBIE

(1) Moulis-les-Bains, Barbotan-Thermes, Gréoux-les-Bains, Eugénie-les-Bains, Saint-Christes, Cambo-les-Bains, Amélie-les-Bains, La Preste-les-Bains, Le Boulou, Saint-Laurent-les-Bains, Lamoignon-les-Bains, Béne-les-Bains, Juncz.

EN BREF

o Dominique Cavagui condamné à trois ans de prison pour trafic d'armes - Interpellé le 26 avril 1991 près de la frontière franco-belge en possession d'armes destinées selon lui à l'ex-FILC, Dominique Cavagui a été condamné à trois ans d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de séjour, mardi 16 juin, par le tribunal correctionnel d'Arles-sur-Loire (Nord). Une polémique s'était engagée à propos de ce dossier, en mars 1992, quand les avocats de Dominique Cavagui avaient déposé plainte contre M. Henri Nallet, alors garde des sceaux. Les avocats soutenaient que leur client s'était vu proposer de l'argent et d'une ville, au cours de sa détention, en échange de renseignements sur les destinations des armes.

o M. Alain Villaret nommé président du centre de conférences internationales - M. Alain Villaret, ingénieur général des ponts et chaussées, vient d'être nommé président de l'établissement public du centre de conférences internationales qui doit être construit quel Brany à Paris (75). Il remplace à ce poste M. François Régis-Bastide, dont le mandat était arrivé à expiration. Le centre de conférences internationales est l'un des derniers «grands travaux» du président de la République. Sa construction est, pour l'instant, stoppée en raison d'un désaccord avec la Mairie de Paris.

Table ronde

Dans le cadre de l'exposition
MACHINES A COMMUNIQUER
mercredi 24 juin de 17h à 19h

«Hommage à Pierre Schaeffer»

Polytechnicien, compositeur et inventeur, Pierre Schaeffer débattait sur le thème «Médias, science et société» avec Régis Debray, philosophe, Jean-François Denisse, Académie des sciences, astrophysicien, Marcel-Paul Schützenberger, Académie des sciences, mathématicien, Jacques Perrot, directeur du département Recherche et innovation du CNED.

(accès libre)

Centre des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

VOTRE AGENCE
FRANCE TELECOM
EST OUVERTE 24H/24.
C'EST VOUS QUI
EN AVEZ LA CLE.

TAPEZ
3614 FRANCE TELECOM



Une permanence téléphonique pour les femmes victimes de violences conjugales

Parce qu'il est plus facile, quand on subit des violences conjugales, de parler à une tierce personne qu'à son entourage, M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits des femmes, a mis en place, mardi 16 juin, une permanence téléphonique nationale: (1) 40-02-02-33, chargée d'écouter les femmes victimes de violences dans leur foyer, dont le nombre est estimé à deux millions.

150 appels par jour

La permanence, qui est gérée et animée par la Fédération nationale solidarité-femmes, est ouverte dix heures par jour et cinq jours sur sept. La liste des numéros à prendre en cas d'urgence. Ce mode de fonctionnement, qui peut surprendre pour un service d'écoute, a été décidé après analyse des services mis en place par le prédécesseur de M^{me} Neiertz, M^{me} Michèle André, pendant les campagnes de sensibilisation aux violences conjugales en 1989 et 1990. Il semblerait qu'en fait les femmes

appellent quand leur mari est absent, dans la journée donc, plutôt au samedi, et rarement au moment de la crise.

La structure permet le traitement de 150 appels par jour, un chiffre correspondant à la moyenne des appels reçus en 1989 et 1990. Chaque fois que ce sera possible, les intervenants renverront les personnes en détresse vers les services et associations les plus proches de leur domicile. A peine un département sur trois a créé, à l'instigation de M^{me} André, des commissions rassemblant l'ensemble des administrations et institutions concernées par ce problème des violences conjugales afin de coordonner leurs efforts et élaborer des politiques locales. Soulignant, à son tour, l'importance de la coordination des services, M^{me} Neiertz a rappelé que les crédits qu'elle alloue aux associations travaillant dans ce domaine sont passés en deux ans de 1,18 million en 1990 à 3,8 millions en 1991. En 1992, leur augmentation devrait atteindre 30 %.

Ch. Ch.

SPORTS

FOOTBALL : le championnat d'Europe des nations, groupe 1

Didier Deschamps, le petit patron

Avant France-Danemark, mercredi 17 juin, que les Bleus devaient obligatoirement gagner pour aller en demi-finale de l'Euro 92, Didier Deschamps est apparu comme le meilleur atout de Michel Platini dans une équipe qui manque cruellement d'un « patron ». Si le Marseillais revendique le rôle de meneur d'hommes, il reconnaît que la tunique de meneur de jeu est trop grande pour lui.

MALMO

de notre envoyé spécial

Comme une araignée, il s'est enroulé autour d'un poteau qui se dressait dans la maison française : le milieu de terrain. Ses courtes jambes y patrouillaient en tout sens, volaient les ballons des adversaires et rattrapaient les boules des partenaires. Elles y tissent mieux qu'une toile : un premier filet de sécurité, d'un les attaquants peuvent commencer à rebondir. Didier Deschamps, c'est d'abord cela : un marabout du football, qui estime parcourir cinq à six kilomètres de terrain par rencontre. Un coureur de fond qui s'entraîne au fil des minutes, au rythme où les autres s'épuisent, et qui possède un critère très simple pour savoir s'il a réussi sa partie. Il lui faut rentrer aux vestiaires épuisé, vidé par son abnégation. « Contre la Suède, dit-il, j'étais déçu. Je suis sorti du terrain sans

avoir tout donné, et c'est ce que je déteste le plus. »

Dans le grand livre d'histoire naturelle du football, Didier Deschamps représente une espèce nouvelle et indispensable : le travailleur infatigable. Mais ses jambes ne le multiplient pas seulement sur le terrain. Elles ont propulsé sa carrière aussi rapidement qu'il se rue sur ses adversaires. Pour qu'il les arpentent le Stade vélodrome, Bernard Tapie les a achetées à prix d'or au FC Nantes, le club où le Basque s'est formé.

A vingt-trois ans, elles l'ont surtout imposé comme le plus jeune des hommes-clés de l'équipe de France, qu'il fréquente depuis le début de sa grande épopée d'invincibilité, en 1989, avant même d'avoir réussi à gagner sa place dans la galerie de vedettes de l'OM. Et Michel Platini aime à répéter qu'il voit en lui le futur patron d'une sélection qui en manque cruellement.

Une autorité insoupçonnée

C'est là que les malentendus commencent. Car Didier Deschamps ne veut endosser que la moitié de la déroute de son illustre prédécesseur. Il se sent l'âme d'un capitaine. A défaut du charisme, il possède une autorité que sa personnalité lisse de bachelier bien élevé, sa voix douce et régulière ne laissent pas supposer. Sur le terrain, il dirige déjà la manœuvre, il place, il encourage de la voix et du geste. « J'ai appris tout

petit à pousser les autres », dit-il. Cela lui a valu d'être très tôt, à Nantes, du brassard de capitaine. A Marseille, il reprendra celui qu'a abandonné Jean-Pierre Papin, comme il deviendra sans doute le successeur de Manuel Amoros dans le groupe tricolore.

Mais, plus que d'un chef, l'équipe de France a aujourd'hui besoin d'un guide. Un joueur qui sache donner son sens au jeu, qui parvienne à aiguiller les attaquants sur des rails parfaits, et qui brise la routine d'un coup imprévu, comme le faisait Michel Platini. Dans le désert actuel du milieu de terrain français, Didier Deschamps se refuse à prêter cette cause-là. « Je suis peut-être un meneur d'hommes », explique-t-il, « mais je n'ai pas l'envergure pour devenir un meneur de jeu, à l'image de ceux qui étaient Platini ou Giresse. De toute manière, cela fait maintenant quatre ans que nous savons qu'il nous manque ce créateur. » Il est venu en équipe de France comme un entre en religion, au service d'une seule mission, que lui a fixée le sélectionneur : la récupération. Didier Deschamps est un milieu défensif, fier de l'être, et qui entend le rester.

L'impératif catégorique de sa morale de footballeur est de servir l'équipe avant lui-même. « Je réfléchis collectivement avant de penser individuellement », dit-il. « Je me disperse sans doute un peu trop dans l'abandon défensif, mais l'équipe a vraiment besoin de moi dans ce secteur. Du coup, je manque un peu de fraîcheur physique et de lucidité

pour mener des accélérations offensives. » Sa mission colle pour l'instant parfaitement à cette équipe de France travaillieuse, tout en symbolisant sa grosse limite : le manque de génie individuel, la difficulté d'endosser la charge du jeu en tant que meneur par des centres.

Et Didier Deschamps se retrouve coincé dans un paradoxe. Le public, il le sait, n'a d'yeux que pour les prouesses des joueurs qui finissent au but. « Pour devenir un grand, dit-il, il faut tirer, marquer des buts. » Et dans les tâches auxquelles il est cantonné au sein de l'équipe de France, il a peu de chances de devenir l'un de ces titans.

« Les joueurs comme moi font un travail ingrat, reconnaît-il sans la moindre amertume. On voit qu'ils sont partout, qu'ils prennent des ballons. Mais on retiendra autre chose du match. On ne montre pas un tacle ou une récupération au ralenti. » Deschamps le concède ne pense même pas à s'en offusquer. Chez lui, la discrétion semble toujours gagner son combat avec une ambition qu'il dit « énorme ». Sans doute rêve-t-il tout de même qu'un jour il ne traversera pas seulement le champ des caméras, comme par inadvertance, mais qu'il les attirera à son tour. Le petit patron de l'équipe de France se sera alors décidé à devenir son maître à jour.

JÉRÔME FENOGLIO

Avant Suède-Angleterre

L'appétit de Tomas Brolin

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Tomas Brolin est la coqueluche du stade de Solna. Avant même qu'il ne marque le but suédois contre le Danemark. Face à la France, il avait été maline en vue qu'Anders Limper, le stratège d'Arsenal, mais le public de Stockholm tient néanmoins à marquer sa préférence. Certes, il est blond mais il n'est ni la taille ni la finesse de traits de son star du tennis Stefan Edberg. Il n'est pas non plus l'élégance et la virtuosité d'un Roger Magnusson, celui qui enfamait par ses dribbles le Stade vélodrome à la fin des années 60, même si sa vivacité et sa maîtrise technique ont fait merveille face aux Danois.

Comment expliquer alors que le public suédois l'ait choisi pour symboliser la formation nationale ? Il n'est pourtant pas resté au pays. Bien au contraire : dès qu'il est sorti du rang, voilà un peu plus de deux ans, il a mis à profit le fait d'être un des rares joueurs à échapper au naufrage de onze jeunes et bleus du Mondial 90 pour rester en Italie, à Parme. Brolin avait vingt ans. C'est dire la détermination d'un jeune homme sans états d'âme, qui sait ce qu'il veut. Cette volonté

affichée de réussir explique peut-être pourquoi il est devenu l'enfant chéri du football suédois.

Après deux saisons de championnat italien, il n'a aucun regret : « Je n'ai qu'à me féliciter de mon choix puisque j'ai remporté cette année la Coupe d'Italie avec cette extraordinaire équipe de Parme. » Pour être sûr de ne rien oublier, il donne un coup de chapeau à son entraîneur, Nevio Scala, dont la force principale est d'entretenir une ambiance conviviale et typiquement provinciale que l'on ne risque pas de trouver à Milan, Rome ou Turin. Comme s'il tenait à rappeler qu'il est et qu'il reste un provincial du nord de la Suède.

La référence à ses origines modestes ne l'empêche pas d'exprimer une ambition : « Je fais d'autant moins de complexes que jamais je n'avais connu avant l'Euro 92 un groupe aussi soudé et motivé. » A la veille de rencontrer les Anglais, lors d'un résultat nul, il a l'air d'être prêt à tout pour accéder aux demi-finales, il dit : « Tous comptes faits, la Suède a ses chances ! Oui, pourquoi pas nous ? » Une confiance partagée par tout le pays.

MARCEL SCOTTO

A l'occasion d'un référendum

Le Val-d'Aoste dit « non » aux Jeux olympiques

Les habitants du Val-d'Aoste (sud-ouest de l'Italie) ne veulent pas connaître la fête olympique sur leurs pistes de ski. Ils viennent de refuser la candidature de leur région pour les Jeux de 2002. Lors d'un référendum, près de 85 % des votants ont en effet demandé et obtenu l'abrogation de la loi régionale approuvée en septembre 1990 qui accordait 4 milliards de lires (200 millions de francs environ) pour le financement de la candidature des Jeux de 1998 (finalement accordés à Nagano au Japon). Profitant de cette loi, la région avait voulu de nouveau tenter sa chance pour les Jeux de

2002. Inquiétés par l'effort financier qu'exige l'organisation des Jeux, les Valdôtains ont été échaudés par les pertes financières de leurs voisins savoyards après les Jeux d'Albertville en 1992 - un premier bilan fait état de 200 millions de francs de déficit (le Monde du 3 mars). Il y a quatre ans, les habitants de Lausanne avaient déjà refusé que leur ville pose sa candidature pour les Jeux d'hiver de 1994. En 1974, Denver, alors élue pour accueillir les Jeux d'hiver de 1976, avait dû rendre, sous la pression populaire, sa candidature au Comité international olympique.

ATHLÉTISME : Danny Harris suspendu pour quatre ans. - Reconnu coupable d'avoir consommé de la cocaïne, Danny Harris, vice-champion du monde 1991 et vice-champion olympique 1988 du 400 mètres haies, a été suspendu pour quatre ans par la Fédération américaine d'athlétisme (AIAA). Le vice-champion des championnats des États-Unis en salle, en février, l'athlète américain a accepté sa sanction et a promis d'entrer en cure de désintoxication. Danny Harris, âgé de vingt-six ans, pourrait mettre fin à sa carrière car il n'aura pas le droit de participer aux Jeux olympiques de Barcelone et aux deux prochains championnats du monde.

CYCLISME : Jeannie Longo sélectionnée pour les Jeux olympiques. - La sélection de Jeannie Longo pour les Jeux olympiques de Barcelone a été retenue, mardi 16 juin, par la Commission du sport de haut niveau. Sacrée championne de France de poursuite le 25 mai, dans les temps écrites pour la sélection olympique, après avoir obtenu de la justice le droit de courir sur des pédales différentes de celles de l'équipe de France, il reste à la championne du monde à signer la convention de la Fédération française de cyclisme. Celle-ci comprend le respect de la charte olympique et du règlement de l'équipe de France.

AUTOMOBILE

Opel Calibra 4 x 4 turbo : simplement époustoufflant !

Pour un coup d'essai, puisque c'est la première fois que l'on trouve au catalogue d'Opel une voiture à moteur à essence suralimenté, la filiale allemande de General Motors a réussi un coup de maître. La Calibra, un coupé très élégant, livrable depuis un an environ, avait quelque peu déçu les amateurs de véhicules de ce type (d'apparence sportive, donc) par son peu d'enthousiasme, sur la version de base, à délivrer les chevaux rassemblés sous son capot (115 au total). Le souci était visiblement pour la marque de séduire davantage les « sportifs arrivés » et à temps grisonnantes que les jeunes gens financièrement à l'aise et pressés. D'où sa version GT, avec 150 chevaux, une nette différence était apparue sans convaincre tout à fait. Voilà désormais, outre un modèle à 16 soupapes « atmosphérique », une nouvelle version livrable avec turbina et transmission permanente sur les quatre roues, et là il s'agit de bien autre chose.

On dira certes que la voiture arrive bien tard, à la veille du permis à points, et que la tendance est plutôt aujourd'hui en matière de conception automobile à la berline bien ronde et pépère de caractère. Il reste qu'aucune firme ne peut négliger de renforcer son image par des versions de petite série débiter-

ment tournées vers le sport, de préférence authentique. Le coupé s'y prêtait volontiers, c'est donc fait chez Opel.

Le moteur reste le 4 cylindres de 1998 cm³ à seize soupapes mais ici cambré avec 204 chevaux au bout du compte-tours. Les quatre roues, indépendantes, sont en prise, et la boîte de vitesses, supérieure raffinement, est à six rapports, de quoi sur les derniers kilomètres en circulation faire de nos voisins d'outre-Rhin et, bien sûr, sur les circuits fermés, faire donner la musique. A la route aucun vice n'apparaît. Petite tendance au sous-virage, stabilisé sans effort. La Calibra en ligne en sort de courbes, réserve toujours disponible pour appuyer, le cas échéant, la Calibra 4 x 4 turbo est tout simplement époustoufflante. Le caractère sportif de cette nouvelle venue ne sacrifie pas, dans la bataille, le confort. Côté série, autoradio à six HP, ordinateur de bord, airbags et volant réglables en hauteur, alarme, toit ouvrant électrique, etc. En revanche, il vaut mieux ne pas chercher à s'attarder à quatre dans l'habitacle.

Dernier atout, le prix : 198 000 F, un tarif qui place bien la Calibra turbo 4 x 4 face à ses concurrents, allemands ou japonais.

C. L.

VOILE : Transat anglaise en solitaire

Abandon de Florence Arthaud

Florence Arthaud sur Pierre-Francis, mardi 16 juin, dans la Transat anglaise en solitaire alors qu'elle se trouvait en cinquième position à 740 miles (1 370 kilomètres) de Newport. Après avoir déclenché sa balise de détresse, elle a été recueillie dans le golfe de Gascogne. La sauvetage a été effectué par un cargo. Elle se trouvait dans le cockpit de son trimaran, qui progressait à une moyenne de 25 nœuds, avec des pointes à 30 nœuds, lorsqu'une

risée plus forte est survenue. Elle n'a pu réagir à temps et a chaviré. Sonnée par le choc, elle pense avoir momentanément perdu connaissance. Elle espère organiser un sauvetage de son bateau dans les jours à venir.

Solide leader de la Transat, Loïck Peyron, sur Fujicolor-2, devançait, mercredi 17 juin dans la matinée, Paul Vatine sur Haute-Normandie.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

ESC POITIERS
ESC DIJON
ESC PAU
ESC BRETAGNE
ESC LYON
ESC MONTPELLIER
ESC BORDEAUX
ESC CLERMONT
ESC LE HAVRE-CAEN
HEC
ESE
INT TELECOM
CENTRALE
SUPELEC
ESIGELEC
36.15 LE MONDE
Tapez RES

Elus et chefs d'entreprises, quelle stratégie commune ?

Réponse au forum Datar du salon "S'implanter 92"

le 18 juin à 15h15.

DATAR

du 16 au 18 juin
Pour des informations
Parce de Versailles - Bât. 2

Invitation et renseignements : Entreprises et Territoire (1) 45 79 35 78

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e) FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut et à gauche de la 1^{re} page de votre journal).

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ :
☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)
du au
☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métro, colonies uniquement)
du au
Votre adresse de vacances :
NOM PRÉNOM
ADRESSE

Code postal Ville

Vous n'êtes pas abonné(e) RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	78 F	2 mois (62 n°)	308 F
3 semaines (20 n°)	118 F	3 mois (78 n°)	480 F
1 mois (26 n°)	155 F		

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :
DURÉE du au

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM PRÉNOM
ADRESSE

Code postal Ville

VOTRE ADRESSE HABITUELLE :
ADRESSE

Code postal Ville

VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N°
Expire

Date et signature obligatoires

A renvoyer à : LE MONDE, Service abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry, 75001 Paris Cedex 04

Sur minitel 3615 LE MONDE, code ABG

EDUCA
La FEN

Rupture consommée

552 من الامم

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La FEN retient son souffle

A quelques jours d'échéances décisives, les minoritaires de la Fédération de l'éducation nationale ne veulent pas croire à l'irréparable. En particulier en province

Le 24 juin, les deux camps de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) se réuniront pour le congrès national. La crise profonde qui agite depuis plusieurs mois la centrale enseignante devrait trouver une issue, au moins provisoirement : la rupture définitive ou le rapprochement forcé des belligères, instituteurs et professeurs, militants de la tendance socialiste Union indépendante et démocratique (UID) ou de la tendance Unité et Action (dont la direction est proche des communistes).

C'est à cette date, en effet, que le tribunal de grande instance doit examiner la demande en annulation déposée par les minoritaires de la FEN, dont le SNES (second degré) est le principal pilier, contre la décision d'exclusion prise le 6 mai dernier à l'encontre de ce syndicat et de son petit frère le SNEP (éducation physique). Et les hasards du calendrier ont voulu que le même jour soit choisi par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) pour tenir à Orléans un congrès extraordinaire dont l'issue devrait, pour une large part, décider de l'avenir du syndicalisme enseignant (le Monde du 4 juin).

Pour préparer ce congrès, le syndicat des instituteurs a entamé le 4 juin dernier une consultation de ses adhérents qui doit s'achever jeudi 18 juin. Objectif : sonder ses quelque 178 000 adhérents sur la nécessité de faire table rase du passé et d'opérer la grande mutation rendue nécessaire par l'évolution du corps enseignant. Un nouveau syndicat, le Syndicat des enseignants, pourrait être constitué, dès le lendemain du congrès d'Orléans, afin de réunir dans une même organisation : instituteurs, enseignants du second degré et enseignants du technique. Un congrès extraordinaire de la FEN, prévu à Perpignan en décembre prochain, viendrait alors ratifier les décisions prises à Orléans et boucler définitivement les structures de la fédération constituée en 1948.

Mais le terrain résiste. A huit jours de cette date historique, les militants des trente-trois sections départementales de la FEN «tenues» par les minoritaires de la tendance Unité et Action (31 sections) et Ecole émancipée (deux sections) ne veulent pas y croire, ou bien font semblant. Si l'embarras est manifeste, on évite de le dire de plain sur la scène ou l'on parle sur un miracle, pourtant fort improbable : une issue judiciaire favorable ou le brusque réveil des adhérents.

«La vie continue. Nous ne bougeons pas et nous refusons de prendre acte d'une scission décidée par un coup de force», affirment la plupart des responsables départementaux de la FEN dans la camp Unité et Action. Quant aux responsables départementaux de la majorité, beaucoup moins généraux en confi-

dences que leurs «camarades minoritaires», ils adoptent pour la plupart un profil bas. Rares sont en effet les fédérations comme celle de la Gironde qui ont foncé tête baissée pour appliquer les directives des instances nationales.

Une commission administrative de la FEN, instance suprême entre deux congrès au niveau départemental, a été réunie dans ce département vendredi 12 juin après des demandes répétées des minoritaires. Les représentants du SNES et du SNEP s'y sont normalement présentés et ils ont été priés de sortir, leurs syndicats n'appartenant plus à la FEN. Ambiance... L'incident avait été précédé début mai, dans les jours suivant la décision de l'exclusion du SNES et du SNEP, d'un épisode théâtral avec changement inopiné et nocturne des serrures d'un local du SNEP et coupure du téléphone.

Consignes de boycottage

Mais ce climat de franche hostilité ne constitue pas la règle. Ailleurs, finalement, chacun joue dans son coin en attendant des jours meilleurs. Dans les départements à dominante majoritaire, on évite de réunir les instances pour éviter l'affrontement en attendant une clarification définitive de la situation. C'est ainsi qu'en Haute-Garonne, par exemple, on poursuit «les choses se passent dans la sérénité» selon M. Fernandez Tournaud, secrétaire départemental de la FEN. Une fonctionnaire pour le moins paradoxale, puisqu'il conduit, comme en Seine-et-Marne, à décider de ne pas prendre acte de la décision d'exclusion «à l'unanimité des présents» mais en l'absence de la tendance qui est, précisément, l'origine de la scission !

Car les responsables UID des trente-trois sections tenues par des minoritaires ont reçu des consignes strictes. Dans une lettre adressée le 20 mai à tous ces responsables par M. Joel Oger, secrétaire national de la FEN, ce dernier réclame que toutes les commissions administratives, congrès et consultations soient boycottés par les représentants de la majorité fédérale puis qu'elles sont «illégitimes». «Nous vous demandons cependant, pour rendre à chacune des ces instances convoquées pour, au cours d'une intervention limitaire, contester la tenue de la réunion et exiger qu'elle ne concerne que des gens ayant qualité pour y siéger. En cas de refus, fort probable - d'accéder à nos requêtes, il vous appartient de quitter la salle.»



Dans la Val-d'Oise ou les Bouches-du-Rhône, la consigne a été suivie scrupuleusement, et elle pourrait l'être dans la Drôme ou la Vienne qui tiennent leurs congrès départementaux le 19 juin prochain.

Pour des raisons qui tiennent aux spécificités locales, quelques sections départementales, comme la Moselle ou les Hautes-Alpes, jouent les francs-tireurs. En Moselle, où la tendance Unité et Action est majoritaire, un appel émanant du SNI-PEGC se prononce contre «tout processus d'exclusion» à rassemblement début avril l'ensemble des responsables du syndicat, toutes tendances confondues. Le 5 juin, un congrès départemental du SNI s'est à nouveau prononcé pour le maintien de la FEN dans son état actuel. Sans les voix des responsables de la majorité fédérale cette fois.

«Nous sommes un des seuls départements où le SNI présente des

ritaire, un appel émanant du SNI-PEGC se prononce contre «tout processus d'exclusion» à rassemblement début avril l'ensemble des responsables du syndicat, toutes tendances confondues. Le 5 juin, un congrès départemental du SNI s'est à nouveau prononcé pour le maintien de la FEN dans son état actuel. Sans les voix des responsables de la majorité fédérale cette fois.

«Nous sommes un des seuls départements où le SNI présente des

listes d'union regroupant les trois principales tendances de la FEN, et où le bureau exécutif du SNI est également hétérogène, commente François Siebert, secrétaire départemental du SNI (UA). Mais la logique d'appareil reprend le dessus. Les militants UID ont été mis au pas. La crise a radicalisé les positions et fait désormais obstacle à toute forme de travail en commun. L'impression générale est celle d'un immense gâchis et d'une coupure, de plus en plus nette avec les adhérents.

Dans les Hautes-Alpes, la détermination à d'autres origines. La petite section du fief de la FEN d'abord : avec ses huit cents syndiqués (dont trois cents au SNI), c'est en effet la plus petite section FEN de France. Les locaux sont communs au SNES, au SNI et à la FEN et beaucoup de responsables ne s'y réclament d'aucune tendance.

«Chaque chose en son temps», explique Bernard Hodoul, secrétaire départemental. Pour le moment, nous attendons l'issue de la consultation du SNI et l'on espère que le non va l'emporter. En ce qui me concerne, je ne rejoindrai pas le nouveau syndicat et je ferai tout pour que le SNI-PEGC continue tel qu'il est, filée en regroupant les minoritaires. Pour la reconstruire un pôle avec le SNES, une partie du SNETAA ? Franchement je n'en sais rien. Nous sommes un peu dans le brouillard.

«Il n'y a rien de changer dans le travail syndical, affirme pour sa part Jacques Avellan, secrétaire

départemental FEN (UA) de la Drôme. Ces soubresauts parisiens font discuter les militants pas les collègues. Un congrès du SNI s'est tenu ici il y a quelques jours. La question centrale était : est-ce qu'on arrête de travailler avec les profs ? Les militants UID ont refusé de répondre. Mais cela n'efface pas le fait qu'ici, les gens se reconnaissent et travaillent ensemble.

Jacques Avellan a l'air de considérer les remous actuels comme autant d'accidents de parcours. Dans un fief Unité et Action comme la Drôme, suggère-t-il, la FEN pourrait très bien continuer sans la FEN. Sur le plan financier ou sur celui des décharges de services par exemple, ce que reverse la FEN à la section représente, souligne-t-il, environ 30 000 francs, soit le coût de deux bulletins syndicaux. Les locaux sont fournis par le conseil général et la FEN reverse à la section l'équivalent d'une décharge syndicale.

A quelques jours du grand saut vers l'inconnu, la tendance est générale : on minimise. Le recours aux adhérents martelés depuis des semaines par les minoritaires comme la seule issue positive au conflit semble toutefois plus aléatoire à mesure que les échéances se rapprochent. Sur ce plan au moins les deux camps partagent la même inquiétude. Le taux de participation à la consultation du SNI qui s'achève le 18 juin constituera le premier test.

CHRISTINE GARIN

Le SNETAA à l'épreuve

Le syndicat des enseignants du technique est partagé sur sa stratégie et ses futures alliances

«C'EST un acte de guerre», M. Bernard Pabot, secrétaire général du SNETAA (Syndicat national de l'enseignement technique), n'a pas de mots assez forts pour qualifier la marche forcée du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) vers la création d'un syndicat unique d'enseignants. Le secrétaire général du SNETAA brandit l'article 3 des statuts de la FEN et son règlement intérieur : «En aucun cas, insiste-t-il, un autre syndicat au sein de la FEN n'a le droit de syndiquer les enseignants du technique.»

Rico ne va plus entre la direction de la fédération et le syndicat ébranlé, qui ne supporte plus par ailleurs les prises de position contraires des dirigeants de la FEN sur l'apprentissage, l'alternance ou

la redéfinition du statut des professeurs de lycée professionnel (PLP). Par anticipation, le 22 mai dernier, le Conseil national du SNETAA, dominé par la tendance

Autrement (1), a décidé de suspendre ses cotisations à la FEN. «Si la direction de la FEN continue de ne rien dire de la constitution du syndicat des enseignants, nous n'avons plus rien à faire dans cette fédération qui coopte plus qu'elle ne fédère», explique M. Pabot.

Partir ou rester ? Et dans quelles conditions ? Un congrès extraordinaire, réuni à Chelles (Seine-et-Marne) le 7 juillet, en décidera. Entre tendances déjà, le bras de fer est engagé, au risque de hâter la scission. Dix membres de la tendance Unité, indépendance et démocratie (UID), majoritaire à la FEN mais minoritaire au SNETAA, ont donné leur aval à une participa-

tion au futur bureau du syndicat des lycées professionnels (PLP). Par anticipation, le 22 mai dernier, le Conseil national du SNETAA, dominé par la tendance

Autrement (1), a décidé de suspendre ses cotisations à la FEN. «Si la direction de la FEN continue de ne rien dire de la constitution du syndicat des enseignants, nous n'avons plus rien à faire dans cette fédération qui coopte plus qu'elle ne fédère», explique M. Pabot.

Partir ou rester ? Et dans quelles conditions ? Un congrès extraordinaire, réuni à Chelles (Seine-et-Marne) le 7 juillet, en décidera. Entre tendances déjà, le bras de fer est engagé, au risque de hâter la scission. Dix membres de la tendance Unité, indépendance et démocratie (UID), majoritaire à la FEN mais minoritaire au SNETAA, ont donné leur aval à une participa-

tion au futur bureau du syndicat des lycées professionnels (PLP). Par anticipation, le 22 mai dernier, le Conseil national du SNETAA, dominé par la tendance Autrement (1), a décidé de suspendre ses cotisations à la FEN. «Si la direction de la FEN continue de ne rien dire de la constitution du syndicat des enseignants, nous n'avons plus rien à faire dans cette fédération qui coopte plus qu'elle ne fédère», explique M. Pabot.

«Une alliance contre-nature», s'exclame M. Jean-Claude Tricoche, responsable national de la FEN et chef de file de la tendance UID au SNETAA. «Tout oppose le SNETAA au SNES dès que l'on parle de l'alternance sous statut scolaire !», estime-t-il.

«Le SNES ? Pourquoi pas ?», s'interroge un contraire un militant Autrement de l'académie de Toulouse, où un collectif de réflexion avec le SNES a été mis sur pied. «Mais sans être à sa botte, pas plus que nous ne voulons l'être avec le SNI !» Sur le terrain, la quasi-totalité des majoritaires Autrement, pour qui le choix du syndicat «corpo» semble indélébile, infir-

meux aussi, les hypothèses de départ vers les grandes confédérations : la COT demeure «l'ennemi historique» et le SGEN-CFDT est pointé du doigt pour son peu d'adhérents sur le terrain. Quant à FO, «cela poserait un énorme problème», résume la secrétaire académique de Rennes, militante depuis 1965 au SNETAA, car cela accrédi-

terrait le thème lancé par la FEN selon laquelle le syndicat serait manipulé par les trotskistes. Pour moi, dans ce cas, il n'y aurait plus qu'une solution : rendre mon tablier de syndicaliste et retourner dans ma classe.

«En tout état de cause, il y aura de la casse chez les adhérents», confie M. Pabot. «Pour ceux-ci, explique-t-il, les préoccupations portent plus sur les questions de mutations et de statut et les querelles ne sont qu'affaires de personnes». Les minoritaires UID, qui «tiennent» six académies, misent, eux, sur un éventuel décalage «philosophique» entre les enseignants du technique et le SNETAA sur le principe de l'alternance. «Pas du tout, estime en revanche un militant bordelais, les adhérents jeteront l'éponge ou suivront surtout ceux qui les savent être efficaces». «L'unité corporative, reconnaissent d'ailleurs in fine les minoritaires UID, c'est la force de nos ennemis».

J.-M. Dy

Rupture consommée dans le Rhône

LYON

de notre bureau régional.

Consciencieusement, comme un élève appliqué, M. René Bustois fait et refait ses soustractions. Sur le tableau, à côté de la colonne des adhérents-trois mandats de la majorité fédérale Unité, indépendance et démocratie (UID) qu'il représente, il pose les quatre-vingt-un mandats du bloc minoritaire. Il en enlève vingt au SNES, huit au SNEP, deux à des syndicats non représentés et ajoute deux égarés. Même dans le pire des cas, le compte est bon. «Nous sommes redevenus majoritaires», assure M. Bustois, par ailleurs responsable national du modeste Syndicat UID des enseignants de l'éducation physique et sportive (SNEEPS).

Dans la fédération du Rhône, la quatrième de France avec un peu plus de 7 000 adhérents, la rupture est consommée depuis le dernier congrès fédéral d'Amplepuis, en décembre 1990, qui s'est traduit par un changement de l'équipe dirigeante. Un congrès qui n'est achevé brutalement et prématurément dans le tumulte et

le vacarme, à la suite, déjà, de contestations sur les votes. Ce jour-là, le syndicat de l'enseignement technique, la SNETAA, a «lâché» la majorité fédérale. Ce jour-là, le secrétaire fédéral, M. Pierre Pourquier, au poste depuis quinze ans, a bien tenté de résister, mais en vain. Comme l'a confirmé la commission des conflits, il n'a rien pu faire contre la coalition de toutes les oppositions.

La majorité UID, il est vrai, ne tenait plus qu'à un fil, celui qui relie la trentaine de petits syndicats catégoriels face aux gros bataillons du SNES, mais aussi du SNI, dirigés dans le Rhône par la tendance Unité et Action, donc nés objectifs du SNES. Or, à elles seules, ces deux organisations représentent près des deux tiers des adhérents. Et seule, l'application d'une «proportionnelle proportionnelle» avait permis à la tendance UID de se maintenir. Jusqu'à la trahison du SNETAA.

Avec un intendant de lycée, M. Jean-Paul Cagne, comme secrétaire fédéral, la nouvelle équipe estime avoir fait œuvre de salubrité publique : en procédant au toilettage des fichiers et au décompte des mandats

«fantômes» sur lesquels s'appuyait l'ancienne majorité. Elle a aussi refusé d'appliquer le décret national d'exclusion du SNES et du SNEP qualifiés d'illégaux.

Mais la crise ouverte par le camp adverse aura au moins eu pour effet, soulignant les camarades de Jean-Paul Cagne, de renforcer la «dynamique unitaire» et la cohésion du bloc des opposants à la majorité fédérale, même si les incertitudes demeurent sur l'avenir de la structure. «Une chose est sûre, affirme M. Mario Perez, secrétaire du SNES, le premier qui sera organisé pour syndiquer à la rentrée aura gagné.» Dans quelles conditions ? Pour l'instant, il préfère s'en tenir à des hypothèses.

«Ils ont refait leur unité sur notre dos», constate, pour sa part, M. Bustois, chef de file de l'ancienne majorité qui prétend, aujourd'hui, revenir au pouvoir. Sans attendre le règlement judiciaire du conflit, il en a tiré les conséquences. Récemment, après avoir lu une déclaration préliminaire, il a quitté la commission fédérale qui se tenait en présence des exclus.

Dans ce contexte toutefois, le

débat «à la base», réclamé tant et plus, peut-il avoir lieu dans une région où minoritaires et majoritaires se partagent désormais à égalité (1) les représentations dans les commissions académiques ou, mieux encore, les postes très enviables au comité économique et social régional.

Sur un point au moins, les deux camps parviennent à surmonter leurs divisions : «Ca coiffait interne à des répercussions indélébiles sur nos capacités de revendications», semble regretter M. Bustois, tandis que M. Cagne confirme : «Tout ce temps perdu en interne de se consacrer à l'assainissement.» Dans la Loire, l'essentiel, c'est la campagne contre la violence à l'école qui, malgré querelles et exclusions, n'empêche pas les enseignants et les personnels, à quelque syndicat qu'ils appartiennent, de continuer à travailler ensemble.

MICHEL DELBERGHE

(1) En Rhône-Alpes, les fédérations de l'Ain, l'Isère, la Loire et le Savoie sont dirigées par le courant majoritaire UID, tandis que celles du Rhône, de la Drôme, de la Haute-Savoie et de l'ardèche sont animées par le courant Unité et Action.

LYCEE LA FONTAINE
75016 PARIS
Tél.: 16 (1) 46 51 31 21

PREPA HEC
CONCOURS D'ADMISSION DIRECTE
2ème Année

ESCP
CONCOURS D'ADMISSION 1^{re} ANNÉE
(diplôme de l'École)

STAGE D'ETE
EN COLLABORATION AVEC LE CAED
20 JUILLET - 22 AOÛT 1992

Réunion d'information au lycée
20 juin 92



Numéro de juin 1992 – 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Comment choisir une école privée

Toutes les questions à se poser et à poser
au chef d'établissement avant d'inscrire son enfant.



Enquête : Examens, mobilisation générale

Comment sont préparés les sujets. Comment sont recrutés les correcteurs et notées les copies. Comment les quatre millions de candidats et leurs familles vivent cette période. Et aussi les petits secrets de la réussite aux examens.

Dossier : Bac + 2 : les accès en 3^e année d'IUT

Avec un diplôme de bac + 2, comment faire une troisième année en IUT ? Le répertoire de 184 formations qui offrent des débouchés professionnels, en association avec des entreprises.

Spécial bac : L'épreuve de philo

Les derniers conseils avant l'examen, avec les réflexions de deux philosophes – Dominique Lecourt et François Dagognet – sur les notions au programme du bac.

La vie en vert des écoles

Orientation

Le scoutisme

LES

La vie en vert des écoles hollandaises

Protection de la nature en primaire, éducation à l'environnement dans le secondaire : les Pays-Bas institutionnalisent l'« école verte »

LA HAYE

de notre envoyé spécial

AVEC ses deux vaches bien portantes, sa dizaine de chèvres et de montons, sa truie, ses lapins, ses canards et ses oies, la ferme de Schildershoeve, faite de petites briques rouges et parsemée de fleurs aux feuillets, ressemble, somme toute, à n'importe quelle autre ferme hollandaise. A n'importe quelle autre, si ce n'est le voisinage : en plein centre de La Haye, la ferme est « urbaine », coïncide entre des immeubles où fleurissent plus facilement les difficultés sociales que les piquettes.

Comme la plupart des fermes urbaines des grandes agglomérations hollandaises (La Haye en compte onze), Schildershoeve accueille chaque jour son lot de classes primaires des écoles du quartier. La visite à la ferme est un rituel pour les écoliers aux Pays-Bas. On y découvre les animaux, mais aussi des petites vérités : les œufs que font les poules ou le fait que les vaches ne mangent pas de la paille.

Depuis 1919, date à laquelle un instituteur a grimpé au conseil municipal son insatisfaction à travailler sur des animaux empaillés, La Haye a cessé de rapprocher la nature de l'école. Aujourd'hui, 45 hectares de la ville sont consacrés aux jardins scolaires : par groupes, les élèves viennent y ramasser la terre, planter, semer, récolter. Dans le temps scolaire, ou après les cours, pour les passionnés.

Outre les jardins scolaires et les fermes urbaines (100 000 visiteurs par an), lancés surtout dans les années 70, la ville a développé des centres d'éducation à l'environnement, composés de vétables salles de classe, disposant d'un matériel pédagogique (audiovisuel, manuels, outillage, maquettes) et où enseignants d'anciens instituts ou professeurs de biologie. Les écoles peuvent y accéder « à la demande », pour un ou plusieurs jours (à l'instar des classes découvertes en France), ou régulièrement dans l'année. Toutes les écoles primaires ont un contact

avec le dispositif municipal, un peu moins de la moitié des établissements secondaires.

Jadis essentiellement axés sur la protection de la nature, les programmes sont désormais consacrés aux questions plus générales liées à l'environnement : traitement des déchets, habitudes de consommation, voire connaissance d'autres cultures. L'aspect civique y est fortement marqué. On y aborde, pour les plus âgés, la nécessité de planifier le développement urbain ou rural, de prendre des décisions en conseil municipal.

Refaire la ville

Ainsi, par groupes de trois ou quatre ce jour-là à Schildershoeve (une salle de la ferme a été aménagée en centre d'éducation à l'environnement), ils sont penchés sur la table et refont le monde. Ou plus exactement leur ville. Des petites piles de bois naturel matérialisent les immeubles. En dessous, sont visualisés les magasins ou les bâtiments de service. Les élèves traçent les rues, hésitent sur l'emplacement du garage pour automobiles en centre-ville – trop bruyant – et optent pour une maison de la culture. L'un d'eux s'interroge sur le va-et-vient des camions approvisionnant les supermarchés. Un autre envisage le ramassage sélectif des ordures ménagères. Un autre encore l'approvisionnement en eau et en électricité. Au mur, un panneau explique la signification de quelques « signes » urbains (plaques d'égout, vannes, rails électriques, boîtiers téléphoniques, etc.).

Vigoureusement relayée à l'automne 1988 après la publication d'un rapport alarmiste de l'institut de la santé publique et de l'environnement, la question de l'environnement est devenue, aux Pays-Bas, un véritable leitmotiv. En 1990, un vaste et très ambitieux plan national de gestion de l'environnement a été adopté par le Parlement, puis, en 1991, son verbatim éducatif, sous forme d'un « plan plurisectoriel pour l'éducation à la nature et à l'environnement ».

Pour s'atteler à la tâche, assure la conférence, pas moins de six ministères (économie, transports, coopération, agriculture, environ-

nement et éducation) se sont alliés et ont débouqué l'équivalent de 240 millions de francs sur trois ans. Volontariste, le gouvernement néerlandais entend faire en sorte que « toutes les écoles hollandaises du premier et second degré, en 1995 au plus tard, soient dotées d'une base sur laquelle l'éducation à l'environnement pourra se développer jusqu'en l'an 2000 ».

« Comme aucun discours ne vaut les actes », ainsi que le souligne M. Cees Fuykshot, directeur des établissements secondaires au ministère néerlandais de l'éducation nationale, les écoles et les enseignants sont invités non seulement à « intégrer l'éducation à l'environnement dans leurs cours », mais aussi et surtout à « faire une place à la nature et à l'environnement dans la politique de l'école ». Pas question comme en France d'inciter à développer un projet annuel lié à l'environnement (le Monde du 4-juin) sans lien direct avec le cadre scolaire. L'environnement, aux Pays-Bas, commence au seuil de l'école.

Sans attendre, certains ont commencé. A Alphen-aan-den-Rijn, dans le Zuid-Holland, les élèves du collège Ashram ont établi un « diagnostic environnemental » : ils ont proposé l'abandon des gobelets plastiques aux machines à café, suggéré l'emploi de papier recyclé pour les copieurs et le ramassage systématique des brouillons (comme cela se fait depuis quelques semaines dans les bâtiments publics), envisagé des améliorations concernant l'énergie dans l'établissement et ils projettent l'an prochain, d'investir dans une coléenne.

Programmes et outils pédagogiques

Parallèlement, le gouvernement souhaite « institutionnaliser » l'environnement dans les programmes, en particulier dans les leçons prescrites aux élèves du secondaire, qui viennent de faire l'objet d'une réforme pour la rentrée 1992. Des chercheurs de l'université d'Utrecht, notamment, travaillent en collaboration avec l'institut national des programmes sur la définition d'une éducation à l'environnement dans sept disciplines. Objectif : que l'environnement représente par exemple 20 % des programmes de physique-chimie et de biologie. Depuis deux ans le projet Education à la nature et à l'environnement en milieu éducatif (NME) (1) mobilise une vingtaine d'enseignants, qui testent des outils pédagogiques.

Délaissant dans un coin de classe leurs blouses d'apprenti physicien-

chimiste, une poignée d'élèves du collège de Rijnsweerd à Utrecht ont ainsi troqué leurs cours traditionnels pour une série de douze cours consacrés à la problématique des déchets. Fiches de travail en main sur le tri sélectif à la source (généralisé en Hollande), les élèves sont avant tout amenés à réfléchir sur le contexte économique, technique, puis à bâtir une argumentation.

Faut-il acheter du Coca-Cola en boîte de fer ou en bouteille ? « La question n'est pas de leur dire : ça c'est bien, ça non, explique M. Tom Van de Brink, leur professeur. Ce qui compte, c'est qu'ils puissent argumenter, peser le pour et le contre. Et savoir, pour les questions importantes, qu'ils pourront contester et peser sur les décisions. » Enfin, pour parvenir à ses fins, le gouvernement néerlandais compte également sur les associations de défense et de protection de l'environnement, qui, depuis longtemps, ont pénétré dans les écoles.

Parmi elles, l'institut pour la communication et l'environnement (SME), ancien groupe de pression reconstruit dans l'éco-conseil, s'est fermement engagé aux côtés de l'institut national des programmes pour développer l'éducation à l'environnement dans les collèges, et devrait participer au développement d'un programme environnemental à la télévision scolaire et s'atteler à la formation des formateurs.

« Développer l'éducation à l'environnement n'est pas une question d'argent », insiste M. Joep Reichert, consultant à SME, mais seulement de volonté. Et ce en tous domaines, comme en témoigne le financement, sans contrepartie publicitaire, d'un manuel d'éducation à l'environnement par un « pacte de la chimie néerlandaise ». « Nos efforts ne s'arrêteront pas », assure M. Pieter, qui supervise la mise en place du projet NME dans le secondaire, et une catastrophe sera toujours bien plus pédagogique que n'importe lequel des cours que nous préparons. Néanmoins, il nous faut travailler pour que les attitudes changent, en évitant de recourir à une pédagogie de catastrophe, forcément négative. »

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Le projet NME a été développé initialement dans le cadre du projet Action de l'école en faveur de l'environnement que poursuit l'OCDE.

REPÈRES

BIBLIOTHÈQUES

Une convention sur l'information des catalogues de 30 bibliothèques universitaires vient d'être signée entre la Bibliothèque de France (BDF) et le ministère de l'éducation nationale. Cet accord constitue la première ébauche du catalogue collectif de France, dont la réalisation est une des missions confiées à la future bibliothèque et qui devrait, à terme, recenser les fonds de la BDF, de la Bibliothèque nationale et ceux des grandes bibliothèques municipales et universitaires.

Dès 1992, la coopération entre le BDF et le ministère de l'éducation nationale permettra la création de plus de 500 000 nouvelles notices provenant des catalogues de 14 bibliothèques universitaires, parmi lesquelles celles de Saint-Gervais, d'Art et d'archéologie, du Musée de l'Homme. Huit millions de francs seront consacrés à cette opération par chacun des deux partenaires dès 1992 et 4 millions de francs au moins pour les années suivantes.

HANDICAPÉS

Les 19 et 20 juin, se tiendront à la Sorbonne les « Assises 1992 de tous les étudiants pour une réelle intégration des jeunes handicapés, occidentaux de la vie ». Organisées par la secrétariat d'Etat aux handicapés et accidentés de la vie avec la concours du ministère de l'éducation nationale, de la conférence des présidents d'université, de la Mutuelle nationale des étudiants de France, du Centre national des œuvres universitaires et scolaires et de la Fondation sociale des étudiants de France, ces assises ont pour objectif de présenter des réalisations effectuées sur quelques sites et de faire des propositions pour aider à l'intégration des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur.

L'UT. Le ministère de l'éducation nationale vient de créer, par un arrêté publié au Journal officiel du 13 juin, une commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie. Composée de vingt-six membres nommés pour quatre ans par le ministre de l'éducation (six enseignants, six représentants des employeurs, six représentants des usagers et six personnes de qualité), cette commission consultative a pour mission de traiter des questions d'intérêt général concernant les IUT, qu'il s'agisse des orientations pédagogiques ou de l'organisation des études, des modalités de recrutement, de création, du regroupement ou de la suppression des spécialités ou encore de la carte des spécialités. Suggérée par un rapport récent du groupe de travail sur la rénovation des IUT présidé par M. Guy Fleury, administrateur

général du CNAM, cette commission consultative est destinée à réfléchir à l'avenir des IUT en dépassant le champ plus étroit des commissions pédagogiques nationales des IUT, organisées par spécialité.

STRASBOURG

M. Adrien Schmidt, professeur de physique, a été élu le 1^{er} juin président de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg par 73 voix sur 104 suffrages exprimés. Il succède à M. Gilbert Laustriat.

(Né le 22 août 1938 à Gros-Réderching (Moselle), M. Adrien Schmidt est ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de Saint-Clément, agrégé de sciences physiques et docteur en sciences physiques. Enseignant dans le secondaire de 1963 à 1967, il est nommé assistant à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg en 1967, puis professeur en 1978. Depuis 1991, il était directeur de la nouvelle UFR des sciences physiques, issue du partage de l'UFR des sciences de la matière.)

SIXIÈME

Un rapport de l'inspection générale de l'éducation nationale sur le fonctionnement pédagogique des classes de sixième décrie la chronique depuis une semaine. Remis en avril à M. Jack Lang, il porte sur un échantillon représentatif d'un millier de classes de sixième et dresse un constat sévère : inadéquation des programmes, absence de projet pédagogique dans les classes, insuffisance de la formation initiale des enseignants, carence de leur formation continue. Des remarques déjà formulées dans un autre rapport de l'inspection générale portant sur l'évaluation de quatre vingt collèges (voir Les collèges en panne, le Monde du 2 avril).

INITIATIVES

Voyager, faire du sport, découvrir l'inconnu, chercher un job à l'étranger, plonger dans les arts plastiques, la peinture, la sculpture, le théâtre, le cinéma, la musique... Un projet, une idée, une initiative, ont souvent besoin de conseils et surtout d'un financement. De nombreuses associations, organismes ou dispositifs nationaux proposent ces services, à certaines conditions, sous forme de concours ou de simples aides ou appuis. La Délégation interministérielle à l'insertion des jeunes et la Fondation de France viennent de réaliser une plaquette baptisée Des clés pour des idées destinée à mieux orienter les jeunes dans leurs recherches.

► Rens : Conseil national des missions locales, 78, rue Olivier-de-Serre, 75007 Paris. Tél : (1) 45-55-92-48.

COURRIER

Le Tac-O-Tac de l'orientation

L'orientation et ses arcanes se profilent à l'horizon du paysage scolaire. Dans quelques jours, parents et élèves seront sur les dents, attendant avec impatience, angoisse pour certains, le verdict du conseil de classe. Passera, passera pas, voilà la question. Car il en va ainsi dans notre pays. On a beau décréter (décret du 20 février 1992) que le dispositif d'orientation « doit reposer sur un dialogue précoce et continu organisé dès le début de la scolarité au collège et tout au long de la scolarité du jeune », rien n'y fait.

Dans la pratique, l'orientation est devenue un phénomène saisonnier, comme Roland Garros. On s'y prépare fébrilement dès la mi-mai, tant du côté du corps enseignant que des associations de parents d'élèves. Les uns en multipliant le nombre des devoirs, pour qu'une moyenne significative figure dans le dernier bulletin trimestriel. Les autres en appelant à leurs adhérents que, dans le

pire des cas, ils ont droit – comme au Tac-O-Tac – à deux chances : l'entretien avec le proviseur ou son représentant, et la commission d'appel devant laquelle ils ne manqueront pas de se pourvoir si d'assister afin d'éclairer la plaidoirie du professeur principal ainsi que la lettre circonstanciée qu'ils auront envoyée au président de ladite commission.

C'est simple. C'est également très rapide : conseils de classes et entretiens ont été programmés à la même date, pendant les épreuves du baccalauréat ou du brevet, et sur quarante-huit heures seulement. Quant au délai de réflexion accordé aux parents, il est réduit à trois jours. L'objectif de l'éducation nationale serait-il de concurrencer la SNCF ?

C'est possible !

M. S. TESTUD
(Proviseur du lycée Victor-Hugo, Paris)

Les « brevets » du scoutisme

J'attendais avec impatience les premières conclusions du rapport de Michel Serres (le Monde du 28 mai). Je ne suis pas déçu. Mieux, je suis ravi. Ce projet est tout à fait réalisable. Il prend appui sur les « brevets » popularisés par le scoutisme et repris par la pédagogie Freinet. Après mai 88, nous étions nombreux à penser que cette pédagogie des « brevets » pouvait parfaitement se développer dans une formation permanente nationale. Michel Serres s'inscrit totalement dans cette perspective. Qu'il en soit remercié de fond du cœur !

Les institutions de formation existantes peuvent s'inscrire sans difficulté dans ce schéma général. Il existe déjà des unités capitalisables pour les B. E. P. et les baccalauréats professionnels. Une « validation clairement définie » est techniquement tout à fait concevable même si la plus grande partie de ces « brevets » de formation permanents ne sont pas appelés à entrer dans un système

d'équivalences. Il existe déjà de nombreux groupes de travail, ateliers, associations diverses et cœd dans toutes les disciplines. L'un de leurs problèmes, et non des moindres, c'est que l'activité de leurs participants ne débouche sur aucune validation vraiment accessible. A partir du moment où cette validation existe, le problème change totalement de nature.

Rien n'empêche par exemple un foyer socio-éducatif de lycée d'organiser pour des volontaires des activités spécifiques débouchant sur une telle validation. Et parallèlement à la préparation des examens rien n'empêche un professeur d'aider des élèves à préparer un « brevet » de niveau modeste, par exemple par le biais des « modules » prévus à partir de la seconde. Bref une grande idée est en marche ! Utopie ? Réalisme ? Les deux à la fois bien sûr !

ROGER FAVRY
(Montauban)

LA GRANDE ÉCOLE DE L'ENTREPRISE

BAC + 2
le concours de l'EDC Paris La Défense
vous est ouvert



ADMISSIONS PARALLÈLES

EN 2^{ème} ANNÉE

CONCOURS : 7 JUILLET 1992

date limite d'inscription : 22 juin 1992

47.73.63.41

192408 Colleville
France 92 92000 Paris Cedex 2

Le Monde
ÉDITIONS

LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ

REPORTAGES

préface de

René Dumont

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LT - LP PASSY-BUZENVAL

(Intérim / Demi-Pension)
(lié par contrat d'association avec l'Etat)
50, avenue Otis-Mygatt
92508 RUEIL-MALMAISON CEDEX

BEP Electrotechnique, Bac Pro. EIE, Bac F3

Rendez-vous (pour inscriptions) avec

le Directeur des Etudes du LP et LT

Contactez le secrétariat : 47-08-92-02 (poste 219)

Les MASTERS

de l'Ecole Supérieure de Gestion

ECOLE RECONNUE PAR L'ETAT

• 6 Formations de 3^{ème} Cycle en alternance

pour les Ingénieurs, Médecins, titulaires de

diplômes Bac + 4, Maîtrises, Grandes Ecoles, etc.

• MANAGEMENT ET MARKETING EUROPÉEN

• MARKETING ET PUBLICITÉ

• FINANCE ET MARCHÉ DES CAPITAUX

• GESTION INTERNATIONALE DU PERSONNEL

• MANAGEMENT DU TOURISME D'AFFAIRE

• GESTION DES ENTREPRISES

Ces formations peuvent être financées et rémunérées par les entreprises dans le cadre de contrats de qualification ou en congé individuel de formation.

MBA : Formation accréditée en 1 an dont 3 mois à Paris à l'ESG et 8 mois dans une Université américaine accréditée AACSB.

ESG : 25, Rue Saint-Ambroise

75011 PARIS. Tél : 43 55 44 44

SUP PREPA

■ CLASSE PRÉPARATOIRE AU HAUT
ENSEIGNEMENT COMMERCIAL

■ VOIE ÉCONOMIQUE

■ SUIVI PERSONNALISÉ DES ÉLÈVES

■ CRÉÉE AVEC L'ASSISTANCE
PÉDAGOGIQUE DE L'E.D.C. PARIS-LA DÉFENSE

47.73.63.41.

53, Galerie des Danciers - La Défense 1
92400 Courbevoie
Établissement privé

UNIVERSITÉ DE PARIS X NANTERRE

FORMATIONS D'EXCELLENCE
EN ÉCONOMIE ET GESTION

ÉCOLE DOCTORALE ANALYSE ET TECHNIQUES ÉCONOMIQUES AVANCÉES

DEA Dynamique de l'Economie Mondiale
DEA Monnaie et Finances
DEA Economie et Société : Théories Comparées
DEA Economie des Institutions
DEA Modélisation et Analyse Quantitative
DEA Economie du Travail et Politiques Sociales
DEA Stratégie et Management sciences de gestion

Tél. : 40 97 78 14
candidatures du 10 juin au 17 juillet 92 inclus

DIPLOMES D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES

DESS Banques et Finances
(actions commerciales dans les professions financières)
DESS Méthodes Scientifiques de Gestion
DESS Economie et Politique de l'Energie
DESS Analyse et Stratégie du Développement

Tél. : 40 97 73 93
candidatures : du 10 juin au 17 juillet 92 inclus

MAGISTÈRE MODELISATION APPLIQUEE

35 places au concours 1992
Admission sur dossier ou sur examen

Tél. : 40 97 78 32
candidatures jusqu'au 4 juillet 1992

200, Avenue de la République 92001 NANTERRE
RER Nanterre Université

Le Monde DOSSIERS

Numéro de juin 1992 - 10 F

De L'URSS à la CEI

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EDUCATION • CAMPUS

Le coût de la « paix scolaire »

L'accord entre l'Etat et l'enseignement catholique
permet au gouvernement de s'en tirer à bon compte

En accordant samedi 13 juin (le Monde daté 14-15 juin) tout un train de mesures « sociales » en faveur de l'enseignement catholique et en acceptant de régler, à hauteur de 1,8 milliard de francs sur six ans (soit 40 % des prétentions initiales du privé), la « dette » de l'Etat, M. Jack Lang grèvera-t-il considérablement le budget de son ministère ?

Aujourd'hui, l'enseignement privé placé sous contrat d'association avec l'Etat (à plus de 95 % pour l'enseignement catholique) cotise 17 % des élèves en France et pèse pour moins de 13 % dans le budget de l'éducation nationale.

La première et la plus importante des dépenses liées au secteur privé sous contrat (le seul qui entraîne des dépenses pour l'Etat) concerne les rémunérations des personnels enseignants. Ceux-ci, recrutés par les chefs d'établissement du privé après

validation du recteur d'académie, sont payés par l'Etat sur des bases contractuelles. Sur les 28,6 milliards de francs qui ont été inscrits au budget 1992 pour le privé au titre de l'action éducative et culturelle, ces rémunérations s'élevaient à 24,3 milliards de francs (soit 85 % du total).

Une hausse de 3,5 %

Le deuxième poste budgétaire concernant le privé porte sur la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement de ces établissements. Cette participation, baptisée forfait d'externat, est calculée sur la base du coût d'un élève externe du public et est proportionnelle au nombre d'élèves scolarisés dans le privé. En 1992, le budget de l'éducation nationale a prévu le versement à ce titre d'un peu moins de 4 milliards de francs.

Mis à part le versement sur six ans de 1,8 milliard de francs au titre des arriérés du forfait d'externat accumulés entre 1982 et 1989 (et contestés par le Conseil d'Etat en octobre 1991), le coût des mesures nouvelles accordées par M. Lang au titre du « volet social » des revendications de l'enseignement privé (prise en charge de documentalistes, des décharges de directeurs d'école, etc.) est estimé par le ministère de l'éducation nationale à 317 millions pour 1993, auxquels s'ajoutent 250 millions de francs supplémentaires en 1994, puis 137 millions en 1995, 46 millions en 1996 et 46 millions encore en 1997.

Au-delà de cette date, ces mesures « sociales » devraient donc représenter, par rapport à 1992, un surcoût budgétaire de l'ordre de 796 millions de francs, soit une hausse de 2,8 % du budget consacré actuellement au privé sous contrat. Pour

1993, la hausse de ce budget, compte tenu du paiement exceptionnel de 300 millions de francs en remboursement de la « dette » contractée par le forfait d'externat, s'élève à 2,1 %. A titre de comparaison, on peut rappeler que la hausse du budget de l'Etat pour l'enseignement privé a été de 5,6 % entre 1991 et 1992.

En tout état de cause, en échantonnant la « dette », M. Lang estime avoir monnayé au mieux un contentieux dont l'apurement devrait peser, entre 1993 et 1997, de 0,2 à 0,4 % du budget global de l'éducation nationale, si celui-ci se maintient à son niveau actuel, et compte tenu de l'inflation. Tel est le prix qu'a consenti à payer le gouvernement pour s'assurer, à long terme, la « paix scolaire ».

J.-M. Dy

La flambée du bac

Suite de la première page

M. Jospin enfin, quatre ans durant, tournant autour du pot, était le terrain, testa quelques pistes, évoqua à nouveau le contrôle continu avant de reporter tout projet de réforme à plus tard, dans le prolongement de la rénovation du lycée, seulement amorcée pour la classe de seconde à la rentrée prochaine.

Pas plus que ces banderilles politiques, l'explosion du nombre de candidats n'a en raison, physiquement, de l'examen. Bien sûr, la catastrophe, est annoncée chaque année, avec déception pour les uns, angoisse pour les autres. On se passe pas de 250 000 impétrants en 1970 à 350 000 en 1980 puis à plus de 600 000 aujourd'hui sans risquer la paralysie générale.

De fait, le bac est devenu une gigantesque machine, avec ses huit séries générales, ses dix-sept séries technologiques, ses vingt-neuf spécialités professionnelles, ses milliers de sujets - huit cents pour les seules séries générales - ses bataillons de correcteurs éreintés sous le poids croissant des piles de copies. Sans parler de son coût, 180 millions de francs au bas mot. Ni du casse-tête informatique des convocations, de l'organisation, des locaux ni d'un calendrier d'autant plus serré que M. Cresson avait décidé, l'an dernier, de retarder les épreuves d'une semaine pour préserver un tant soit peu le troisième trimestre.

La moitié d'une génération

Chaque année, cependant, l'administration fait feu de tout bois, trouve de nouveaux locaux, mobilise - depuis cette session - les enseignants du privé, informatise peu à peu ses procédures, s'efforce de remonter les correcteurs en engageant à régler leurs indemnités avec moins de retard que l'année précédente. Bref le bac tient bon, même étalon de notre système d'enseignement, contrepoint des études secondaires et passeport pour l'université.

Il paraît même plus fort que jamais : objet, désormais, de toutes les convoitises quand il ne fut, longtemps, que l'apanage d'une élite. Il y a belle lurette, sans doute, que le mouvement était amorcé, mais prudemment et de façon maîtrisée. En 1950, l'an comptait 32 000 bacheliers, soit 5 % d'une génération. Ils étaient 60 000 en 1960 (11 % d'une génération), 167 000 en 1970 (20 %), 222 000 en 1980 (27 %) et 253 000 en 1985, soit moins de

30 % d'une génération, à peine un jeune sur trois.

Tout bascule au milieu de la décennie 80, lorsque M. Chevènement lance le slogan promis à un bel avenir : « Conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac d'ici l'an 2000 ». En quelques années, c'est le raz-de-marée. Toutes les barrières sont bousculées, les préventions levées : le baccalauréat devient l'objectif général des familles et des élèves, le point de passage obligé pour échapper à l'infamie des « 20 % restants » laissés sur le bas-côté avec tous les risques d'exclusion sociale et scolaire.

De 253 000 admis au baccalauréat en 1985, on passe à 347 000 en 1989 et à 424 000 en 1992. Soit 47,5 % d'une génération de jeunes Français. Tout permet de penser que la barre des 50 % sera franchie dès cette année.

On pourra chiper, souligner que l'appellation « baccalauréat » recouvre des réalités de plus en plus disparates, depuis la voie royale du Bac C, qui ouvre toutes les portes de l'enseignement supérieur, jusqu'aux récents bacs professionnels en pleine expansion mais censés déboucher sur un emploi, en passant par les bacs F (industriels) recherchés, et les bacs G (tertiaires) cloqués au pilori par la chanson de Michel Sardou.

Plus que jamais cependant, la fonction emblématique du baccalauréat, sa force symbolique sont évidentes. M. Jack Lang l'a bien compris. Réformer le bac ? Oui, sans doute, et il devrait annoncer, début juillet, des mesures destinées

à simplifier les séries de l'examen et à réhabiliter les voies littéraires et économiques. Dans le droit fil de son prédécesseur. Mais il s'agit tout fait, lundi 15 juin, pour le journal d'Arrière-pensée, pour apparaître comme un défenseur, non comme un démolisseur : « Pourquoi réformer le bac, ce monument historique vieux de deux siècles, que beaucoup nous envient ? » On ne saurait mieux confondre la relation privilégiée que les Français entretiennent avec cet examen.

Plus il se développe plus il se banalise

Pourtant - c'est tout le paradoxe de la situation actuelle - le bac n'est plus ce qu'il était. La cause est entendue : plus il se développe, plus il se banalise, plus il se dévalorise. Plus sûrement que toutes les velléités de réforme, plus efficacement que les risques d'asphyxie, l'inflation des candidats le démontre. Le problème n'est pas, vieux serpent de mer, celui du niveau de l'examen, objet de tant de gloires et de controverses. Mais bien celui de sa place dans le paysage général des formations, des qualifications et des diplômes. Or, tous les repères sont broyés.

Depuis une trentaine d'années, le dispositif était clair, marqué par trois paliers : le baccalauréat, premier grade universitaire et verrou de l'enseignement supérieur, les formations de techniciens supérieurs à bac + 2, débouchant en principe sur l'emploi, et le niveau bac + 3, symbolisé par le diplôme d'ingénieur et ouvrant droit au statut de cadre dans les entreprises.

Cette architecture cartésienne est en train de voler en éclats. Ouvert à la multitude des jeunes lycéens, demain aux deux tiers, le bac a perdu sa fonction de verrou, de frontière. D'autant plus sûrement que les deux paliers supérieurs sont

également remis en cause, contournés de l'intérieur et concurrencés de l'extérieur.

Depuis le bac jusqu'à la thèse, de nouveaux diplômes et de nouvelles modalités de formation ont émergé : à bac + 3, avec la prolongation des formations dans les instituts universitaires de technologie ou la création récente, par les chambres de commerce et d'industrie, d'un label national, les certificats consulaires de spécialisation ; à bac + 4 avec la création en 1991 des instituts universitaires professionnalisés (IUP) sanctionnés par le nouveau diplôme d'ingénieur-maître ; à bac + 5 avec les magistères créés en 1986 ; à bac + 6 avec les « masters » des grandes écoles et le diplôme d'ingénieur-docteur que le ministère de l'éducation nationale veut lancer pour inciter les ingénieurs à la recherche.

Sans oublier les nouvelles filières de formation d'ingénieurs créées depuis trois ans dans la foulée du rapport Deconde. Ni la pression croissante des établissements supérieurs privés qui se développent et recherchent l'homologation de leurs formations. Ou encore les formations supérieures qui se multiplient dans le cadre d'universités d'entreprise. Autant de formations hors normes de filières privées, de diplômes incertains qui émiettent le système de formation en une aboulure de plus en plus anarchique.

Cette déréglementation, tout comme l'allongement général des études et les risques de plus en plus grands de déqualification qui en résultent pour les diplômés du supérieur pèsent lourdement sur l'avenir du baccalauréat. Mais plus son utilité est marginale, plus les Français y sont attachés. Le bac sera-t-il la victime de son succès ?

GÉRARD COURTOIS

Bacheliers de tous les pays...

Le bouleversement du système de formation durant la décennie 1980 est loin d'être un phénomène propre à la France. Enseignement de masse dans le secondaire, poussée de la scolarisation dans le supérieur, diversification des filières et des diplômes, croissance de la formation en entreprise et développement du secteur commercial de la formation pour tenter de répondre à des demandes de qualification insatiables, risques accrus de déqualification pour les diplômés : autant de traits communs à l'ensemble des pays industrialisés, comme le démontrent les travaux de l'OCDE qui ont fait l'objet, du 15 au 17 juin, d'une conférence de cette organisation internationale, à Paris.

Le document préparatoire des experts de l'OCDE est éloquent à cet égard. Certes les disparités entre pays industrialisés restent considérables : 62 % des jeunes d'une génération entrent dans des enseignements post-secondaires à la fin des années 80 aux Etats-Unis, contre 44 % en France et en Belgique, 36 % au Japon, au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas, 32 % en Allemagne, 30 % en Espagne et 26 % en Italie. Mais la pression est générale

sée et l'allongement des études, dans le secondaire, puis le supérieur, se vérifie dans la plupart des pays.

« L'enseignement secondaire de masse », souligne ce document préliminaire de l'OCDE, entraîne divers effets sur l'enseignement supérieur. D'abord il accroît les attentes sociales : plus de jeunes souhaitent poursuivre des études supérieures. Ensuite la formation secondaire est plus hétérogène que celle qui conduisait traditionnellement à l'enseignement supérieur. Ce fait a lui seul met l'enseignement supérieur au défi d'accepter des programmes d'étude plus diversifiés (...). Aussi, de nouveaux modèles d'enseignement et de formation de niveau supérieur sont nécessaires ».

Changement de contexte

Rappelant les mutations économiques accélérées de ces dernières années, les changements structurels dans la nature et l'organisation du travail, ainsi que la demande accrue de nouvelles compétences, les experts de l'OCDE notent que « beaucoup d'enseignements actuels ont été conçus dans, et pour, un contexte

différent. Un nouvel équilibre est sans doute à trouver entre les composantes « générales » et « professionnelles » des enseignements supérieurs, entre la formation initiale et la formation continue ». La question se pose de report aigu dans tout le champ des sciences sociales et humaines, qui vont faire l'objet d'une évaluation très fouillée de l'OCDE. Mais elle n'épargne aucun domaine ni aucun niveau de formation ou diplôme.

« La diversité des enseignements, la variété des emplois, la croissance du marché de la formation professionnelle continue ont transformé le rôle et les fonctions des diplômes, des certificats et des autres formes d'évaluation et de reconnaissance des compétences. » Bref, la prolifération des diplômes et des systèmes de validation pose, partout, « la question de leur validité, de leur fiabilité et de leur transparence ».

Au-delà de ses particularités hexagonales, le baccalauréat français relève d'interrogations beaucoup plus larges, qui touchent - sous des formes variées - tous les pays industrialisés.

G. C.

مذكرات لاجل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16 ^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE		
2 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5-6 ^e étages parking			STUDIO 56 m², 1 ^e étage cave, parking		
17, rue de la Banque CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission			BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission		
2 250 + 200 1 890			18 500 + 1 980 14 275			5 200 + 1 216 3 700		
4 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 184 m², 1 ^e étage			4 PIÈCES 159 m², 2 ^e étage parking		
16, rue des Lions-Saint-Paul SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission			60-62, av. Henri-Martin GCI - 40-16-28-71			NEUILLY 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-71		
12 000 + 1 702 9 400			23 700 + 4 362			23 850 + 3 456		
2 PIÈCES 50 m², RC poss. parking			STUDIO 23 m², 6 ^e étage			3/4 PIÈCES 90 m², 6 ^e étage		
43-45, rue Vieille-du-Temple CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			17, rue de Longchamp AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			NEUILLY 165, bd Bineau SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission		
5 900 + 610 4 516			3 800 + 320 2 704			9 500 + 1 842 6 848		
7 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 132 m², 4 ^e étage			5 PIÈCES 168 m², 2 ^e étage		
50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission			94, bd Flandrin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission		
6 750 + 695 3 483			17 200 + 1 200 12 240			17 500 + 1 841 12 453		
8 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 56 m², RC balcon, parking			6 PIÈCES 230 m², 1 ^e étage		
50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission			185, bd Muret LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission			NEUILLY 1 bis, bd R.-Wallace AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission		
6 750 + 695 3 483			5 415 + 529 4 194			24 770 + 3 496 17 626		
2/3 PIÈCES 61 m², 2 ^e étage			17 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 65 m², 1 ^e étage balcon, parking		
4, rue R.-Estienne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			4 PIÈCES 136 m², 5 ^e étage			NEUILLY 9, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission		
11 000 + 1 948 7 920			9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71			7 323 + 639 6 598		
4 PIÈCES 158 m², 2 ^e étage rénovation de prestige parking			3 PIÈCES 56 m², 3 ^e étage cave			3/4 PIÈCES 110 m², 3 ^e étage balcon, parking possib. chbrs scc.		
10 bis, rue P.-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			6, rue Mariotte AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			NEUILLY 74 bis, bd Maurice-Barès CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location		
22 800 + 1 501 16 272			7 000 + 880 4 981			14 000 + 1 850 10 000		
6 PIÈCES 167 m², 3 ^e étage			4 PIÈCES 107 m², 6 ^e étage cave			4 PIÈCES 97 m², 2 ^e étage cave, parking		
8, square du Roule AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			75, bd Persée AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			SURESNES 16, rue S.-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission		
20 167 + 965 14 350			14 500 + 1 570 10 316			7 600 + 1 420 5 408		
9 ^e ARRONDISSEMENT			20 ^e ARRONDISSEMENT			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
2 PIÈCES 60 m², 5 ^e étage possib. parking			2 PIÈCES 50 m², 1 ^e étage cave, parking			4 PIÈCES 88 m², 2 ^e étage parking		
5, rue Drouot CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			4, rue Toulain AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			EPINAY-SUR-SEINE 2, av. Gallieni SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission		
5 220 + 675 4 025			3 790 + 523 2 700			5 560 + 889 4 003		
11 ^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 92 m², 3 ^e étage cave, parking			94 - VAL-DE-MARNE		
3 PCES IMML-NEUF 70 m², 1 ^e étage parking, terrasse			74-80, rue de Buzenval AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			2 PIÈCES 60 m², 1 ^e étage cave, park.		
6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-71			77 - SEINE-ET-MARNE			VINCENNES 2, allée Jacques-Daguerr AGF - 44-66-45-45 Frais de commission		
6 800 + 585			MAISON 5 PIÈCES 145 m², jard. privatif 1.000 m²			SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission		
4 PIÈCES 101 m², 5 ^e étage parking			BUZZY-SAINT-GEORGES 30, promenade des Golfeurs SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission			9 000 + 996 6 750		
1, rue Palée LOC INTER - 47-45-16-08 Frais de commission			11 025 + 400 8 769			5 PIÈCES 95 m², 1 ^e étage balcon, terrasse 17 m² 2 parkings		
9 657 + 750 7 182			78 - YVELINES			SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission		
15 ^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 70 m², 4 ^e étage balcon, parking			VINCENNES 36, rue Massenet LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission		
3 PCES IMML NEUF 91 m², 3 ^e étage grand standing parking			LE CHESNAY 60-62, rue Moxouris CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location			9 677 + 1 080 6 534		
20 bis, av. de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission			2 970 + 1 200 2 408			3 PIÈCES 71 m², 1 ^e étage balcon, park.		
13 850 + 1 706 9 828			MAISON 7 PIÈCES 144 m², jard. privatif garage			95 - VAL-D'OISE		
4/5 PCES IMML NEUF 158 m², 3 ^e étage grand standing parking			SAINT-GERMAIN 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-76-15-85 Frais de commission			5 PIÈCES 93 m², 1 ^e étage parking		
22 050 + 2 921 15 676			10 260 + 1 247 7 387			ENGIEN-LES-BAINS 103, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL - 47-76-16-85 Frais de commission		
5 PIÈCES 128 m², 6 ^e étage cave			2 PIÈCES 44 m², 1 ^e étage cave, parking			6 321 + 1 100 4 551		
7, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission			SAINT-GERMAIN 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission					
13 500 + 1 660 9 607			3 900 + 545 2 775					
91 - ESSONNE			91 - ESSONNE					
4 PIÈCES DUPLEX 95 m², 1 ^e étage			4 PIÈCES DUPLEX 95 m², 1 ^e étage					
EVRY 7, allée A.-Lavran AGIFRANCE - 60-78-36-36 Frais de commission			EVRY 7, allée A.-Lavran AGIFRANCE - 60-78-36-36 Frais de commission					
3 487 + 1 312 2 653			3 487 + 1 312 2 653					
PAVILLON 4 PIÈCES 122 m², jardin			PAVILLON 4 PIÈCES 122 m², jardin					
LONGJUMEAU 21, rue des Tamaris AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission			LONGJUMEAU 21, rue des Tamaris AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission					
6 847 + 359 4 872			6 847 + 359 4 872					

ÉCONOMIE

La mise en œuvre de l'accord européen sur la politique commune

Désordre paysan

Autant que le colère qui s'exprime par les barrages de routes, ce sont les vagues de confusion, le double langage, l'intoxication, les surenchères, bref un joyeux désordre qui caractérisent aujourd'hui le climat agricole. Et cela que soient les erreurs ou les déficits d'explication à mettre au passif du gouvernement depuis la signature le 21 mai de l'accord sur la politique agricole commune (PAC), les syndicats ne sont pas pour rien dans cette situation qui se prolonge. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui se veut un homme de bonne volonté et qui se dit prêt en permanence à la discussion avec les organisations représentatives (il doit d'ailleurs les recevoir le 18 juin), a résumé leconiquement son sentiment le 18 juin : « Le malaise des agriculteurs résulte d'un malentendu qu'il faut dissiper ». La Coordination rurale - conglomérat hétéroclite et poujadiste de mécontents de tous poles - a-t-elle réellement la volonté et les moyens de bloquer Paris comme elle en brandit la menace ? Tout le capital de sympathie qu'avait conquis la France agricole dans l'opinion après l'impressionnante et chaleureuse manifestation du 29 septembre 1991 s'effondrerait, il reste que face à ces dérapages « spontanés », les syndicats « officiels » sont obligés de prendre des initiatives mobilisatrices, et alternativement de taper du poing et de s'associer à la table gouvernementale de la cogestion. Il s'agit presque d'un jeu, parfaitement réglé depuis des années entre les gouvernements successifs et les leaders agricoles. Avec au passage des comportements déroutants, tel le refus des « chefs » de participer à un débat télévisé sous prétexte que leur présence servirait de « faire-valoir au ministre de l'Agriculture dans sa mission de propagande » en faveur de la PAC. Comme si les syndicats n'étaient pas capables de retourner l'émission à leur avantage en faisant eux-mêmes de la contre-propagande ! Autre signe que quelque chose ne tourne pas rond dans l'aréopage syndicalo-professionnel agricole : le FNSEA, le CNJA (1), les chambres d'agriculture, la Mutualité sociale agricole et le Crédit agricole demandent désormais au gouvernement le report des Assises du monde rural qui doivent se tenir dans dix villes moyennes le 26 juin. Or ce sont précisément ces organismes qui dans le passé ont réclomé avec force ce genre de réunions pour traiter la dossier crucial de l'aménagement du territoire. C'est dans cette ambiance délétère que le FNSEA prépare la succession de M. Raymond Lacombe à la tête de la fédération. Ce dernier l'aurait assurément souhaitée meilleure. On connaît le vainqueur le 25 juin, au lendemain du débat au Palais-Bourbon sur la PAC.

FRANÇOIS GROSCHARD

(1) Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et Centre national des jeunes agriculteurs.

Grève des marins et officiers des pays du sud de la CEE. - Marins et officiers des pays du sud de la CEE ont entamé, lundi 15 juin, une grève de quarante-huit heures destinée à protester contre les projets de la Communauté relative à la libéralisation du transport par cabotage. Les craintes du personnel navigant portent sur la modification de la composition des équipages, l'arrivée de pavillons de complaisance ou de compagnies non communautaires sur les lignes européennes et la fin du monopole qu'avaient dans leurs pays respectifs les navires nationaux.

Les ministres des Douze se donnent un nouveau délai pour fixer les mécanismes de la réforme agricole

Les ministres de l'agriculture des Douze ne sont pas parvenus à arrêter les règlements nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole commune. Ils se retrouveront le 30 juin pour fixer les mécanismes dont les agriculteurs redoutent qu'ils ne réduisent leurs revenus.

LUXEMBOURG

de notre correspondant

Le diable est dans le détail ! Les ministres de l'agriculture des Douze, réunis lundi 15 et mardi 16 à Luxembourg, ne sont pas parvenus à adopter l'ensemble des règlements mettant en forme juridique l'accord sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) qu'ils ont conclu en mai. Sans que ce contretemps mette en cause les grandes orientations de la réforme, ils devront tenir une session spéciale le 30 juin pour mettre au point ses modalités d'application.

Du point de vue des exploitants, celles-ci conditionnent au moins autant le succès de l'entreprise que les quelques grands principes sur lesquels elle s'appuie : maîtrise de la pro-

duction grâce au gel des terres pour les grandes cultures et à la priorité donnée à l'extension dans le cas de l'élevage ; meilleure insertion dans l'économie agricole internationale (avec l'idée de reconquérir, pour nos céréales, le marché intérieur des aliments du bétail) par le biais d'une baisse des prix des céréales de 29 % sur trois ans, complètement compensée par des versements directs aux agriculteurs.

On a pu le vérifier mardi soir en suivant sur Antenne 2 le débat animé par Claude Sérillon, *Le salaire de la terre* : l'une des principales et légitimes préoccupations des agriculteurs est de savoir comment ces primes, dont l'objet sera de compenser les baisses de prix garantis, seront établies. Quel sera le choix des « référents », c'est-à-dire des performances passées, des rendements, qui, dans une région donnée, sera retenu pour calculer les primes. On comprend que, dans le cas où les performances seraient comme représentatives (et donc servant de base pour le calcul) seraient inférieures à celles effectivement réalisées sur une entreprise agricole, l'exploitant à la certitude d'être pénalisé, autrement dit de voir son revenu baisser.

Chaque gouvernement est libre de procéder comme il l'entend, mais encore faut-il que le mécanisme mis en place soit compatible avec le règlement européen et, de surcroît, qu'il ait cohérence entre le régime applicable aux

céréales et celui appliqué à l'autre grande production végétale que sont les oléagineux. C'est l'un des points sur lesquels a huté le débat mardi. Les Français sont confrontés à une vraie difficulté : dans le cas des céréales, s'ils veulent mettre en place, pour le calcul des primes compensatoires, un régime de référence très fin, qui permettra de se rapprocher le plus possible des performances effectives des exploitants, il leur faudra probablement modifier le dispositif déjà en place pour calculer la prime en faveur des producteurs d'oléagineux.

Des débats techniques

Celui-ci, très approximatif, est décrit comme peu équilibré, avec des sous-favorisés par rapport à d'autres sans justification apparente, mais, globalement, particulièrement généreux. Autrement dit, la mise en cohérence du régime oléagineux avec celui qu'on souhaite appliquer aux céréales entraînerait probablement une diminution des primes accordées aux producteurs de colza et de tournesol. On comprend, dans ces conditions, que le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et son ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, veillent à donner un délai de réflexion avant de jeter.

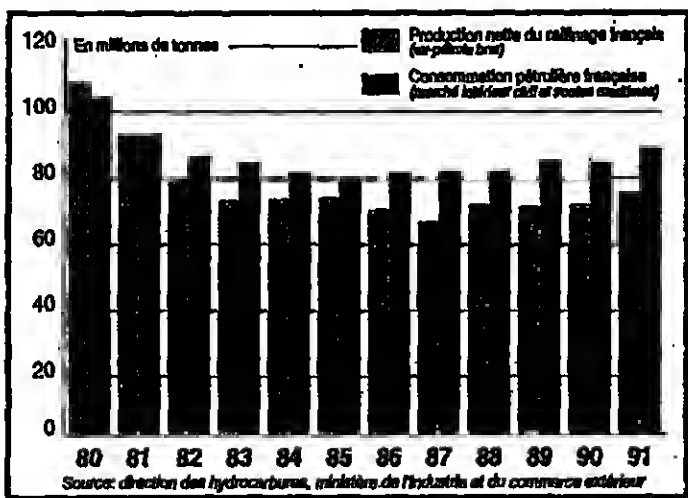
Un autre problème local mais sensible pour

lequel M. Mermaz doit faire accepter un aménagement des terres concerne les troupeaux « mixtes » (lait et viande). La réglementation prévoit que les exploitations produisant plus de 60 000 kg de lait par an (c'est très peu), considérées donc comme des exploitations laitières, n'ont pas le droit de toucher la « prime à la vache allaitante » réservée aux producteurs spécialisés de viande bovine. Dès lors que la prime devient, davantage que le prix d'intervention, un élément déterminant du revenu, cette disposition devient très pénalisante pour certaines catégories d'exploitations mixtes, concentrées dans le Cantal (race Salers) et qu'on ne veut évidemment pas mettre en difficulté. Il faut faire comprendre aux pays partisans qu'il ne s'agit pas d'obtenir un quelconque passe-droit, mais bien d'un problème spécifique méritant d'être pris en considération.

Ces débats techniques interviennent alors que les premières simulations sur les effets de la réforme réalisées par les experts bruxellois, à prendre certes avec prudence, sont nettement encourageantes, surtout en ce qui concerne les producteurs « extensifs » de viande bovine (Massif Central et régions voisines), dont on ne dit que les revenus devraient progresser de façon sensible.

PHILIPPE LÉMAITRE

Le raffinage français déficitaire



L'industrie française du raffinage, à l'image de celle des autres pays européens, tourne à pleine capacité (87 % de taux d'utilisation en 1991) mais sans couvrir pour autant les besoins nationaux. En réalité, c'est depuis 1980 que le secteur est devenu déficitaire. L'axé passé, la production nette des trois unités implantées dans l'Hexagone a totalisé 76,7 millions de tonnes pour des besoins estimés à 88,6 millions, selon les chiffres provisoires publiés, lundi 15 juin, par la direction des hydrocarbures du ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur. En revanche, la France est excédentaire en flux lourd depuis que son principal débouché - les centrales thermiques classiques d'EDF - a été détrôné par le nucléaire.

Stagnation de la diffusion et baisse importante des recettes publicitaires

1991, année noire pour la presse

La presse française se porte mal. Stagnation de la diffusion, baisse importante des recettes publicitaires concernent presque toutes les formes de presse, comme le montre le deuxième Observatoire de l'écrit, publié par Diffusion contrôlée.

« Il vaut mieux voir une fois qu'entendre cent fois », dit un proverbe chinois que M. Jean Miot, directeur général de l'Observatoire de l'écrit et président de Diffusion contrôlée (ex-ODJ) aime à citer, en illustration de la prééminence de l'écrit sur l'audiovisuel.

Depuis le 1^{er} juin, Diffusion contrôlée (DC) est le nouveau nom de l'Office de justification de la diffusion (OJD), et qui réunit des représentants des éditeurs, des annonceurs et des publicitaires. Ce nouveau nom, officiellement introduit mardi 16 juin avec la présentation du deuxième Observatoire de l'écrit, traduit l'élargissement des prérogatives de l'ancien OJD et sa modernisation, dus à l'évolution du marché et des médias. Diffusion contrôlée étudie en effet, en plus des chiffres de la presse payante, ceux de la presse gratuite, des médias audiovisuels et télématiques et des « supports de publicité spécialisés » (annuaires par exemple).

L'organisme a aussi demandé aux éditeurs adhérents de fournir deux fois par an - au lieu d'une fois - leurs chiffres de diffusion et il a conçu de nouveaux outils informatiques, afin que la presse écrite puisse jouer à armes égales avec l'audiovisuel, et notamment la télévision, auprès des annonceurs et des publicitaires.

A terme, une banque de données regroupant les chiffres de DC, du Centre d'étude des supports de publicité (CESP), d'IPSO, de l'INSEE, du Service juridique et technique de l'information (SITI), etc., doit être réalisée. Le secrétaire d'État à la communication, M. Jean-Noël Jeanneney, a annoncé pour sa part qu'un colloque sur la situation économique de la presse, réunissant éditeurs et parlementaires, aurait lieu en octobre, et tiendrait compte des incidences de l'Acte unique européen sur la presse française.

Car celle-ci va mal : « 1991 a été

une année terrible pour la publicité et je crains que 1992 le soit aussi », a noté M. Miot. Diffusion contrôlée a passé au crible les chiffres de 674 titres qui représentent plus de 90 % de la diffusion de la presse française. Le tableau qui en résulte est sombre : la chute de la diffusion payée a été de 1,1 % en 1991, contre 0,5 % en 1990.

La faiblesse des quotidiens

L'an dernier, la presse quotidienne d'informations générales a vu sa diffusion payée - 2 601 millions d'exemplaires - baisser de 0,3 %, alors qu'elle avait déjà enregistré une chute de 0,5 % en 1990 par rapport à 1989. La presse périodique, qui a totalisé 1 636 millions d'exemplaires diffusés en 1991, n'a augmenté que de 2,7 %, contre 4,6 % en 1990. Quant à la presse technique et professionnelle, la chute de sa diffusion payée a été de 1,1 % en 1991, contre 0,5 % en 1990.

Aucune famille de presse, ou presque, n'est épargnée. Les quotidiens nationaux ont assisté en 1991 à la stagnation de leur diffusion (0 %), les quotidiens et les hebdomadaires régionaux à une lente érosion (-0,3 % et -0,5 %). La presse de télévision, les journaux d'actualité, la presse des jeunes ont vu leur diffusion cesser de grimper, tandis que la presse agricole ou la presse « de charme » enregistraient des scores de diffusion en baisse. Seule la presse féminine, dopée par les revues de cuisine, la presse d'associations et de syndicats et la presse informatique connaissent une diffusion ascendante (+6,3 %, +11,3 %, +8,4 %).

Le tableau est tout aussi noir du côté des ressources publicitaires, singulièrement érodées par la baisse de régime économique. En 1991, selon l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP) cité par le deuxième Observatoire de l'écrit, les quotidiens nationaux ont vu leurs recettes publicitaires baisser de 16,9 % en moyenne, les régionaux de 8,5 %, les magazines de 6 % et la presse technique et professionnelle de 7 %.

Y.-M. L.

Accords salariaux dans l'audiovisuel public

Les négociations engagées dans les différentes entreprises de l'audiovisuel public ont abouti à plusieurs accords salariaux et à la levée de la plupart des préavis de grève déposés pour les 17 et 18 juin. Un accord avait mis fin dès lundi à la grève de RFO qui se poursuivait depuis le 11 juin.

La structure générale de ces accords est la même : 2 % d'augmentation en 1992, avec un complément de prime en fin d'année, reconductible ultérieurement. En revanche, les dates d'application des augmentations varient, ainsi que le montant du complément. Ainsi, à TDF, ce complément uniforme est de 1 100 francs, qui s'ajoutent à 1 % au 1^{er} janvier, 1 % au 1^{er} avril, 0,5 % prévus au 1^{er} janvier 1993. L'accord a été signé par tous les syndicats sauf la CGT. A FR3, les personnels techniques et administratifs ont signé un accord avec 1 % d'augmentation en janvier et en mai, et 300 francs de majoration. Même type d'accord à l'INA. Les discussions devaient se poursuivre dans les autres sociétés et pour certaines catégories de personnel.

Tous ces accords respectent la limite des 2 % d'augmentation en valeur, fixée par le collège des employeurs. Par le jeu des majorations, les syndicats peuvent cependant faire valoir qu'ils ont obtenu les 2,8 % demandés pour les salaires les plus bas (en dessous de 10 000 francs mensuels à TDF, par exemple).

o RECTIFICATIF. - Dans l'article consacré à *Nice-Matin* (le Monde du 13 juin), nous avons écrit que les représentants du personnel CGT, Syndicat national des journalistes (SNJ) et CGC s'étaient prononcés, au comité d'entreprise, contre les réductions d'effectifs envisagées par la direction pour son projet d'évolution de la chaîne éditoriale. En réalité, le CE a émis un avis défavorable à ces licenciements par trois voix (deux de la CGT et une du SNJ) contre deux (CGC) ; le représentant FO n'a pas pris part au vote.

o Un projet de directive européenne sur la protection des enfants au travail. - Un projet de directive européenne relative à la protection des enfants au travail, proposé pour étude à chaque État membre de la CEE, a été examiné en France, vendredi 12 juin, par le Conseil supérieur des risques professionnels. Le texte porte sur l'interdiction du travail des enfants de moins de quinze ans, et la protection des jeunes au travail avec des dérogations pour

des activités spécifiques comme l'hôtellerie et le spectacle. « Ces dispositions minimales ne pourraient remettre en cause notre législation nationale, lorsque celle-ci est plus favorable », a précisé, lundi 15 juin, le ministre du travail, qui indique en outre que la directive apporterait des protections nouvelles en France, notamment en matière de repos hebdomadaire (deux jours au lieu d'un seul) et de protection de la santé mentale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CEMENTIS FRANÇAIS

L'Assemblée générale, réunie le 12 juin 1992 sous la présidence de M. Pierre CONSO, a approuvé les comptes de l'exercice 1991, qui se sont soldés pour la société mère par un bénéfice de 503 millions de francs. Le bénéfice net, part du Groupe, et la capacité d'autofinancement consolidée se sont élevés, respectivement à 401 et 1 608 millions de francs, après toutes rémunérations des capitaux permanents.

Dividende

Le dividende net, hors avoir fiscal, a été maintenu à 10 F par action de 25 Francs. Un acompte de même montant ayant été versé le 11 mai 1992, il n'y aura donc pas de versement complémentaire à effectuer.

Filiatation de l'activité cimentière française

L'Assemblée générale a également approuvé la filiation de l'activité cimentière française sous le nom de CALCIA, avec effet au 1^{er} janvier 1992.

CALCIA, qui représente un tiers du marché cimentier français, aura une situation nette de bilan d'ouverture de 5,9 milliards de francs.

Conseil d'administration

À l'issue de la réunion qui s'est tenue le même jour, le conseil d'administration a élu plusieurs d'Administrateurs et a procédé à plusieurs cooptations, à la suite des changements intervenus dans l'actionnariat de CEMENTIS FRANÇAIS.

Le conseil d'administration est désormais composé des Administrateurs suivants :
- M. Pierre CONSO, Président-Directeur général ;
- M. Gilles COSSON ;
- M. Jacques LATSCHE ;
- M. Didier PINEAU-VALENTIENNE ;
- Comte de RIBES ;
- M. Pierre VERMIDEN ;
ainsi que des Administrateurs cooptés en réunion :
- ITALCEMENTI SPA, représentée par M. Giovanni GIAVAZZI, Président d'ITALCEMENTI ;
- Société Internationale ITALCEMENTI FRANCE, représentée par M. Giampaolo PISENTI, Président-Administrateur délégué d'ITALMOBILIARE SPA et Conseiller délégué d'ITALCEMENTI SPA ;
- Société Internationale ITALCEMENTI (Luxembourg), représentée par M. Pierfranco BARABANI, Vice-Président d'ITALCEMENTI SPA ;
- CETAP SA, représentée par M. Franz SCHMITZ, Conseiller d'ITALCEMENTI SPA ;
- SOFICEM SPA, représentée par M. Roberto GIANNINI, Directeur général d'ITALCEMENTI SPA ;
- M. Antoine BERNHEIM, Associé Gérant de LAZARD FRÈRES, Administrateur et Vice-Président de MEDIOBANCA ;
- M. Enrico BRAGGIOTTI, Président de la COMPAGNIE MONÉGASQUE DE BANQUE ;
- Maître Jean-Michel DARROIS ;
- M. Michel FRANCOIS-PONCET, Président du Conseil de Surveillance de la COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS ;
Le conseil d'administration a nommé M. Giampaolo PISENTI, Vice-Président ; M. Bernard LAPLACE, Président d'honneur, a été nommé Censeur.

Augmentation de capital

Conformément à l'une des autorisations données par l'Assemblée générale, le conseil d'administration qui s'est tenu le même jour a décidé le lancement prochain d'une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription ; cette opération, d'un montant de 5 milliards de francs, prendra vraisemblablement la forme d'une émission d'actions privilégiées à droit de vote.

Le rapport de l'exercice 1991 peut être obtenu au siège social, sous pli adressé à :
5, place de la Pyramide
92088 PARIS LA DÉFENSE
Tél. : (1) 42-91-73-22

CEMENTIS FRANÇAIS SUR MINITEL : 3616 CLIFF

ÉCONOMIE

La résurrection du Mexique

En moins de quatre ans, le président Carlos Salinas a redressé le pays. Les équilibres y restent pourtant précaires

ÉTRANGER

MEXICO

de notre envoyé spécial

« Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel. » A la Bourse de Mexico, le coup d'arrêt qu'a connu en avril l'envolée des cours des actions conduit M. Carlos Slim, l'un des grands financiers mexicains, principal actionnaire de Telmex (la compagnie privée de téléphonie), à approuver ce vieux dicton boursier, universel. Ce n'est pas la couche d'ozone qui s'est abattue sur la ville la plus grande (20 millions d'habitants) et la plus polluée du monde qui freine aujourd'hui la pousse. Non. Pour cet influent homme d'affaires, un sergent Garcia qui se serait reconverti dans la finance de haut vol, le petit coup de froid qui a soufflé dans la Bourse de Mexico, un superbe immeuble de verre ultramodern sur le Paseo de Reforma, est passager. Mais il est aussi et surtout le signe d'une certaine fragilité du « miracle mexicain ».

« Un miracle ici ? Le terme est peut-être un peu exagéré », explique avec une modestie non feinte M. Miguel Mancera, le gouverneur de la Banque de Mexico et l'un des auteurs du spectaculaire redressement que vit l'économie mexicaine depuis l'arrivée à la présidence, en 1988, du jeune Carlos Salinas de Gortari. Et pourtant, engagé dans une profonde récession, ébranlé par une énorme dette interne et externe, pris dans une spirale hyperinflationniste, le Mexique a connu, en l'espace de quatre ans à peine, un complet retournement. Premier bénéficiaire du plan Brady de réduction de la dette extérieure, en 1989, il affiche aujourd'hui des performances qui impressionnent tous les experts. Il a d'ailleurs déposé sa candidature à l'OCDE. Le Mexique, un exemple pour les pays d'Amérique latine... et d'Europe de l'Est ? La preuve en tout cas que la vie est possible après la dette.

Un peso allégé de trois zéros

Un miracle ? Qu'on en juge ! Les maux latino-américains ont ici pratiquement disparu. La croissance ? Négative dans les années qui ont suivi la crise de l'endettement de 1982, elle est redevenue positive, et largement. En 1991, et pour la troisième année consécutive, la production par habitant a progressé. Le produit national brut (PNB) a augmenté de 3,6 %, alors que la population a crû de 2,5 %. Il a en outre progressé au rythme de 4,2 % au premier trimestre de cette année. L'hyperinflation ? Éradiquée, nu presque. De 160 % en 1987, la hausse des prix a été ramenée à 18,8 % en 1991, le taux le plus faible depuis treize ans. Le gouvernement table sur une hausse inférieure à 10 % pour cette année... Et d'annoncer il y a quelques jours la création au 1^{er} janvier 1993 d'un « nouveau peso », allégé de trois zéros.

Le déficit budgétaire ? Alors qu'il représentait 17 % de la production en 1987, il ne pesait plus que 1,3 % du PNB l'an dernier. Et pour la première fois dans l'histoire du Mexique moderne, le gouvernement a présenté pour 1992 un projet de budget... en excédent, le surplus prévisionnel des recettes sur les dépenses devant représenter 0,8 % du PNB ! Enfin, la dette publique interne a été considérablement réduite, ramenant de 28 % du PNB en 1988 à moins de 17 % aujourd'hui.

Conséquence de ce spectaculaire retournement, les milieux financiers internationaux ont repris confiance dans le pays. Comme les suisses-bus et les fast-foods sous franchise « yankee » à Mexico, les capitaux affluent massivement vers ce nouvel Eldorado latino-américain. Les Mexicains, particuliers et entreprises, qui avaient, pendant les années 80, placé leurs fortunes à l'étranger les rapatrient. Les multinationales américaines investissent, les gestionnaires de fonds de pension écossais s'intéressent au peso. L'afflux est massif : 16 milliards de dollars l'an dernier. Des fonds qui permettent d'assurer le financement de la croissance. Quasiement en état de cessation de paiement dans les années 80, le pays a ainsi retrouvé ses équilibres. Sa dette extérieure reste certes élevée (la dette publique tourne autour de 68 milliards de dollars). Il n'a pourtant reconstruit ses réserves, aujourd'hui de 20 milliards de dollars près de six mois d'importations, selon M. Mancera.

Les recettes du miracle ? Une stratégie simple et trois axes. Le

premier : une ouverture au commerce international, avec surtout un arriane à l'économie nord-américaine. Seconde orientation : une libéralisation tous azimuts, avec en particulier un programme accéléré et très étendu de privatisation, un programme qui devrait maintenant, nouvelle révolution, s'étendre à la terre. Troisième direction enfin : une active politique en faveur des plus défavorisés. Malgré les succès enregistrés jusqu'à présent, trois éléments inquiètent aujourd'hui les observateurs : l'aggravation brutale du déficit commercial et des comptes courants, la forte volatilité des capitaux qui perturbent d'un assuré le financement et, enfin, l'accroissement rapide des inégalités sociales.

L'arrimage à l'Amérique du Nord

A nouveau, donc, le Mexique achète plus à l'étranger qu'il ne vend. De 5,2 milliards de dollars en 1990, le déficit de ses comptes courants est passé à 11,2 milliards en 1991 et pourrait atteindre 15 milliards en 1992 (5 % de son PNB). D'après les prévisions du soutien Baring Securities, Cinquième producteur mondial de pétrole, le pays a certes fortement réduit sa dépendance à l'égard du pétrole (70 % de ses exportations en 1982, à peine 30 % aujourd'hui). Le déficit est-il alors la conséquence de la politique du « peso fort » que mène le gouvernement ? Les autorités le contestent. Rattaché par un lien de plus en plus fort au dollar américain, le peso est dévalué quotidiennement, mais désormais à un rythme annuel très faible (2,5 % en 1992). Le « peso fort » ne constitue pas un handicap pour les exportations de produits manufacturés : celles-ci ont augmenté de près de 15 % l'an dernier.

C'est en fait davantage autour de l'ouverture et du dynamisme des marchés extérieurs que se joue aujourd'hui la stratégie mexicaine. La création d'un véritable marché commun nord-américain, avec les États-Unis et le Canada et le Mexique, une idée lancée par M. Salinas il y a deux ans et reprise à son compte par M. Bush, est ici considérée comme un moteur essentiel du développement au sud du Rio Grande. Un moteur aujourd'hui en panne pour cause de campagne présidentielle aux États-Unis et d'une sortie de récession bien lente. Les autorités mexicaines craignent que l'accord de libre-échange d'Amérique du Nord (le NAFTA) ne puisse être signé et ratifié rapidement. Les négociations se poursuivent pourtant. L'équipe de M. Salinas reste confiante, convaincue de l'irréversibilité du rapprochement entre l'économie mexicaine et celles de l'Amérique du Nord.

Quant au déficit commercial, il n'inquiète pas non plus outre mesure. « Ce sont les rentrées de capitaux qui contribuent à accroître le déficit commercial », explique le gouverneur de la Banque centrale, M. Mancera. Pour le patron de l'institut d'émission, les capitalistes étrangers qui investissent au Mexique importent massivement des biens d'équipement, conduisant ainsi au gonflement du déficit de la balance commerciale. « Un déséquilibre sain et transitoire », selon lui.

Si les analystes locaux n'adhèrent pas tous au raisonnement des autorités, ils s'inquiètent surtout de la forte volatilité des capitaux étrangers qui assurent aujourd'hui le financement du pays, alors même que la liberté des changes a été pratiquement rétablie. « Un quart seulement des capitaux qui viennent ici s'investissent réellement dans l'économie du pays, le reste est constitué de placements à court terme qui cherchent à tirer parti

d'une monnaie rattachée au dollar et qui offre des rendements bien supérieurs à la dette américaine », explique un banquier français sur place. Il est vrai que la Bourse de Mexico a constitué en 1991 le meilleur placement au monde, avec une progression en dollars de 120 % ! L'investissement direct productif (3,8 milliards de dollars en 1991) reste encore insuffisant. Conscientes de cette fragilité, les autorités monétaires contestent les proportions annoncées. « Les capitaux ne sont pas plus volatils aujourd'hui qu'hier », explique M. Mancera, qui reconnaît néanmoins combien il est important pour le Mexique de conserver la confiance des milieux financiers internationaux. La stabilité politique et sociale compte dans leur appréciation. Elle est aussi aujourd'hui source d'interrogations.

Ménée au pas de charge, la libéralisation a conduit à la reconstruction rapide d'une élite très riche mais très réduite. En quelques mois, des centaines d'entreprises publiques - dont la compagnie de téléphone, Telmex - ont été privatisées. D'autres, dans les services publics, notamment (production d'électricité, chemins de fer, routes...), vont encore l'être. D'ici à

la fin juin, le ministère des finances aura achevé la cession au privé des dix-huit banques publiques. Pas question à Mexico de capitalisme populaire, version Balladur. Les firmes nationalisées sont mises aux enchères et cédées à quelques grands groupes mexicains. Une technique expéditive mais relativement transparente. Elle a permis à l'État d'en obtenir de bons prix. Les quinze banques déjà privatisées ont ainsi été vendues très cher, parfois jusqu'à cinq fois leur valeur comptable, et ont rapporté aux caisses de l'État plus de 11 milliards de dollars, de quoi réduire sensiblement et rapidement la dette publique interne.

Un vaste programme d'action sociale

Pas, on peu, donc de petits actionnaires, mais en revanche une très forte concentration du capital et du pouvoir qui n'est pas sans inquiéter certains observateurs. « Une trentaine de rainmakers (des faiseurs de pluie), très actifs notamment lors des privatisations, domi-

nent aujourd'hui l'économie du pays », estime un banquier d'affaires.

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, les succès du pays n'ont pas encore profité à la grande majorité de la population. Au contraire ! Élément-clé de la stratégie de M. Salinas, le « pacte pour la stabilité et la croissance économique » a été jusqu'à présent un outil essentiel et efficace de la lutte contre l'inflation. Signé pour la première fois en 1989, cet accord entre l'État, les syndicats et le patronat a permis une désinflation entre les salaires et les prix. Renouvelé en novembre, il court encore jusqu'au 31 janvier 1993. Mais il est dur à supporter : on reconnaît, à la présidence, que les salaires ont perdu, par rapport à 1988, 40 % de leur pouvoir d'achat !

Face à l'extension de la pauvreté, le gouvernement a engagé une politique sociale très active. Malgré la rigueur budgétaire, les dépenses publiques consacrées à l'aide aux plus défavorisés continuent à progresser. Les dépenses sociales représentent désormais près de la moitié du budget de l'État central. Le président, M. Salinas lui-même, consacre au moins deux jours par semaine à « Solidarité », un vaste

programme original d'action sociale pris directement en charge par les intéressés.

Pays riche, le Mexique n'est déjà connu, dans son histoire, de nombreux « miracles », suivis bien souvent de douloureuses rechutes. Son redressement d'aujourd'hui est-il promis à de meilleurs lendemains ? La croissance retrouvée s'appuie cette fois-ci, semble-t-il, sur un roc solide. Elle n'est pas le fruit d'une hausse du prix du pétrole ou de quelque autre matière première, mais le résultat d'une volonté, celle de s'insérer dans un vaste marché nord-américain. Le succès de cette politique dépendra donc aussi largement des États-Unis et du Canada. L'un et l'autre ont intérêt à la constitution de cette zone de libre-échange. Une chance pour le Mexique, qui pourrait connaître enfin une véritable résurrection. Celle qui lui permettra de quitter l'univers des pays en développement pour entrer dans « le premier monde » (celui des pays industrialisés), selon l'expression de M. Salinas.

ERIK IZRAELWICZ



-Et vous, vous réagiriez comment si on vous disait "Eteins la lumière, tu gâches du nucléaire" ?

Le nucléaire est là.

Là, sous la lumière qu'on ramise.

Là, entre chaque note de musique.

Dans le ronronnement familier

de la machine à laver. Derrière la T.V.

Même là, dans nos petits plats.

Car, aujourd'hui, c'est le nucléaire qui couvre

les 3/4 de nos besoins en électricité.

C'est le nucléaire qui nous offre cette

abondance et cette indépendance

dont on ne saurait plus se passer.

Et ce bien-être, cette autonomie

et cette sérénité-là, c'est à EDF qu'on les doit.

EDF qui vous invite à vous faire une idée

par vous-même sur le nucléaire.

Venez visiter une centrale. Venez nous voir.

Nous sommes là pour vous informer.

Là pour dialoguer,

3614 EDF.

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.

stage intensif d'Été Prépa.Sciences.Po

du 20 juillet au 22 août

Améliorez vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 17^e - tél. 42.38.21.21

INSTITUTION FRILLEY

Établissement fondé en 1864

ÉCONOMIE

SOCIAL

Alors que la Fédération des finances est en crise

Le congrès des cadres CGT s'annonce animé

Le congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT), qui s'ouvre mercredi 17 juin à Nanterre (Hauts-de-Seine), devrait faire apparaître, plus nettement que le dernier congrès confédéral, les débats qui traversent le principal syndicat français.

En janvier, le 44^e congrès de la CGT, au terme duquel M. Louis Vianet avait succédé à M. Henri Krasucki, s'était efforcé de donner l'image d'une organisation décidée à se transformer et à s'adapter aux évolutions du salariat. Les dirigeants s'en étaient pas moins adoptés un profil bas, évitant soigneusement d'aborder ouvertement les questions les plus brûlantes. Il pourrait en aller autrement lors du congrès de l'UGICT, car cette structure horizontale, qui se veut l'axe marchant de la « modernisation » au sein de la centrale, eutod bieo faire de ce rendez-vous « une première mise en application concrète » des options confédérales et rompre avec un ouvriérisme jugé dépassé.

Discrets eux aussi en janvier, les gardiens du temple de l'orthodoxie cégétiste ont été contraints de réagir. Mardi, M. Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire général de la Fédération des finances CGT, et M. Jean-Louis Clouse, leader du Syndicat national des impôts - connus pour leur engagement en faveur des « modernistes » - ont annoncé leur démission après avoir été mis en minorité. M. Le Duigou, par ailleurs membre du comité central du Parti communiste français, dénonce « un procès en suspicion dressé par des parvenus plus ou moins ouverts » d'une « pause » dans « la mise en œuvre des orientations du 44^e congrès ». Selon lui, la controverse porte principalement sur « le fonctionnement de l'organisation » et la prise en compte de la spécificité de certaines couches sociales, telles que les cadres.

Le mois dernier, deux anciens dirigeants de l'UGICT - MM. René Le Guen et Michel Dautin, respectivement membre du bureau politique et du comité central du PCF - avaient diffusé un texte critiquant sévèrement la Fédération des cadres et affirmant la nécessité « de préserver l'enracinement identitaire d'origine » de la CGT (le Monde daté 24-25 mai).

La direction de l'UGICT - où M. Malté Demons, membre du bureau confédéral, doit succéder à M. Alain Obadia, que certains présentent comme un futur candidat au secrétariat général de la CGT - prévoit donc des débats « animés ». D'ores et déjà, les « modernistes » attendent de M. Vianet, qui s'exprimera dimanche, qu'il s'engage clairement en leur faveur.

JEAN-MICHEL NORMAND

INDUSTRIE

M. Tapie se fait applaudir chez Adidas France

Malgré 450 suppressions d'emplois en Alsace, l'ex-ministre de la ville a réussi son opération séduction au siège français de la firme allemande

LANDERSHEIM

de notre envoyé spécial

L'opération séduction a été royalement menée. Mardi 16 juin, en début de matinée, M. Bernard Tapie s'engageait dans le bâtiment de réunion d'Adidas France à Landersheim (Bas-Rhin). Sans mot dire, apparemment crispé, le regard protégé par des lunettes noires, il évite la presse et les salariés, qui commencent à se rassembler aux abords du siège français de la firme allemande. On s'attend à une explication éclair. Un redémarrage en trombe et cortège vers l'aéroport de Strasbourg où s'est posé une demi-heure auparavant le Falcon de l'ancien ministre de la ville.

La visite de M. Tapie à Landersheim a été organisée en fin de semaine dernière avec le syndicat CFTC (majoritaire au comité central d'entreprise d'Adidas France) contre l'annulation d'un appel à manifester devant les bureaux parisiens de sa holding BTF (Bernard Tapie finance). Ce sont 450 à 500 emplois qu'Adidas a prévu de supprimer en Alsace, bureau historique de la filiale française, répartis sur ses trois sites de Landersheim (administration et entrepôts), Dettwiller et Pfaffenhoffen (chaussures de sport), qui en comptent encore 1 400.

A bois clos, celui qui reste le principal actionnaire d'Adidas s'en-

tretient avec le comité d'entreprise et les représentants des salariés. Dehors, environ deux cents « Adidas », des femmes à une étonnante majorité, attendent de pied ferme. « Tapie, il faut qu'il s'explique », lance une salariée de Dettwiller. « Personne ne gère plus rien chez Adidas France. Tout le monde se renvoie la balle », soupire le secrétaire de l'union locale CFTC, majoritaire à Landersheim, M. François Klein. La filiale française de la firme de sport n'a en effet plus de directeur depuis le 1^{er} juin. Son gérant, M. Gerhard Prochaska a été rattaché à l'Allemagne. Le patron du groupe, M. René Jaeggli, doit quitter ses fonctions à la fin du mois...

Difficile de savoir ce que l'homme d'affaires a exactement dit aux représentants des salariés d'Adidas. Lorsqu'ils sortent de la salle de réunion, après deux heures de discussion, l'atmosphère a changé. « Tapie est le seul à s'être déplacé », souligne l'un des participants. « On lui a remis un dossier. Il nous a promis de l'étudier », lâche un autre. L'exaspération est retombée. Aucun engagement n'a pourtant été pris. Aucune assurance donnée.

Lors de la conférence de presse qui suit, M. Bernard Tapie, qui se livre à un étrange mea culpa, se garde bien de s'avancer sur quoi que ce soit. Il félicite les délégués

du personnel pour leur attitude, promet d'adresser l'expertise qu'ils ont fait réaliser aux actionnaires minoritaires du groupe, propose de les rencontrer à nouveau. A Paris cette fois, et en début de semaine prochaine. « Ne vous faites pas trop d'illusions », avertit-il quod même.

Une véritable stratégie de communication

Tout dans ses déclarations laisse entendre qu'il pourrait conserver le contrôle de la firme allemande. « J'ai commis l'erreur de ne pas m'impliquer de façon plus directe dans les relations avec les clients, les distributeurs, les fournisseurs d'Adidas », déclare-t-il. « Si je reste explique-t-il, je prends le pouvoir et je nomme le président du directeur. » Pour M. Tapie, c'est surtout d'une véritable stratégie de communication dont a besoin la marque Adidas face à ses concu-

rentes américaines Nike et Reebok.

Le déplacement alsacien touche à sa fin. L'homme d'affaires quitte le siège d'Adidas France... sous les applaudissements des salariés. Les conditions du plan social première mouture (deux dixièmes du salaire mensuel par année de présence ont, selon les syndicats, été proposés aux partants volontaires, ce qui représente une indemnité de 12 000 francs pour une salariée moyenne, qui gagne le SMIC et a grosso modo dix années de présence) n'ont pas été évoquées.

Le calme est revenu à Landersheim. M. Bernard Tapie, qui s'empare en privé contre le mépris dont foot preuve les dirigeants d'Herzogenaurach à l'égard des salariés d'Adidas France, peut désormais poursuivre, dans la sérénité, les négociations engagées avec le britannique Pentland et le français Devaolay (le Monde du 11 juin). Deux candidats à la reprise de la firme allemande...

CAROLINE MONNOT

Vente d'activités non stratégiques, suppression d'emplois

Roussel-Uclaf procède à une nouvelle restructuration

1992 est une année charnière, car nous voulons aboutir à un Roussel-Uclaf beaucoup plus efficace, a indiqué lundi 15 janvier M. Edouard Sakiz, président du groupe pharmaceutique contrôlé par l'allemand Hoechst, en présentant son plan de restructuration. « On ne peut pas tout les ans gagner un milliard et demi de francs de chiffre d'affaires et perdre sa rentabilité », a-t-il ajouté, tenant pour principal responsable de cet alourdissement « la bureaucratie » interne de la firme. Depuis quelques années, en effet, Roussel-Uclaf vit une situation paradoxale, alors que le nombre de ses produits nouveaux prospère, la rentabilité du groupe ne cesse de décroître. En l'espace de deux ans, elle est tombée de 7 % à 5 %, et, à l'exception de la chimie où une restructuration a eu lieu, tous les secteurs (santé, parapharmacie et agrochimie) sont victimes de cette érosion.

L'an dernier, une première étape avait été amorcée avec la décision de ramener de dix à deux le nombre d'usines européennes d'ici 1995 (le Monde du 23 mai 1991). Cette année, le plan prévoit le désengagement des activités non stratégiques, et une cure d'amalgamisme des

divisions. Huit cents emplois (sur 16 500) seront supprimés sans licenciements secs, que ce soit sur le site chimique de Vertolaye en Auvergne, lots du transfert prochain du siège de Paris vers Romboville ou encore dans les filiales à l'étranger.

Roussel-Uclaf envisage de se séparer de la Sopharma, société implantée à Creully (Calvados) spécialisée dans la nutrition thérapeutique. Le groupe souhaite aussi se désengager de son activité vétérinaire en la cédant éventuellement à un de ses deux actionnaires, Rhône-Poulenc ou Hoechst.

La vente de la Sopharma, qui doit se réaliser rapidement, peut amener une plus-value de 500 millions de francs, et le groupe a décidé de contrepartie de provisionner la totalité du coût des restructurations à mener d'ici 1995 (400 millions de francs) sur l'exercice 1992. Hors plus-value, cette année devrait être analogue au résultat (560 millions après impôt), tandis que le chiffre d'affaires progressera de plus de 8 % à 15,5 milliards de francs.

DOMINIQUE GALLOIS

M. Jean-René Fourtou renouvelé à la présidence de Rhône-Poulenc

Le conseil des ministres devait renouveler pour trois ans, mercredi 17 juin, M. Jean-René Fourtou à la présidence de Rhône-Poulenc. Agé de cinquante-trois ans, ancien élève de Polytechnique, proche de M. Giscard d'Estaing, M. Fourtou fut patron de la société de conseil Bossard avant d'être nommé, en juillet 1986, à la tête de ce groupe chimique par le gouvernement de M. Jacques Chirac. Outre la reconnaissance de ses capacités

de dirigeant, son premier renouvellement en juin 1989 avait une dimension politique. M. Michel Rocard, alors premier ministre, voulait éviter toute « chasse aux sorcières ». Acquiesce depuis plusieurs mois, cette nouvelle reconduction à la tête d'une entreprise publique salue la stratégie de M. Fourtou, qui, en l'espace de six ans, a permis à Rhône-Poulenc de se hisser du douzième au septième rang mondial de la chimie.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

□ Déficit de la balance des paiements : - 26,5 % au premier trimestre. - Le déficit de la balance des paiements des États-Unis s'est réduit de 26,5 % au premier trimestre de 1992 par rapport aux trois derniers mois de 1991, pour retomber à 5,3 milliards de dollars (29 milliards de francs). Selon le département du commerce, il s'agit de la meilleure performance depuis la période de la guerre du Golfe.

□ Production industrielle : + 0,6 % en mai. - La production industrielle a augmenté de 0,6 % en mai aux États-Unis, enregistrant sa progression la plus forte depuis juillet 1991, a indiqué, mardi 16 juin, la Réserve fédérale américaine, grâce principalement à la reprise dans les secteurs de l'automobile et des équipements de construction. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle consécutive depuis l'été dernier. Les usines américaines ont en outre accru en mai le taux d'utilisation de leurs capacités de production de 0,3 %, pour le porter à 79 %.

JAPON

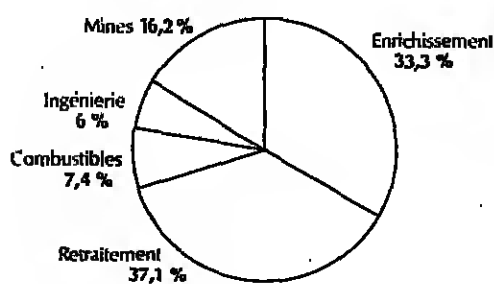
□ PNB : + 1,1 % au premier trimestre. - Le produit national brut (PNB) japonais a augmenté de 1,1 % au premier trimestre 1992, comparé au trimestre précédent, portant ainsi le taux de croissance de l'année fiscale (d'avril à mars) à 3,5 %. Une progression qui, selon les experts, masque une réelle faiblesse de l'économie japonaise, marquée notamment par le déclin de l'investissement en capital. La demande interne apparaît peu soutenue et une étude de la Banque du Japon montre que la confiance des entrepreneurs est tombée au plus bas depuis cinq ans.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COGEMA

1^{er} Groupe mondial dans le cycle du combustible nucléaire

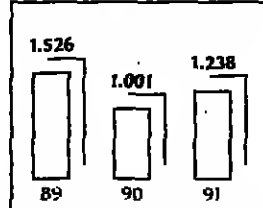
Répartition du chiffre d'affaires consolidé en 1991



Activité par secteur

La conjoncture a globalement été maussade en 1991, sauf pour le retraitement, dont l'activité a crû de 21 % pour atteindre 8 milliards de francs, grâce à la montée en puissance de la nouvelle unité UP3 de Cogema-La Hague.

Evolution du résultat net consolidé



Les comptes de l'exercice 1991 sont marqués par les effets de l'accord franco-iranien intervenu en décembre de cette année.

Principaux chiffres consolidés

en millions de francs	1991	1990	évolution
Chiffre d'affaires	21 713	21 367	+ 1,6 %
Résultat courant avant impôts	- 360	1 395	-
Résultat net	1 238	1 001	+ 23,6 %
dont part du Groupe	851	1 034	- 17,7 %
Capacité d'autofinancement	9 929	7 362	+ 34,8 %
Investissements corporels	5 331	5 782	- 8,6 %
Total du bilan	85 973	84 690	+ 1,5 %
Capitaux propres	10 374	9 690	+ 7,1 %
Effectifs au 31 décembre	15 892	16 814	-

L'exercice 1991 a marqué la clarification des perspectives industrielles et financières de Cogema, avec le règlement du contentieux franco-iranien qui portait préjudice à sa filiale Eurodif (enrichissement de l'uranium destiné aux combustibles nucléaires); le règlement s'est traduit par un résultat exceptionnel de 1,7 milliard de francs, qui a compensé les effets de déstockages qui ont lourdement grevé le résultat courant d'Eurodif, et qui découlaient des dispositions prises pour qu'Eurodif ne souffre pas trop de ce contentieux, précisément.

Le marché de l'uranium a continué de se dégrader du fait de ventes à bas prix en provenance de Russie, et le chiffre d'affaires mines a reculé de près de 14 %. La Branche Combustible a progressé grâce à une activité soutenue pour les réacteurs à eau légère et les réacteurs à neutrons rapides.

La Branche Retraitement a connu une activité soutenue, due principalement à la montée en puissance de la nouvelle usine UP3 de Cogema-La Hague.

Le résultat net s'établit à 1 238 millions de francs, ou 5,7 % du chiffre d'affaires, après des dotations aux amortissements d'exploitation qui, à 5 766 millions de francs, ont augmenté de près de 800 millions de francs, et des dotations nettes aux provisions d'exploitation qui sont restées au niveau élevé de 1,5 milliard de francs. Les immobilisations corporelles du Groupe se montent à plus de 5,3 milliards de francs.

Le nucléaire demeure la seule source d'électricité non polluante susceptible de satisfaire une part significative des besoins, alors que les préoccupations écologiques s'accroissent, notamment à propos des effets de l'augmentation de la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère. Cela constitue un facteur d'encouragement, en France comme à l'étranger, où Cogema en 1991, a réalisé 31 % de son chiffre d'affaires.

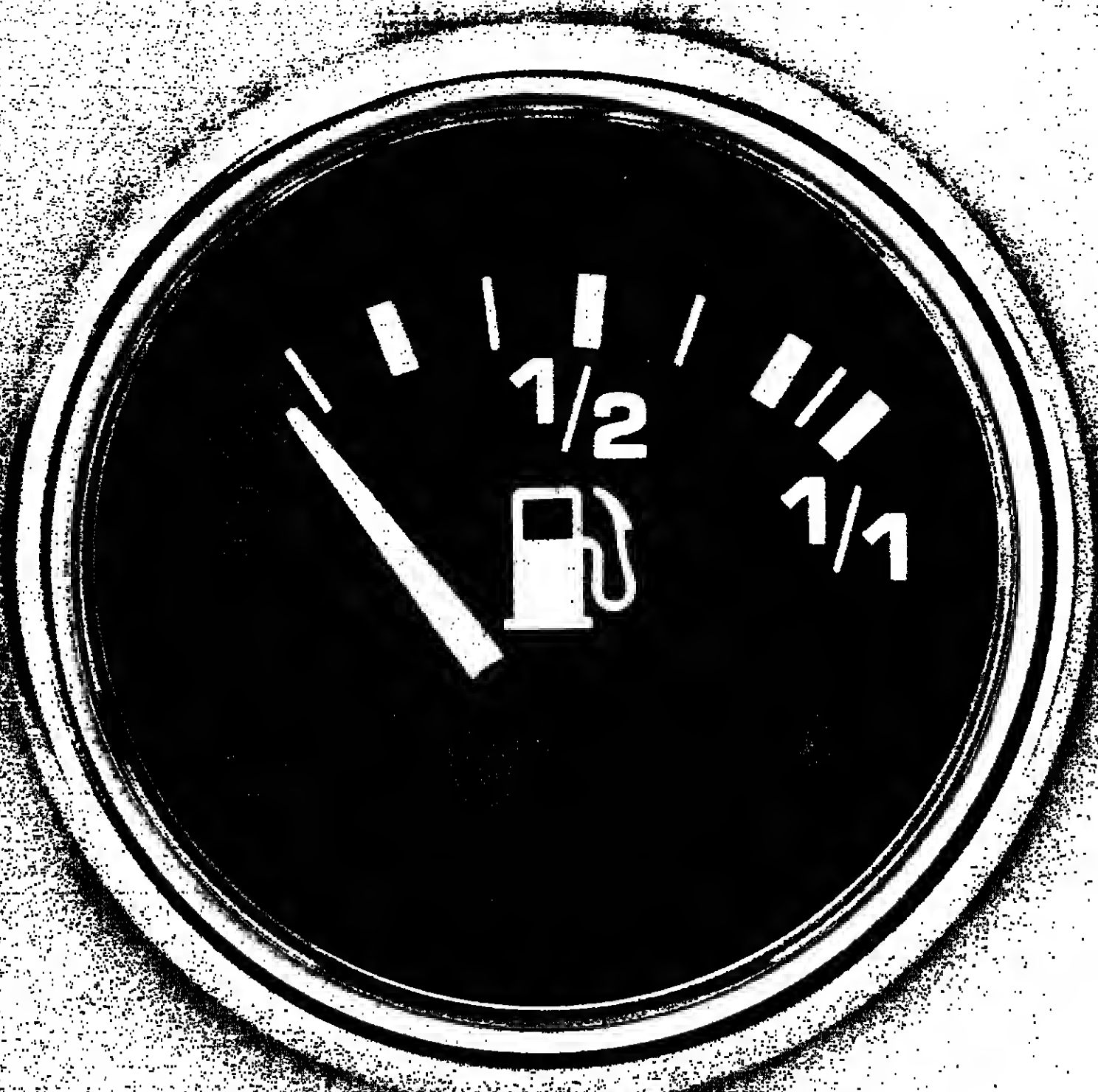
Le rapport annuel est disponible sur demande au siège de la société : 2, rue Paul-Dautier, BP 4 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

En devenant actif
vous bénéficiez d'un supplémentaire

Vous ne viendrez pas

50: زمن الإجمالي

• Le Monde • Jeudi 18 juin 1992 23



Bientôt, en devenant actionnaire de TOTAL, vous découvrirez une raison supplémentaire de ne plus nous acheter par hasard.

Il y a un an, nous en avons assez d'être choisis par l'aiguille de la jauge d'essence. Depuis cette période, nous nous sommes efforcés de vous donner de bonnes raisons de ne plus venir chez nous par hasard. Vous avez pu vérifier la qualité de nos produits et de nos services. Aujourd'hui, nous vous proposons une autre raison de nous préférer : devenir actionnaire de TOTAL.

Choisir TOTAL, c'est participer au développement d'un groupe pétrolier de taille mondiale, présent dans 80 pays et dans tous les secteurs de l'industrie pétrolière, de l'exploration à la distribution.

Choisir TOTAL, c'est aussi entrer dans un univers de marques familières telles que Hutchinson, Aigle, Baby Relax, Spontex, Avi et Ripolin, toutes filiales du Groupe.

Choisir TOTAL, c'est enfin préférer un groupe qui renforce ses positions sur le gaz naturel, énergie d'avenir propre et en pleine expansion.

L'État va mettre en vente 12,4 % du capital de TOTAL. Notamment, une offre publique de vente sera lancée en Bourse de Paris. Elle portera sur environ 8 millions d'actions (jouissance 1^{er} janvier 1992). Le prix de vente sera net de tous frais pour les acquéreurs et communiqué par voie de presse avec le calendrier détaillé au moment de l'ouverture de l'OPV. La réalisation de l'offre aura lieu au plus tard le 10 juillet 1992. Le document de référence enregistré par la COB et le communiqué publié dans la presse le 16 juin 1992 sont disponibles auprès de la Société en appelant le N° Vert 05 05 05 92. Les conditions définitives de l'offre seront portées à la connaissance du public le jour de l'ouverture de l'offre et dans les mêmes supports.

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

Vous ne viendrez plus chez vous par hasard.



VIE DES ENTREPRISES

Grâce à la production de ses usines anglaises et espagnoles

Nissan souhaite détenir 5 % du marché automobile européen en 1995

Pour M. Hiroshi Nakamura, PDG de la filiale française du constructeur automobile japonais Nissan, « le volume des automobiles produites dans les transplants n'est pas inclus dans l'accord CEE-Japon ». D'une phrase lapidaire, il a ainsi le débat qui a agité les milieux automobiles européens depuis la signature, en juillet 1991, de l'accord fixant les règles de l'ouverture progressive du marché européen aux constructeurs japonais.

Pour le second constructeur automobile japonais, il est donc clair que l'accord fixe les règles d'augmentation progressive des importations en provenance du Japon : en revanche il laisse entièrement libres les ventes de transplants, c'est-à-dire d'automobiles produites dans la Communauté. Ce qui devrait permettre à Nissan de détenir 5 % du marché européen vers le milieu

des années 90, contre 3,8 % actuellement. Les ventes d'automobiles japonaises en Europe ne seront limitées que par la capacité de production des transplants. Celles-ci connaissent une forte augmentation : pour Nissan, elles se sont accrues de 22 % en 1992 (exercice clos le 31 mars), avec une production de 205 000 voitures en Grande-Bretagne et en Espagne. Les importations sont restées stables, atteignant 362 000 véhicules en 1992.

Nissan compte sur l'Europe pour compenser ses médiocres résultats dans le reste du monde. Au Japon, le chiffre d'affaires 1992 (4 270 milliards de yens, soit 180 milliards de francs environ) est en augmentation de 2,3 %, mais les bénéfices nets ont chuté de 30 %, pour atteindre 54 milliards de yens. Aux États-Unis, les ventes n'ont progressé que de 1 % pour atteindre 620 000

véhicules. C'est donc essentiellement l'Europe qui a tiré les ventes en 1992 pour permettre une augmentation du chiffre d'affaires consolidé de 7,6 % (6 418 milliards de yens) et un doublement des bénéfices (101 milliards de yens).

En France, les ventes ont augmenté de 22,4 % en 1991, ce qui place Nissan en tête des constructeurs japonais sur l'Hexagone avec une pénétration de 1,56 %. Son chiffre d'affaires s'est accru de 25 % pour atteindre 3 milliards de francs, avec un résultat net de 121,7 millions de francs. En novembre dernier, Nissan s'est implanté directement en rachetant à son importateur, la famille Richard, ses parts dans la société Richard-Nissan.

A. K.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONTENTIEUX

Les constructeurs du tunnel sous la Manche d'accord pour un paiement limité des créances en actions. Les dix constructeurs franco-britanniques du tunnel sous la Manche ont annoncé, mardi 16 juin, qu'ils étaient d'accord sur le principe d'un paiement de leurs créances en titres Eurotunnel mais pour « une partie limitée » seulement. Trans Manche Link (TML), le consortium regroupant ces dix entreprises de bâtiment et travaux publics, a tenu à préciser que le paiement en titres est une proposition qui n'émane pas de lui mais d'Eurotunnel, que sa préférence va à un règlement au comptant et qu'en tout état de cause l'achat de titres ne peut concerner qu'une « partie limitée » des créances. Depuis plusieurs mois, Eurotunnel et TML sont en conflit sur des surcoûts sur les travaux que les constructeurs évaluent à 14 milliards de francs (Le Monde daté 29-30 mars). Les négociations qui

se poursuivent n'ont toujours pas abouti.

CAPITAL

DHL sous majorité germano-japonaise. La société de transport express DHL passe sous contrôle germano-japonais. Japon Airlines et Lufthansa, qui avaient acquis 5 % de son capital, ont décidé de porter à 25,001 % chacun cette participation. De son côté, la société de négoce Nishio Iwai portera sa part de 2,5 % à 7,5 %.

RACHAT

Polygram rachète à Philips une usine de production de disques compacts aux États-Unis. La compagnie de disques Polygram vient de racheter à sa maison mère, le groupe électronique néerlandais Philips (qui contrôle environ 80 % de son actionnariat), une usine de production de disques compacts aux États-Unis pour un montant de 25 millions de dollars. L'usine, située à Kings Mountain (Caroline

du Sud), a une capacité annuelle de soixante millions de disques compacts et en a produit 50 millions l'an dernier. Polygram assurait depuis janvier dernier la supervision du management de l'usine au nom de Philips. En 1991, Polygram a réalisé un bénéfice net de 241 millions de dollars (1,3 milliard de francs), en hausse de 24,8 % par rapport à 1990.

NOMINATION

Un nouveau président chez Cofiroute. M. Guy Maillard (soixante-deux ans), préfet, a été nommé, lundi 15 juin, à la présidence de Cofiroute, remplaçant à cette fonction M. Henri Cyna. Il a reconduit M. Jean-François Poupine dans son poste de directeur général. M. Maillard a été préfet de la Guadeloupe de 1978 à 1982, directeur de cabinet du préfet de police de Paris de 1982 à 1985, préfet des Yvelines de 1985 à 1986 et secrétaire général de la ville de Paris de 1986 à 1992.

RÉSULTATS

Vallourec : pertes probables cette année. Bénéficiaire à hauteur de 380 millions de francs en 1991, le fabricant de tubes Vallourec devrait plonger dans le rouge en 1992, a indiqué, mardi 16 juin, son président, M. Armand Lenchard. La Bourse de Paris a sanctionné cette prévision, le titre Vallourec perdant 9,5 % dans la seule séance de mardi pour revenir à 200 francs. Selon Armand Lenchard, « la reprise n'est pas des vœux » et le carnet de commandes accuse une assez forte baisse, notamment dans le secteur pétrolier. Autre raison à la crise : la concurrence non négligeable des pays de l'Est sur le marché communautaire. Conséquence de ces difficultés, quelque quatre cents suppressions d'emploi devraient être annoncées en fin de semaine par le groupe. Elles affecteront principalement la société Vallourec-Industries, la première filiale par sa taille.

SMCI (groupe Pelige) a perdu 204 millions de francs. La SMCI, holding des activités immobilières du groupe Pelige, a confirmé une perte, part du groupe, de 204,2 millions en 1991 et une baisse de 40 % de son volume d'affaires à 3,1 milliards de francs. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires aura lieu le 30 juin et sera suivie d'une assemblée extraordinaire qui statuera sur une augmentation de capital de 172,3 millions, souscrite par une société nouvelle dans laquelle le groupe Pelige détient 70 %, le Crédit lyonnais 19 %, et le Crédit foncier 10 %.

ACCORD

Moulinex s'associe avec l'américain Regal Ware Inc. La filiale britannique du groupe français Moulinex vient de signer un accord avec la société américaine Regal Ware Inc. pour former une société commune spécialisée dans les ustensiles de cuisine non électriques. Détenu à 50-50 par Moulinex Swan Ltd et Regal Ware, la nouvelle société compte atteindre, sur le marché européen, un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de francs dans les trois ans. Dès cette année, le groupe Moulinex, leader européen en four à micro-ondes (15,5 % de part de marché) et en robot culinaire (30 %), espère réaliser un chiffre d'affaires global de 9 milliards de francs (contre 8,35 milliards en 1991) et se fixe comme priorité une amélioration de sa rentabilité et un développement de ses ventes en Amérique du Nord.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 16 juin ↑

Redressement

Succédant à une baisse initiale pendant six séances, la note demeure soutenue, mardi 16 juin, en début d'après-midi à la Bourse de Paris, après la reprise amorcée à l'ouverture. En hausse de 0,26 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en fin de journée un gain de 0,69 % à 1 931,41 points. Par ailleurs, comme les autres places financières et notamment Londres, se ressaisissent donc après avoir manifesté une mauvaise humeur à la suite du rejet par les Dérivés du traité de Maastricht. Les investisseurs attendent à présent la réponse que vont donner les Français au référendum sur l'Europe. Pour l'instant, les experts estiment que le recul qui a fait perdre à la cote de la note de ses gains acquis depuis le début de l'année appelle une correction technique.

La volonté de l'Etat de privatiser très rapidement Total, avant le 10 juillet, milite aussi en faveur d'une amélioration du marché, jugent les analystes. En effet, ils s'attendent à ce que les pouvoirs publics sollicitent les investisseurs du marché afin de faciliter cette opération. Les autres titres de la cote en bénéficient.

De côté des hausses figurent le Sanofi, Hecette, le CEF et BIC. En baisse, on notait le CESE, Bati Équipement et Sogefal. Le titre Roussel-Uclaf réagissait favorablement à l'annonce de la vente annoncée d'une réorganisation du groupe pour gagner de la rentabilité, une quasi-stabilité des résultats cette année en dehors des plus-values exceptionnelles. Le titre sera divisé par cinq dès le 17 juillet.

NEW-YORK, 16 juin ↓

Enflamment

Une nouvelle fois, Wall Street a souffert, mardi 16 juin, d'un manque de confiance de plus en plus net des investisseurs dans la reprise de l'économie américaine. À l'issue d'une séance irrégulière et avec toujours peu d'échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vertes a terminé à 3 329,49 points en baisse de 0,76 %. Le volume des transactions était modéré avec quelque 180 millions de titres échangés. Le nombre des baisses a dépassé celui des hausses : 962 contre 785.

L'annonce d'une nette reprise des mises en chantier de logements en mai, accompagnée d'une hausse de la production industrielle pendant la même période et d'une forte réduction du déficit de la balance des paiements américains au 1er trimestre 1992 avaient soutenu la Bourse américaine en milieu de semaine. Mais des craintes de bénéfices ont rapidement inversé le mouvement.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor, à 30 ans, principal référence, a reculé à 7,83 % contre 7,85 % lundi soir.

LONDRES, 16 juin ↑

Rebond

Les valeurs se sont redressées, mardi 16 juin, au Stock Exchange, profitant d'une correction technique après les pertes des dernières semaines. À la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 22,7 points (0,9 %) à 2 616,2, sur un marché prudent, suspendu au début du référendum irlandais sur le traité de Maastricht qui aura lieu jeudi. Le volume des échanges s'est élevé à 1,6 milliard de titres contre 358,8 millions la veille.

Les investisseurs ont aussi profité de la baisse du marché lors des dernières semaines - à son niveau le plus bas depuis deux mois - pour acheter à bas prix.

TOKYO, 17 juin ↓

Au plus bas de l'année

La descente aux enfers se poursuit à la Bourse de Tokyo, qui a touché, mercredi 17 juin, son plus bas niveau de l'année. À l'issue d'une séance nouvelle, l'indice Nikkei s'est inscrit à -16 445,80 points, en baisse de 507,73 points ou 2,99 %. La pessimisme croissant sur la conjoncture économique japonaise a fini par l'emporter et les interventions marquées des investisseurs institutionnels n'ont pas pu modifier la tendance du fond. Le Kaiten-cho attend toujours en vain des mesures gouvernementales de relance. Cette ambiance franchement morose a même été aggravée à la fois par des rumeurs persistantes concernant de graves problèmes d'endettement dans l'immobilier.

VALEURS	Cours de 16 juin	Cours de 17 juin
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200
Alcatel	1 240	1 200

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020
Alcatel	4578	4580	Immo. Habitat	1030	1020

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 juin 1992

Nombre de contrats estimés : 186 722

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Nov. 92
Dernier	187,38	187,54	187,60
Précédent	187	187,28	187,52

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Sept. 92	1,05	1,04
Oct. 92	1,05	1,04
Nov. 92	1,05	1,04

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Nov. 92
Dernier	1 934	1 934	1 934
Précédent	1 922	1 921	1 921

CHANGES

Dollar : 5,2730 F ↓

Le dollar a subi un nouveau décalage à la baisse mercredi 17 juin dans la matinée à Paris, traité à 5,2730 F (contre 5,3020 F au début de mardi). Les bonnes statistiques économiques publiées mardi aux États-Unis (hausse de la production industrielle et des mises en chantier de maisons plus élevées que prévues) n'ont pas réussi à soutenir le billet vert, toujours soumis à de fortes pressions baissières.

FRANCFORT 16 juin 17 juin
Dollar (en DM) 1,5760 1,5660
Dollar (en DM) 1,5760 1,5660
TOKYO 16 juin 17 juin
Dollar (en yen) 127 126,70

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (17 juin) 9 157/16
New-York (16 juin) 3 5/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE base 100 : 31-12-91)

15 juin 16 juin
Valeurs françaises 111,50 112,20
Valeurs étrangères 102,60 103,30
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 521,15 526,44
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 1 918,14 1 931,41

NEW-YORK (indice Dow Jones)

15 juin 16 juin
Industriel 3 254,93 3 329,49
LONDRES (indice Financial Times)

15 juin 16 juin
100 valeurs 2 593,60 2 616,30
30 valeurs 2 026,40 2 037
Mines d'or 104,30 105,30
Fonds d'Etat 86,70 87,74
FRANCFORT 15 juin 16 juin
Dax 1 775,90 1 779,10
TOKYO 16 juin 17 juin
Nikkei Dow Jones 16 953,53 16 445,80
Indice général 1 307,21 1 276,61

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	5,2740	5,2760	5,2975	5,3025
Yen (100)	161,35	161,65	162,24	162,82
£	1,5775	1,5995	1,6875	1,6945
Deutschmark	3,3677	3,3672	3,7303	3,7371
Franc suisse	5,7422	5,7464	5,7501	5,7572
Yen Baïleux (1000)	1,680	1,680	1,7135	1,715
Livre sterling	5,9085	5,9135	5,9132	5,9254
Peseta (100)	5,3432	5,3481	5,3189	5,3204

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3 3/4	3 7/8	3 13/16	3 15/16	3 15/16	4 1/16
Yen (100)	4 5/8	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 7/16	4 9/16
£	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 5/8	10 1/2	10 5/8
DM	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
DM	13 1/2	13 1/2	13 1			

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 17 juin :
Michel Frois,
président du Festival
de l'audiovisuel et de la communication d'entreprises.

Jeudi 18 juin :
Laurent Savat,
PDG de CARAT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

26 juin : Assemblée Générale de l'UAP

Les actionnaires de la Société Centrale UAP sont invités à participer à l'Assemblée Générale Mixte qui se tiendra le :

Vendredi 26 juin 1992 à 10 heures

(accueil à partir de 9 heures)

à l'hôtel MEURICE

228, rue de Rivoli

75001 PARIS

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions détenues peut y participer, s'y faire représenter ou encore voter par correspondance.

Pour toute information complémentaire, le service Actionariat de l'UAP se tient à la disposition des actionnaires au 42 86 71 87.



elf gabon

Société Anonyme au Capital de 22.500.000.000 F CFA
Siège Social : Port-Gentil BP 524 (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 125 B

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon s'est réunie le jeudi 11 juin 1992 dans les bureaux de la société à Libreville, sous la présidence de M. André TARALLO. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1991, qui font apparaître un bénéfice de 20 949 millions de francs CFA, et a fixé le dividende net de cet exercice à 2 800 francs CFA par action.

Ce dividende de 2 800 francs CFA, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1 008 francs CFA pour les actionnaires qui en bénéficient, sera versé à partir du vendredi 26 juin 1992, aux guichets des établissements bancaires suivants :

Au Gabon	Union Gabonaise de Banque
En France	Crédit Lyonnais
	Banque Nationale de Paris
	Banque Paribas
	Banque Verrès
	Crédit Commercial de France
	Crédit Industriel et Commercial
	Crédit du Nord
	Société Générale

FINANCIERS
PARIS

second marché

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Includes various stock prices and market data.

CAC 40 A 11.15

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

CHANGES

BOURSE

500 000 000

MARCHÉS FINANCIERS

Le Monde • Jeudi 18 juin 1992 25

BOURSE DU 17 JUIN

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Différence, etc. Includes sections for 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 10 h 30'.

COMPTANT (sélection) SICAV (sélection) 16/6

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Différence, etc. Includes sections for 'Obligations', 'Actions', 'Etrangères', 'Publicité', 'Hors-cote', and 'Marché libre de l'or'.

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Différence, etc. Includes sections for 'Cote des Changes', 'Cours des Billes', 'Monnaies et devises', and 'Cours des Billes'.

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Différence, etc. Includes sections for 'Cote des Changes', 'Cours des Billes', 'Monnaies et devises', and 'Cours des Billes'.

ENVIRONNEMENT

Un « plan vert » des professionnels pour l'automobile

Les particuliers pourront utiliser les « poubelles » des garagistes

Le Conseil national des professions de l'automobile (CNPA), qui regroupe trente mille entreprises spécialisées dans la commercialisation des véhicules, leur réparation et leur élimination a présenté, au cours de son congrès, qui s'est tenu récemment à Grenoble, un « plan vert » pour l'automobile.

GRENOBLE

de notre correspondant

Les professionnels de l'automobile ont bonne conscience. « Nous ne nous sentons pas coupables de quoi que ce soit, même si notre activité contribue à une certaine dégradation de l'environnement », affirme M. Jean Pujolain, président du CNPA. Depuis de nombreuses années, ses adhérents s'efforcent de maîtriser les déchets qu'ils collectent (huiles, batteries, pneumatiques, véhicules en fin de course). Toutefois, une partie importante de ces produits usagés évite le circuit traditionnel des garagistes et des démolisseurs.

On estime à environ deux millions par an le nombre des batteries épu-

sées qui sont détenues par des particuliers ou jetées dans une décharge sauvage alors qu'elles contiennent des acides dangereux. Cent mille tonnes d'huiles de vidange s'échappent dans les caniveaux ou dans la terre. Quant aux pneumatiques, dont le marché de renouvellement pour les voitures est représenté par 21 millions d'unités en 1990, un quart serait dispersé dans la nature. Enfin, les démolisseurs parviennent à récupérer 75 % des composants automobiles, ferreux et non ferreux, dans les carcasses qui leurs sont confiées, mais si 1,8 million d'épaves sont éliminées chaque année, une sur cinq leur échappe.

Pour mieux maîtriser ces impressionnantes quantités de déchets, le CNPA a élaboré un « plan vert » qui prévoit, notamment, la mise en place de centres de regroupements. Désormais, les professionnels de l'automobile ouvriront leurs « poubelles » et leurs cuves d'huiles de vidange aux particuliers. Ils effectueront, sur site, le tri des produits qui leur seront remis. Ceux-ci seront ensuite récupérés par des sociétés spécialisées dans la valorisation et l'élimination de ces « gisements » de déchets.

Le CNPA est cependant conscient

des limites de son action dans le domaine de l'environnement. Ainsi son président regrette-t-il la mauvaise utilisation des pneumatiques usagés dont 10 % seulement servent de combustible dans les cimenteries, tandis que 13 % sont rachetés alors que 77 % finissent leur vie abandonnés sur des décharges ou brûlés.

D'autre part, le CNPA souhaite que les constructeurs de voitures parviennent à diminuer très sensiblement le volume des résidus de broyage automobile (boîtes, plastiques, verre...), qui représentent aujourd'hui 25 % du poids des véhicules traités par les démolisseurs. Les spécialistes estiment que ces produits stériles pourraient, à l'avenir, ne plus représenter que 5 % du poids des voitures mises au rebut. Récemment, les constructeurs automobiles français se sont engagés à réaliser, pour leurs futurs modèles, des notices de démantèlement précisant la composition des matériaux utilisés. Cette simple mesure, attendue depuis plusieurs années, sera une aide précieuse pour les démolisseurs et les « casseurs », à la recherche d'éléments récupérables.

CLAUDE FRANÇILLON

CULTURE

DANSE

Toute la misère du monde

François Verret met en scène un spectacle plus théâtral que chorégraphique

OÙ COMMENCER ?

au Théâtre de la Ville

Drôle d'endroit pour de drôles de rencontres. Des planches de bois dans tous les sens, délimitant vaguement une aire de jeu, forment plus ou moins des cages, des tables en pente, des toboggans. Là-dessus vont s'agiter, parler, chanter, crier une dizaine de personnages, si tout à fait les mêmes ni tout à fait autres, au fil du spectacle. Une fille bat des œufs, une autre balance les débris qui jonchent le plateau, un homme fume un cigare en prenant un bain de pieds. On pourrait croire l'inspiration indéfiniment puisée au voir se succéder ou se chevaucher d'innombrables actions qui, si l'on respecte les catégories, relèvent davantage du théâtre que de la danse. On a beau se dire qu'on a vu ça cent fois, quelque chose nous étanche dans nos feuillets, un vent de savoir davantage sur ces gens.

Les uns sont comédiens, les autres danseurs. François Verret tient étonnamment à ce qu'on leur rende ce qui est à eux : ils ont improvisé leurs textes, créé chacun leur personnage, ils aident à creuser, à construire, à partir de leurs inventions. « J'ai été leur mémoire, leur complice, leur ami », renvoie les balles, dit-il. « A aucun moment je n'ai montré quelque chose. » Ils sont partis de l'idée de misère, de toutes les misères, affec-

tives, intellectuelles, physiques, chacun devait, à son tour, à son départ, quelle était sa misère, sa prison en ce monde, l'embaras du choix, n'est-ce pas ?

Il faudrait tous les citer, parce que tous, ici ou là, ont un moment d'inspiration, de générosité qui touche. On retiendra, par exemple, Dominique Frot, qui se lance dans des monologues héroïques, souvent très drôles, sur des choses de la vie si petites qu'elles en deviennent grandes. Ou Christophe Halebi, qui se livre à un fabuleux et suicidaire numéro d'homme-oiseau. Il y a aussi, surtout, Jean-Christophe Paré, qui a quitté, pour cause d'ennui, l'Opéra de Paris, où il était premier danseur. Grande porte pour l'Opéra, aubaine pour la danse contemporaine, à laquelle il se voyait assigner partiellement, désormais totalement. Jean-Christophe Paré, c'est tout simplement la grâce, la poésie, la danse sur terre. Il y eut, le soir de la première, un moment formidable : quelques spectateurs commençaient à réclamer, à siffler, à lancer des invectives. Il s'est mis à jouer avec un cerceau. C'était si incroyablement beau que la salle, subjuguée, s'est tue ; on aurait entendu marcher une nuée.

SYLVIE DE NUSSAC

Théâtre de la Ville, jusqu'au 19 juin, 20 h 30. A aucun moment je n'ai montré quelque chose. Ils sont partis de l'idée de misère, de toutes les misères, affec-

EN BREF

■ **Annulation d'« Otello »**, jeudi 18 juin à l'Opéra-Bastille. — A la suite d'un préavis de grève du syndicat SYMPAC-CGT, la représentation d'*Otello* du jeudi 18 juin à l'Opéra-Bastille a été annulée. La direction de l'Opéra de Paris précise que, « cette représentation ne pouvant être reportée », les billets seront remboursés par correspondance ou aux caisses de 11 heures à 18 h 30.

■ **Hector Biancintti**, lauréat du prix Pierre de Monaco. — Notre collaborateur l'écrivain Hector Biancintti, à soixante-deux ans, a reçu le 16 juin le prix littéraire Pierre de Monaco (doté de 50 000 F) pour l'ensemble de son œuvre. Exilé en France en 1961, Hector Biancintti a commencé à écrire en français en 1969. Il avait obtenu le prix Femina en 1985 pour son roman *La Miséricorde du Christ*.

■ **Des documents de Zola**, mis en vente à Dromet, classés monuments historiques. — Des documents de la main de Zola, qui devaient être mis en vente mercredi 17 juin à Dromet, ont été classés par le ministère de la culture au titre des Monuments historiques et ne pourront donc sortir du territoire français. Dispersés par le commissaire-priseur Jacques Tajan, ces documents classés sont des manuscrits intitulés *Correspondance de Paris* (trois articles de Zola pour le *Journal de Saint-Petersbourg*), le *Messager de l'Europe*, le chapitre VII de *l'Assommoir*, un recueil de pièces intitulées *Notes sur l'affaire Dreyfus* et un ensemble de 360 feuillets adressés par Zola à sa femme Alexandrine.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en *Journal officiel* du mercredi 17 juin 1992 :

DES DÉCRETS

— N° 92-523 du 16 juin 1992 portant création de la direction du renseignement militaire ;

— N° 92-528 du 16 juin 1992 portant création de la mission interministérielle de l'effet de serre.

PARIS EN VISITES

Exposition : « Du Tage à la mer de Chine », 14 heures, entrée du Musée Guimet (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais-nord », 17 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les tombes célèbres du cimetière Montparnasse », 14 h 30, angle rue Froidevaux-rue E-Richard (ANS confiances).

« De la galerie Véro-Dodat au passage Verdeau par le passage des Panoramas », 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autotour).

« La cimetière du Père-Lachaise : nécropoles classiques », 14 h 30, entrée rue du Repos (Le cavalier bleu).

« Sur le tracé de la Billère, de la Reine-Blanche au Jardin royal », 14 h 30, 3, rue des Gobelins (Paris capitale historique).

« Cycle grands peintres au Louvre : la France au dix-huitième siècle », 15 heures, sous la pyramide, près de l'escalier (Approche de l'art).

« L'enlèvement des Gobelins, la chute de la reine Blanche et l'hôtel de

JEU DU 18 JUIN

Julienne, 15 h 30, 42, avenue des Gobelins (D. Bouchard).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais-nord », 17 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Midi », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Sud », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Nord », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« Les Hôtels célèbres du Marais-Ouest », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

CARNET DU Monde

Naissances

— Jérôme KIRCHER, et Valentine ZUBER, sont heureux d'annoncer la naissance de

Ella,

le 3 juin 1992, 6, cité Condorcet, 75009 Paris.

— La famille VANDERHAEGEN, Catherine et Christian GIRAUD, sont heureux de faire part de la naissance de

Nicolas,

le 13 juin 1992 à Paris.

Mariages

— Cécile POYARD et Salim NEHME sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 6 juin 1992.

— M. Pierre DUFFOUR et M^{me} Yvette Laplanche-Raynaud, font part du mariage de leur fils,

Frédéric,

Dominique DONNADIEU, qui sera célébré le 20 juin 1992, en l'église de Villeneuve (Euro-et-Loir).

30, rue Chapal, 75009 Paris.

Décès

— M^{me} veuve Monique Picco, sa fille, M. Patrick Campain, M^{me} Dominique Campain-Picco, sa petite-fille,

M^{me} Marie Laurence, et Timothée Campain, ses arrière-petits-enfants. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BOURDEZEAU,

survenu le 18 mai 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 26 mai 1992.

1. Le repos des cendres au cimetière de Larchant (Seine-et-Marne).

7, rue du Colonel-Oudet, 75012 Paris.

2. Impasse des Minimes, 33127 Martignas-sur-Jalle.

— Marie-Françoise et Jean Alsins et leurs enfants, Christine et André Finc et leurs enfants, Les familles Besset et Savoy, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Georges CALLEUX, née Marguerite Chiffot,

survenue le 14 juin 1992, à Toulouse.

La messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, 92, boulevard du Montparnasse, vendredi 19 juin, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

90, boulevard Raspail, 75006 Paris.

— Sa famille, Ses amis, font part du décès de

M. Dominique CAMAIL,

dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le 13 juin 1992, à Nantes.

Nos abonnés et nos adhérents, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— On nous prie d'annoncer le décès du

comte CLAUZEL, ancien ambassadeur de France, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,

survenu à Grasse (Alpes-Maritimes), le 8 juin 1992.

Les obsèques ont eu lieu à Mirepoix (Ariège).

De la part de la comtesse Clauzel et de ses enfants.

[Né le 5 septembre 1907, le comte Clauzel était entré dans la carrière diplomatique en 1932. Engagé volontaire de juillet 1944 à décembre 1945, nommé conseiller du gouvernement chrétien à Rabat en 1949, attaché auprès des Nations unies en 1955, ministre-délégué à Rabat en 1956 puis à Madrid de 1957 à 1960, il avait été ambassadeur au Pakistan, au Zaïre et aux Philippines.]

— M. Guy De Costa Noble, son frère, M. Christian De Costa Noble, M. Patrick De Costa Noble, M. Raymond De Costa Noble, ses enfants,

Mathieu, Julien, Julie, Sarah, Joëlle, ses petits-enfants, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri DA COSTA NOBLE,

survenu le 15 juin 1992, à Bordeaux.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Montignieu.

26, rue d'Avion, 33000 Bordeaux.

— Le président de l'université Charles-de-Gaulle, Lille-III, L'UFR des sciences historiques, artistiques et politiques de l'université Charles-de-Gaulle, Lille-III, ont le regret de faire part du décès de

Serge DAGET, professeur d'histoire de l'Afrique,

survenu le 16 juin 1992, à Lambertain.

Ses funérailles auront lieu le jeudi 18 juin, à 9 h 45, au funérarium de Watrelles (aucune fleur).

— Marie et Annette Christis, ses enfants, Jean et Lena Frantzakis, Julie et Costa Keras, François et Nita Frantzakis, Ses frères et sœur, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Phocion FRANCESCAKIS, directeur de recherche honoraire au CNRS,

survenu à Paris, le 14 juin 1992.

Les obsèques auront lieu le vendredi 19 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, 75116 Paris.

7, rue Méchain, 75014 Paris.

Né à La Canée en Crète le 10 juin 1910, de nationalité hellénique et mainteneur des liens étroits avec son pays d'origine, Phocion Francescakis a toujours manifesté un attachement profond à la France, où il a fait ses études supérieures. Engagé volontaire pour la durée de la guerre dans les armées françaises, il a été prisonnier en Allemagne de 1940 à 1945. Docteur en droit, tout en développant ses activités au sein du CNRS, il a dispensé son enseignement à l'Institut de droit comparé de l'université de Paris et à l'université de Thessalonique. Il fut, notamment, vice-président du Comité français de droit international privé, vice-président de l'Institut de droit international, directeur du Centre grec de droit économique international et européen, et membre correspondant de l'Académie d'Athènes. Il a inspiré depuis 1948 la *Revue critique de droit international privé*, dont il était le codirecteur. Docteur honoris causa des universités de Liège, de Louvain et d'Athènes, auteur de nombreux écrits, il était considéré comme un des maîtres du droit international privé.

— Michel, François et Jean-Noël Gillet, Les familles Gillet et Boyé, ont la tristesse d'annoncer le décès, dans sa soixante-quatrième année, de

Madeleine GILLET, directrice honoraire de lycée à Strasbourg,

démobilisée depuis sa retraite à Garboux (Var).

Ses obsèques ont eu lieu, le mardi 16 juin, dans l'intimité familiale en l'église de Moyles (Isère).

— M. Jacques Mazza, son épouse, Philippe, François et Mathieu, ses fils, Et tous ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Angèle MAZZA,

survenue le 10 juin 1992, à Marseille, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

— M. et M^{me} Pierre Devaux, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Alain Ohrel et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-douzième année, de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} René OHREL,

le 15 juin 1992.

La cérémonie religieuse a eu lieu, le mercredi 17 juin, en l'église Saint-Vincent-de-Paul, au Havre.

1, rue Léon-Cassandour, 76000 Le Havre. Préfecture de Loire-Atlantique, 44000 Nantes.

— Georges PATRUX, artiste-peintre et designer, est parti en toute sérénité, le dimanche 7 juin 1992.

Sa famille, Ses amis, Et l'atelier Patrice, se réuniront pour l'inhumation au columbarium du Père-Lachaise, le vendredi 19 juin, à 11 heures.

En souvenir de Georges, tenue fleur et fleurs blanches souhaitées.

— M^{me} Pierre Vallaud, sa mère, M^{me} Jacques Vallaud, née Hirslein, sa femme, M. et M^{me} Michel Vallaud, M^{me} Marie-Noëlle Vallaud, ses enfants,

Cécilienne et Camille Vallaud, ses petites-filles, Le docteur et M^{me} René Jean, M. et M^{me} Jean-Michel Vallaud, ses frères, sœur, beau-frère et belle-sœur, M. Xavier Morange et son fils Thomas, M. Bruno Morange, M. et M^{me} Damien Feger et leur fils Adrien, Jean-Paul, Olivier et Christian Vallaud, ses neveux, Le docteur Jean-Claude Lacoux, Les familles Bonneau, Drougnon, Fournier, Gaymard, Hirslein et Maréchal, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques VALLAUD, ancien président-directeur général des Brevetés de la Meuse, officier de l'ordre national du Mérite,

libéré de ses douleurs physiques et morales, le 16 juin 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 juin, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule à Neuilly, sa paroisse, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Neuilly dans le caveau de famille.

8, rue de Berne, 75008 Paris, 26, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly.

Anniversaires

— Il y a un an, le 22 juin 1991, disparaissait

Isabelle FOCCART.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

— Une pensée pour le deuxième anniversaire de la mort de

Sophie SCHEIN.

S

La libération des deux derniers otages occidentaux au Liban

Bonn affirme n'avoir accepté « aucune condition » des ravisseurs

Quelques heures à peine après que les deux derniers otages occidentaux au Liban, MM. Thomas Kempfner et Heinrich Struëbig, eurent été confiés à un émissaire de Bonn à Beyrouth, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, a affirmé, mercredi 17 juin, qu'il n'y avait « pas eu de troc avec les preneurs d'otages criminels ». Le gouvernement allemand n'a « accepté aucune condition (...) Toutes les tentatives visant à faire plier l'Etat de droit ont échoué », a ajouté M. Kinkel pour qui la libération des deux otages est « une victoire de la justice sur l'injustice ».

Peu auparavant, à Beyrouth, MM. Kempfner, trente ans, et Struëbig, cinquante et un ans, avaient été confiés, au ministre allemand à la chancellerie, M. Berndt Schmidbauer, par le premier ministre libanais, M. Rachid Solh, initialement annoncée pour mardi, cette cérémonie a été retardée de quelques heures pour des raisons qui n'ont pas été officiellement précisées. Selon des informations circulant à Beyrouth, les ravisseurs, l'organisation des Moudjahidines pour la liberté, qui sert de paravent à la famille Hamadé, exigent des garanties pour que les deux frères islamisés, Mahammed et Abbas, condamnés en Allemagne pour terrorisme, bénéficient de remises de peine et soient rapidement libérés.

Lors d'une brève allocution, M. Schmidbauer a notamment « remercié » le secrétaire général de l'ONU, le « gouvernement d'Iran, de Syrie et du Liban ». De son côté, M. Solh a remercié « tous ceux qui ont contribué à la libération de ces derniers otages, en particulier la Syrie et ses services de sécurité qui ont joué un rôle essentiel ».

Vêtus de costumes sombres et masqués de près, les deux otages semblaient en bonne santé, malgré leur trentième mois de captivité. Après avoir subi un premier examen médical dans un hôtel de Beyrouth,

selon une source autorisée, ils ont été remis à des représentants des Nations unies à Beyrouth, parmi lesquels l'émissaire spécial de l'ONU, M. Giamberico Pisco. Ils devaient partir rapidement, en compagnie de M. Schmidbauer pour l'Ile de Crète, où les attendent leurs familles, avant de regagner l'Allemagne. — (AFP)

Selon un rapport de la CIA

Le régime de M. Saddam Hussein s'est nettement renforcé

Le président irakien, M. Saddam Hussein, est plus fort aujourd'hui qu'il y a un an, indique un rapport de la CIA et d'autres agences de renseignements, qui sera présenté cette semaine au président George Bush et dont a fait état, mardi 16 juin, le New York Times. Le document indique que M. Hussein a déjà rétabli une partie de l'infrastructure du pays grâce à des importations jordaniennes, et en puisant dans les réserves cachées de l'Irak.

Il tente également de reconstruire sa puissance militaire et de renforcer sa base politique par la répression. A ce propos, le directeur général adjoint de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Maurizio Zitterero, a invité les pays occidentaux à renforcer l'embargo contre Bagdad, en vue de l'empêcher de construire une bombe atomique, toujours à sa portée. — (AFP, Reuters)

Arrestation de deux députés palestiniens aux négociations de paix. — Deux membres du comité d'orientation de la délégation palestinienne aux négociations de paix, MM. Feris Hassouna et Walid Zarkout, habitants des territoires occupés par Israël, ont été arrêtés et placés en détention administrative, a annoncé, mardi 16 juin, l'armée israélienne. Aucune précision n'a été fournie sur les raisons de cette mesure. — (AP)

SOMMAIRE

DÉBATS

Afrique : « L'Algérie en suspens », par Bernard Stasi ; « Les pays francophones peuvent repartir », par René Lenoir. 2

ÉTRANGER

La visite de M. Boris Eltsine à Washington. 3
La campagne électorale en Israël 4
Philippe : un entretien avec le président Fidel Castro. 4
Serbie : l'apposition accordée un sursis au président Milosevic. 5
La privatisation des entreprises en Russie. 5
Grande-Bretagne : M. John Major, ou le « Thatcherisme à visage humain ». 6
Afrique du Sud : la campagne de l'ANC pour obtenir un gouvernement intérimaire. 7

POLITIQUE

L'adoption par le Sénat de la révision constitutionnelle et le débat sur la construction de l'Union européenne. 8-9

SOCIÉTÉ

La cour administrative d'appel de Paris juge que l'Etat a commis « une faute lourde » dans l'affaire du sang contaminé. 10
Le meurtre d'un collégien marocain à Chauny. 11
Une peine de dix-huit mois de prison ferme a été requise contre l'urologue Georges Rossignol. 11
Championnat d'Europe des nations de football : Didier Deschamps, le petit patron. 12
Vallée : abandon de Florence Arthaud dans le Transat anglaise en solitaire. 12

ÉDUCATION • CAMPUS

La FEN retient son souffle • Le

SNETAA à l'épreuve • Rupture consommée dans le Rhône • La vie en vert des écoles hollandaises • Le coût de la « paix scolaire ». 13 à 16

ÉCONOMIE

Nouveau délai pour la réforme de la politique agricole commune. 20
Stagnation de la diffusion et baisse importante des recettes publicitaires : 1991, année noire pour la presse. 20
La résurrection du Mexique. 21
M. Teple se fait applaudir chez Adidas France. 22

ARTS • SPECTACLES

Les Indiens ne sont plus loin • Teulard ou poète, même combat • Tony Hlerman, un Chénier chez les Navajos • Danse : Drôle d'oiseau, drôle de poisson • Théâtre : Incertitudes des den barons, impendances des cadets • John Coirane, les vertiges de l'université. 29 à 38

Services

Abonnements. 2
Annonces classées. 17 à 19
Automobile. 12
Marchés financiers. 24 et 25
Météorologie. 27
Carnet. 26
Mots croisés. 26
Radio-télévision. 27

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 38

Le numéro du « Monde » daté 17 juin 1992 a été tiré à 482 113 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Lectures d'été

Il y a beaucoup de livres qu'on aimerait lire lorsqu'on partait, mais dont on repousse la découverte aux vacances, faute de temps. « Le Monde des livres » présente une sélection d'une centaine de titres parus depuis septembre dernier. Et aussi un choix de bons ouvrages dits « d'été ». Lire également un bilan sur ce que les lecteurs ont lu cette année : les meilleurs chiffres de vente dans toutes les catégories.

Après la divulgation d'une note confidentielle de Matignon

Hachette consent au dialogue avec les créanciers de l'ex-Cinq

Le groupe Hachette semble prêt à composer dans le contentieux qui l'oppose aux créanciers de l'ex-Cinq. La divulgation d'une note de Matignon, demandant une enquête sur le groupe, et la nécessité de rassurer les actionnaires avant d'augmenter le capital de Hachette ont contraint son PDG, M. Jean-Luc Lagardère, à cette souplesse.

Brusque éclaircie sur le contentieux de l'après-Cinq. Après avoir traité les pieds pendant de nombreuses semaines sur l'épineuse question de l'indemnisation des créanciers de l'ex-Cinq (producteurs et distributeurs pour le cinéma et l'audiovisuel), le groupe Hachette a brusquement changé d'attitude. Cette manœuvre d'esprit nouvelle s'est d'abord traduite par un changement de personnel. M. Thierry Funck-Brentano, proche collaborateur de M. Jean-Luc Lagardère, suivra désormais les négociations entre Hachette et les producteurs de l'audiovisuel et du cinéma.

An-dé-là de ce changement de personnel, des propositions nouvelles ont été faites. Selon M. Jacques Peskine, président de l'Union syndicale de la production audiovisuelle, le groupe a effectué une « avancée ». Rompant avec une stratégie de négociation individuelle, Hachette a proposé aux organisations représentatives un taux d'indemnisation de 70 % pour l'ensemble des créanciers qui lui seraient présentés par les producteurs.

Ben entendu, l'USPA reste ferme sur sa demande d'indemnisation intégrale, mais le climat nouveau incite chacun à la sagesse. D'autant qu'à l'arrivée la facture initiale d'environ 200 millions, pourrait être réduite si certains producteurs qui récupèrent leurs droits arrivent à recaser sur d'autres chaînes leurs programmes.

En attendant les experts

Pour ce qui est des créances d'achats de droits présentés par les distributeurs, la situation a en revanche peu évolué. M. Marc Sillem, secrétaire général de l'Association des distributeurs européens de programmes audiovisuels (ADPA), affirme n'avoir reçu aucune proposition concrète. Côté cinéma, les films diffusés mais non payés (60 à 70 millions de francs de droits environ) n'ont pas non plus, semble-t-il, fait l'objet de propositions concrètes. Mais Hachette ne paraît pas vouloir décevoir le producteur.

Qu'est-ce qui a motivé pareil revirement ? Les raisons ne manquent pas. La combativité des créanciers et l'influence politique de certains producteurs de cinéma ne sont pas le moindre des facteurs. Le rôle conciliateur joué par M. Michel Rouger, président du tribunal de commerce, n'est pas à mettre entre parenthèses non plus. Les plaintes en responsabilité civile déposées par des sociétés comme UGC et la Société française de production, représentent aussi des épées de Damoclès suspendues au-dessus de la fusion Matra-Hachette.

En outre, tout retard dans l'indemnisation des créanciers laisse peser une incertitude sur la situation du groupe pour les actionnaires, qui seront invités prochainement à souscrire à une augmentation de capital. Enfin, la divulgation organi-

sée d'une note confidentielle d'un service de Matignon (le Service juridique et technique de l'information) préconisant l'ouverture par le parquage d'une enquête préliminaire sur Hachette (le Monde du 11 juin) n'a pas non plus arrangé les affaires de M. Jean-Luc Lagardère. D'autant qu'à la suite de cette révélation le titre Hachette a chuté en Bourse de plusieurs points. Dans un communiqué rendu public mardi 16 juin, Hachette estime « indigne » cette « manipulation d'information » et attend « d'urgence » que soit ainsi occasionnée un préjudice à l'ensemble des actionnaires.

Même si la volonté d'aboutir à un règlement à l'amiable ne faiblissait pas dans les semaines qui viennent, Hachette n'en a pas fini avec le dossier juridique de l'après-Cinq. Le collège d'experts qui travaille à établir la preuve d'éventuelles fautes de gestion ayant contribué à une insuffisance d'actifs n'a pas encore bouclé ses travaux. C'est sur ses conclusions que seront basées toutes les actions en comblement de passif.

YVES MAMOU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tout à fait

Tiens, il m'est arrivé un truc hier. Je demande à ma copine Sylvie si elle veut venir prendre un café et vous savez ce qu'elle me répond ?

— Oui.

— Ou est-ce que t'as dit ?

— Ben, je t'ai dit oui.

— Mais ça ne se dit plus !

— On dit plus rien !

— Non. D'ailleurs ça porte un nom, le « Banni-oui-oui » : Personne qui a exclu le oui de son vocabulaire. Exemple : Vous me prenez pour un con ? Affirmatif, mon adjudant ! Ou bien : Allô, c'est toi ? Absolument. T'es pas vu, c'est marqué dans le Dictionnaire des mots qui n'existent pas de Jean-Loup Chiffet et Nathalie Krivy.

— Tiens, ça m'a échappé ! Tu y es, je te signale.

— Moi ?

— Absolument. A « Combien-fois » : Quelqu'un qui chaque fois que vous lui montrez un objet que vous voulez échanger vous demande : Combien tu l'as payé ?

Et à « Mégalo » : Celui qui, oh qu'il soit, croit toujours que c'est pour lui que la téléphone sonne et prévient aussitôt : Je n'y suis pour personne.

Vexée, je t'ai regardé de plus près, ce foutu dico. Il a me l'ont consacré, ma parole ! La « Rogatiffle » qui pique les restes de nourriture abandonnés sur le bord de l'assiette du voisin, croûte de fromage, gras de jambon, en lui disant « Tu lélasses le meilleur », c'est moi. L'« Amnionisme », ami au cannibalisme dont le nom vous échappe en moment précis où vous devez le présenter à quelqu'un, c'est encore moi. L'« Ascensortte », qui, attendant l'ascenseur, se livre à l'« Ascensort », pratique magique consistant à appuyer plusieurs fois avec insistance sur le bouton d'appel pour le faire venir plus vite, c'est toujours moi. Sylvie aussi. Je lui ai signalé. Alors, elle :

— Oui ? Oh ! Pardon... Non !

Les travaux du Parlement

M^{me} Aubry veut rendre l'apprentissage « plus attractif »

Les députés ont entamé, mardi 16 juin, l'examen du projet de loi sur la modernisation de l'apprentissage, présenté par M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Ce texte vise, pour l'essentiel, à rendre l'apprentissage plus attractif pour les jeunes, à renforcer la responsabilité des entreprises et à développer le rôle des partenaires sociaux.

En quête de « gisements d'emplois », le gouvernement prospecte résolument toutes les pistes et la formation professionnelle en est une. Après un texte à la session d'automne, en vint un second pour le printemps. Mais le projet dont les députés ont entamé l'examen, mardi, n'est pas sans originalité puisqu'il tente de revaloriser une filière jusqu'à la négligée, celle de l'apprentissage, idée chère à l'ancien premier ministre, M^{me} Edith Cresson, ainsi qu'aux parlementaires alsaciens, qui s'engagent sur ce dossier d'une manière plus sérieuse que sur les autres. L'Alsace compte deux fois plus d'apprentis que la moyenne nationale. Le « modèle » allemand en matière d'apprentissage, rituellement loué, est très proche.

En France, l'apprentissage est longtemps resté « associé à la notion d'échec scolaire », comme l'a déploré M. Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin) alors que, selon M. Jean Royer (UMP, Haut-Rhin), « l'apprentissage d'une serrure vaut bien celle d'une phrase latine ». Les choses, pourtant, évoluent à petits pas. M^{me} Aubry a ainsi rappelé que, après une période d'erosion de 5 à 10 % par an, le nombre d'apprentis a connu une progression depuis la fin 1991. Elle a également noté qu'un apprenti sur deux trouve directement un emploi

après sa sortie et dans deux tiers de ces cas, il signe un contrat à durée indéterminée. C'est donc cette amorce de redressement que le ministre du travail souhaite encourager en proposant un projet de loi qui poursuit quatre objectifs. Il s'agit, d'abord, de mettre en place « une formation plus attractive pour les jeunes », en signant notamment la rémunération versée aux apprentis sur le régime applicable aux bénéficiaires de contrats de qualification. Ensuite, la procédure d'agrément des entreprises est « modernisée ». Troisième objectif, le rôle des partenaires sociaux est renforcé, au plan des négociations par branche professionnelle comme dans le cadre des missions du comité d'entreprise. Enfin, le secteur public sera un lieu d'expérimentation.

« L'Europe n'est pas loin »

Si M. Alain Néri (PS, Puy-de-Dôme), rapporteur de la commission des affaires culturelles, a estimé que ce dispositif va « dans le bon sens », car il « contribue à aider les jeunes à accéder à l'emploi », la loi était beaucoup plus sceptique sur les bords de l'opposition. M. Germain Gengenwin (UDC, Bas-Rhin) a regretté que l'apprentissage fasse les frais de l'éducation en alternance. « Les apprentis sont payés, 4-5 francs l'heure, les élèves sont scolarisés, non. Les parents paient les frais de scolarité », a-t-il déclaré. M. Jean Uebersching (RPR, Haut-Rhin) a enchaîné sur ce thème en reprochant au gouvernement de ne pas s'être décidé « à préférer l'apprentissage à l'alternance sous statut scolaire ».

Considérant que ce projet relève de la « politique de principes », M. Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire) a jugé que les procédures d'agrément des entreprises étaient « trop rigides et trop étatiques » tandis que M. Bruno Bourg-Broc (RPR, France) dénonçait « l'aggravation des charges de entreprises ». Les commu-

nités étaient évidemment d'un avis contraire puisque, selon M. René Carpentier (PC, Nord), « le patronat pourra se féliciter d'un texte qui transfère massivement la responsabilité de la formation aux entreprises ». Le regard, tourné, en-dehors, des Alsaciens, M. Carpentier a ajouté : « Avec ce projet, l'Europe de Maastricht n'est pas loin ». Tout est décidé, dit-il.

FRÉDÉRIC BOBIN

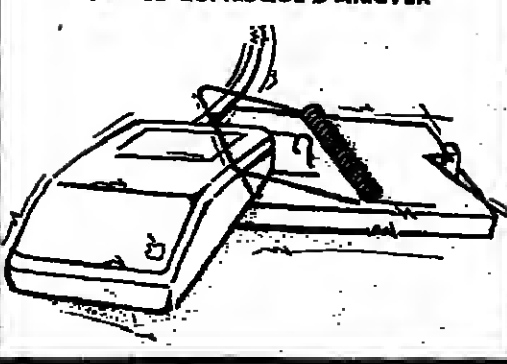
Le premier conseil d'administration de la Société des rédacteurs. — Samedi 15 juin, le conseil d'administration de la Société des rédacteurs du Monde a réuni Anne Chaussebourg, président, Laurent Griesemer et Bertrand Le Gendre, vice-présidents et Guy Herzlich, trésorier. Ont été élus : secrétaires, Gérard Courtois et Marie-Pierre Subtil qui sont entrés au conseil d'administration lors de l'assemblée générale de la Société des rédacteurs tenue le 4 juin, en remplacement de Daniel Carton et de Yves Heller dont le mandat arrivait à expiration.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la maison des fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue la Fayette (10^e) — M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 76-41-17-47 ; à Lyon : 05-05-16-15.

SPÉCIAL TRANSFERTS DE DONNÉES

SI VOUS NE DONNEZ PAS L'INDISPENSABLE A LIRE A VOTRE SOURIS VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



TOUT SUR LES TRANSFERTS MAC-PC
TOUS LES CONSEILS POUR ÉCHANGER, PARTAGER, TEXTES, TABLEAUX, GRAPHIQUES, IMAGES

Et comme chaque mois, le cahier pratique pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh.

SYM Mac

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

NOUVEAU : 3617 SYM MAC 2 LE TEXTE INTÉGRAL DE TOUTS LES NUMÉROS DE SYM MAC

55 درمن لایم

ARTS • SPECTACLES

LES INDIENS NE SONT PLUS LOIN

Les Indiens d'Amérique du Nord commencent-ils à prendre leur image en main ? Produit par Robert Redford, « Dark Wind », d'Errol Morris, sorti à Paris la semaine dernière, est le signe avant-coureur d'une série de films qui leur sont consacrés. Au Lincoln Center de New York, une manifestation vient de mettre en lumière leur contribution au cinéma, passée, présente et à venir.



Daniel Day-Lewis dans « le Dernier des Mohicans » de Michael Mann.

LES OSCARS de Danse avec les loups sonnaient joyeusement le glas d'un Hollywood malade de ses Indiens. Dialogué, pour un tiers, en langue lakota (sioux), le film de Kevin Costner soulignait à quel point l'industrie cinématographique américaine avait ignoré la diversité linguistique des nations indiennes. L'authenticité des costumes rendait risibles les onipeaux « pittoresques » — une pincée de Kiowa, un soupçon d'Apache, un zeste de Séminole — dont furent jadis affublés les Rock Hudson, Jeff Chandler et autres Debra Paget. Ce qui reviendrait, si l'on inversait les paramètres socio-culturels, à faire fi de la différence entre un Norvégien et un Portugais, à considérer comme « Européen type » un homme en sabots hollandais, pantalon de matador, lodes autrichien et bérêt basque.

Quand il s'agit pas un « méchant qui tue les enfants des Blancs par plaisir », l'Indien était le « noble sauvage », voire l'indiot du village. Dans le feuilleton *The Lone Ranger*, qui fit naguère les beaux jours de la télévision, l'Indien Tonto faisait les courses tandis que le Vengeur masqué réparait les injustices dans l'Ouest sauvage. Constamment obséquieux, le personnage faisait frémir les Américains (en espagnol, « tonto » signifie abruti).

Comme le déclarait Albert White Hat (le conseiller technique de Costner) au *Monde*, « l'éducation nous avait tellement lavé le cerveau que dans les années 50 — j'étais encore lycéen — nous applaudissions lorsque les Indiens envahissaient les roulettes et qu'on entendait arriver la cavalerie. Nous, Indiens, prenions le parti des cow-boys... »

« Voix du vent et du glacier : Célébration des Amérindiens dans les films et les médias. » C'est sous cette bannière que, du 4 au 7 juin dernier, se déroulait au Lincoln Center un cycle de films et vidéos. Le but de la manifestation, organisée par plusieurs associations culturelles américaines, était de sensibiliser le public, la critique et l'industrie aux talents autochtones : acteurs,

auteurs, réalisateurs (1). Après un extrait de *In the Land of the War Canoes*, réalisé par Edward S. Curtis en 1914, la soirée d'ouverture comportait un hommage aux acteurs et actrices américains, tels que Hollywood (au sens large du terme) les voit et les « réhabilite ». Dans *Little Big Man* d'Arthur Penn (1970), Chief Dan George, mentor vénérable et malin, lançait à Dustin Hoffman : « Aujourd'hui est une bonne journée pour mourir » (c'était la première fois qu'un autochtone se voyait gratifier d'un rôle substantiel). Dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou* de Milos Forman (1975), le géant Will Sampson n'était pas seulement protégé par Jack Nicholson, mais aussi son protecteur. Dans *The Legend of the Lone Ranger* (1981), Michael Horse réussissait à faire de Tonto le vrai partenaire du Vengeur masqué et non son sous-fifre. Et, bien entendu, Graham Greene et Tonto Cardinal, les « sages » de Danse avec les loups (1990), discutaient, dans leur langue, de l'attraction de l'une des leurs pour le beau lieutenant Costner.

Mais tout autre est le regard que les autochtones jettent sur eux-mêmes, comme le prouvait la série des vingt-trois films et vidéos produits, réalisés et interprétés par des Amérindiens, provenant d'avant-garde du Canada que des États-Unis... mais cette frontière n'existe pas pour les mé-métis : ils sont les seuls hommes autorisés à parcourir le continent sans passeport.

Le plus souvent, ce regard se pose sur l'expérience des femmes et passe par le documentaire objectif ou subjectif. Réalisé par Loretta Todd, *The Learning Path* (le Sentier de la connaissance, 1991) fait la lumière sur un pan méconnu de l'histoire : le kidnapping institutionnalisé par le gouvernement fédéral (ici canadien) des enfants des réserves, et leur enfermement dans des écoles de blancs ou dans des couvents, où tout souvenir de leur culture et de leur langue est effacé. Loretta Todd fait le portrait de certaines de ces femmes marquées à jamais par cette « déculture », et retrace leurs efforts pour enrayer les ravages auprès des jeunes de leur communauté. Les interviews et les scènes se déroulant dans une école purement indienne sont en couleur, les scènes d'altération en noir et blanc.

Sur un thème proche — le tiraillement entre deux cultures — *Forster Child* (1986), de Gil Cardinal, est un exemple de documentaire subjectif, écrit à la première personne. Cardinal est métis, c'est la raison pour laquelle, lui dit l'Assistance publique, il n'est pas « adoptable ». Le film, étonnant de clarté et d'honnêteté, retrace la quête de Cardinal pour retrouver sa famille biologique — et les résistances de part et d'autre.

Harold of Orange (1983), l'une des rares œuvres de fiction présentées dans ce cycle, est un court-métrage satirique réalisé par l'écrivain Chippewa Gerald Vizenor. Il met en scène un groupe d'Indiens déterminés à tirer le plus d'argent possible du conseil d'administration

d'une fondation en jouant sur le côté « sympathisant des causes indiennes » de ses membres. Une forme d'autodérision et de cynisme autodérisionnaire qu'on n'aurait pu imaginer « sur le trottoir d'en face » : en dehors de *Little Big Man* et de certains moments de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, dit Graham Greene, « l'industrie cinématographique en général nous accordait bien peu d'humour, et les auteurs comme les réalisateurs avaient — ont encore — du mal à distribuer un Amérindien dans le rôle de M. Tout-le-monde. Ils ont toujours le sentiment qu'ils doivent lui confier un personnage mystique et stoïque, constamment à la recherche de ses racines. »

Pour l'heure, cependant, le combat le plus évident se mène sur le front du cinéma dit commercial. Le succès du film de Costner et la nomination de Graham Greene à l'Oscar du meilleur second rôle permettent à ce dernier de pousser son avantage dans *Thunderheart*, produit par Robert de Niro et réalisé par Michael Apted (sortie française prévue pour la mi-septembre). Agent du FBI d'origine partiellement Sioux, Raymond Levoi (Val Kilmer) est chargé d'enquêter sur un assassinat commis à l'intérieur d'une réserve. L'activiste Johnny Look Twice (John Trudell) est soupçonné du meurtre. Accompagné par Frank « Cooch » Coutelle (Sam Shepard), l'antenne locale du FBI, confronté aux kapos de Milton (Fred Ward), Levoi découvre un complot à l'échelon fédéral. Grâce à l'officier de police tribale Walter Crow Horse, il réalise la signification d'un héritage qu'il niait jusqu'alors.

En acceptant le rôle de Walter Crow Horse, Graham Greene obtient de Michael Apted qu'il lui donne carte blanche pour créer un vrai personnage : « Le rôle était un peu austère, grave et « signifiant ». Au cours des répétitions, j'ai commencé à improviser — on peut faire passer un même message par l'humour — et très vite les autres acteurs s'y sont mis. Tout à coup, les personnages ont pleinement pris corps. »

« L'attitude de Kevin Costner à l'égard des communautés indiennes a facilité les relations », dit le réalisateur Michael Apted, qui a passé près d'un an et demi dans la réserve de Pine Ridge, au Dakota du Sud, y tournant deux films coup sur coup : une fiction (*Thunderheart*) et un documentaire, *Incident à Ogala*, produit par Robert Redford, sur l'affaire de l'activiste américain Leonard Peltier, accusé — à tort ? — d'avoir abattu deux agents du FBI.

En insistant auprès des Sioux pour qu'ils parlent le lakota entre eux (son film n'en a pas, pour autant, échoué au box-office), Kevin Costner ouvrait une voie dans laquelle Bruce Beresford s'est engouffré. Tiré d'un roman de Brian Moore et inspiré par les lettres qu'échangeaient à leurs supérieurs les missionnaires jésuites venus, au dix-septième siècle, convertir les Indiens de la Nouvelle-France — le Québec — *Black Robe* (encore iné-

dit en France) montre la confrontation culturelle et religieuse entre les indigènes et le fervent Père Laforge, incarné par Lothaire Bluteau (*Jésus de Montréal*). Les Indiens y parlent (avec sous-titres) leurs langues respectives — huron, iroquois, mohawk, algonquin, — se montrent à la fois généreux et mesquins, truculents et obscènes, drôles et sinistres.

Tantoo Cardinal fut, à la fois, de Danse avec les loups et de *Black Robe*. « Je suis prête à jouer le personnage le plus odieux, le plus dérépité, le plus misérable, dit-elle, si l'ensemble de l'œuvre tend justement à dénoncer cet aspect-là du personnage — en tant qu'être humain. Pas en tant que race. »

HENRI BÉHAR
Lire nos articles page 30

(1) Hollywood a souvent oublié leur contribution. En 1928, Edwin Carewe, Chickasaw, réalisa pourtant une version de *Ramona* avec Dolores de Rio et Warner Baxter. Au début du siècle, James Young Deer, de nationalité Winnebago passa pourtant du cirque au cinéma. Acteur et metteur en scène, il était, en 1912, directeur général des studios Pathé sur la côte Ouest.

SUR LE PLUS GRAND ÉCRAN DU MONDE
2 PROJECTIONS
avec l'ORCHESTRE de la GARDE RÉPUBLICAINE
Paris
NAPOLEON
29/30 et 31 juillet 21h30
Parvis de la Défense
LOCATION OUVERTE 40 28 40 33
un spectacle EPAD PARIS QUARTIER D'ÉTÉ

out à fait

« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...
« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...
« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...

issage « plus attractif »

« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...
« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...
« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...

Le Français en retard d'une fenêtre

« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...
« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...
« Ça va, ça va... » Celui qui, en ce moment, est toujours que c'est...

LES DONNÉES
TRANSFERTS MAC-PC
OU ÉCHANGER, PARTAGER,
GRAPHIQUES, IMAGES
chaque mois,
pour aller plus vite,
avec Macintosh.
Mac
ÉCHANGERS DE VOTRE MAC
NUMÉROS DE SYN MAC

DANSE	31
« Strange Fish » par DV8 Physical Theater	
THEÂTRE	32 et 33
Génération parallèles	
DISQUES	38
John Coltrane	
Lire pages 34 à 37 la sélection des revues de la semaine.	

CINÉMA

LES ENGAGEMENTS
de Leonard Peltier et John TrudellChief Dan George
dans « Little Big Man ».Will Sampson et Jack Nicholson
dans « Vol au-dessus d'un nid de coucou ».Graham Greene
dans « Danse avec les loups ».TAULARD
OU POÈTE
MÊME COMBAT

Leonard Peltier et John Trudell, figures de la résistance amérindienne actuelle, sont au centre de deux films réalisés simultanément, le documentaire *Incident à Oglala* et la fiction (inspirée de faits réels) *Thunderheart*, tous deux signés Michael Apted.

DOCUMENTAIRE de Michael Apted produit (et narré) par Robert Redford, *Incident à Oglala* traite de ce que certains tiennent pour « le procès pour meurtre » (traduisez : l'erreur judiciaire) le plus important de l'histoire américaine depuis Sacco et Vanzetti : l'affaire de l'activiste amérindien Leonard Peltier.

Le 26 juin 1975, enquêtant sur le vol d'une paire de bottes de cow-boy et lancés à la poursuite d'une camionnette, deux agents du FBI pénètrent dans la réserve de Pine Ridge (Dakota du Sud). Un acte illégal, si on se tient à la lettre des traités – non abrogés – entre gouvernement fédéral et nations indiennes. Le lieu est particulièrement sensible, puisqu'il est érigé le monument commémoratif du soulèvement de Wounded-Knee et du massacre qui s'ensuivit. L'époque aussi, à peine deux ans après la création de l'American Indian Movement (AIM). Un échange de coups de feu fera trois morts : un Amérindien et les deux agents du FBI.

Au terme d'une chasse à l'homme, considérée comme la plus importante jamais entreprise par le FBI, quatre Amérindiens sont inculpés. L'un est relâché faute de preuves. L'autre – Leonard Peltier, membre de l'AIM – s'enfuit au Canada. Les deux derniers sont acquittés. Sur le témoignage d'une vieille Indienne affirmant avoir assisté à l'affrontement, Leonard Peltier est extradité. Il sera condamné à « double perpétuité » (non confondue). Il purge aujourd'hui sa peine à la prison de Leavenworth.

Tres vite, on parle d'erreur judiciaire. S'interessaient depuis toujours aux populations amérindiennes, l'auteur d'*En liberté dans les champs du Seigneur*, Peter Matthiessen, publie en 1983 *In the spirit of Crazy Horse*, un livre de plus de six cents pages consacré à la fusillade de Pine Ridge. Soutenant que les preuves et

le procès étaient truqués, Matthiessen élargit les bases de son dossier : il fait entrer le racisme et la destruction de l'environnement dans l'affaire, rappelle les trahisons systématiques commises par les Blancs (les traités entre le gouvernement américain et les Lakotas furent enfreints au dix-neuvième siècle lorsqu'on découvrit de l'or dans les Black Hills. Ils le sont encore aujourd'hui, après la découverte de gisements d'uranium à Pine Ridge : c'est, entre autres, le sujet de *Thunderheart*).

Pendant la rédaction même de *Crazy Horse*, Matthiessen prend contact avec Robert Redford en vue d'un projet commun sur l'affaire Peltier. Une rumeur prétendant que Peltier risque d'être assassiné en prison, Redford lui rend visite, espérant détourner cette menace en attirant l'attention des médias – « c'était la première fois que Peltier voyait quelqu'un de l'extérieur depuis son emprisonnement », déclarait Redford au *Los Angeles Times*. De cette entrevue, Redford ressort convaincu que, cherchant à tout prix un coupable, le FBI a pris le seul suspect qui restait disponible : Leonard Peltier.

Les interventions de Redford auprès de la justice américaine n'aboutissent pas, l'acteur-producteur envisage l'outil du documentaire. Le FBI ne lui facilite pas la tâche, interdisant à l'équipe du film tout accès à Peltier : n'y ont droit que ceux qui sont dûment accrédités par un organisme d'information ou un grand média. Selon Redford, toujours dans le *Los Angeles Times*, les trois grands réseaux américains de télévision (ABC, NBC et CBS) refusent leur concours. Redford, Apted et leur équipe seront finalement accrédités par... la BBC.

Incident à Oglala raconte la manipulation des preuves par le FBI, ainsi que les pressions sur les jurés et les témoins. Par exemple, un télégramme du 2 octobre 1975, adressé à ses supérieurs par un expert en balistique du FBI, indique que les balles qui ont tué les deux agents ne pouvaient pas avoir été tirées par le fusil de Peltier. Ce télégramme fut pas communiqué à la défense. Devant les caméras de Michael Apted, la vieille Indienne, dont la déposition permit l'extradition de Peltier, dit aujourd'hui qu'elle n'avait pas assisté à l'affrontement de Pine Ridge, mais qu'elle fut menacée de mort par le FBI, si elle ne témoignait pas dans le sens désiré par le Bureau. Et, en 1990, un autre Indien s'est accusé du double meurtre... Mais le système judiciaire semble encore vouloir ignorer ce témoignage.

Le « scoop » d'*Oglala* est constitué par l'interview de Leonard Peltier dans sa prison – la première depuis son incarcération. Peltier affirme à nouveau son innocence. Ses supporters estiment qu'il mériterait, sinon une grâce présidentielle, du moins une nouvelle instruction du procès. Mais il paraît improbable, surtout en période électorale, qu'un président des États-Unis, ou même un candidat à la Maison Blanche, s'oppose de front au FBI.

Incident à Oglala faillit ne jamais être tourné : après être resté quelque temps sans nouvelles de Robert Redford, Peltier avait vendu les droits (cinématographiques) de son affaire à Oliver Stone. Lorsque Redford réussit à monter sa production, il dut, pour avoir accès à Peltier, demander l'accord de

Stone. Celui-ci se fit d'abord tirer l'oreille puis, estimant sans doute qu'un documentaire ne saurait contrecarrer le film à gros budget qu'il entendait consacrer à l'affaire, il finit par accepter. Mieux : frappé par la qualité des éléments rapportés par Michael Apted, il souhaite en incorporer certains dans son propre film.

Entre-temps, Michael Apted avait repéré le scénario de *Thunderheart*, dont plusieurs aspects rappellent l'affaire Peltier. Première production de la TriBeCa Prods, la société de Robert De Niro, *Thunderheart* sera tourné dans la réserve même de Pine Ridge (c'est la première fois qu'un film « de fiction » y a accès). Et Apted confie le rôle du fugitif à un activiste interviewé dans *Incident à Oglala*, John Trudell.

La vie de John Trudell lui-même constituerait un étonnant scénario. Né en février 1946 dans la réserve des Sioux Santee près d'Omaha, dans le Nebraska, il s'engage, à dix-sept ans dans la Navy... et se retrouve au large des côtes du Vietnam. Quatre ans plus tard, il quitte l'armée, dégoûté à la fois par la nature du conflit et par le traitement que connaissent les minorités au sein de la structure militaire. Fin du « rêve américain » (c'est-à-dire « blanc »), naissance d'un activiste.

En 1969, les « Indiens de Toutes les Tribus » s'emparent de l'île d'Alcatraz, où est érigé le célèbre pénitencier. Porte-parole du mouvement, Trudell est immédiatement repéré par le FBI (son dossier s'est depuis enrichi : il ferait aujourd'hui près de vingt mille pages). L'occupation d'Alcatraz, qui dure deux ans, entraîne la naissance de l'American Indian Movement (AIM), dont Trudell est président de 1973 à 1979. Le gouvernement fédéral n'apprécie guère. Trudell est plus brutal : « Ils nous ont déclaré la guerre... »

La vie de Trudell prend bientôt un tournant dramatique. Douze heures seulement après avoir brûlé le drapeau américain devant le quartier général du FBI à Washington, un incendie ravage sa maison, sur la réserve Shoshone-Païute, dans le Nevada, provoquant la mort de sa femme et de ses trois enfants. Le FBI conclura à un accident. Traumatisé, Trudell recouvrera son équilibre mental par la poésie puis la chanson, grâce au chanteur Jackson Browne, qui met son studio à sa disposition, et à Jesse Ed Davis, Kiowa de l'Oklahoma, musicien qui accompagna souvent Browne, Bob Dylan, George Harrison et Ringo Starr.

Hormis sa « prestation » dans *Incident à Oglala*, Trudell entend canaliser son activisme dans la création. Il se dit « intéressé » par l'expérience de *Thunderheart* mais, pour l'heure, fait passer sa carrière d'acteur (il songe en revanche à l'écriture et à la réalisation) après son activité d'auteur compositeur. Les chansons de son premier album, *Aka Graftiti Man* (qui vient de sortir en France sous le label Blue Silver) traitent à la fois de la guerre du Golfe (*Bombs over Baghdad*), d'Elvis Presley (*Baby Boom Che*), de la décadence du rêve américain (*Graftiti Man*) – et de sa femme (*Tina Smile*). Producteur exécutif de l'album, Jackson Browne est également crédité « vocaliste », ainsi que Kris Kristofferson qui, en hommage à Trudell, avait écrit la chanson *Johnny Lobo*.

H. B.

Tony Hillerman,
un Chandler chez les Navajos

HÉROS du Vent sombre, Jim Chee n'est pas le premier détective amérindien à faire son entrée dans la littérature populaire américaine. L'honneur en revient au lieutenant Joe Leaphorn, également officier de la police tribale des Navajos. Nés tous deux de l'imagination de l'écrivain Tony Hillerman (prix Edgar du mystère aux États-Unis, Grand prix de la littérature policière en France), on les retrouve, de livre en livre, parmi les best-sellers du marché nord-américain. Robert Redford a pris une option sur la série entière, il a déjà mis trois films en chantier. *Le Vent sombre*, d'Enrol Morris, est le premier sorti.

Né dans l'Oklahoma, Hillerman vit à Albuquerque (Nouveau-Mexique) depuis près de trente ans. Blessé et médaille de la seconde guerre mondiale (il combattit en France), il décroche un diplôme universitaire de journalisme, écrit des slogans pour Purina, le fabricant d'aliments pour animaux, devient journaliste professionnel et, à trente ans, directeur du *New Mexican* de Santa-Fé. Emploi qu'il quitte pour « entrer dans les lettres ». Parti pour écrire « le grand roman amérindien », il découvre, grâce à Raymond Chandler et Graham Greene, les possibilités de la littérature policière, dont il renouvelle l'ambiance tout en respectant les lois du genre, en situant ses récits dans une réserve navajo.

Vaguement inspiré par un policier épave tué au cours d'une arrestation – événement que Hillerman avait couvert pour son journal – le lieutenant Joe Leaphorn (d'après l'anthropologue de l'université d'Arizona) enquête sur le « sorcellerie » navajo (*Le Vent de l'ennemi*, 1970), puis sur les rites religieux Zuni (*La nuit des morts*, 1973) et, dans *Femme qui écoute* (1978), affronte un activiste indigène prêt aux meurtres en série.

« Né » en 1980, le détective Jim Chee tombe amoureux d'une institutrice blanche de la réserve et affronte un tueur à gages psychopathe (*Le Peuple des ténèbres* (1)), se trouve pris dans la rivalité entre Navajos et Hopis (*Le Vent sombre*, 1982) puis, quittant la

réserve, entre dans les bas-fonds de Los Angeles (*Le Voile du fantôme*, 1985). Enquêtant sur une série de meurtres apparemment sans lien, Leaphorn et Chee se trouvent pour la première fois réunis dans *Porteurs-de-peau* (1987). Depuis, ils ne se quittent plus.

D'abord teinté de méfiance – Leaphorn, plus âgé, est plus sceptique, sinon cynique ; Chee, poursuivant son initiation de shaman, est plus métaphysique, – le rapport entre les deux détectives est cimenté dans *Le Voile de temps* (1989), lorsqu'ils enquêtent sur le vol de tombes indiennes et le vol de vases précieux Anasazi. Si *Dieu qui parle* (1989) conduit le duo jusqu'à Washington D. C. (stigmatisant au passage le manque de respect du pouvoir fédéral vis-à-vis des terres sacrées amérindiennes), dans *Coyote attend*, Hillerman traite d'environnement et d'identité culturelle, au travers d'une enquête où se mêlent une avocate, une anthropologue et le fantôme de Butch Cassidy...

Sans négliger les figures imposées du roman policier, Hillerman donne à ses affrontements entre cultures des allures de contes moraux. « En écrivant un livre distrayant, déclarait-il, je veux aussi que les lecteurs perçoivent la force et la dignité d'une culture que j'admire. » Les livres de Hillerman sont aujourd'hui étudiés dans les écoles Navajo (il est lui-même « ami honoraire » de cette nation). Le portrait qu'il dresse des Navajos est d'une telle justesse – et d'une telle absence de condescendance – que nombre de lecteurs, souligne-t-on souvent, s'étonnent de découvrir qu'Hillerman est blanc.

H. B.

(1) Paru à l'origine, en version incomplète, dans la série *Noir*, sous le titre *Le Peuple de l'ombre*, *Peuple de ténèbres* vient d'être publié, par Rivages, au sein de la trilogie *Jim Chee*. Tous les ouvrages de Tony Hillerman, traduits par Danièle et Pierre Bonaldi, ont été publiés chez Rivages.

LES INDIENS
NE SONT
PLUS LOIN

Suite de la page 29

Difficile, parfois, de faire la part des choses, comme le prouvait le débat qui eut lieu, au sein même de la communauté amérindienne, lors de la sortie de *Powwow Highway*, en 1989. Le film de Jonathan Wacks mettait en présence deux jeunes Indiens – un gros gentil, un beau voyou, – qui, bien que n'ayant pas grand-chose en commun, paraissent dans une vieille Buick libérer la sœur de l'un d'eux, victime d'un coup monté par la police fédérale. Comédie drolatique, par moments, le film fut assez bien accueilli par les Indiens. Nombre de voix indiennes s'élevèrent cependant, estimant qu'il perpétuait (entre autres) les stéréotypes de l'Indien ivrogne et/ou violent. D'autres répliquaient que le stéréotype du « noble sauvage » était aussi néfaste que celui du soûlard sordide. Débat qu'ont connu toutes les minorités. Doit-on accepter de montrer ses défauts ? Est-il urgent d'attendre, en ne tolérant qu'une image positive de soi-même ?

Les casting directors font, en tout cas, de plus en

plus appel à des acteurs autochtones ; parfois même à des voix-professionnelles. Nombre d'entre eux figurent dans *Le Dernier des Mohicans*, de Michael Mann, où Daniel Day Lewis incarne un colon élevé au dix-huitième siècle par les Mohicans, tiraillé par sa loyauté à l'égard de son peuple d'adoption et l'amour qu'il porte à la fille d'un officier britannique (Madeleine Stowe). Dans cette adaptation du roman de James Fenimore Cooper qui sort en France le 26 août, Lewis a pour partenaires Patrice Chéreau... et Russell Means, activiste et ancien président de l'American Indian Movement (AIM).

Mais l'industrie cinématographique ne semble pas encore prête à donner aux Amérindiens ce qu'ils réclament de plus en plus : un premier grand rôle. Ainsi, le Buddy Red Bow de *Powwow Highway* est incarné par A. Martinez (l'un des héros du feuilleton *Santa Barbara*). Ainsi, c'est à Lou Diamond Phillips (*la Bamba*) qu'a été confié le rôle de Jim Chee, le détective navajo du *Dark Wind* d'Enrol Morris (sorti à Paris la semaine dernière), tiré du roman de Tony Hillerman.

Sans doute se heurte-t-on ici aux réalités économiques de l'industrie, qui estime indispensable d'avoir à l'affiche une star, un nom qui puisse « ouvrir » le film. Cet état de choses changera au fur et à mesure que les Indiens s'initieront aux métiers de la production et de la réalisation. (Un des documentaires présentés au Lincoln Center, *Starting Fire with Gunpowder*, 1991, nous entraîne à l'intérieur de la Inuit Broadcasting Corporation, la première station de télévision indigène.) « Oh ! il y avait déjà parmi nous bien des réalisateurs frustrés, dit en riant Tantoo Cardinal. Mais il est vrai que les choses commencent à bouger... »

Et l'acteur Michael Horse (le policier Hawk de la série *Twin Peaks*) ambitionne de devenir le premier producteur amérindien ayant pignon sur rue à Hollywood.

HENRI BÉHAR

« STRANGE FISH »
par DV8 Physical Theater

D A N S E

DRÔLE D'OISEAU D R Ô L E DE POISSON

PAS très grand, mais plutôt athlétique, habillé de couleurs passe-muraille, l'homme qui se tient assis, en retrait, dans le hall du Théâtre municipal d'Utrecht (Pays-Bas), où se déroule le Spring Dance Festival, est une star dont personne ne connaît la tête : Lyod Newson - c'est son nom - refuse d'être photographié depuis qu'en 1988 sa pièce *Dead Dreams of Monochrome Men*, a sauté au visage de l'establishment anglais, le rendant du même coup célèbre dans le monde entier. Il y mettait en scène sa propre vie d'homosexuel : l'enfermement, la loi du désir, les boîtes spécialisées, la voix de sirène du serial killer Dennis Nilsen, dépeçant ses proies dans des baignoires. Aucune justification, juste la version sanglante d'un état de répression. Les rêves morts de ces hommes monochromes (traduction littérale du titre) claquaient d'une vérité insoutenable. Difficile d'aller plus loin dans la morbidité, dans la violence. Tous ces corps d'hommes, à moitié nus, blancs, déformés, secrétaient une esthétique à la Francis Bacon, un univers de lavabos, de chair offerte à en avoir la nausée. Le corps se transformant en arme politique contre le secret, contre la loi qui considère toujours l'homosexualité comme un délit.

Mais Lyod Newson n'est ni monomaniacal, ni obsessionnel. Heureusement *Strange Fish*, la création qu'il donnait à Utrecht, parle des hommes... mais aussi des femmes. Avec une intelligence et une émotion inattendues. Avant dire qu'il perd un public, celui qui ne comprend pas qu'on puisse s'intéresser aux femmes et qui a exprimé sa déception. Le chorégraphe par qui le scandale arrive s'explique : « Avec *Dead Dreams*... je suis allé dans les recoins les plus noirs de l'homosexualité, poussé par la colère. Il y a cinq ans, avec la montée du sida, la situation en Grande-Bretagne mettait en jour l'homophobie d'une société comme pour son hypocrite. Cette chorégraphie était une métaphore sur la mort, en même temps qu'un geste militant dans lequel j'ai mis toutes mes tripes. Mais quand le public s'en va, après qu'il vous a complimentés, qu'il vous a applaudis, vous restez seul, vidé, épuisé. J'avais l'impression d'être le gladiateur de service. Etant allé jusqu'au bout du sujet, parce que jusqu'au bout de moi-même, j'avais envie d'avoir une autre approche de la création. »

Lyod Newson n'est pas né en Angleterre, mais en Australie. Il a été élevé en Nouvelle-Zélande, à Wellington, où il passe un diplôme de psychologie. A l'université, il fait du sport, et son corps, bien entraîné, suit avec plaisir des cours de danse, où son talent lui vaut de recevoir une bourse pour Londres. Très vite, cet homme du bout du monde comprend qu'il ne trouvera pas son compte dans les écoles. Les techniques Graham et Cunningham sont toujours les modèles exclusifs. A Christchurch, à Auckland, où il a habité, il rêvait de spectacles où le corps s'articulerait aussi sur d'autres expressions artistiques. Quand on naît loin de tout, on voit la vie avec plus de liberté, plus d'originalité aussi : « Je voulais échapper au fonctionnement de la danse contemporaine en Grande-Bretagne. En baver pendant vingt ans, me battre dans des théâtres mal fous, pour être, avec un peu de chance, reconnu. J'ai donc choisi, par goût, de diffuser mon travail par l'image afin qu'il trouve immédiatement un public plus large. Si DV8 est la transcription phonétique du verbe dévié, dévier, il signifie aussi plus simplement « Danse et vidéo 8 ». J'ai travaillé avec des danseurs, car les acteurs n'ont jamais la qualité de mouvements que je demande. En revanche, certains danseurs peuvent acquiescer des qualités de comédiens : Wendy Houston et Nigel Charnock sont des artistes complets qui continuent par ailleurs un travail personnel. »

David Hinton réalise avec le chorégraphe une vidéo superbe de *Dead Dreams of Monochrome Men*, qui rafle tous les prix dans les compétitions. Les deux hommes font la « une » de la presse britannique. La bande-vidéo voyage dans le monde entier. Elle est programmée par toutes les télévisions, sauf aux Etats-Unis : PBS (la télévision publique) ne prend pas le risque de la diffuser en pleine remontée du moralisme. Seul le spectacle vivant sera montré à la Brooklyn Academy of Music (la BAM) de New-York. Mais le lieu est atypique de la mentalité américaine. Le pari de Newson est cependant gagné : après les deux années d'existence de sa compagnie (créée en 1986), il eut monter des productions avec des partenaires internationaux.

Rappelons qu'avant le désormais historique *Dead Dreams*, Lyod Newson avait créé avec Nigel Charnock - le partenaire des débuts - un duo qui annon-

Lyod Newson et son DV8 Physical Theater est venu en France pour la première fois au Festival d'Avignon 1989, dans la « carte blanche » programmée par Daniel Larrieu. Le chorégraphe d'origine australienne présentait son explosif et militant « *Dead Dreams of Monochrome Men* » (1988). En une seule pièce ou presque, ce créateur devenait célèbre. Il a survécu à ce succès trop immédiat. Sa dernière chorégraphie, « *Strange Fish* », vient d'être créée au Spring Dance Festival d'Utrecht, que dirige George Bruggman, en avant-première de Séville, et avant la venue du spectacle au Théâtre de la Bastille. La colère a fait place à la tolérance, voire à une certaine sagesse. L'œuvre chorégraphique reste tout de même très agitée. DV8 ne se prononce-t-il pas dévié, en anglais ? Soit, en français, ce qui sort de la norme.



Ci-dessus :
Lauren Potter
et Jordi Cortes-Molina
dans
« Strange Fish ».

Ci-contre :
Stephen Kirkham
dans
« If Only... »



çait déjà la couleur de ses préoccupations : *My Sex, our Dance*. Il fut suivi, en 1987, par une trilogie, sorte de catalogue des dépendances que provoque l'amour chez les hommes et chez les femmes : *Element Three Sex, Deep End, My Body, your Body*. L'après-*Dead Dreams* s'appelait *If Only...* : le chorégraphe prenait, enfin, de la distance vis-à-vis de ses créatures. Il se permettait même de s'en moquer : Lyod Newson sortait d'un état de malheur qui le tenait crispé, aliéné.

Lumière sépulcrale, le Christ qui est sur la croix est une femme. Elle chante. C'est magnifique, c'est le début de *Strange Fish*, qui n'est pas une pièce sur l'inversion, comme on pourrait trop rapidement le penser. Il s'agit d'une pièce où, devant le manque d'amour, les hommes et les femmes sont étrangement égaux. On les voit, dans un décor de cour espagnole,

sur le modèle des *corrales* des immeubles populaires, se livrer sous les yeux de tous - les fenêtres ne sont jamais tout à fait closes - à des scènes d'amour et d'amitié, lourdes de paranoïas et de névroses, archétypes bien observés des relations actuelles : la rage de ceux qui veulent qu'on les aime coûte que coûte, ou qui ne se croient pas aimés. Ce qui revient au même. Le délire verbal et l'excitation corporelle qui accompagnent la frustration. Ils font l'amour comme des biches, se blessent sur du verre pilé, se cherchent sans se trouver. Ils ont peur de tout, sauf de frapper celui qui est déjà à terre, ou exclu du groupe.

Dès qu'une référence chorégraphique apparaît, elle est cassée. Rien ne ressemble à rien dans la manière de bouger. On pourrait toutefois y voir l'influence de l'Américain, Steve Paxton, champion de la danse-contact, qui a souvent eu l'occasion de travailler en Grande-Bretagne. Schématiquement, le mouvement dans la danse-contact naît de l'énergie provoquée par la rencontre des corps. Le style collait au propos de *Dead Dreams of Monochrome Men*.

En changeant de registre et de style, Lyod Newson n'a pas vraiment gagné en optimisme, malgré ses affirmations : « *Strange Fish* parle de l'espoir, de la foi et de la confiance. Nous vivons dans un état constant d'attente et d'anticipation. On ne peut être que déçu par la réalité. Je parle de logique et d'absurdité, essayant de laisser sortir l'inconscient des corps. Je filme en vidéo le travail de répétition afin que rien n'échappe. C'est souvent à partir d'un geste infime qu'un personnage va se construire. Ainsi, dans cette création, je voulais que la délicatesse, jamais exprimée, de Nigel soit présente... Pour moi, le grand modèle reste Samuel Beckett. »

Quand les hommes en colère se calment - Newson approche de la quarantaine - ils deviennent philosophes et cultivent l'humour. Il nous recommande l'attitude du pêcheur à la ligne : il n'est pas nécessaire de connaître ce que l'on va attraper pour lancer sa canne (proverbe bouddhique écrit en exergue du programme). Le décalage entre cette volonté d'être maître de soi et l'impossibilité de réaliser ce désir rend la chorégraphie attachante. Hamain, trop humain : c'est la recherche du bonheur qui est le moteur de la vie. Pas le bonheur lui-même : cela se saurait !

Il y a, sur scène, une comédienne de soixante-quatre ans, Diane Payne-Myers, une ex-danseuse. Elle voit tout, met de l'ordre dans ce qu'elle peut dans le chaos des sentiments. « Ce personnage représente celui qui a la foi, celui qui accepte la vie. Le personnage de Wendy, à l'inverse, incarne celui qui ne croit en rien. Quand, à la fin de la pièce, elle embrasse le Christ, elle le fait mourir. C'est Judas. » En fait, le rôle de Diane Payne-Myers a un air de famille avec l'ange rédempteur incarné par Terence Stamp dans *Théorème*, de Pasolini, à cela près qu'elle n'a pas le pouvoir, chez Newson, de « racheter » tous les membres de la communauté.

L'eau, forcément, a beaucoup d'importance dans cette histoire de « poisson étrange », comme l'indique le titre. Elle figure l'inconscient des protagonistes : elle est diablement glauque, troublée avec de l'argile. Elle est partout, même au-dessous de la scène, ce qui permet de beaux plongements et la disparition soudaine des danseurs. Elle est le mystère et l'inconnu. Une métaphore pour les turbulences de l'esprit. Comment se tenir la tête hors de l'eau ? Comment ne pas couler : *That is the question* !

Il paraît qu'à l'Exposition de Séville, où *Strange Fish* a été montré il y a trois semaines, le public n'a pas bronché. « Je n'ai pas choisi de faire tenir le rôle du Christ par la chanteuse, Melanie Pappenheim, par pure provocation. J'avais pensé à un Noir, mais c'était trop idéaliste. Elle était la femme de la situation, elle s'est imposée au cours du casting. Moi, je ne crois pas, mais je comprends que la foi puisse être une aide à vivre. » Gageons que le public a senti cette tolérance. Il n'y a pas de dérision chez Lyod Newson.

Fallait-il naître australien, comme d'autres sont nés Persans, pour s'imposer avec tant de force sur la scène anglaise et internationale ? Pour comprendre avec tant d'ironie les mécanismes d'une société où la toute-puissance du formalisme engendre la superficialité ? La danse qui nous vient d'outre-Manche ne pêche pas par son originalité ; il est vrai aussi qu'on la voit peu en France : les excès de Michael Clark ont parfois des charmes inattendus, Aletta Collins a une superbe énergie, Lea Anderson aussi, mais à un moindre degré. « Nous n'avons pas autant d'argent pour travailler que les compagnies subventionnées par l'Etat français. La danse anglaise n'a pas encore trouvé son identité. Elle est encore sous influence. La danse française, elle, subit l'influence de la mode, ce qui la rend, pour d'autres raisons, assez superficielle aussi. »

Tout au long de l'entretien, des lecteurs de journaux ont envahi le hall du théâtre. C'était dimanche matin. La lecture leur donnait une contenance. Mais ils ne perdaient pas une occasion de jeter un regard furtif sur Lyod Newson, espérant surprendre quelques bribes des paroles de leur nouvelle idole, qui, elle, faisait semblant de ne s'apercevoir de rien. Comme si le fait de ne pas être pris en photo préservait totalement son anonymat : Lyod Newson se prend pour l'homme invisible, celui qui voit sans être vu. Drôle d'oiseau.

DOMINIQUE FRÉTARD

* *Strange Fish*, Théâtre de la Bastille, du 19 au 21 juin, à 21 heures. Les 25 et 26 juin, à Copenhague. Du 3 au 6 juillet, à Amsterdam.

THÉÂTRE

GÉNÉRATIONS
parallèles

La saison 1991-1992 s'achève et s'étire avant que ne commence le Festival d'Avignon. Un festival dans lequel le théâtre, au sens strict, prend moins de place que la danse et les musiques traditionnelles d'Amérique latine.

Cette année, pourtant, dans les secteurs privé et public, à Paris et dans les régions, les créations, reprises, recherches et amusements, rassemblées sur des périodes de plus en plus brèves, ont proliféré comme les algues vertes sous lesquelles étouffent les océans. Le nombre de géométries qui dégringolent, le même soir (juste au moment des rentrées scolaires) est devenu sujet de plaisanteries amères.

Cette multiplication désordonnée – signe de misère, fuite en avant, – n'est pas une fatalité. On peut supposer que les gens de théâtre vont sortir de leur enfermement, se reconstruire, s'étendre pour y remédier : elle gêne tout le monde. Ceux qui ne trouvent pas de place, pas de créneau libre, ont besoin de se faire connaître, et risquent de se fondre dans la masse. Mais aussi les « barons », les installés, ceux qui disposent d'une institution où ils vont motiver leurs propres spectacles et en accueillir d'autres dans un système d'échanges entre gens du même monde. Car si, dans les institutions, le principe des abonnements oblige à fixer le nombre de représentations, il est indispensable d'exploiter les spectacles au maximum, qu'il s'agisse d'un ratage ou d'un succès – de toute façon impossibles à prévoir. De plus,

INCERTITUDES
DES BARONS

les programmes sont fixés deux ans à l'avance, et les abonnements lancés au printemps précédant la saison.

La marge de manœuvre des directeurs est limitée. Le nombre de leurs spectateurs se raréfiant, ils en arrivent à des surprogrammations coûteuses, ou négligentes. Plus souvent négligentes, c'est-à-dire que leurs choix se fondent uniquement sur le fameux échange. Et pour l'obligatoire « petite salle » – normalement destinée à des créations ambitieuses alors que la grande répond à une vocation « cathédrale de la culture », – ils prennent des spectacles sur lesquels ils ne s'engagent pas. Ils tiennent d'abord à ce que ces invités ne déséquilibrent pas leur budget.

Cette description s'applique seulement à quelques-uns. Et ceux qui nous intéressent, ce sont les autres. Qui cherchent, ne s'enferment pas, n'ont pas perdu leur curiosité, sont attentifs à leur entourage, à tout travail théâtral. Justement parce qu'ils le sont, la confusion ambiante les atteint, les fragilise dans leurs propres recherches, et dans la façon de faire vivre leur maison.

C'est tout autre chose que d'inviter un spectacle. C'est accompagner un travail. C'est ce que Bernard Sobel a toujours fait depuis qu'il est installé à Gennevilliers, avant même de recevoir le titre et les subventions d'un centre dramatique. Il l'a fait naguère avec Patrice Chéreau, continue aujourd'hui avec Stéphane Braconnier, Eric da Silva, avec plusieurs de cette génération qui va maintenir la vigueur et l'originalité, la

diversité du théâtre français, mais dont la situation est précaire.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons demandé à Bernard Sobel de donner son point de vue. A lui et à Jean-Pierre Vincent (1), qui a toujours eu besoin de constituer une équipe : que ce soit avec Patrice Chéreau ou Jean Jourdeuil. Avec aussi André Engel, Diego Masson, au Tex-Pop (tentative de théâtre expérimental populaire au Palais), avec un « collectif » de comédiens, dramaturges, metteurs en scène au Théâtre national de Strasbourg. A la suite de quoi, il y a eu la Comédie-Française, une période *free-lance* et le Théâtre des Amandiers, où Jean-Pierre Vincent succédait à Patrice Chéreau.

Patrice Chéreau avait souhaité en partir parce qu'il se sentait isolé du mouvement et ne trouvait plus le temps de mener à bien son rôle de directeur. Le temps est le principal obstacle auquel se heurte Jean-Pierre Vincent pour trouver la possibilité de reconstituer, un peu comme à Strasbourg, une équipe mixte anciens/ouveaux. Et puis, en quinze ans, le monde a changé, et les conditions de travail, les façons de travailler.

C. G.

(1) Mis en cause pour certains de leurs propres spectacles et pour quelques-uns de ceux qu'ils avaient abrités dans leur théâtre (le Monde du 8 avril 1992), Jean-Pierre Vincent et Bernard Sobel ont répondu, et accepté le dialogue.



MARC ENGUERAND



De gauche à droite : Bernard Sobel, Pascal Rambert, Dominique Pitoiset.

« Jean-Pierre Vincent : En vingt ans, dans le monde, en Europe, dans l'histoire des idées, sont intervenus des bouleversements médiatico-spectaculaires. La façon dont nous sommes informés a fait basculer les sensibilités. Nous nous sommes éloignés des esthétiques rassurantes.

– Bernard Sobel : Nous nous trouvons confrontés à la nécessité d'assumer non plus un pays, mais la planète tout entière. Nous ne pouvons plus nous borner à chercher des rapports consensuels avec les publics, ni même à chercher ces publics. Les questions de pratiques artistiques se posent plus que jamais. A partir de là, nous sommes amenés à retrouver des outils de travail pertinents. Nous les cherchons sans cesse, parfois sur une mauvaise voie, en tout cas nous cherchons. Le problème de la représentation est vital à l'humanité. Vital. C'est ce dont je suis responsable, personnellement, dans ma petite banlieue de Gennevilliers.

» Nous traversons une période de crise, énorme, productive, intéressante. A un moment donné s'est produite une usure du langage. L'un des hommes qui s'est le plus préoccupé du langage est celui dont on dit que son théâtre était merveilleux quand il ne parlait pas : Bob Wilson. Après lui, des auteurs reconnaissent que tout ne peut pas être donné par la parole, et ils l'utilisent comme de la matière. Ils creusent dans la chair, produisent des bouts d'événements théâtraux, devant lesquels je suis plein de respect. Je suis responsable de ces débris, de ces bouts, de ces balbutiements, de ces bégaiements qui composent mon véritable cahier des charges, même si le maire de Gennevilliers a besoin autant qu'un autre d'une pièce de Molière.

– J.-P. V. : Un théâtre est situé géographiquement et symboliquement. Le Théâtre des Amandiers est composé de trois salles avec des caractères particuliers, leurs propres fantômes, et surtout il projette une image particulière dans l'esprit du public. Je suis en train de l'apprendre. La programmation et son effet boutique ne peuvent pas être les mêmes qu'à Gennevilliers, Chailot, Aubervilliers, Bobigny. Chacun de nous – artiste, journaliste, spectateur – est pris dans une série de contradictions. Nous avons été formés pour aimer les grands spectacles complets, complexes, parfaits. D'autre part, nous sommes attirés par les perceurs de murs, dont certains font des trous microscopiques, d'autres ouvrent des portes, d'autres salopent le travail.

» Dans un même moment, au même lieu, les époques se carambolent. En fait, l'un des caractères fondamentaux de notre temps est la séparation – frag-

JEAN-PIERRE VINCENT
BERNARD SOBEL
FACE A FACE

mentation, atomisation de l'existence. C'est le fragment, que les romantiques allemands déjà portaient sur scène. En même temps, puisque nous sommes au théâtre, nous avons besoin de rassembler. Mais ce n'est pas à une collectivité que la représentation s'adresse, c'est à des solitudes rassemblées.

– B. S. : Solitudes que l'on nomme « liberté de l'individu ».

– J.-P. V. : Avec plus ou moins de confort, plus ou moins de béquilles, il nous faut naviguer entre les sollicitations contradictoires. J'ai fait des spectacles consensuels : le *Mariage de Figaro*, les *Fourberies de Scapin*. Quel que soit leur succès, le bien qu'on en a dit, j'ai ressenti une sorte de coodescendance... Je suis peut-être, comme l'est toute ma génération, le dernier des paranoïaques. Après nous viennent les hystériques.

– B. S. : Ce qui me passionne, c'est que le théâtre est redevenu un lieu performant. Je ne suis pas là pour monter un spectacle après l'autre, mais pour comprendre le « pourquoi » du théâtre. Il n'est pas une fatalité, tout au moins en France. Fermer demain les Amandiers ou Gennevilliers ne soulèverait pas les foules. Supprimer les Stadt Theaters de Zürich ou de Hambourg est tout simplement impensable.

– J.-P. V. : Ce sont les institutions d'une ville tout entière. Il y a cent ans et plus, les nôtres viraient trente. Ils sont fondés sur des mouvements sociaux, sur une tradition. Les nôtres, qui se partagent entre deux secteurs le public et le privé avec leur propre paranoïa, leurs pratiques opposées, les prix des places différents

pour les mêmes spectacles, répercutent les divisions de la société française. La France coupée en deux. Même si tout le monde s'efforce de se montrer tolérant.

– B. S. : Le théâtre n'existe pas seulement comme un avantage acquis, parce qu'il a toujours existé, mais parce qu'il est le seul endroit où la question du langage se pose, où l'on peut dire que le langage est vieux, qu'il ne peut pas exprimer les problèmes actuels, qu'il sait faire parler les dieux, mais pas l'ouvrier ni la rapassée. Je ne sais pas ce que l'on peut faire, je sais que le théâtre est le seul endroit où l'homme peut s'interroger, peut être interrogé. Il est plus qu'un service public – avec ses obligations de consensus et de plus grand nombre – il est d'utilité publique. Des choses se passent là, dont la communauté a besoin. Des choses qui ne lui sont pas forcément agréables.

– J.-P. V. : Mais qu'est-ce qui relie entre elles toutes ces manifestations d'utilité publique ? Il ne suffit pas de dire que nous devons prendre le temps de nous voir à plusieurs, de réfléchir à plusieurs. Dans les années 80, la notion de métier s'est perdue. Pas le savoir-faire, mais les points de rencontre, les lieux de circulation de la parole. Il y a eu le SYNDEAC (1), dont les buts et le fonctionnement ont évolué. Je suis un peu responsable, puisque je l'ai présidé et que je m'en suis éloigné. Faute de temps, toujours. Loin de moi l'idée, comme un gouvernement, de demander un délai. Sous peine de sombrer, nous sommes obligés de nous montrer actifs parce que nous dirigeons des petites entreprises artisanales. Or – et vous, les journalistes, nous l'avez demandé, – nous avons voulu supprimer toute loi évidente, nous avons cessé de créer des esthétiques trop aisément repérables. Nous avons foncé et nous voici, en pleine incertitude, au milieu de la rivière. Je me suis volontairement déstabilisé, et finalement peut-être pas assez. Se déstabiliser dans la grande salle de Nanterre relève d'une pratique acrobatique. Certaines lois peuvent être laissées de côté, changées ; pas toutes. Il faut s'adapter. Finalement, nous avons besoin de temps.

» Pour le moment, on n'utilise pas la troisième salle, le Planétarium, parce qu'on use trop nos forces à faire marcher les deux autres, avec trop de spectacles. Mais si on parvient à y jouer pendant toute la saison, on va pouvoir établir un équilibre sain avec la grande salle. Elle a été construite pour être pleine. Quand elle ne l'est pas, c'est la désolation.

» L'un des problèmes est le manque de souplesse. Quand je suis arrivé à Nanterre, j'avais préparé une

programmation sur trois ans, donc il me restait très peu de possibilités pour réagir à l'imprévu. Sur la suite, je freine. J'éprouve la nécessité d'engager dès maintenant un dialogue artistique et politique avec des gens qui peu ou prou vont faire l'exclusivité de Nanterre à partir de la saison 1993/1994. George Aperghis, déjà installé avec nous, Matthias Langhoff, André Engel, Pascal Rambert – qui va jouer *On ne badine pas avec l'amour*, avec Emmanuelle Béart – et Catherine Anne.

» Parler avec les gens de ma génération m'est plus facile, c'est vrai. Nous partageons une histoire, des erreurs, des concepts. La génération de Catherine Anne, de Pascal Rambert est plus entreprenante, plus solidaire que ne l'était la nôtre. Son attitude à l'égard du passé est une rupture, alors que nous avions pratiqué ce que nous appelions à l'époque « reprise critique de l'héritage », autrement dit le répertoire, l'histoire de la mise en scène depuis qu'elle existe, depuis 1870 environ. Quand nous les invitons, nous avons besoin de temps pour établir des connivences telles que nous puissions être habilités à intervenir sur leur travail. En commençant le cycle Musset (2) j'avais dans l'idée de mettre une pièce en scène avec Pascal Rambert et l'autre avec Catherine Anne. Et puis, toujours le manque de temps, on en a parlé, on ne l'a pas fait.

– B. S. : Entre nous et Pascal Rambert, Catherine Anne, Eric da Silva et quelques autres, il y a plus qu'une différence de génération, il y a une différence radicale : ils écrivent leurs textes, alors que moi, je me considère comme un artisan, dont les choix sont guidés par les recherches d'un auteur, Shakespeare ou Eric da Silva, par exemple. L'un est le pivot de ma culture, l'autre, je dois le découvrir. A cause de l'accélération du temps, on ne peut plus passer le relais. Encore une fois, je les respecte jusque dans leurs balbutiements. Da Silva et moi appartenons à deux générations, plus encore à deux univers différents. Si je ne parviens pas à lui parler, c'est à moi de faire un effort et d'aller vers lui.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD
et OLIVIER SCHMITT

(1) Syndicat des directeurs d'établissements publics.

(2) *Fantasio* et les *Caprices de Marianne*, avec les mêmes comédiens, dans un décor unique. Le cycle se poursuit avec *On ne badine pas avec l'amour* et il ne faut jurer de rien.

IMPASSE
DES CADETS



ÉCHART
DE VER

THÉÂTRE

IMPATIENCE DES CADETS

AYANT entendu les doutes, les interrogations, les souhaits de deux « barons », il nous a semblé intéressant de rencontrer leurs cadets. L'occasion s'est présentée à Dijon, au cours de Théâtre en mai. Étaient venus Stéphane Braunschweig, surnommé « le premier de la classe » (les *Hommes de neige*, *Ajax* à Genève, *la Cerise* à Orléans, où il est pressenti pour une préfiguration de centre dramatique), Dominique Pitoiset, le ténor en titre (*le Misanthrope* en tournée, *Timon d'Athènes* à Chambéry à la suite d'une « résidence » puis à l'Athénée, et qui prépare le premier *Faust*), Michel Didym, le fonceur chien fou, qui a fait partie des APAS (1) et trouve asile dans une ancienne abbaye de Pont-à-Mousson, où traditionnellement sont reçus de jeunes artistes pendant la préparation de leur travail (*la Nuit juste avant les forêts* en tournée, *Lisbeth est complètement péchée* à l'Alain), plus deux auteurs-metteurs en scène, l'un lyrique et romantique, admirateur de Claude Régy, Pascal Rambert (*les Parisiens* à Avignon puis Aubervilliers, *John et Mary* à Nanterre), l'autre, Xavier Durringer (*Une petite entaille au Rond-Point pour Paris*, *Quartier d'été*, *Une envie de tuer sur le bout de la langue* au Théâtre 13), qui s'attache à donner aux zonards une parole poétique et s'apprête à tourner son premier long-métrage produit par Bernard Verley.

On a pris l'habitude de les rassembler en un groupe comme on le faisait pour les jeunes loups de naguère (2).

Mais, si l'on compare les deux générations, on constate que l'esprit ludique de 1968 s'est perdu, et que si les conditions de travail sont aujourd'hui un peu moins misérables, elles restent, puisqu'elles ne sont pas insupportables, devoir en rester là pour un temps indéterminé. Le théâtre subit le même immobilisme économique et politique ? — que le reste de la société.

Bien que le terme de « relève » les hérisse, et quoi qu'en pense Jean-Pierre Vincent, les jeunes loups d'aujourd'hui ne refusent pas l'héritage, mais s'en servent autrement, sans volonté « critique ». Ils s'inspirent, empruntent, imitent, s'approprient franchement. Ils se sentent assez sûrs d'eux pour ne pas craindre de perdre leur âme ni leur identité. Ils sont généralement un peu plus âgés que leurs aînés à leurs débuts. La plupart ont fait leurs classes dans des stages, des écoles, alors que les aînés — qui ont d'ailleurs fortement influencé les méthodes de formation — se voulaient autodidactes.

D'une façon générale, ce n'est pas directement par la politique que nos jeunes loups espèrent intervenir sur le réel, sur la vie de la cité. Leurs aînés étaient arrivés à un moment où la marginalité était triomphante et l'institution mandataire. Ils y sont tout de même entrés, ils n'avaient pas le choix, mais avec l'idée de la transformer de l'intérieur : une illusion qu'ils n'ont pas transmise à leurs cadets.

En vingt ans, le nombre des institutions a augmenté,

leurs statuts se sont diversifiés. Mais la poussée des nouveaux venus est énorme. Jean-Pierre Vincent et Bernard Sobel pensent que la Direction du Théâtre devrait devenir à elle seule un ministère, tout au moins un organisme de gestion susceptible d'examiner les milliers de cas particuliers — richesse de la scène française — et d'y mettre un peu d'ordre — encore une utopie ? En tout cas, ils sont là, les « barons » — à leur époque, on disait « mandarins » — bien en place, ni vieux ni stériles. Ils sont prêts à collaborer, sans paternalisme mais sans masochisme, avec ces jeunes professionnels moyennement patients, qui voudraient ne pas se borner à monter un spectacle, ou même plusieurs, dans une maison, mais prendre part à sa vie. Ils tiennent surtout à être considérés comme des adultes. Barons et cadets sont donc prêts à établir le dialogue et à le maintenir envers et contre tout. Tous les espoirs sont permis : ils ont absolument besoin les uns des autres.

C. G.

(1) Associations d'acteurs réunis pour monter les textes qu'ils avaient envie de jouer.

(2) Bruno Bayen, Gildas Bourdet, Robert Girón, Georges Lavautant, Daniel Benoin — promus directeurs ou codirecteurs de centres dramatiques par Michel Guy, alors secrétaire d'État à la culture, — Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdeuil. Patrice Chéreau se situant à part, Antoine Vitez et Bernard Sobel paraissant déjà plus installés.



Michel Didym, Xavier Durringer, Stéphane Braunschweig, Jean-Pierre Vincent.

MARC ENGUERAND

ÉCHANGES DE VÉRITÉS A QUATRE VOIX

« Michel Didym : On ne peut pas se passer les uns des autres, c'est vrai, et nous devons compter avec les institutions. Mais si nous n'étions pas obligés de passer par les sempiternels schémas de production que nous connaissons par cœur ? Oui, ça nous permet de travailler dans des endroits où il y a des abonnés. On pourrait partir à la recherche de nouveaux abonnés, à côté de ceux qui ont pris leur premier ticket il y a vingt-cinq ans. Qu'est-ce qu'on peut attendre des gens qui tiennent les institutions ? Qu'ils meurent d'une crise cardiaque ? »

— Xavier Durringer : Les gens dont vous parlez, ceux qui tiennent les institutions, je ne les connais pas, je n'en ai pas vu. Tant qu'on n'est pas parrainé par l'un d'eux, tant qu'on n'est pas le poulain de quelqu'un, on n'a aucune chance. Ils ont fabriqué un circuit fermé et l'argent circule à l'intérieur. Pourtant, bon an, mal an, je monte mes spectacles, je les préviens. Je trouve des copralisateurs dans une ville ou une autre. Quelqu'un, avec moi, s'occupe de ça. Il fait venir aux représentations des gens qui misent sur le futur.

— Pascal Rambert : A Nanterre, Jean-Pierre [Vincent] m'a offert une vraie production, avec des moyens remarquables, que je souhaite à chacun. La part de ma compagnie a été minime. J'ai pu augmenter les comédiens. Jean-Pierre pratique une politique de bas salaires. Il a raison, si l'on pense à l'inflation de certains cachets, mais je ne peux pas proposer le SMIC à des gens comme Dominique Raymond ou Bernard Ballet.

— Michel Didym : Surtout pour jouer dans une structure supposée riche. La production, c'est rare. Le cas de figure habituel, c'est la « copro ». Le directeur te donne ce que ça coûte à la compagnie de jouer un mois chez lui. Et puis tu as les endroits qui n'ont pas de budget, où on paie seulement la primo.

— Xavier Durringer : Une envie de tuer a été coproduite par le Théâtre 13, un théâtre d'arrondissement, qui dépend de la Ville de Paris, avec Cherbourg et tout un amalgame de gens qui n'ont rien à voir les uns avec les autres. C'est bizarre et précaire.

— Pascal Rambert : C'est inquiétant. Moi qui suis un enfant du socialisme, je me demande ce qui va se passer après les élections législatives. Quand on voit comment sont parfois distribuées les subventions ou quand on commence à discuter avec des gens qui ne connaissent rien à rien, il y a de quoi avoir peur. Ils vont produire quoi ? Pas même la mode. Des trucs consensuels destinés aux électeurs.

— Michel Didym : On est libre en province. Je suis allé à Pont-à-Mousson pour échapper au ghetto parisien, au ghetto des APAS. On préparait pendant six mois des spec-

tacles que l'on se présentait entre nous. Quand j'ai décidé de faire de la mise en scène, ça ne pouvait plus continuer, parce qu'à ce moment-là, on fait du plein temps. On doit se payer. Quel est ton statut sur Orléans ?

— Stéphane Braunschweig : Je ne sais pas ce que va devenir le projet, rien n'est signé, je ne tiens pas à en parler. Apparemment, le ministère a décidé de créer un centre dramatique, avec à la tête l'actuel directeur du Centre d'art contemporain et un metteur en scène permanent, qui pourrait être moi. Moi, j'avais proposé une double direction avec le chorégraphe Josef Nadj, déjà installé à bas. Le ministère semble favoriser l'idée d'une structure de production qui me servirait de base, me permettrait de mener une action locale un peu sur le modèle de Genève, de jouer régulièrement d'une année sur l'autre, de me faire connaître.

— Michel Didym : M'occuper d'un centre ou d'un théâtre ne m'intéresse pas. J'ai bien trop de projets artistiques pour me soucier de fidéliser des publics. Je préfère confier cette tâche à des professionnels, c'est un métier. En revanche, j'attends que les barons lèvent les ponts-levis régulièrement, pas seulement une fois de temps en temps parce que c'est inscrit sur le cahier des charges. A Metz, où il n'y a pas de théâtre permanent, je vais créer une pièce de Vinaver. Tout le monde est content, mais j'attends que les centres dramatiques alentours soient coproducteurs et qu'ils maintiennent la pression pour que les politiques ouvrent leur bourse. Sinon, ils n'ont aucune raison de le faire.

— Xavier Durringer : Moi, je protège par coups. J'écris, j'attends de pouvoir réaliser, et je recommence à zéro. Je

pense m'installer en région, avoir un outil de travail. A Paris, tout est problème, et d'abord de trouver une salle de répétitions. Je voudrais mon truc à moi, et en même temps, prendre une direction ne me tente pas. Je me sentrais comme un oiseau en cage. Si j'étais sûr d'être subventionné pendant trente ans, je n'aurais peut-être plus envie de travailler.

— Dominique Pitoiset : Nous sommes envahis par les commis d'État, les directeurs à vocation de rassembleurs, les gestionnaires de la culture qui nous prennent « en résidence ». Les choses se passent un peu comme si nous avions identifié le socialisme à un père au-dessus de tout soupçon, et comme si s'était produit un radical nivellement de la gauche. Alors, nous nous retrouvons dans une géographie balisée, structurée, bien propre, sans aventures singulières. Moi, de mon aventure singulière, je m'en sens privé. Le théâtre est un endroit où je peux exprimer mes désirs. Les institutions se sont modelées sur les désirs d'individus précis, sur leurs besoins, les missions qu'ils s'étaient fixées. Les successeurs y entrent comme des étrangers.

— Xavier Durringer : Ceux d'avant tenaient un discours très politique, qu'ils ont rapidement perdu. Qu'est-ce qu'on peut leur opposer ? Une forme de dureté dans l'écriture. Quand j'écris, je ne pense pas au public. Je n'ai aucune contrainte, aucune. Elles viennent ensuite.

— Michel Didym : Contrairement à ce que vient de dire Dominique, je pense que les aventures singulières sont de plus en plus nombreuses. Des aventures ultra-singulières, qui n'entrent pas dans le moule, ne sont pas rapidement identifiables, si bien qu'elles déconcertent les diffuseurs.

— Dominique Pitoiset : Nous sommes tous marqués par les mêmes personnes, qui alternativement produisent ensemble et se positionnent en rivaux. Par exemple, le fait que Pascal travaille avec Vincent lui ferme des portes. L'aventure singulière, c'est autre chose, c'est quand ta pratique invente l'outil qui te permet de rencontrer le public.

» Diriger un théâtre ne me tente pas, je l'accepterais si je pouvais y investir un atelier. Mais on m'offre des « résidences ». La « résidence », c'est arriver trop tard et partir trop tôt. C'est devoir de la reconnaissance à quelqu'un si on a réussi, et se planter parce qu'on n'est pas prêt. Les lieux te précèdent et, de toute évidence, ils te survivront. Je ne suis pas mégaloman au point de vouloir qu'une maison meure après mon départ. Mais, aujourd'hui, je survole, je suis un planeur. Quand je me pose sur les petits aéroports bien balisés, je vois partout la même chose, les mêmes gens. Il existe bien trente ou quarante villes en France où nous pourrions nous montrer polémi-

— Pascal Rambert : Claude Régy n'a jamais dirigé aucune maison et ne le fera jamais. Il en a bavé autant que nous tous et, là où il passe, il est polémique, violemment. Il a pris la liberté de se planter, de faire des choix radicaux. Il a suivi, et il suit, un parcours exemplaire.

— Stéphane Braunschweig : La seule chose gênante est l'impossibilité de se rencontrer vraiment, l'importance prise par ces diffuseurs qui ne sont pas des responsables artistiques. Par exemple, la *Cerise* a été prévenue dans plusieurs endroits, dont un CAC (centre d'action culturelle). Le directeur a envoyé quelqu'un à Orléans. Quelqu'un qui a détesté, et pourtant n'a pas voulu rompre le contrat, comme je le lui ai proposé, puisque rien n'est encore signé, le spectacle est sous option. Ne pas oser prendre la responsabilité de dire « ne venez pas », je trouve ça inquiétant. Je n'ai pas envie d'aller dans un endroit où je ne serais pas aidé, pas défendu.

» Je n'ai aucun problème avec les aînés. Je m'entends très bien avec Bernard Sobel. Nous nous téléphonons, éventuellement nous discutons du fonctionnement de Genève ; une vraie circulation d'idées s'est installée. Mais, en tournée, on se rend compte que sur vingt théâtres, sept ou huit directeurs seulement connaissent ton spectacle. Les autres ont lu les critiques, ont été contactés, par des tournées, des copains, par FONDA (Office national de diffusion artistique)... Tu es une ligne sur le cahier des charges.

— Dominique Pitoiset : Le problème, c'est qu'on ne peut pas brader ses désirs, on ne peut pas les rendre conformes. Le problème, c'est notre rapport au politique. Notre rapport à la « générosité » de l'homme politique qui, par l'intermédiaire d'un outil culturel, va nous utiliser pour faire mousser l'image de sa ville. Dans ces cas-là, mieux vaut attribuer l'argent ailleurs. Il y a des urgences sociales.

— Michel Didym : Dès que l'on discute, le sujet politique arrive à la place du philosophique ou de l'artistique. Sans parler cuisine, la manière dont le théâtre, cet art si ancien, peut progresser sur le plateau, m'intéresse plus que la place de l'artiste dans la cité. C'était le grand débat pour nos aînés. Même s'ils ne sont pas arrivés à dynamiser l'institution de l'intérieur, comme ils en avaient tant rêvé, ils étaient portés par un mouvement, par l'aventure collective de 68. L'ensemble de la société se trouvait en jeu. C'est quelque chose que nous ne connaissons pas.

— Pascal Rambert : Une fois de plus, une génération arrive, une de plus, avec son langage. Le problème, c'est de rencontrer les gens susceptibles de l'entendre.

C. G.

CINEMA

Tous les films nouveaux

Au pays des Juliets

de Mehdi Charef, avec Maria Schneider, Laure Duthilleul, Claire Nebout, Philippe Sali, Bénédicte Aubry, Sylvie Graciot, France 1 (1 h 34).
Portrait de trois jeunes femmes qui sortent de prison, pour une permission. Bloquées à la gare par une grève des transports, elles vont d'embeller ensemble, toute une journée et une nuit. Elles vont se raconter, se comprendre.

Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Pathé Hautes-Seines, 8- (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concord, 10- (43-53-92-82); Pathé France, 11- (42-36-33-33); Pathé France, 12- (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvart, 13- (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (46-26-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94).

Carne

de Gaspar Noé, avec Philippe Nahon, Blandine Lenoir, Françoise Pann, Hélène Testud, France 4 (40 min).
Voilà une jeune femme qui retrouve son père. Son père est boucher. Il croit qu'elle a été violée, et sa vengeance sera terrible, grand-guignolesque à souhait. Du vrai gore à la française.

Saint-André-des-Arts 1, 8- (43-28-48-18).

Et demain... Hollywood

de Jean-François Villener, avec Jean-Pierre Kalfon, Véronique Genest, Alain Robel, Jean-Claude Legay, Cécile Hornes, France 1 (1 h 25).

Comment un jeune réalisateur en mal de producteur, tente de faire son film par tous les moyens, les moins recommandables, les plus naïfs.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38); George V, 8- (45-62-41-46); Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94).

Jersey Girls

de David Burton Morris, avec Jani Gertz, Moby Price, Akie Tsurumi, Steve Jansen, Dylan McDermott, Sheryl Lee, Amérique 1 (1 h 35).
Quatre copines qui ont tout pour plaire et être heureuses s'ennuient à mourir dans leur patelin.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-53-83); George V, 8- (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concord, 10- (43-53-92-82); Pathé France, 11- (42-36-33-33); Pathé France, 12- (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvart, 13- (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (46-26-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94).

Le Père de la mariée

de Nancy Meyers, avec Steve Martin, Diane Keaton, Kimberly Williams, Kevin Kline, George Newbern, Amérique 1 (1 h 45).

Que se passe-t-il quand la fille d'un

pape-poulet tombe amoureux et veut se marier ? Un vandeville.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Pathé Hautes-Seines, 8- (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concord, 10- (43-53-92-82); Pathé France, 11- (42-36-33-33); Pathé France, 12- (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvart, 13- (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (46-26-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94).

La Putain

de Ken Russell Hines, avec Theresa Russell, Benjamin Mouton, Antonio Fargas, Sanjay, Elizabeth Morehead, Amérique 1 (1 h 25).
Confidences d'une prostituée confrontée quotidiennement aux fantasmes sordides de ses clients, à la violence mentale et physique.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38); Épiée de Bois, 8- (43-37-57-47); George V, 8- (45-62-41-46); VF : Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94).

Le Retour des Charlots

de Jean Sarrus, avec Guy Montag, Luis Rago, Jango Edwards, Gustave Park, Jazabelle Amato, Frédérique Lazzari, France 1 (1 h 35).

Pour avoir la paix, Antonio simule l'innocence. Pour lui faire recouvrer la mémoire, sa femme lui fait voir ses anciens copains. Et voilà la joyeuse bande des Charlots reformée.

Pathé Marignan-Concord, 8- (43-53-92-82); Pathé France, 11- (42-36-33-33); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94); La Gambetta, 20- (46-36-10-98).

Versailles rive gauche

de Bruno Podalydès, avec Isabelle Candelier, Denis Podalydès, Philippe Uchan, Michel Vuilleumier, France 4 (47 min).

Un garçon qui habite Versailles invite une jeune Parisienne dans la ferme intention de la draguer. Il a pensé à tout, ou presque. Les détails techniques peuvent avoir une influence néfaste sur une entreprise de séduction.

Saint-André-des-Arts 1, 8- (43-28-48-18).

Le Zèbre

de Jean Polak, avec Thierry Lhermitte, Caroline Cellier, Christian Perera, Annie Gregorio, François Dyck, Carole Lemaire, France 1 (1 h 35).
Marié à Caroline Cellier, deux enfants, so bord de la lassitude, Thierry Lhermitte déploie des trésors d'imagination pour rester heureux en famille.

Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57); U.G.C. Danton, 6- (42-25-10-30); U.G.C. Montparnasse, 14- (46-74-94-94); Gaumont Ambassade, 14- (36-65-75-14); Saint-Lazare-Pasquier, 14- (43-57-36-43); U.G.C. Bessières, 14- (43-57-36-43); Pathé France, 11- (42-36-33-33); Les Nations, 12- (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); U.G.C. Gobelin, 12- (43-43-01-59); U.G.C. Bessières, 14- (43-57-36-43); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Miramar, 14- (43-20-89-82); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-75-75); U.G.C. Malin, handicapés, 17- (40-68-00-18); Pathé Weyler, 18- (45-22-47-94).

Sélection

A Brighter Summer Day

de Edward Yang, avec Zhang Zhen, Lin Yang, Zhang Guozhi, Baine Jiu, Lin Hongming, Taiwan 1 (1 h 35).
Autour d'une idylle adolescente et d'un crime, un grand cinéaste construit la fresque d'un pays et d'une époque en train de naître, au rythme du rock des origines.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-28-58-00).

L'étoile de l'Egypte

Du 24 au 30 juin, se déroule, à l'Institut du monde arabe, la première Biennale des cinémas arabes. Quatorze long-métrages y sont en compétition et un grand nombre de projections d'information y auront lieu. Cette manifestation est présidée par une personnalité exceptionnelle, star au firmament du cinéma égyptien - du cinéma qui fit donc courir les foules de Casablanca à la frontière indienne - depuis cinq décennies : Faten Hamama. Elle a débuté à l'âge de huit ans, en 1939, dans *Un jour heureux*, du Mohammed Karim, fut le prototype de la femme-enfant, avant de devenir héroïne de mélodrames souvent musicaux, puis incarnation de la femme égyptienne sur la voie d'une relative, mais réelle libération.

Celle qui fut, au deuxième pas, la femme d'Omar Sharif a joué avec les grands acteurs-chanteurs du cinéma égyptien, du Abdel Wahab à Farid El Atrache, travaillé avec les grands noms du

cinéma commercial, comme avec les têtes de fila de la nouvelle vague égyptienne, Youssef Chahine au premier chef, mais aussi, plus tard, Hussein Kamal ou Sâid Marzouk. Après les classiques romances sentimentales, Faten Hamama interprète des personnages d'une grande diversité (étudiante ou paysanne, fille-mère ou divorcée). Simultanément, elle participe à l'évolution du cinéma égyptien - moins de convention, plus de réalisme - et à la défense et illustration des droits féminins.

En quatre-vingt-onze films, tournés de 1939 à 1984, elle est devenue la vedette du cinéma égyptien, avant de revenir à l'écran, il y a quatre ans, dans *Jours doux*, *Jours amers* de Khalil Bichara, dont le titre semble une rima nostalgique de son premier film.

J.-M. F.

* Biennale des cinémas arabes, à l'Institut du monde arabe, du 24 au 30 juin. Tél. : 40-51-39-91.



Faten Hamama.

Aux coeurs des ténèbres

d'Elia Coppola, avec John Cazavates, John Cassavetes, Ben Gazzara, Jean Blondel, Paul Stewart, Zohra Lampert, Amérique 1 (2 h 24).

Le tournage du film de Coppola *Apocalypse Now*. Des aventures encore plus folles, encore plus infernales que le film lui-même.

VO : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-53-83); Pathé Marignan-Concord, 10- (43-53-92-82).

Faces

de John Cassavetes, avec John Marley, Gene Rowlands, Lynn Collins, Seymour Cassel, Fred Draper, Val Avery, Amérique 1 (2 h 08).

Cinéma tout en précision et au scalpel de visages, Cassavetes (taque et caricature) les croquements et émois de quelques spécimens en proie à la solitude, au besoin de tendresse, et c'est tout simplement magnifique.

VO : Les Trois Luxembourgs, 8- (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Excelsior, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

I Was on Mars

de Dani Levy, avec Maria Schrader, Dani Levy, Mario Giesecke, Andrea Ruy, Penny Arcade, Luis Caballero, Amérique 1 (1 h 26).

OVNI attentif de Pologov en plein New York, Silva semble une victime désignée de la grande ville. La manière dont elle subira les épreuves avant d'investir sa propre galaxie donne une très réjouissante comédie.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-28-58-00).

Le Roi ébahi

d'Imanol Uribe, avec Gabino Diego, Fernando Gomez, Laura del Sol.

Après avoir passé la nuit avec une somptueuse prostituée, le roi Philippe IV se mit en tête de voir la reine nue. Sacrifice, en ces temps d'inquisition et de guerre, où il fallait s'atteler les bonnes grâces de Dieu... Les pervertis de la pudibonderie sont exploités avec un esprit et une bonne humeur délectables.

VO : Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Les Trois Luxembourgs, 8- (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Excelsior, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

Opening Night

de John Cassavetes, avec John Cassavetes, John Cassavetes, Ben Gazzara, Jean Blondel, Paul Stewart, Zohra Lampert, Amérique 1 (2 h 24).

Autour de Gene Rowlands, plus somptueuse, plus folle, plus bouleversante, que jamais, un vertigineux ballet entre fantaisie et réalité, vie réelle et jeu de théâtre, énergie vitale et peur de vieillir. Un chef-d'œuvre.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Le Saint-Germain-des-Près, 12- (43-43-01-59); Le Saint-Germain-des-Près, 12- (43-43-01-59); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Excelsior, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

La Sentinelle

d'Armand Desplacé, avec Emmanuel Salinger, Thibault de Montebello, Jean-Louis Richard, Valérie Drévieux, Marianne Devicourt, Jean-Luc Bonifé, France 2 (2 h 24).

Les étranges aventures de Mathias, jeune homme propre sur lui, soudain en charge des saletés de l'histoire, signent de manière éclatante l'arrivée d'un vecteur en scène.

Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Pathé Hautes-Seines, 8- (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 14- (36-65-75-14); Les Trois Luxembourgs, 8- (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Excelsior, 13- (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

Suvarnarekha

de Ritwik Ghatak, avec Mukhopadhyay, Satindra Bhattacharya, Abhi Bhattacharya, Jaber Roy, indien, noir et blanc (2 h 12).

Superbe mélo et pamphlet social, le film prouve indubitablement que, au Bengale, le pouvoir de la beauté et de l'émotion n'est pas décliné par le seul Satyajit Ray.

VO : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-40).

Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dutronc, Alexandra Lendon, Gérard Sery, Bernard Lécroix, Corinne Bourdon, France 2 (2 h 36).

Rapide et légal, attentif et cruel, dérangeant et émouvant : les derniers jours d'un homme nommé Van Gogh. L'un des plus beaux films du cinéma contemporain.

Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09).

Reprises

Hannah et ses sœurs

de Woody Allen, avec Mia Farrow, Barbara Hershey, Diana Wiest, Woody Allen, Michael Caine, Max von Sydow, Amérique 1 (1 h 46).

Un air dans la vie d'une famille comprenant une douzaine de personnages un peu ridicules parfois, attendrissants toujours : le moule de Woody Allen.

VO : Action Five Gaiache, 5- (43-25-44-00); Elysées Lincoln, 8- (43-56-36-14); Excelsior, 13- (47-07-28-04); Sept Parnasses, 14- (43-20-32-20).

Harold et Maude

de Hal Heald, avec Rumi Kurland, Bud Cort, Vivian Pickles, Amérique 1 (1 h 30).

Elle est octogenaire et excentrique, n'est pas dans le besoin et vit dans un wagon désaffecté. C'est là qu'elle démasquera Harold, un adolescent qui s'ennuie dans sa famille trop conformiste. Et il l'aimera. Une pièce de théâtre et un film légendaires.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38); Action Five Gaiache, 5- (43-25-44-00); Sept Parnasses, 14- (43-20-32-20).

Seuls sont les indomptés

de David Miller, avec Kirk Douglas, Walter Matthau, Gene Rowlands, George Kennedy, Carol O'Connor, Amérique 1 (1 h 47).

Les amitiés viriles, la générosité des hommes rudes, leurs bagarres, le charme des grands espaces, Gene Rowlands sans Casavetes et Kirk Douglas, irrésistible.

VO : Les Trois Luxembourgs, 8- (46-33-97-77); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60).

Une demoiselle en détresse

de George Stevens, avec Fred Astaire, George Burns, Gracie Allen, John Farrow, Amérique 1 (1 h 04).

Ce n'est pas l'intrigue qui compte, ce sont les ballets somptueux, c'est la grâce miraculeuse de Fred Astaire, qui se transmet à sa partenaire, Ginger Rogers.

VO : Mac-Mahon, 17- (43-23-78-83).

Festivals

Fête du cinéma

Du 20 au 30 juin
La Fête du cinéma, organisée à l'initiative du ministère de la culture et de la communication, du Centre national de la cinématographie et du Bureau de liaison des industries cinématographiques, en est à sa huitième édition. Chaque spectateur recevra le jeudi 25 juin, avec son billet acheté au prix normal, un passeport lui permettant de voir ensuite de films qu'il le désire, moyennant un droit d'entrée symbolique de 1 franc. Du 20 au 30 juin, de nombreux événements cinématographiques sont organisés partout en France et dans certains instituts français à l'étranger : avant-premières, rétrospectives, hommages, opérations sur les lieux de tournage, nuits du cinéma, rencontres avec les comédiens... Un Espace-Fête, lieu d'information, d'exposition, de rencontres et de débats sera aménagé à Paris au premier étage du Pub Renault (53, avenue des Champs-Élysées, 75017).
Renseignements et réservations, tél. : 46-78-04-72.

Onzième Festival de la Clotat

Du 21 au 27 juin

Une compétition officielle pour encourager la création, un hommage aux comédies musicales américaines sur la *RKO* au noir et blanc avec Fred Astaire et Ginger Rogers, un coup de chapeau au producteur Yves Roman-Romard et un regard sur les pionniers du cinéma avec des films d'archive rare. La sélection officielle comprend six films : *C'est arrivé près de chez vous*, d'André Bonzel, Rémy Belvaux et Benoît Poelvoorde; *Nord*, de Xavier Beauvois; *Les Années campagne*, de Philippe Lerche; *Coupe-tête d'innocence*, de Martin Zbinden; *Les Arcadiens*, de Manuel Sanchez; *Méchant garçon*, de Charles Gassot. Le lauréat se verra décerner, la Luminère d'Or, grand prix du festival.

Cinéma l'Eden, boulevard Clemenceau, 13800 La Clotat. Tél. : (01) 42-08-45-45. Hommage aux comédies musicales américaines. Également à l'Institut du monde arabe, 2, rue de la Vieille-Charité, 13002 Marseille. Tél. : 43-23-79-85.

Athènes au cinéma

Du 17 au 20 juin

La Maison méditerranéenne de l'image monte une manifestation sur le thème d'Athènes au cinéma comprenant des colloques et une rétrospective sur le cinéma grec (une quinzaine de films de fiction, précédés de courts métrages et de documentaires).

Maison méditerranéenne de l'image, Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Vieille-Charité, 13002 Marseille. Tél. : 81-58-08-08.

Premier Festival du film de court métrage en Seine-Saint-Denis

Du 19 au 26 juin

Le festival «Côté Court», organisé par Ciné 104, avec le soutien du conseil général de la Seine-Saint-Denis, et de la ville de Pantin, propose, au-delà des quarante films en compétition, des rencontres avec des producteurs, réalisateurs, techniciens.

Ciné 104, 104, avenue Jean-Louis, 93500 Pantin. Tél. : 48-48-95-08. Métro Église-de-Pantin.

La sélection «Cinéma» n'est établie par Colette Godard et Jean-Michel Frodon.

Maison des Cultures du Monde

America 92
du 18 au 21 juin

ARGENTINE
Chants et Danses des Indiens du Grand Chaco
Le Malambo des Gauchos de la Pampa
du 23 au 27 juin

PEROU
Flûte de pan andine avec les Sicuris de Puno
Maximo Damian et les danseurs de Tijeras
45 44 72 30

cinéma

Une revue pour...
...la culture
...l'art
...le cinéma

et intellectuelle
du cinéma.

La Cinéma-thèque Française
Publie par PELLERIN NOW
Distribution : La Cinéma-thèque Française
75008 Paris. Tél. : 11 45 53 21 86.

Les entrées à Paris

Après l'échec commercial des dernières sorties françaises importantes (*Le Retour de Casanova*, *Confessions d'un barjo*), on attendait la performance d'*IP 5*, de Jean-Jacques Baines. Avec 45 000 spectateurs dans 41 salles en une première semaine tronquée de deux jours, le réalisateur peut se remettre de la dureté de la plupart des critiques et espérer un bon bouche-à-oreille. Le petit tunisien Benness réunit moins de 6 000 cinéphiles en 5 salles, ce n'est pas assez, tandis que la *Prise de Beverly Hills* et ses 13 000 billets en 19 salles devrait se perpétuer dans l'indifférence.

En seconde semaine d'exploitation, *Twin Peaks* s'affaisse avec moins de 30 000 entrées en 32 salles : coup dur pour ses promoteurs. *Basic Instinct* continue une carrière tonitruante et franchit en

sixième semaine d'exploitation, malgré le début d'un réel effritement, le neuil des 700 000 entrées. Une manna pour UGC. Prochain au revoir à Stallone et *Arriba ou ma mère va tirer* (moins de 25 000 entrées en troisième semaine) et à Sean Connery et *Medicine Man* (moins de 20 000 entrées en troisième semaine lui-même).

Injuste érosion des splendeurs cannoises : *Retour à Howards End* (Ivory-Merchant-Jabhyala) perd 13 000 spectateurs en cinquième semaine et s'établit à 25 000 entrées tandis que *The Player* (Altman) résiste mieux à plus de 30 000 billets, en cinquième semaine tous les deux.

«Sur la marge», signalons que près de 2 000 spectateurs ont pris le chemin du Racine pour un hommage à Jean-Luc Godard. Bonjour, maître!

THEATRE

Spectacles nouveaux

La Folle Journée ou le Mariage de Figaro

de Beaumarchais, mise en scène d'Antoine Vitez, avec Catherine Sarrailh, Geneviève Casile, Alain, Pralès, Catherine Salvat, Dominique Rozan, Claude Mathieu, Vénolène, Vella, Jean-Luc Hébert, Jean-François Rémi, Pierre Vial, Lolo Brabant, Jean-Baptiste Maistre, Bruno Putzulu et Alain Uchouar. En arrivant à la Comédie-Française comme administrateur général, Antoine Vitez a mis en scène cette pièce fameuse. Il a inscrit en premier son second titre : la Folle Journée. Ce n'est pas un hasard.

Les Palmes de M. Schütz

de Jean-Noël Frenck, mise en scène de Gérard Collaert, avec Gérard Collaert, Sophie Volkmann, Stéphane Hillel, Christophe Muller, Patrick Zard et Claude d'Id. Répète d'un très grand succès, qui a fait le tour de la France.

La Puce à l'oreille

de Georges Feytaud, mise en scène de Jean-Claude Brisly, avec Gérard Philou, Patrick Préjean, Virginie Proulx, Marie Lenoir. On sait, ou en tout cas on se persuade que vous les beaux jours, les spectateurs ont eu de la puce à l'oreille. C'est la puce à l'oreille qui a fait de ce spectacle l'un des plus succès de la saison.

Le Rire de Tchekhov

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pavel Khouryev. L'écriture, historien d'art et poète Edouard Roditi vient de mourir, brutalement, lors d'un séjour en Andalousie. Mémoire du siècle, il avait dans sa jeunesse entrevu Proust et Collaert, dès 1928 et jusqu'au dernier jour, il a de nombreuses revues littéraires telles que *Transition*, *Cahiers du Sud*, et, plus récemment, *Calligrammes*, *Champs*, *Europe*, *Esprit*, *Corpus*, *Paradis*, *l'Arche*, *World Literature Today*. Bilingue, il écrivait en français et en anglais et traduisait quinze langues. Il a traduit notamment des textes de Breton, Picasso, Suarès, Soliman et, avec Paul Celan, des poèmes de Pessoa. Il soutint très activement, avec la générosité et la disponibilité qui lui étaient habituelles, la Fondation du poète français dans ses multiples activités culturelles et la Fondation Khouryev où il siégeait au comité d'honneur et pour laquelle il rédigeait l'un de ses derniers textes, "A propos de l'Ecole de Paris", à paraître dans le catalogue de l'exposition qui se prépare à Marseille : "Montparnasse, atelier du monde". Ces fondations tiennent à lui rendre cet hommage.

EDOUARD RODITI

L'écriture, historien d'art et poète Edouard Roditi vient de mourir, brutalement, lors d'un séjour en Andalousie. Mémoire du siècle, il avait dans sa jeunesse entrevu Proust et Collaert, dès 1928 et jusqu'au dernier jour, il a de nombreuses revues littéraires telles que *Transition*, *Cahiers du Sud*, et, plus récemment, *Calligrammes*, *Champs*, *Europe*, *Esprit*, *Corpus*, *Paradis*, *l'Arche*, *World Literature Today*. Bilingue, il écrivait en français et en anglais et traduisait quinze langues. Il a traduit notamment des textes de Breton, Picasso, Suarès, Soliman et, avec Paul Celan, des poèmes de Pessoa. Il soutint très activement, avec la générosité et la disponibilité qui lui étaient habituelles, la Fondation du poète français dans ses multiples activités culturelles et la Fondation Khouryev où il siégeait au comité d'honneur et pour laquelle il rédigeait l'un de ses derniers textes, "A propos de l'Ecole de Paris", à paraître dans le catalogue de l'exposition qui se prépare à Marseille : "Montparnasse, atelier du monde". Ces fondations tiennent à lui rendre cet hommage.

avec Robert Delmar, Joseph Malerba et Beata Niska. Un metteur en scène est venu tout spécialement de Moscou pour diriger deux courtes pièces d'Alexandre, l'ours, et la *Demande en mariage*. Lucienne Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. A partir du 19 juin. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

Paris

Les Bonnes

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Ollivier, avec Hélène Lussier, Geneviève Robin et Violaine Schwartz. Le grand cérémonial de révolte et de mort. La pièce la plus connue de Genet, le spectacle le plus abouti d'Alain Ollivier.

Studio-Théâtre, 18, av. de l'Innovation, 44000 Vity, Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-51-75-50, 55 F et 74 F.

La Double Inconstance

de Marivaux, mise en scène de Guy Allouez, avec Eric Lacoste, avec Martine Colver, Bernard Dubreyn, Alain d'Harvey, Norah Krief, Martine Luth, Gilbert Mercantogian et Eric Lacoste. Quand le Ballet-Théâtre s'attaque à Marivaux, il ne fait pas dans la coquette. Il donne aux personnages une belle épreuve.

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Marnes-la-Marche, Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-55-43-45, 70 F et 95 F. Dernière représentation le 20 juin.

Gladys

de Christian Perce, mise en scène de Jean-Michel Dupuis, avec Michèle Moretti. Elle a pas mal vécu, elle a beaucoup souffert, elle a appris à vivre de tout ça. Moretti est merveilleuse.

La Vieille-Grille, 1, rue du Petit-d'Étampes, 57, Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-07-22-11, 70 F et 100 F.

Greek

de Steven Berkoff, mise en scène de Jean-Luc Lemaire, avec Jean-Luc Lemaire, Catherine Hilla, Judith Magre et André Weber. Les productions cyniques d'un Edipe de la tradition grecque, pendant le règne de Madame Thatcher. C'est à dire qu'il a voulu s'enrichir et qu'il y a réussi. Comédien superbe, mise en scène géniale.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malraux, 75002 Paris, Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-55-43-50, 110 F et 140 F.

L'Inquisiteur

de Robert Pinget, mise en scène de Joël Jouanneau, avec David Warlow et, en alternance, René Gonzalez, Joël Jouanneau et Christian Ruch. Interprétation d'un domestique, un vieil homme étrange, porteur de troubles à propos d'une disparition. David Warlow est tout simplement extraordinaire.

Bastille, 78, rue de la Roquette, 11, Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14, De 55 F à 90 F.

Kvetch

de Steven Berkoff, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Juliette Brea, Christiane Cohendy, Jean-Claude Jay, Jean-Luc Moreau et Hugues Quester. Cette fois, Steven Berkoff nous entraîne dans la vie de gens qui ont bien du mal à savoir ce qu'ils veulent, et se laissent aller à faire ce que leur envie le plus. Moment d'attente.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malraux, 75002 Paris, Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-55-43-50, 110 F et 140 F.

Madame de la Carrière

de Denis Diderot, mise en scène de Pierre Tabard, avec Catherine Sarrailh et Pierre Tabard.



« L'Inquisiteur » de Robert Pinget, mise en scène de Joël Jouanneau.

Un couple d'acteurs du cas de Madame de la Carrière, amoureux épris d'absolu et de son amour, normalement légitime.

Poeche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 8, Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-48-92-97, De 100 F à 160 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare, mise en scène de Jérôme Savary, avec Yann Babilée, Olivier Capellier, Nathalie Dornheve, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Fernandez, Robert Guimard, Maxime Lombard, Marina Monnermont, Vincent Ozanon, Hervé Pauchon, Michel Robin. Les derniers jours à Chaillet de cette comédie d'indignes pour laquelle Savary a gardé son sens de l'imagerie, mais où il s'est intéressé aux personnages.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malraux, 75002 Paris, Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14, De 55 F à 90 F.

Dernière représentation le 20 juin.

La Seconde Surprise de l'Amour

de Marivaux, mise en scène de Gilles Bouillon, avec Véronique Müller, Pascale Simon, Philippe Carbonneaux, Pierre-Alain Chapuis, Gérard Charrel et Gérard Hardy. Quand on a mal à son âme, quand on ne voit plus qu'un rien, quand on se croit en perdition, on ne se met plus de l'Amour et c'est alors qu'il frappe.

Carrousel Théâtre de la Tempête, rue du Champ-de-Manceuvre, 12, Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-36-38, Durée : 1 h 45. De 50 F à 110 F.

Tire provisoire

de Jean Boie, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constant, Marie Miquel et Jean Boie. Les impossibles retrouvailles avec l'enfance. Une merveille de drôle de rigole, de cruauté tendresse. Du pur Jean Boie, et Marie Miquel est bouleversante.

Essai de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-46-42, 80 F et 120 F.

Un Soir au bout du monde

de Tom Novembre et Charles Couture, mise en scène de Pierre-Loup Rajot.

DANSE

Tanztheater Wuppertal/ Pina Bausch

Turnabout II Il neige, remplit-il, sur le plateau de ce *Turnabout II*, comme il pleuvait l'an dernier sur le *Second Détail* de Forsythe, pure coïncidence. Quelles nouvelles images surprenantes, surréalistes, déchirantes et drôles, la danse de Wuppertal nous apporte-elle? On se laisse aux guchets, comme d'habitude. Ceux qui n'ont pas pu obtenir de places pourront se consoler devant leur petit écran, le 25 juin : ARTE consacre à Pina Bausch toute une soirée, avec, notamment, la diffusion de *Water* et *Café Müller*.

Théâtre de la Ville, du 23 juin au 4 juillet, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77, 120 F et 175 F.

DV8 Physical Theatre/ Lloyd Newson

Strange Fish Un groupe anglais, fondé en 1985, que s'attachent les festivals - on a pu le voir à Avignon en 1989 avec un envoi *Dead Dreams of Monochrome Men* - et qui collectionne les prix. Cette nouvelle pièce traite de *de croquantes et de déistes*. Vivons-nous d'autre chose?

Théâtre de la Basilide, les 19 et 20 juin à 21 heures, le 21 à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14, 90 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

Wacław *Carmen* *Etudes* La *Carmen* de Roland Petit reste décollante (on y verra à tour de rôle, pour ces dernières représentations, Monique Lou-dières, Marie-Claude Picard et Alesandra). Et les cascades *Etudes* de Harald Lande, hymne à la beauté de l'école classique et à l'entraînement quotidien des danseurs, ne peuvent vieillir. On peut arriver en retard et se passer de l'insigne *Wacław* de John Neumeier.

Opéra de Paris-Garnier, les 10, 12, 16, 18, 22, 24 et 30 juin, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71, De 30 F à 350 F.

Malté Fosse

So lesch die Katzen Un hommage de Malté Fosse à Valentin Gert, star berlinoise des années 20 et 30, qui trouva avec Pabst et Reinhardt avant de fuir le nazisme... et d'être redécouvert par Fellini puis Schlöndorff, Fassbinder et Herzog.

Centre Georges-Pompidou, les 19, 20 et 22 juin à 20 h 30, le 21 à 16 heures. Tél. : 42-77-12-33.

Dances de l'Inde

Un récital donné par trois grands artistes représentant les plus beaux styles de danse de l'Inde : Podissi, avec Devamita et Madhumita Pattnaik, et le bharata natyam, avec Dayala Srinivas.

Musée Guimet, le 17 juin, 20 h 30. Tél. : 42-50-44-30, 80 F.

La Rochelle

Les Pieds dans l'eau

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps et Michaël Melotoff, avec Jean-Marc Bihou, Loraine Cravotta, Jérôme Deschamps, Philippe Durosseau, Yolande Moreau, Françoise Morel et Olivier Saldin.

Jérôme Deschamps et sa famille ont quitté la Grande Halle. Ils y reviendront cet hiver. En attendant, ils tournent. Tant mieux.

La Couraie, 4, rue Saint-Jean-du-Parrot, 17000 La Rochelle. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 46-51-54-00, De 85 F à 150 F.

Marseille

Le Fleuve Misère

de Flann O'Brien, mise en scène de Marie Vassilakis, avec Dominique Collignon-Marin, Laurent Marit, Michel Mathieu et Emmanuelle Stoch.

Cela se passe dans un village d'Irlande, bien évidemment peuplé de personnages pittoresques. Il y est beaucoup question d'identité et de langage. Avec de grands rires.

Les Bernardines Théâtre, 17, bd Garibaldi, 13001 Marseille. Du jeudi au samedi à 21 heures. Tél. : 81-42-46-33, Durée : 1 h 45. 90 F et 90 F.

La sélection «Théâtre»

a été établie par Colette Godard

Parole à la danse

Un mini-festival associe chaque soir un film et un spectacle. Des documentaires passionnants sur l'enseignement des grands maîtres (Voinine, Kusseff, Gsovski, Prokoryev...), la compagnie Temps présent de Thierry Malandain, les élèves du Conservatoire Marius-Petipa et de divers conservatoires municipaux.

Auditorium Châtelet, du 23 au 28 juin, films et démonstrations à 16, 17 ou 19 heures, spectacle à 20 h 30, la dimanche à 15 heures. Tél. : 42-36-13-50. Passerport journalier 60 F et 120 F.

Les Esprits mobiles

Un ami lointain, chorégraphie et interprétation d'Odile Cazes, et *Genos II*, rencontre passionnante, chorégraphie d'Elsa Wallaston, dansée par elle-même avec Stéphane Koulbais.

Théâtre Danciel, les 19, 18 et 20 juin, 20 h 30. Tél. : 43-54-72-00, 90 F.

Workweek

Un studio blanc défilé juste ce qu'il faut, sous verrières et poutres : l'endroit, déjà, est sympathique. Choisis par Amy Swanson et Fabrice Dugied, de jeunes chorégraphes y présentent leur travail, en chair et en os en vidéo.

La Rigord du Cymus, du 17 au 22 juin, 20 h 30. Tél. : 43-58-55-53.

Masaki Iwana

Papillon en effondrement La magie tenace du bête, cette danse des ténébreux et du refus jallie des cendres d'Hiroshima. Un solo au titre pourtant essurant, mais sans en jamais.

Théâtre Montparnasse, du 23 au 26 juin, 20 h 30, 43-50-06-06, 90 F et 70 F.

Rouen

Compagnie Karine Saporta

La Révolte d'Esther Le cru 1992 de Saporta : « Un nouveau regard sur l'Espagne et sur le « merveilleux » méditerranéen, sur le voyage et sur l'œil, sur la pensée, la science, la loi et la Bible... »

Théâtre des Arts, les 19, 19 et 20 juin, 20 h 30. Tél. : 35-71-41-36, De 80 F à 120 F.

Orléans

Théâtre Jel/Joséph Nadi

Les Échelles d'Orphée En avant-première (elle sera « créée » au Festival d'Avignon), la nouvelle pièce de Nadi, dédiée aux sages-pompier-pompier de Kamzra, sa ville natale, qui fondèrent jadis une fabrique puis un groupe théâtral et qui remportèrent à Turin, en 1911, le concours mondial des pompier-bénévoles.

Théâtre du Carré Saint-Vincent, le 19 juin, 20 h 30. Tél. : 38-62-45-68.

La sélection « Danse »

a été établie par Sylvie de Neuss

PRÉCISION. - Dans le Monde

du 11 juin 1992 consacré aux « Rendez-vous de l'été » de la danse, une confusion s'est glissée dans le programme de Sylvie Guillen et de Laurent Hilaire au festival Romaneopole. Il comprend en première partie : « *Après-midi d'un jour* » et « *Other Night* » de Jérôme Robbins, et en seconde partie « *Épisodes* », création mondiale de Maurice Béjart, (du 30 juin au 3 juillet, villa Medici, Rome).

41, avenue des Grésillons
92280 Gennevilliers
47 93 26 30
Saison 92-93
centre dramatique national
direction bernard sobel
théâtre de gennevilliers

18 sept	Anton Tchekhov / S. Braunschweig
18 oct	La Vierge
22 oct	Gertrude Stein / R. Wilson
29 oct	Don Quichotte / Les frères
12 nov	Molière / Zane Theatre / G. Brouillette
19 dec	L'Empire des vers / Les Frères
	Vanitas / Zane Theatre / G. Brouillette
	Les Vieux de la montagne / La Dispute
12 dec	Opéra / G. Martin
	Les confessions d'un poète / d'après Verlaine
8 jan	Isaac Ribet / B. Sobel
23 jan	Marie
2 fev	Michail Volodkov / B. Sobel
13 fev	Café / Cacher / La mort
8 mar	William Shakespeare / S. Borge
	Henry IV
8 mar	Odette von Horvath / A. Alessi
19 avr	Le baladeur
	Heinrich / G. Alessi
	La Comédie

COMMUNE
l'école des mères
les acteurs de
bonne foi
master class
de David Poulard
■ Michel Vuillemin

abonnez-vous 92.93
Mme Klein
■ Nathalie Wright
■ Raphaëlle Bouché

le jeu du narcissisme
de Marc Chagall - Romain
et Gérard Mordant
■ Raphaëlle Bouché

Aubervilliers
48 34 67 67

50 = 2000 ريال

A SÉLECTION

DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Manifeste

« Manifeste » est une exposition pluridisciplinaire organisée sous la direction de Germain Viatte, responsable du Musée national d'art moderne et du Centre de création industrielle, proposant une mise en perspective de trente ans de création (1960-1990) : musique, cinéma, littérature, vidéo, architecture. Mais ce sont les arts plastiques qui se taillent la part du lion : presque tous les espaces du Centre Pompidou sont réquisitionnés pour la présentation d'une partie des réserves du Musée national d'art moderne. Le Centre de création industrielle profite de l'occasion pour montrer la collection de design qu'il vient de réunir.

Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Du 18 juin au 28 septembre.

Gustav-Adolf Mossa

Peintre méconnu, Gustav Mossa (1883-1971) qui se donna un prénom plus « exotique » que son nom, est l'un des derniers symbolistes. Entre 1904 et 1914, il multiplie les allégories (la vie, l'amour, le sexe, la mort). Sa production fait partie de la première guerre mondiale.

Palais de la Ville, 109, rue de Valenciennes, Paris 1. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf mardi et jeudi de 11 h 30 à 18 h 30. Du 19 juin au 27 septembre. 30 F.

Meiz

Chien d'œuvre de l'archéologie chinoise

Quelques représentants de l'armée de l'empereur Qin Huang Di sont installés à Meiz pour l'été. Il s'agit de figurines de terre cuite (grandes nature) exhumées à Xian au centre de la Chine à partir de 1974. Ces exceptionnelles soldates sont venues de deux cents ans.

Eglise Saint-Pierre-aux-Nonnains, 57000. Tél. : 87-37-57-47. Du 20 juin au 15 septembre.

Paris

Les cinémas de Picasso

Les dessins sur calque et le *Femme en allonge* exécuté en 1935 pendant le tournage du *Mystère Picasso* de Henri-Georges Clouzot n'ont rien perdu de leur force. Ils sont à l'hôtel Salé, avec une centaine de photographies.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3. Tél. : 42-71-28-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 septembre. 28 F.

Guimard

Cinquante ans après sa mort, une trentaine d'années après la destruction des entrées de métro qu'il avait dessinées pour Paris, voici la première exposition monographique sur Hector Guimard, le maître de l'Art Nouveau français. On découvre qu'au-delà des questions de « style », son œuvre fut portée par une réflexion ambitieuse visant à rénover l'architecture, l'art et la vie.

Musée d'Orsay, 1, rue de Solferino, Paris 7. Tél. : 40-48-48-14. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45.

dimanche de 9 heures à 18 heures. A part, du 20 juin au 28 septembre de 10 heures à 18 heures. Collages les 12 et 13 juin. Jusqu'au 28 juillet. 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F).

La cité hispano-américaine

Les maquettes de douze villes hispano-américaines pour retracer quatre siècles d'urbanisme en Amérique latine, du XVI^e au XX^e siècle, et 28 cartes d'époque en prime.

Instituto Cervantes, 7, rue Oudinot-Saint-Christ, Paris 8. Tél. : 47-20-93-45. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 18 h 30. Table ronde avec Alain Tournier. Jusqu'au 30 juin.

Le dessin et l'architecture

L'Académie d'architecture qui passait plus ou moins inaperçue pour être poussiéreuse, a précisément tiré parti de sa position pour en exhumier, à l'occasion de ses cent cinquante ans, une remarquable collection de dessins significatifs de l'ambivalence du métier, entre artiste et technicien. Le pavillon de l'Arsenal, organisme le plus actif de la capitale en matière d'architecture, a achevé de dépoussiérer l'ensemble pour en faire une belle et dynamique exposition.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morand, Paris 4. Tél. : 42-78-28-53. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 septembre.

Annie Leibovitz

Vingt ans dans la vie d'une photographe américaine. Des manifestations pacifistes contre la guerre du Vietnam aux *performers* de New-York, en passant par le rock (les plus beaux portraits des Stones, avec ceux de David Bailey), jusqu'au monde du show-business, et les exotisme de l'Amérique réagissante.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 27 juillet. 25 F.

Le passé recomposé

Le Grey, Biston, Marville, Le Serco, Baldu, Charney, Aigle... en un voyage depuis la cathédrale de Reims jusqu'à la pyramide de Jaisalmer au Mexique. Et cent cinquante photos d'images restaurées, qui permettent de la riche collection de la bibliothèque du Musée des arts décoratifs. L'exposition présente également les techniques de restauration et de conservation de ces photos historiques.

Musée des arts décoratifs - Palais de la Ville, 109, rue de Valenciennes, Paris 1. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours sauf mardi et jeudi de 11 h 30 à 18 h 30. Du 19 juin au 27 septembre. 30 F.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniqueurs médiévaux ? Une exposition ambitieuse avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des objets trouvés lors de la fouille de navires viking, des bijoux, des armes, des objets du quotidien, des bijoux, des objets du quotidien, des bijoux, des objets du quotidien.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, Paris 16. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Moore à Bagatelle

Henry Moore allait installer d'énormes sculptures dans la campagne anglaise autour de sa maison de Perry Green. On se s'étonne donc pas de voir ses œuvres monumentales créées entre les années 60 et 80 envahir le parc de Bagatelle. Il s'agit de la première rétrospective parisienne importante consacrée à Moore depuis 1977.

Triumph de Bagatelle, bois de Stouffville, Paris 16. Tél. : 40-87-97-00. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 octobre. 5 F (entrée du parc).

Hellio Ottica

Marqué comme nombre de ses compatriotes par l'édification de Brasília au milieu des années 50, Hélio Ottica était un touche-à-tout. Ses peintures, sculptures, ses installations l'avaient marqué comme l'un des chefs de file de l'avant-garde brésilienne. Il était en revanche peu connu de ce côté de l'Atlantique. Un oubli à réparer.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1. Tél. : 42-60-55-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures, samedi, et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Ventes-conf. jeudi à 12 heures, samedi à 15 heures.

Musée national du Moyen Âge, place d'Ami-Paintre, 91 Cluses-Saint-Michel

DANS LES THERMES ANTIQUES

du 13 au 28 juin
21 h du 13 au 20, 18 h du 21 au 28

LES CONJETS DE CANTORBERY

par LUI MINASE
et JO VARGAS

VERNISSAGE LE VENDREDI
19 JUIN à partir de 18 h
EXPOSITION DU 19 JUIN
AU 15 JUILLET 1992
GALERIE OUY CRETE
121, rue Vieille-du-Temple
75003 PARIS. Tél. : 42-72-83-25



Germain Viatte devant le prototype de la voiture expérimentale dessinée par Luigi Colani : exposition « Manifeste » au centre Georges-Pompidou.

Domique Perrault

Trente-neuf projets de Dominique Perrault, architecte âgé de trente-neuf ans, proposés sur le devant de la scène par la Bibliothèque de France (BdF) sont exposés par l'Institut français d'architecture (IFA) permettant de découvrir toutes les facettes, transparentes ou non, du travail de ce jeune maître d'œuvre.

Institut français d'architecture, 8 bis, rue de Tournai, Paris 6. Tél. : 40-23-90-30. Tous les jours sauf lundi, mardi, de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

Séville : le pari andalou

La Maison de l'architecture présente les principales réalisations de l'Exposition universelle de Séville à travers plans, élévations, dessins, photos et diaporamas. Six pavillons nationaux, trois pavillons thématiques, les avenues et les jardins d'Expo'92. Une douzaine de photos retracent l'Exposition ibéro-latine de 1929.

Maison de l'architecture, 7, rue Chailot, Paris 18. Tél. : 47-23-81-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 19 septembre.

Galleries

Erik Dietman

Dietman, un artiste dans le genre plutôt inclassable, est partout ces temps-ci. En particulier à la galerie Claudine Papi, où, en une exposition intitulée « Rôles et autres, cultures de l'ère de Dieu ». Soit des sculptures récentes, qui pèsent leur poids de (marbre ou de (bronze).

Galerie Claudine Papi, 59, rue de Tournai, Paris 6. Tél. : 40-23-98-80. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 juillet.

Erotiques

De Vitt Accorini à Zush, vingt-huit artistes venus de six pays traitent de l'érotisme et de la sexualité sous toutes ses formes. Peintures, sculptures, « performances » ne sont que quelques-uns des supports choisis. Vaste programme.

A. S. Galerie, 24, rue Keller, Paris 11. Tél. : 48-08-90-30. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 juillet.

Hélios

On a beaucoup salué le retour d'Hélios à l'art figuratif, au point d'en oublier sa traversée, pourtant éblouissante, de l'abstraction, pendant dix ans, dans les années 30. Ce la galerie Marwan Hoss évoque en une cinquantaine d'œuvres également sur papier, et des années 30, de Julio Gonzalez et de Joachim Torres-Garcia, deux amis d'Hélios.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1. Tél. : 42-98-37-98. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 juillet.

Rebecca Horn, Jean-Pierre Bertrand

Jean-Pierre Bertrand est un re-déchaussé avec des barres, du rouge, du Plexiglas et du vide. L'artiste, ces temps-ci, d'abord son discours ou son refus du discours sur la peinture. Rebecca Horn est à l'étage, avec des multiples présentés pour la première fois. Il y en a un seul, un vitrine, qui, depuis 1972, résumait l'univers poétique de l'artiste.

dimanche à 11 heures. Jusqu'au 23 août. 30 F.

Pierre Klossowski

Pierre Klossowski évoque à propos de son œuvre graphique la « survivance magique du marais goth ». On pourra en juger à la Galerie Beaubourg, qui présente pour la première fois son œuvre sculptée. Deux grands groupes réalisés entre 1990 et 1992.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Stanislav Kolibal

Les petits « dessins-espace » de Tchèque Stanislav Kolibal sont devenus grands. Les boîtes en carton et pièces de contreplaqué se sont peu à peu mélangées à l'aluminium et aux matières transparentes. Un art d'une beauté formelle très pure se dégage de ces grandes structures géométriques.

Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple, Paris 3. Tél. : 48-87-75-31. Tous les jours sauf dimanche, et lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 juillet.

Gaston Lachaise

L'occasion de découvrir un sculpteur peu connu en France, où il est né, mais qu'il a quitté en 1906 pour aller vivre et travailler aux États-Unis. Il s'y est rendu célèbre avec ses nus apaisés, d'esprit contraire au puritanisme ambiant. La nouvelle galerie Gérard Piltzer expose en même temps une série de photographies d'Irving Penn, qui traitent du nu, aussi.

Galerie Gérard Piltzer, 78, avenue des Champs-Élysées, Paris 8. Tél. : 49-59-90-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 juillet.

Régions

Arct-et-Senans

British Architecture Today
L'architecture britannique aujourd'hui, passe selon cette exposition, dont l'esprit a transité par la Biennale de Venise, à travers six noms. Quatre d'entre eux sont à peu près connus du public français : Foster (le Carré d'art à Nîmes), Rogers (complexe de Piau pour le Centre Pompidou), Grimshaw (auteur du pavillon anglais de Séville) et Sterling (extension de la Tate Gallery et Musée de Stuttgart). Reste donc Willford, longtemps l'associé de Sterling, et Cottam, deux raisons supplémentaires d'aller approfondir sa culture à la somptueuse Fondation Ledoux, dans la Seine d'Arct-et-Senans.

Fondation Charles-Nicolas-Ledoux, Seine royale, 23610. Tél. : 81-54-48-00. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 septembre. 20 F.

Bordeaux

Norman Foster
Arct-et-Senans a réuni ici les projets récents (depuis 1990) et les principales réalisations (depuis 1964) de Norman Foster, chef de file de la tendance de l'architecture anglaise la plus brillante, au propre comme au figuré : transparence, souplesse, raffinement sont dans l'œuvre de Foster utilisés comme des matériaux, verre, acier, ou béton. Ce maître d'œuvre anglais arrive en force en France, d'abord à Nîmes (le Carré d'art et po

beau projet urbain), et peut-être à Bordeaux, si de moins cette exposition a bien un sens autre que publicitaire.

Arct-et-Senans - Centre d'architecture, Entrepreneurs Laine, 7, rue Fauriel, 33000. Tél. : 56-52-78-36. Tous les jours sauf samedi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 20 septembre.

Lawrence Weiner

Chaque année, pour l'été, le CAPC offre la grande nef de l'entrepôt Lainé à un artiste. Cette fois, c'était au tour de l'Américain Lawrence Weiner de se mesurer à l'espace, qu'en bon concepteur il remplit, oui, avec presque rien : des noms de matériaux déclinés sur les pliers, pour un possible cheminement à l'œuvre l'idée de sculpture.

Musée d'art contemporain, 7, rue Fauriel, 33000. Tél. : 56-44-18-36. Tous les jours, sauf lundi, de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 novembre. 20 F.

Cajarc

Pierre Soulages
Onze polyptiques, dont quelques-uns très récents : ce sont les derniers développements de l'œuvre de Pierre Soulages que la peinture présente. Déséquilibres et dissymétries, variations de noir aux nuances et aux textures changeantes sont ordonnés en œuvres monumentales.

Maison des arts Georges-Pompidou, 48160. Tél. : 86-40-53-57. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre.

Chartres

L'art des lucas
Architecture, céramiques, armes, vêtements, figures votives... Les pièces proviennent du Musée de Cuzco, qui était avant l'arrivée de Pizarro le siège du pouvoir politique et religieux de l'État inca.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-83. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 octobre.

Honfleur

Engène Boudin
En près de trois cents peintures et aquarelles revenues au port, peintes de très loin, un hommage au peintre qui, tout naturellement, regardait le ciel et la mer, pour en faire des tableaux.

Musée municipal Eugène-Boudin, place Erik-Satle, 14802. Tél. : 31-89-54-00. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 12 juillet. 35 F.

Meymac

Jésus-Rafael Soto
Ce Vénézuélien de Paris, ou Parisien de Caracas, est l'un des plus éminents représentants de l'art cinétique et de son extension dans l'environnement urbain. Le point sur son œuvre n'avait pas été fait depuis longtemps, aussi cette rétrospective tombe bien, qui réunit quelque quatre-vingts œuvres depuis les années 50, dont un « pénétrable ».

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours, sauf mardi, de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, de juillet à septembre et de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 septembre. 15 F.

Nancy

Jacques Callot
La célébration du quadricentenaire de Jacques Callot est le prétexte d'une rétrospective très complète (miniatures de la guerre, sièges, gouacs, caméïens, images pieuses) présentée au Palais ducal, rénové pour la circonstance.

Musée historique lorrain, 84, Grande-Rue, 54000. Tél. : 83-32-18-74. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

la guerre, sièges, gouacs, caméïens, images pieuses) présentée au Palais ducal, rénové pour la circonstance.

Musée historique lorrain, 84, Grande-Rue, 54000. Tél. : 83-32-18-74. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 septembre.

L'art en Lorraine au temps de Jacques Callot

Parallèlement à la célébration de Jacques Callot, un panorama de l'art lorrain au dix-septième siècle présenté par Jacques Thümler. Des œuvres de Jacques Bellange, Jean le Clerc, Georges Lallemant, Claude Deret, et quinze tableaux du plus grand de tous : Georges de La Tour.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-85-30-00. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nîmes

Henri Matisse

Du Château à Vence, les occasions ne manquent pas, pendant les mois d'été, de revoir certains aspects de l'œuvre de Matisse. À commencer par les sculptures, dont la quasi-totalité est exposée à Nîmes : soixante pièces, ainsi qu'une trentaine de gravures.

Musée des beaux-arts, rue Clit-Foude, 30000. Tél. : 86-76-18-47. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 août.

Noyon

Jacques Sarrazin

Si Jacques Sarrazin, qui était né à Noyon, a bénéficié de la faveur de Louis XIII et, de son vivant, a joui d'une grande renommée, aujourd'hui on l'a oublié. Injustement. Ce premier hommage comporte une soixantaine d'œuvres originales et de nombreuses reproductions de sculptures monumentales intranposables.

Musée de Noyonnais, 7, rue de l'Évêché, 80400. Tél. : 44-00-43-41. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 août. 16 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Genevieve Brerette « Architecture » : Frédéric Elchmann « Photo » : Michel Guerin

WINSTON
LEGEND
FESTIVAL
DU 26 JUIN AU 4 JUILLET

BO DIDDLEY
JERRY LEE
LEWIS
CHUCK BERRY
LITTLE
RICHARD

28/06
LAWINE HUDSON
JOHN
MAYALL
JOHNIE
JOHNSON
ALBERT KING
ALBERT
COLLINS
AS THE HONORERS

Location : Fnac
Virgin Megastore et agences
Réservation : (1) 41199900

Télérama
M1
Europe 2
WINSTON

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Mozart

Requiem - Ode funèbre et triomphale
Montserrat Figueras, Claudia Schubert,
Gerd Türk, Stephan Schreckenberg,
Capella Real, Concert des Nations, Jordi
Savall (direction).

Prétendre que l'on a encore beaucoup à apprendre de ce fameux *Requiem* serait mentir, après son ravissement par tous les baroqueux successivement. Mais Savall allège au maximum l'effectif instrumental et chorale, met ainsi en valeur la couleur funèbre des trombones et cors de basses d'époque, abîmés des timbres une verdure toute méditerranéenne, bat *alla breve* le *Dies Irae* et le *Confutatis*. Sachant qu'il a réuni de surcroît un quatuor de solistes aux voix fruitées, sucrées sans solennité, on comprendra que le *Requiem* de Savall vaut d'être écouté. D'autant que son association avec la *Truenausk*, si proche par l'orchestration, est une idée.

1 CD Antrax/Auridis E 8768.

A. R.

Franck

Symphonie en ré mineur

Bizet

Symphonie en ut

Orchestre des Pays de la Loire, Marc Soustrot (direction) (1).

Chausson

Symphonie op. 20

Fauré

Poèmes et Mélodies - Prélude de l'Après-midi
Orchestre des Pays de la Loire, Marc Soustrot (direction) (2).

La lutte commerciale est inégale : le grand orchestre parisien enregistré pour Philips, le petit provincial pour un éditeur illégitime. Le disque de Soustrot est pourtant bien plus agréable à écouter que celui de Bychkov, car mieux enregistré. Et beaucoup plus utile, puisque la *Symphonie* de Chausson est moins souvent enregistrée que celle de Franck qui bénéficie d'une discographie abondante et de grande qualité (dans le désordre Bernstein, Mautner, Furtwängler, Münch, Paray). L'Orchestre de Paris l'a lui-même enregistrée déjà deux fois, avec Karajan (pour EMI) et avec Barenboim (pour Deutsche Grammophon). Ce nouvel enregistrement est supérieur aux deux précédents, plus précis rythmiquement, moins pesant que celui de Barenboim, moins grandiloquent que celui de Karajan, avec un orchestre plus solide, incontestablement plus brillant et plus homogène. L'interprétation de Bychkov et de ses musiciens se caractérise par son refus de l'effet, sa transparence. Elle donne parfois

l'impression d'avoir été captée petit bout par petit bout, mais n'est-ce pas ainsi que cette symphonie a été «édifiée» par un compositeur qui ne s'est jamais débarrassé de l'orgue qu'il avait dans la tête?

La *Symphonie* de Chausson par Soustrot fait son effet, même si l'Orchestre des Pays de la Loire accuse quelques faiblesses patentées côté vents. Cette musique demande à être dirigée avec franchise, à être «arrachée» de terre avec un enthousiasme contagieux. Et Soustrot sait faire cela avec superbe, comme il sait faire patte de velours dans Fauré.

(1) 1 CD Philips 432 096-2 - (2) 1 CD
Piano Verany PV 792061.

A. Lo.

Rock

Charlie Rich

Pictures and Paintings

De Charlie Rich, chanteur, pianiste, auteur américain, on ne sait pas grand-chose en France. On voit son nom apparaître dans les histoires du rock'n'roll parce qu'il a enregistré pour le label Sun de Sam Phillips en même temps au presque que Johnny Cash, Jerry Lee Lewis et Elvis Presley. On se souviendra peut-être de *Hey, Did You Happen To See The Most Beautiful Girl In The World*, un tube country un peu sirupeux de la fin des années 70. Seuls les fondateurs de hacs imports savent que Charlie Rich est doué d'un talent étonnant qui le fait passer du country au blues, du jazz aux balades avec une facilité qu'absorberait en permanence une mélancolie profonde.

Pictures and Paintings est coproduit par l'écrivain et journaliste Peter Guralnick qui a beaucoup fait pour la reconnaissance de Charlie Rich aux États-Unis. On y retrouve des adaptations (no suprenant *Mood Indigo*), de nouveaux titres et quelques-uns des classiques que Rich a écrits au fil des ans. Accompagné par une poignée de musiciens irréprochables (dont l'extraordinaire batteur de la Nouvelle-Orléans, Jabo Vidacovich), Charlie Rich donne comme un concentré de ses possibilités, de ce qu'il a fait et de ce qu'il aurait pu faire pour conclure sur une version



Charlie Rich.

sion déchirante dans l'une de ses plus belles chansons, *Feel Like Going Home*.

Star/Warner Bros/Blue Horizon 7589-25730-2.

The Neville Brothers

Family Groove

Le meilleur titre de cet album est une reprise de *Fly Like an Eagle*, de Steve Miller, vieux hymne pseudo-hippie, qui n'a jamais semblé très siécle. C'est dire la position fléchée dans laquelle se trouvent les frères Neville ces temps-ci. Le succès de *Yellow Moon*, il y a trois ans, apportait la consécration à un groupe méconnu, composé de vieux routiers de la Nouvelle-Orléans qui n'avaient jamais rencontré le succès auquel leur talent pouvait les faire prétendre. Mais *Yellow Moon*, produit par Daniel Lannin, était un disque d'une exigence permanente, une course poursuite éblouissante entre des chansons exceptionnelles (compo-

sitions originales ou reprises) et des musiciens hors du commun. Depuis, les Neville sont d'une certaine manière rentrés dans le rang. La collaboration d'Aaron Neville (le colosse à la voix angélique) avec Linda Ronstadt montrait la voie : il s'agissait de se faire une place à la radio, quitte à sacrifier les idiosyncrasies louisianaises du patrimoine Neville. *Family Groove* va plus loin, avec un résultat imprévu : consciemment ou pas, les Neville reviennent aux années 70, au temps où Charles jouait des claviers au sein des Meters, et le disque sonne très rétro, un peu sirupeux. La science des arrangements, la cohésion, le funk du groupe ne dissimulent pas la misère des compositions. *Family Groove* devrait se traduire à la fois par le «rythme» ou le «sillon» d'une famille. Ici le sillon est devenu une arête.

ABM/Polydor 397 180-2

T. S.

Chanson

Marianne Oswald

Compilation

C'est une voix étrange, venue d'un vertige, venue du fond de la terre, du fond de la souffrance. Une voix de chat affolé, qui transcende les mots, et pourtant Dieu sait si les mots comptent pour Marianne Oswald : «disseuse» de chansons à texte. Elle parle à côté de la musique et sans perdre le rythme, la rattrape sur un trait mélodique. Comment elle transforme en turent apocalyptique les vers de mirilton d'*Anna la Bonne*, c'est miraculeux. Elle rassemble les mots, les scande de son accent mi-Sarreguemines, mi-berinois, tronçonne les phrases à sa façon, et ainsi, invente son langage.

Un langage d'exil, un exil pas seulement géographique. Marianne Oswald la Lorraine, a fait ses classes dans le Berlin d'avant 1933 - celui de Marlene et de Margo Lion, de Brecht et de Pabst - qu'elle a dû fuir comme elle a dû fuir le Paris de l'Occupation. Et quand elle nous est revenue, après la guerre, un autre monde se construisait, le sien était langué. Elle a encore interprété pour un club de nostalgiques ses chansons drôles, violentes, poétiques, pathétiques, toujours belles. Elle a tourné quelques films, produit des émissions pour la radio et la télévision, au temps où concurrence et audimat ne régnaient pas encore. Son exil, c'est ça : toujours, elle a marché en marge. On ne s'en rend pas compte aujourd'hui, mais la «condition féminine» dans les années 30, c'était le Moyen Âge. Il fallait se battre pour vivre son indépendance.

Elle s'est battue, a chanté ses batailles, les révoltes, les utopies anarchistes, les difficiles amours avec des beaux indifférents, les rigolades compliquées avec d'éternels enfants, les grandes vides veuveuses... Elle a chanté les rêves et les blessures. Marianne Oswald est née blessée, comme tous ceux qui ont cherché le paradis sur terre.

1 CD EPM.

C. G.

Allain Leprest, Richard Galliano

Voce a Mano

Richard Galliano est un accordéoniste superbe, nerveux, intuitif, qui sait s'adapter à toutes sortes de swing, celui du jazz, celui de la chanson de rue, ou des musiques de pays. Allain Leprest est un drôle d'individu surgi de, où exactement? Avec *«Incertitude, la conviction, les doutes [qui] distillent leurs ondes aventureuses»*, selon leur saint protecteur, Pierre Baronh, qui veille toujours sur le label Saravah, les deux musiciens ont fabriqué un disque de banlieue généreuse. Galliano fait de la valse au bandonion et à l'accordéon diatonique. Leprest chante d'une voix râpeuse, sans hâte, ni faux combats à mener : un paquet de Gitanes, une Java Saravah très café au lait (dans le texte, pas dans le rythme). *Le Ptit Ivy*, la Rue Blondin, le Contain, l'amitié «Un cœur entre deux tranchés de pain/ l'es le meilleur de mes copains/ On s'entend bien/ On s'entend comme un et un/ Font une belle somme».

Les musiques sont signées Philippe Biais. Romain Didier, Louis Artu ou Gérard Pieron. Seul, Allain Leprest aurait penché vers une noirceur tendre mais trisonne. Avec Richard Galliano, il a trouvé la trame nécessaire à l'éclosion d'une très forte personnalité forgée à l'école de la rue : «C'est peut-être Jésus/ Le goss de la tour 9/ Qu'a volé au Printemps». Ce disque, vraiment peu courant, a été enregistré à Ivry-sur-Seine.

1 CD Saravah 591082. Distribué par Adès.

V. Mo.

Musiques du monde

Doudou N'Diaye Rose

Djambé

Vraiment longtemps que nous attendions un vrai, bel et bon album du percussionniste sénégalais et de ses cinquante-cinq collaborateurs, danseurs, qui vivent les rythmes de la grande Afrique noire. C'est chose faite. *Djambé*, né de la conjonction du talent du maître-tambour, du son d'Eric Serra, transformé ici en producteur par amour de l'île de Gorée, et de la Choral de Julien Jouga qui a mis le piment et la souplesse nécessaires à l'écoute de douze titres fondés sur le rythme. Il faut affiner son écoute pour découvrir des mélodies, du sens, dans cet art complexe. Hommage à l'historien Cheikh Anta Diop, appui total sur la tradition, rythmes allégés, rythmes massifs, tout est dans la nuance. Il y a quelques bruits de vagues pour commencer, des oiseaux, des voix qui chantent en wolof, une ambiance qu'il est souvent difficile de trouver dans un enregistrement de ce genre.

1 CD Virgin 30988.

Big Cumbia

The essential Cumbia Collection

La cumbia de Colombie, chaloupée, gourmande, avec ses accés de précipitation, ses flemmes subites, compilée par Jumbo Vatanen pour les disques Fucotes de Medellín. Toutes les stars du cru y sont, et d'autres moins connus (Adolfo Echeverria, Ramon Ropain, La Integracion, Cartagena Candombe, Rodolfo and his Tipica RA 7). Le tout est un peu touffu, un peu brochant, sans plan déterminé, mais très sympathique.

1 CD Mango 510521. Distribué par Island.

V. Mo.

John Coltrane

Les vertiges de l'universalité

La première impression est d'une profusion, d'un débordement, d'un flux ininterrompu qui signale toute la musique avec laquelle se confond la brève vie (1926-1967) de John Coltrane, aux initiales christiques. On peut dire d'Armstrong qu'il a araché le jazz aux bays de Louisiane et aux bordels de La Nouvelle-Orléans; d'Ellington (1899-1974) qu'il l'universalise; de Charlie Parker (1920-1955) qu'il le sort de lui-même; Coltrane, d'emblée, porte le jazz au-delà du possible, là-bas, loin : au point où l'amour se rejoint.

Au printemps 1960, lors de son premier concert parisien, il suscite une émeute, un tollé pas si loin du scandale. Cette propension à faire violence à ses publics successifs, moins aventureux que lui dans l'exigence du jeu, est démentie par tout son être, d'une extrême douceur, infiniment aimable, délicat, modeste et comme porteur de bonnes nouvelles.

On est saisi surtout de la rage de l'expression, de la plénitude avec laquelle elle se donne, parée du blues pour rejoindre, en une trajectoire qui va finir par donner leur sens plein aux années de feu, les modes les plus éloignés en apparence du jazz, ceux de la musique indienne : comme saisie d'un vertige d'universalité qui ne sera répété que par des bavards poussifs. Pas de postérité à cet homme seul qui, à partir de la rencontre avec Miles Davis, en 1956, ne produit plus qu'un son immense (les enches flico numéro 8 n'expliquent pas tout) comme arbitrairement découpé en séquences, en prises.

Les disques de Coltrane, ce sont seulement les moments où les miroirs s'ouvraient à son élan de musique. Ce sont de purs hasards concertés. Les seize compacts des années Prestige (1956-1958) ne sont que cette trace, mais toute. Cent vingt-cinq pièces moins les séances avec Miles - *Workin*

Relaxin, *Sterein*, *Cookin*, tous quatre jetés et enregistrés à la perfection en autant d'après-midi que d'albums - s'étaient sur seize heures et demie de musique. Certaines journées, on ne peut plus comprendre aujourd'hui, sont constituées de deux séances d'enregistrement, le 17 mai 1957 par exemple.

Elles préfigurent l'année 1965 où l'un des plus beaux quartettes de l'histoire du jazz se défilait (Coltrane, Elvin Jones, McCoy Tyner, Jimmy Garrison) en prêtant *A Love Supreme*, tandis que, plus seul que jamais et plus proche de tous, John Coltrane enregistre à tout va des disques aux titres clairs et impuissants, *The Majesty of John Coltrane*, *The New Wave in Jazz*, *Transition*, *Kulu Sé Mama*, *Infinity*, *Ascension*, *New Think and New*, *First Meditations*, *Om Meditations*, avant de disparaître. Quatre de ces séances sont publiées sous le titre *The Major Works of John Coltrane*. On peut contester la formule : ces œuvres ne sont ni plus ni moins majeures que les autres, c'est vrai. On peut le renverser plus subtilement : toute pièce de Coltrane est son *major work*, à tout instant. Ici qui ne prend le jazz jusqu'au cœur que pour l'inventer de toutes pièces. Et au moment où un néoconservatisme abject caquette que «la tendance intello-nyctico-libertaire du free jazz est bel et bien éteinte», on est très heureux de signaler ces somptueuses rééditions gales : ça ne fait que commencer, les amis, c'est l'oubli!

FRANCIS MARMANDE

* *The Major Works of John Coltrane*. 4 CD Impulse GRP21132 distribués par BMG.

* *The Prestige Recordings*. Un coffret de 16 CD WEA Music 4405.



LAURENT VOULZY
CACHÉ DERRIÈRE

NOUVEL ALBUM DISPONIBLE EN CD ET
INCLUT LE SET PARADOXAL SYSTEM

